

(Januar)

279. (Des Réaux an Johann Casimir.)¹

(Metz)

(Schombergs Vollmacht und die deutsche Hilfsarmee. Verhandlungen mit Lothringen; dessen kriegerische Absichten. Gefahr für Metz. Heinrichs IV. Charakter und Lage. Die Niederlage der Reiter.)

„Monseigneur! Je remercie très-humblement V. Alt. de la confiance que luy plaist prendre de moy, de laquelle elle ne sera jamais trompée. Pour le regard du pouvoir donné par le feu U.^a à 110,^b c'est la vérité que je ne l'ay jamais veu; bien sçai-je qu'il fut fait commandement au secrétaire de luy faire les despesche tout ainsy qu'il les désireroit come plus pratiq des affaire 137;^c ce qui fut fait, mais pour contrepoix et pour empescher que ne se fit rien au préjudice de la seurté commune des deux rois nouvellement joints .g. fut envoyé avec commandement audit 110 de ne rien faire sans .g., avec charge spéciale desdits deux rois de tenir la main à la nomination des 146^d que U. a. p. n. t.^e entendoit estre choisy protestant et du gré des 208^f et principalement par l'advis de V. Alt. Et quand au commandement général en 157,^g je le devois consentir audit 110^h en cas semblablement que V. Alt. premièrement ou autre 208 digne ou capable n'y voulut venir en personne, et encor jusques à ce

^a (Roy.)

^b (Schomberg.)

^c (de l'Allemagne.)

^d (colonnelz.)

^e Chiffre: „11, 43, 36, 56.“

^f (princes protestants.)

^g (l'armée.)

^h (Caspar.)

¹ Das Schr. ist jedenfalls in Metz verfasst, bald nach der Zerspaltung der Truppen Sancy's durch Lothringen im Nov./Dez. 1589. Der Schreiber (.g.) ist Des Réaux (Antoine de Moret, seigr d. R., vgl. S. 180 A. 3; No. 206; 233; S. 218 A. 2). Er leitete den schwierigen Zug der Reiter des Obersten Frenz bis Metz nach vorhergegangener Verständigung mit J. C. (Thuanus XCVIII 2). Am 17. Dez. trifft er wegen ihres Durchzugs ein Abkommen zu Strassburg mit dem Rat; am 30. Dez. schreibt er an den Rat in dieser Sache aus Heidelberg; am 8. Jan. berichtet er dem Rat über den Verlauf des Marsches (beil. ein ausführlicher Bericht) aus Metz (Str. A. A. 838). Vgl. La Hug. III, 330 f; 336. Ueber Sancy's Tätigkeit nach der Niederlage seines Fussvolks vgl. Mém. d'estat III, 147 f.

qu'il arrivast en 157 ung [†]a ou officier de la couronne, (Januar) vous pouvant dire que l'intention estoit d'y en faire trouver ung Metz sur la frontière.¹ Voilà ce qui en est au vray à présent! Je ne sçay, comment il a basty ses affère, et y a grande apparence que U., voulant retenir tous les serviteurs du feu roi pour rendre son advènement moins difficile, sans s'estre enquis plus particulièrement, luy aura aisément accordé renouvellement de ses pouvoirs, lesquels néantmoins, selon que je me promets de sa prudence, il ne voudra estendre que jusques aux conditions sudites; encor qu' à la vérité il ne les sçavoit pas, car je ne devois faire apparoistre de mon pouvoir ny de l'intention desdits rois qu' à mesure que les occasions s'offriroient, pour ne luy donner aucung umbrage. Voilà pour ce regard! Quand à la paix de Lorraine, je ne sçay, quelle charge en peut avoir ledit 110; mais il est vray que le feu roy et depuis cestuy-cy l'ont désiré pour deux raisons principalement. La première, pour commencer à réparer sagement X^b par le chef de leur maison, qui est ce que en une telle et sy puissante conjuration tout sage prince doit adviser. La seconde, parce qu'il n'a point manqué de gens qui ont voulu faire croire à quelque 208 qu'il ne devoient souffrir la ruine dudit duc qui leur servoit de bouloards et de frontières contre les usurpations françoises.² Et en cela 151^c a pensé ne pouvoir mieux justifier son innocence que par monstrier ung saint désir de le remettre en meilleur chemin; mais tant s'en faut, monseigneur, qu'il soit prest d'y revenir que je suis très-assuré que, au grand regret de ses principaux serviteurs, il bande au contraire le sy peu de démonstration qu'il fait de paix vers U. et vers ledit 110. et n'est que pour alentir l'esfort que l'on pourroit faire contre luy et gaigner temps. Je le sçay tres-bien par advis des siens très-confidentz et par les effectz nous en avons trop de preuve; car 75.^d l'asseure et ne l'abandonne et le prie de subsister le plus

^a (prince du sang.)

^b (les Guises.)

^c (le roy.)

^d (le roy d'E.)

¹ Schon am 1. Jan. 1589 hatte Heinrich von Navarra den s^r de Fresne-Canaye zur Verhandlung mit Schomberg und mit den deutschen Fürsten bevollmächtigt und zugleich, im Fall de Fr. verhindert sein sollte, D. R. mit der Abfertigung eines andern Unterhändlers beauftragt (Lettres miss. II, 423 ff.). Sch. selbst erklärte nach dem Tod Heinar. III. eine Erneuerung seiner früheren jetzt erloschenen Vollmachten für nötig (S. 214 A. 1). De Fresne war im Okt. 1589 nach England abgefertigt worden (Lettres miss. III, 60 f; 97) und sollte im Jan. oder Febr. 1590 nach Deutschland gehen (Mémoires d'estat II, 277 ff; 292 f.). Am 18./28. Dez. empfiehlt Heinrich IV. die Werbung Schomberg's und Sancy's bei Kursachsen (M. M. bei Würtemberg, Lettres III, 107 ff.).

² Anspielung auf die Vorgänge von 1587 und die von La Huguerye vertretene Politik. — Am 29. Jan. missbilligt Heinrich IV. in einem Schr. an de Fresne eine angebliche feindselige Aeusserung Sancy's über Lothringen (Mém. d'estat II, 280).

(Januar) Metz qu'il pourra, avec promesse d'indemnité et d'assistance plustost ouverte, s'il pense que ce soit le meilleur. Et à la vérité, en ce cas ceste ville se retrouvant entre la Lorraine et le Luxembourg seroit bien malade. Pour confirmation de quoy il est certain qu'il vient de Luxembourg force munition de poudres audit z^a et que l'on délibère en sa court, s'il n'est pas plus expédient d'envoyer deux mil hommes de pied et six cent a 56.62. qui est environ la mitte [?] de ses forces françoise et lorraine, à l'asistance de Y.^b que non pas de s'amuzer à forcer noz fortz; et crois que ceste opinion l'emportera; lesquelz fortz néantmoins ilz ne laisseront de forcer payant les lansquenets qu'ilz attendent. Je vous pourrois dire plus avant, ce que je n'asseure pas, que le partage est fait entre eux pour 7[5] Metz et pour z. Marsal. Mais à celle fin, monseigneur, que l'on ne pense que ce soient meneries, il ne peut estre que très-à-propos, lorsque 157. commencera à marcher, suivant l'intention de Sa Majesté d'envoier quelquung vers luy au fins de la paix de la part des 208., qui servira à approfondir sa mauvaise intention et decouvrir ses artifices et oster l'opinion auz medecins qui veulent s'entremettre de guérir des malades qui rejettent tout régime. Je vous supplie au reste, Monseigneur, de bien juger de la procédure du roy, duquel l'on a assez recognu l'ambition ne passer point jusques contre ses principaux amis, auquel il a tant d'obligation. Et je m'asseure, recognoissant de plus en plus sa sincérité et sage procédure avec la liaison estroite des ennemis commungs, vous fera, monseigneur, enflamer d'avantage à haster son secours à bon escient, comme en estant le principal tymon, considérant mesmes qu'il n'est temps de se lascher, quand les ennemis se roidissent d'avantage.¹ Il n'est pas peu remarquable que nonobstant les heurs et victoires de Sa M^{té} il ne s'est encor démenty aucungs des parlements, principaux partizans et capitales villes, qui doit faire désespérer d'obtenir rien d'eux que par la vive force. Et croiez, Mon-

^a (duc de Lorraine.)

^b (de duc de M.)

¹ Heinrich IV. schrieb am 15. Jan. 1590 an J. C. und an L. Wilhelm (zitirt in den Mémoires d'estat II, 246); am 17. Jan. fertigte er Baradat, „commissaire ordinaire des guerres“ an die K. von England ab, mit der Bitte um Kriegsschiffe und Truppen (ebd. 254 ff.); am 22. beauftragte er Sancy mit Betreibung der Hilfe bei den deutschen Fürsten; er wiederholte diesen Auftrag am 30. (ebd. 262 ff: 273 ff.), indem er zugleich versprach für Schomberg, der sich durch Baradat „du tout résolu à mon service“ erklärt habe, „confirmer la charge qu'il avoit eu du feu roy de la conduite du dit secours, dont je luy enverroyay bien-tost le pouvoir“ (ebd. 276). Sancy hatte dies mit Hinweis auf Sch. Ansehen bei den deutschen Fürsten, besonders bei Sachsen, dringend befürwortet (ebd. 276; 282 f.). Der sr Saldagne, der in die Niederlande abgefertigt wurde, erhielt auch Vollmacht zur Werbung bei Hamburg, Lübeck und Bremen (ebd. 283 f.). Am 29. Jan. stellt der K. Schomberg die Sendung jener Vollmacht durch Baradat in Aussicht (Lettres miss. III, 129 ff.).

seigneur, qu'en la vie du roy consiste la seureté des affaires de toutes les gens de bien et sa subsistance à le tenir le plus fort en la campagne. Il faut dont employer le temps de sa vie agguetée de toutes partz et n'y perdre ung seul moment, de peur que nous rendant ingratz d'ung sy digne instrument que dieu nous a donné, il ne nous le souffre oster. C'est trop dit à la prudence et bon jugement de V. Alt. Quand aux 160.,^a il sont diminuez de plus de la moitiez à mon grand regret et la promptité de leur retraite en est plus cause que la nécessité. Car nous y avons fait nostre possible⁴.

Ma. 544|15 f. 323. Or.

280. Werbung Schombergs bei Landgraf Wilhelm. 6. Januar

(Geldunterstützung für Heinrich IV. Bündniss. Aussöhnung mit Lothringen und der Ligue. Mainz und Sachsen.)

1) W. möge durch einen vertrauten Diener bei den Kff. und Fürsten, die nur einen Teil oder noch nichts von dem bewilligten Geld gezahlt haben, den Rest bzw. das Ganze einfordern und bis zu der bald erfolgenden grossen Werbung des K. verwahren. 2) Da der K. für diese Werbung 400000 \diamond braucht, von der K. von England aber, die schon Geld, Munition und Volk geliefert hat, nur 50000 zu erwarten hat, hofft er auf Deckung der übrigen 350000 durch die Fürsten. W. möge diesen neuen Zuschuss ähnlich wie in der ersten Anlage bei den Fürsten insgeheim ins Werk setzen. 3) W. möge bei den Fürsten die Werbung de Fresne's um Konföderation und Bündniss unterstützen und eine Ablehnung verhindern, die bei den Katholischen in Frankreich und in Italien wie bei denen, „so I. Mt. conservation auf der Protestirenden gewalt und macht fundiren,“ sehr grossen Eindruck machen würde. Etliche Partikularsachen: Sch. bittet W. um Gutachten, durch wen der K. und Lothringen versöhnt und Friedenshandlung zwischen dem K. und der Gegenpartei in ganz Frankreich vorgenommen werden könnte.¹ Mainz hält das Werk für notwendig, schaut aber auf den Kaiser; ob und durch wen der Kaiser hiezu zu ermahnen? Sch. meint, durch die Stände am Rhein unter Beziehung der beiden andern Kff. . . Da Sachsen mit Brandenburg sich wegen der persönlichen Zusammenkunft mit Mainz entschlossen hat, Mainz aber laut Heusenstamms Schr. dieselbe bei Sachsen nicht suchen wird, möge W. seine Meinung äussern, damit Sch. sie in Dresden dem Kf. berichten könne. Da Sachsen im Fall der Zusammenkunft auch über die französischen Dinge reden und Mainz vermutlich der gleichen Ausflüchte gebrauchen wird wie der Marschall in seinem Schr., möge W. sich äussern, wie dem zu begegnen.² W. möge dem K. Sch. Fleiss und Treue

^a (reistres.)

¹ Vgl. No. 279.

² Ueber das von Sch. betriebene Projekt eines Bündnisses zwischen kath. und prot. R. Ständen vgl. Ritter, Br. u. A. I, 29 ff. Sch. setzte am 23. Dez. aus Frankfurt dem kurmainzischen Marschall Heinrich von Heusenstamm zur Ergänzung ihrer gestrigen Abendunterredung die

rühmen und seine Meinung über Bündniss und Kontribution kundgeben, endlich „aus der K. Mt. schreiben“ den Punkt, den er gestern Fugel angedeutet, wegen der Unsicherheit der Strassen weglassen, da dies im Fall eines Auffangens der Briefe dem K. bei den Katholischen in Frankreich Abfall wie auch in Deutschland grosse Weiterungen erregen könnte.

Marb. Frkr. 1590, II. Cop.

6.

16.

Januar
Florenz

281. Priuli an Montalto.

... „Intendo ancora di buon luogo, che li principi protestanti di Alemagna havevano unitamente fatto sapere al Navarra, che non havebbe rispetto di loro a farsi catholico et rendere ubidienza a S. St^a et a la sede apostolica Romana, perchè se bene egli ciò facesse, loro non restarano perciò di dargli sempre ogni aiuto per la recuperatione et conservatione del regno, perchè essi non lo aiutavano per conto di religione, ma per interesse di stato et loro particolare, tornando loro conto di conservare il regno di Francia con le forze unite sotto un solo et proprio re, come è stato per il passato; et che in questo egli può considerare, se è vero quello, che dicono, poichè havevano promesso et davano li medesimi aiuti (dati et promessi a lui) al già re Henrico suo predecessore.“

Rom, Firenze 12 f. 40. Cop.

rechtliche und tatsächliche Lage Heinrichs IV. ausführlich auseinander, wobei er ausdrücklich darauf hinwies, der K. bekenne gegenüber dem ligoistischen Vorwurf der Ketzerei, dass er in etlichen Punkten nicht mit den Katholischen übereinstimme, aber durch ein General- oder Nationalkonzil überführt zu werden begehre; „über das so haben J. M. dem verstorbenen König auf dem todtebett geschworen, auch derselbe durch einen öffentlichen eid gegen geistlichen und weltlichen standes fürsten und herrn und dem ganzen hellen haufen betueneret, er wolle leib, gut und blut zu erhaltung der catholischen religion darstrecken und zusetzen, auch in derselbigen polizei nichts endern“ (Marb. ebd. Cop.). Heusenstamm antwortete aus Aschaffenburg am 2./12. Jan., Mainz könne die Aufnahme eines Gesandten Navarras als des K. von Frankreich aus Rücksicht auf den Kaiser nicht bewilligen und habe allerdings gegen Sch. geäußert, er habe den Kf. von Sachsen seit dem Augsburger R. Tag nicht gesehen und würde sich gern bei Gelegenheit mit ihm besprechen, halte es aber für unnötig, „das sich auch der herr vor sein person nach auch hochgedachtem churf. zu Sachsen . . damit, ausserhalb was J. Ch. Gn. sonsten deren dienst halber mit euch recessirt, bemühen solten“ (ebd. Cop.). Am 7. Jan. schickt Sch. aus Cappel ein Conc. für ein Schr. L. Wilhelms an Heinrich IV., das die Aussöhnung mit Lothringen zu befördern verspricht, an den Sekretär Heugel, den er bittet, ihm die Replik auf die mainz. Ausflüchte zu schicken, da er sie vielleicht in der Pfalz gut brauchen könne (ebd. Or.). In einem Schr. an Sancy vom 30. Jan. betont Heinrich IV. die Wichtigkeit einer Verständigung zwischen den deutschen Protestanten und den geistlichen Kff. (Mé. m. d' estat II, 275). Noch am 7. März billigt er in einem Schr. an Schomberg dessen Plan eines Bündnisses der 3 weltlichen Kff. mit Mainz, sowie die Absicht die geistlichen Fürsten zur Betreibung einer päpstlichen Erklärung gegen Jaques Clément zu veranlassen (ebdr. 315).

282. Ernst von Mansfeld an Gebhard Truchsess. 7. Januar
 (Sachsen und Brandenburg zur Aktion geneigt. Aufmahnung der Kreise
 gegen Lothringen. Deutsche Truppen für Heinrich IV. Plan eines
 grossen prot. Bundes; bei den Niederländern zu befördern.) Eisleben

. . . . „Auctoritas und Pax [Sachsen und Brandenburg] werden
 beissig, weil sie zu der mauser und gembsen [reuter und fussvolk]
 zusammenbringung contribuïret. Fumus und Praesumens
 [Lotringen und bischof von Strassburg] werden verhasst, Paulini
 [evangelische capitularn] werden gut gemacht und wurd über den
 Inquietum [bischof] ausgehen.“ Der Bischof hat Lothringen ins
 Spiel gebracht; man kann durch den K. von Frankreich, der Ursache
 gegen den Bischof hat, viel verrichten. „Die ungeachten stend“ werden
 es Frankreich nicht verdenken, sondern ihm deutscher Kff. und
 Fürsten Assistenz zuwege bringen. Für diesmal muss man, „weil
 Oberster [Sachsen] gar der meinung, als dessen schreiben an Herculem
 [administrator] ich gelesen,“ die Kreise aufmahnen sobald als
 möglich, und zwar sollen Kurpfalz, Pf. Reichard, Pf. Johann, Mümpelgard,
 L. Georg und Stadt Strassburg durch Schickung oder Schr.
 den kurrheinischen und oberrheinischen Kreis sowie den Herzog
 von Württemberg (den schwäbischen) und den M. von Ansbach, der
 willig ist (den fränkischen Kreis) ersuchen, ferner Sachsen und
 Brandenburg (den obersächsischen) und Magdeburg, Braunschweig
 und Mecklenburg (den niedersächsischen Kreis); Sachsen, Branden-
 burg, Magdeburg, Braunschweig, Mecklenburg und Ansbach sind
 willig. Zur Beschleunigung soll man an verschiedenen Orten zugleich
 ersuchen. Geht es mit den Kreisen nicht, so werden Sachsen und
 Brandenburg wohl auf andere Wege denken. Sie meinen auch,
 falls in den Kreisen die Päpstlichen und auch andere, „die man
 male feriatos nennen mocht,“ nicht wollen, sollten für diese im kur-
 rheinischen Kreis Kurpfalz, im oberrheinischen Pf. Johann, Strass-
 burg, die Landgrafen, Mümpelgard u. a. vorschiesen, im schwäbischen
 Württemberg u. a., im fränkischen Ansbach u. a.; „und wenn man
 auf den beinen, müssen sie ihr quotam wol erlegen.“ Hat man
 „Fumus“ in sein Rauchloch heimgeschickt, Entschädigung von
 ihm gefordert und die Kreise dann das Kriegsvolk entlassen,
 so soll Frankreich mit dem Monatsold gleich zur Hand sein;
 Sachsen, Brandenburg, Ansbach, Magdeburg, Kurpfalz, Zweibrücken,
 Strassburg, Braunschweig, Mecklenburg, Hessen u. a. wollen Frank-
 reich das Geld für Erlangung der Reiter und Knechte ohne Lauf-
 geld sammt Geschütz und Munition vorschiesen. G. soll die Sache
 eilends bei Kurpfalz, Pf. Johann und Strassburg einleiten.

(P. S.) Ist neulich „in secretiori quodam consilio gewesen; hat
 man darvon geredt, wie die ungeachten gregarii [reichsstende], item
 Josua [Frankreich], item Judith [Engelland], Benjamin [Dennemark]
 und sein schwager der Judith nachbar und des propugnaculi [stat
 Strassburg] confederirte,¹ item des Darii [K. von Hispanien] vermeintlich
 angeborne rebellen in einen kuchen möchten bracht werden“; man
 zweifelte besonders an den letzteren, da sie als inconstantes ver-
 schrien und „pacta cum ipsis inita nit halten sollen und ihren

¹ Der K. von Schottland und die ev. Schweizer.

promissis nit zu drauen, wo nit gleich di tat mitgespurt werde.“ G. als dort wohlbekannt soll dort baldigst und ganz geheim Erklärung unter ihrem Siegel darüber erwirken, was sie, falls „di ungeachten gregarii“ sich ihrer annehmen und ihnen Frieden schaffen, an Geld und Munition dazu tun wollen, und dass sie auf Begehren das Geld sofort zu „Hamburg“ erlegen lassen; geschieht das nicht, so glaubt man ihren Briefen und Kompaktaten nicht; „hoc scio pro certo.“ Dies muss baldigst geschehen, „darmit mans bei der zusammenkunft, so balde geschehen mochte, demonstrieren könnte.“

Str. AA. 771. Eigh. (zum Teil chiffirt, mit Auflösung.)

8. Januar

283. Dr. Weiss an Gebhard Truchsess.

Hiemit schreibt Mansfeld, was dem pio opere zum Besten beim Administrator beratschlagt worden. Schickt Schr. Meckbachs an einen Mann, der vor einem halben Jahr zu Prag gewesen; bittet G. mit Hochfelder zu beraten, ob nicht wenigstens die Beilagen zu hinterhalten sein möchten. Wird alles überantwortet, um so besser. Der Administrator wollte selbst schreiben, was er widerrieth. G. helfe es dahin richten, dass dieses Geschäft „nostris hominibus und sunderlich dem Obersten [churf. Sachsen], welcher fast unsinnig hieruber worden, werde zu vorstehen geben, und das man es nur gewaltig exaggeriere.“ . . . Der Administrator wollte ihn nicht „cum collega [H. Augustus zu Lunenburg]“ nach Dresden reisen lassen, ehe die Relation, was zu Prag ausgerichtet, dorthin gekommen sei, „welche in der drei ausschreibenden namen hat abgehen sollen“; der nächste Nachbar des Administrators, „cuius frater nuper ad propugnaculum [Strassburg] missus est“, liess sie des Titels und Inskription halber fast 3 Wochen liegen, und schickte sie endlich zurück an den Administrator.¹ „Inmittelst ist der in der resolution angedeutete legatus von Cracau [Prag] gen Formosam [Dresden] kommen, der uns sonder zweifel nichts guets wird gemacht haben. Also ist meus collega numer beschrieben;“ erwartet stündlich von ihm berufen zu werden, da sonst Instruktion und alles fertig. . . . „Datum ad Sedem, 8. jan. ao. 90.“

Str. AA. 771. Eigh. (pr. Strassburg 18. Jan.).

12. Januar **284.** Pfälzisches Ausschreiben einer Kollekte für Genf.

J. C. verordnet „ein christliche steuer“ zum Besten der zu Genf lebenden ausländischen Christen, Wittwen und Waisen und ernennt zu Kollektoren bei Adel, Hof und Kanzlei Dohna, Melch. Angerus und Lic. Wilh. Schuchman, bei den Universitätsverwandten die Proff. Julius Pacius und Joannes Obsopoeus, bei der Bürgerschaft die beiden Stadtprediger Joa. Phil. Mylaeus und Joh. Reck; Höhe der Beiträge ganz freigestellt.²

Mb. 112/11. Or.

¹ Die Ausschreibenden sind Magdeburg, Braunschweig und Mecklenburg (vgl. No. 272), der Nachbar Braunschweig.

² Am 15. Jan. schickt Reuber dem von Genf nach Basel geflüchteten Hotman Geld, indem er auf Durant als Ueberbringer verweist (Hoto m. epp. S. 244 f.). Ein Schr. J. C. an Syndiques und Rat zu

285. Erklärung des Pfalzgrafen Friedrich über die 13. Januar
Kuratel Johann Casimirs. Heidelberg

Die unterzeichneten Notarien erklären, dass sie Dinstag den 13. Jan. 1590 auf Erfordern des Pf. Friedrich auf dem Schloss zu Heidelberg in des jungen Herrn Gemach erschienen sind, wo ihnen Bernhard von Hofell eröffnete, sie würden die Ursache ihrer Erfordernung von dem Pf. selbst vernehmen, der ihnen dann mündlich auftrag, über den hier zu verlesenden Brief für ihn eine oder mehrere Urkk. zur Insinuirung an seinen Vater und Vormund J. C. zu verfertigen. Verlesen wurde folgender Brief: Pf. Friedrich erklärt wegen der Irrungen über seine Vormundschaft zwischen J. C. und seinen Vettern Georg Friedrich von Brandenburg, Ludwig von Württemberg und Ludwig von Hessen, die er in seinen kindlichen Jahren wenig achten, jetzt aber, „demnach wir die sechzehnen jar unsers alters bald erreichen, leichtlich verstehen können“, dass er den Mitvormündern für die Absicht der Uebernahme der Tutel dankbar sei, aber gewünscht hätte, dass sie auf die wiederholten Berichte J. C. abgestanden wären; nachdem er jetzt die väterliche Anordnung studirt hat, aus den Jahren der Tutel in die der Kuratel getreten ist¹ und gespürt hat, wie väterlich und treuherzig sein Vater es mit ihm und seinen Landen und Leuten meint, erklärt er ausdrücklich, dass er neben seinem Vater keinen andern Kurator dulden noch leiden könne noch wolle, sondern sich der Goldenen Bulle gemäss mit I. Gn. Kuratel begnügen lasse; das Testament seines Vaters Ludwig berührt nur ihn als den Universalerben und nicht die Mitvormünder. Eigh. unterschrieben. „Geschehen den dreizehenden tag januarii im jar . . . tausent funfhundert neunzig.“ Zeugen: Graf Alwig zu Tübingen, der Haushofmeister Christ. von Schlammersdorff, der Rektor der Universität Mag. Simon Stenius, die D. D. der Rechte und Professoren Casp. Agricola und Henr. Creffting, die Altbürgermeister zu Heidelberg J. Fr. Nofells und J. Behmer. Beglaubigt durch die Notare M. Heinrich Sigmund von der Neustadt und M. Laur. Herder, Syndikus der Universität.

Me. XV. 4. No. 3074. Or.

Genf, Heidelberg 22. März 1590, antwortet auf ihr durch Durant überbrachtes Schr., er wolle einigen Freunden und Verwandten ihre Not vorstellen (Genf, Portef. hist. 2159, Or.). Am 1. Mai 1590 danken Syndiques und Rat zu Genf für zwei Schr. J. C. vom 22. April sowie für das erwartete Getreide, verweisen wegen ihrer kriegerischen Erfolge auf einen Hauptmann, der sich auf J. C. Befehl zu diesem zurück begibt, und bitten ihnen besagten Hauptmann noch weiter zu überlassen (Mb. 96/3^a, Or. pr. 12. Mai).

¹ Vgl. über die zeitliche Begrenzung der Tutel und den Eintritt in die Kuratel nach römischem Recht Inst. I, 22; 23. — Dohna erzählt in seiner Selbstbiogr. gelegentlich der Abreise J. C. nach Kassel: „25. martii zogen wir von Heidelberg hinweg, und must ich dem jetzigen churf. M. Gn. H. anstatt meines Gn. H. [J. C.] die wehre uberantworten und praesentiren und er zog mit naher Cassel“.

13. Januar

286. (Bongars) an Pallavicino.*

(Geringer Erfolg seiner deutschen Reise. Von dem prot. Bündniss zunächst nicht zu reden. Hoffte auf Sachsen, Braunschweig und Dänemark. Spanische Neigungen in den R. Städten.)

... „Mon voyage¹ a este long, fascheux et non sans danger, mais sans fruit. Je n'en raporte que des vaines ou bien longues espérances. Nous ne ferons rien pardeçà qui porte coup, si la royne ne s'en mesle. Quant à la contribution, j'espère qu'on obtiendra quelque chose; combien que ceux qui ont desjà contribué, ne seront pas ayeze à remettre le jeu; si ce n'est pas l'électeur de Saxe et le duc de Brunswic; aussy sont-ce les deux qui peuvent le plus. Des autres j'attens peu ou rien.² Quant à la contreligue, il n'est pas temps d'en parler. Ces grands princes ne doivent commencer une chose, s'ils ne voyent quelque apparence d'en venir à bout; car cela leur fait perdre de leur réputation. Je suys bien assureé que de ce point-là vous ne gagnerez rien. Et peult estre le mettant en avant gastera-on le reste. Ils y viendront sans y penser, et vous verrez le temps, qu'après estre engagez en ce party ils penseront recevoir autant de bien de nous entrans en ligue, que nous en penserions à cest heure recevoir d'eux, s'ils y vouloient entrer. Je vous en escriis librement ce que j'en pense. Je vous ay autrefois dict qu'il faut commencer par l'électeur de Saxe. Je demeure en ceste opinion. Les autres ont peu de moyens, et ceux qui en ont, en font leur dieu; si ce n'est le duc de Brunswic, qui est jeune et ne manque point de moyens et à mon avis a de l'affection à ceste cause. J'espère quelqne chose de Denne-marc. Pour le bas aage du prince les 4 gouverneurs ne peuvent rien aux cas extraordinaires, sans le consentement de tous les conseillers d'estat; lesquels espars deçà delà ne s'assemblent pas aysément. Leur assemblée ordinaire se fera huit jours après la pentecouste. J'ay esté renvoyé à ceste assemblée.³ Il sera besoin

* Am Rand: „Pal.“

¹ Vgl. Anquez S. IX; XXXIII; 25 ff. (die S. 27 in den Dez. 1589 verlegte Zusammenkunft von Sachsen und Pfalz zu Kassel fand erst im April 1590 statt, Ritter, B. u. A. I, 16; Lettres missives III, 173 f.)

² Aehnlich schreibt Sancy am 24. Febr. aus Bergzabern an Schomberg: „Il n'y a que . . . l'électeur de Saxe, le duc de Bruschwic et le landgrave; les autres n'en ont pas le moyen ou la volonté, des lettres ou des parolles tant que vous voudrez“ (Marb. Frkr. 1590, II, Cop.).

³ Schr. Christians IV., seiner Mutter und der dänischen R. Rate an Heinrich IV. vom 30. Novbr. 1589 verweisen auf die durch Bongars mitzuteilende Beantwortung seiner Werbung (Hagen, Zur Gesch. der Philologie S. 90 A. 83). Am 20. März 1590 erwiedert Heinrich IV. hierauf mit Beglaubigung des noch in England befindlichen, aber nach Dänemark und Deutschland abgefertigten de Fresnes (Lett. miss. III, 173 ff.). Ueber B. Werbung in Dänemark Lettres de Bongars (Haag 1695) S. 4 ff; am 9. März verweist Sancy in einem Schr. an L. Wilhelm zu Marburg auf den Ueberbringer B., der von Dänemark, Mecklenburg, Pommern u. a. Fürsten zurückgekehrt sei (Marb. Or.)

que quelqu'un s'y trouve. J'ay sollicité les villes, en vain. Ils [!] ont beaucoup de ceurs espagnols et sont composées de marchans qui ne voyent pas plus loing que leur nez et ne font estat que de leur gain. Il me semble que celuy qui viendra de la part de la royne, doit perdre change [?] de leur remonstrer les dessains de l'Espagnol et du pape et leur faire voir qu'ils se cuisent [?] à la lumière d'une chandelle, qui les bruslera. J'ay fait mon devoir de leur remonstrer le leur et le danger qu'ils courent. Un autre face le sien. Mais il me semble que la royne les doit entretenir. Ils ont moyen de nuire, et peult estre y en a il qui n'ont point faulte de volonté. Je m'en voys à Brème etc.

13. janvier 90.

Par de Fres.¹

Dannemarc n'entrera pas en ligue, à cause de la minorité du prince.

Ils penseront beaucoup fère, quand ils vous donneront l'aumosne sous le manteau. Demandez la ligue lors qu'ils ne la pourront refuser.

Que la royne prie les princes et rép. de retenir un peu les langues de leurs prescheurs etc."

Bern, Bibl. Bongars, B. 149. Cop.

287. Kolbinger an Philipp Camerarius.

16. Januar
Heidel-
berg

Ein Schr. Zündelins, der nach Deutschland berufen worden ist, aus Venedig vom 6. Januar. . . . „Ex litteris summi cuiusdam pontificii haec habeo: Lotharingum obnixè a papa auxilium implorare, neque enim se tempestati sibi imminenti propter temeritatem proximam resistere posse. Vid[i] etiam litteras, quibus legatus pontificius car[dina]lis Caetanus rationes reddit de periculosissimo suo itinere, exponens plurimos ex iis, qui latera ipsius tueri debuerant, caesos esse Hoc momento horae perscribitur ad nos, parum abfuisse quin urbs Coloniensis ab Hispanis adnidente Bavaro capta fuisset“ . . .

Berlin, Bibl. Sammlung Meusebach. Eigh.

288. Instruktion der evangelischen Kapitularen zu 19. Januar Strassburg für die an Johann Casimir Abgeordneten, Graf Johann Albrecht von Solms und Martin Hart- mann.²

Strass-
burg

Dank für das durch Putlitz überbrachte Erbieten, im Notfall ihnen beizustehen. Bitten ihn, unter Hinweis auf den Misserfolg der zu ihren Gunsten an den kais. Hof abgeordneten fürstlichen Legation, mit Magdeburg und Halberstadt gemeinsam auf die Ab-

¹ Natürlich de Fresnes-Canaye.

² Vgl. No. 282; Meister, Kapitelstreit S. 350; über den Notar Hartmann ebd. 278 A. 1.

stellung des am kais. Hof vorgenommenen Prozesses und Restitution des Ihrigen hinzuwirken, ferner den hiesigen Rat zur Festigkeit zu ermahnen, namentlich aber die beabsichtigte Sequestrationskommission in suspenso halten zu helfen.

Str. A. A. 773. Conc.

22. Januar 289. Gutachten Schomberg's für Christian von Sachsen.¹

(Schirmvereinigung der prot. Stände nach dem Muster des Landsbergischen Bundes; Ursachen; Nutzen; Gefahren.)

„In der vorstehenden schirmvereinigung der protestirende stende ad instar des Landsbergischen bunds müssen vornehmlichen consideriret werden funf puncten:“ 1) Die Ursachen: 1) der missliche Zustand im R.; 2) das feindliche Vorgehen fremder Potentaten gegen Glieder des R.; vgl. Parmas Mandat an die ev. Niederländer zu Aachen, sie sollten binnen 40 Tagen die Stadt räumen, die weder frei noch neutral sei; Parma will nicht nur Aachen Spanien untertan machen, sondern auch auf dem Gebiet Jülichs eigenmächtig eine Brücke über den Rhein schlagen; dies alles seit der Bestätigung seines niederländischen Gubernaments; 3) die Absichten der hl. Ligue; 4) Einführung fremden Kriegsvolks durch kath. R. Stände, z. B. Köln und den B. von Strassburg; 5) Bedrängniss kath. Stände gegen ihre ev. Untertanen; 6) ihr Beifall und Vorschub für die Ligue u. a. durch Verweigerung des französischen Königstitels gegenüber dem jetzigen ev. König, während die Protestirenden in Bezug auf den eingedrungenen Kf. von Köln ganz anders gehandelt haben; 7) der schädliche Missverstand unter den Protestirenden selbst.

II. Der zu erwartende Nutzen: 1) Die bestehenden Verpflichtungen der Protestirenden zu gegenseitigem Schutz sind „ein confusum cahos“ während der Landsbergische Bund in Baiern ein Haupt besitzt, das eine Anzahl Befehlsleute in jährlicher Bestallung hat und den Protestirenden entzieht; dem kann durch einen Generalobersten der Schirmvereinigung abgeholfen werden; 2) ein Schwert hält das andere in der Scheide; man zeigt dem Gegner, dass man viel Köpfe unter einen Hut gebracht hat; 3) die Protestirenden werden hiedurch und nicht zu ihrem Schaden und zu spät erst durch fremde Potentaten wieder rekonziliert.

III. Was Unrats daraus entstehen kann? Höchstens eine „gefehrliche aufwickelung“ unter den Katholischen.

IV. Wie dem zuvorzukommen? 1) Anerbieten des Eintritts an den Kaiser für seine Erblande und andere kath. Stände; 2) kein ausländischer ev. Potentat aufzunehmen, wenn nicht das Vorgehen der Ligue dazu nötigt; 3) das Bündniss auf Defension des Rel. und Profanfriedens und mehr gegen aus- als inländische Vergewaltigung zu richten; 4) dem Kaiser und den andern zu Gemüt zu führen, dass man nur die früheren Bündnisse in eine andere Form bringe und den kath. gleichmässig mache.

¹ Vgl. Ritter, Br. und A. I, 30; Arch. f. sächs. Geschichte VII, 294 f.

V) Ob die Gefahr mehr zu bedenken als der Nutzen? Einen 22. Januar
 neuen Anhang können die Kath. nirgends finden, denn 1) ist im Landsbergischen Bund schon das Haus Oesterreich und das Haus Burgund d. h. Spanien; 2) bläst der Papst mit den kath. Ständen in ein Horn; 3) hat es bisher dem Papst und Spanien nicht an gutem Willen, aber an Mut gefehlt die getrennten prot. Stände zu überziehen; nach ihrer Vereinigung wird dies um so weniger geschehen; 4) stossen sich die Kath. an der Vereinigung, so zeigt sich nur ihr böser Wille, weshalb man nach der gemeinen Regel bei allen Potentaten mehr auf die Macht als auf den Willen der Nachbarn Rücksicht zu nehmen hat; 5) die prot. Stände sind vor Gott und der Welt schuldig alle ehrbaren Mittel zum Schutz von Gottes Wort und ihren Landen gegen den Papst und seinen Anhang zu ergreifen.

„1) Durchleuchtigster hochstgeborner churfurst, genedigster her! Des genedigsten vertrauten und gar fleissigen und richtig zusammen gezogenen extract habe ich überlesen, dienet aber zu dem bewusten vorschlag weiter nicht, als das aus den darinnen angedeuteten actis zu ersehen, wie es nicht wider der churfursten pflicht ist, sich in ein defensifverbunduuss einzulassen;“ 2) das Anbringen des Bundes muss vornehmlich auf die Gefahr von Seiten der Ligue und auf die Haltung der ihr angehörenden kath. R. Stände (s. u.) fundirt sein; 3) daraufgedacht werden bei den Kath. kein billiges Misstrauen zu erwecken; 4) vgl. oben IV. 3, unter ausdrücklicher Ausnahme der Erbverbrüderungen unter geistlichen und weltlichen Kf. und Fürsten, auch Erbeinigungen und andern heilsamen R. Abschiede; 5) die Notel des Bunds der Hauptverschreibung des Landsbergischen Bunds gleichmässig zu machen; 6) der Kf. möge für die Besprechung mit dem Kf. von Brandenburg eine Abschrift des Landsbergischen Bunds sowie Memorial und Notel, die Baiern dem Vater des Kf. nebst Diskurs über Erweiterung des Bundes zu Prag übergeben hat, mitnehmen; hievon gibt „der vertrauete extract“ Andeutung; 8) man muss sich genau über Kontribution und Kriegswesen des Landsbergischen Bundes unterrichten; 9) durch wen der Vorschlag an die vornehmsten prot. Fürsten aus allen Häusern gebracht werden soll, will er dem Kf. mündlich berichten. Die in seinem Schr. angeführten brieflichen Akten sollen nach Berlin gebracht werden, die Sache desto besser und gründlicher abzuhandeln.¹..

„Datum Han, den 22. januarii 1590“.

Dr. 7277. Eigh.

¹ Vgl. Br. J. C. I, 66; No. 29; W. Goetz, Briefe und Akten V (München 1898), No. 522 ff; 572. — Kf. Christian reiste in der Tat gegen Ende Januar zum Kf. von Brandenburg; am 4. Febr. schreibt Paull aus Dresden an Joachim Camerarius: „Si, quod speramus, ill^{us} elector cras vel perendie ex Marchia, in quam maxima celeritate ante octiduum profectus est, fuerit reversus“ (Bm. Coll. Cam. XXIV, Or.). Der Kf. brach am 3. Febr. von Berlin auf; in Zossen hatte er eine lange Unterredung mit dem ihn begleitenden Grafen Rochus von Linar über Schomberg, wobei der Graf Sch. Erfahrung und Fähigkeit rühmte; in seinem Tagebuch fügt er den Wunsch bei, Sch. möge sich in Sachen der Religion bessern und bekehren (Ledebur, Archiv für die Gesch. Kunde des preuss. Staates XVI, 205). Eine frühere Mitteilung Linars über Sch. an Kf. Augnst (1575) bei Kluckhohn II, 851.

22. Januar 190. Johann Casimir an Christian von Sachsen.

Heidel-
berg

Sendet ein Schr. der K. von England an Chr.¹ In dem Schr. an ihn selbst bittet die K., mit Sachsen und Brandenburg eine Zusammenkunft aller evangelischen deutschen Fürsten noch vor der Frankfurter Fastenmesse ins Werk zu setzen und ihr ungesäumt über Chr. u. a. Entschliessung zu berichten, da sie die Ihrigen zu dem Tag abzuordnen gedenke. Es handelt sich nicht allein um Frankreich, sondern auch um das R. und die ev. Religion; für das Zusammenhalten der Gegner vgl. die neulichen Vorgänge zu Prag in Sachen der Strassburger Kapitularen. Diesem Beispiel unter Beiseitesetzung der ao. 83. und sonst erhobenen Bedenken zu folgen; er hat der K. bis auf Erklärung Chr. und Brandenburgs eine Vorantwort gegeben.

Dr. 7280. Engeland. Sachsen. Or.

24. Januar 291. Johann Casimir an Christian von Sachsen.

Heidel-
berg

(Strassburger Sache. Schlägt Zusammenkunft in Plauen am 18. Febr. vor.

Hat am 23. Chr. Antwort vom 14.² auf sein Schr. vom 6. erhalten, wonach Chr. Bedenken trägt wegen der strassburgischen Kommission an Württemberg zu schreiben, aber sich bereit erklärt, falls dieser u. a. R. Sachen halber vom Kaiser etwas an ihn gelangte, unverweislich zu antworten, ferner „die von uns wohlmeinend furgeschlagene Zusammenkunft“ zur Zeit noch nicht für ratsam hält, aber den Dingen nachdenken und bei Gelegenheit weiter mit ihm davon diskuriren will. Chr. könnte bei solchem Nachdenken auch zu andern Gedanken bewegt werden. Die kais. Kommission würde sicher die Sequestration zur Folge haben, zumal die von Strassburg u. a. durch den lothringischen Ausfall etwas kleinmütiger geworden sind. Daher ist die Kommission, die die ev. Kapitularen ihrer Possession entsetzen würde, abzuwenden; vgl. beil. Schr. Ansbachs an Württemberg. Betreffs der Zusammenkunft erinnert er sich an die früher mehrmals vorgelaufenen Bedenken, die auch sein anderes jüngst an Chr. ausgefertigtes Schr.

¹ Vom 10. Dez. 1589 (Dr. ebd. Or.); gl. Datums an L. Wilhelm (Marb. Or.), an Johann Georg von Anhalt und Christian von Anhalt (Beckmann II, 214; 298). J. C. erhielt am 21. Jan. ein ganzes Packet solcher Schr. an deutsche Fürsten zugestellt (ausser den obigen auch an Kurbrandenburg, Magdeburg und Braunschweig, J. C. an L. Wilhelm 22. Jan. Marb. Or.). Paull erwähnt in seinem Schr. vom 4. Febr. (S. 271 A. 1.) das Schr. der Königin, „cui hodie S. Cels. nomine respondi. Sed literis non conficiuntur, quae ipsa fieri cuperet.“ L. W. antwortet J. C. am 6. Februar ablehnend, zumal der Tod der bejahrten Königin fast täglich zu erwarten sei; nur für den Fall dass die Spanier sich wirklich der jülichischen Lande bemächtigen würden, empfiehlt er Zusammenkunft und Beschwerde beim Kaiser, aber kein Bündniss (Marb. Frkr. 1590, II, Conc.).

² Ein Auszug Str. A. A. 771; das Dr. Or. angeführt im Arch. f. sächs. Gesch. VII, 295. Ueber die irrigen Gerüchte betreffs der kais. Kommission vgl. Meister S. 355 f.

berührt, und möchte eben so wenig wie Chr. den päpstlichen Ständen Ursachen zum Misstrauen geben. Da aber die gefährlichen Praktiken im R. schliesslich den Evangelischen den Boden gar auszustossen drohen und diese Dinge weder der Feder noch einem jedem Rat zu vertrauen und eine gemeine Zusammenkunft nicht so bald zu erwarten, schlägt er Chr. eine Zusammenkunft zu Plauen am 18. Febr. vor, wo er sich einzustellen und Chr. zu erwarten entschlossen ist. Dies kann ohne Argwohn und Misstrauen verrichtet werden. Ihre vertraulichen Besprechungen könnte dann Chr. dem Kf. von Brandenburg mitteilen, damit dem drohenden Unheil mit gesammtem Rat der 3 weltlichen Kff. vorgebaut und wenn nötig nachher auch andere dazu gezogen werden können. Bittet Chr. eventuell einen andern Ort und Termin zu bestimmen.

Dr. 10735. Or. (pr. Dresden 31. Jan.)

292. Johann Casimir an Pfalzgraf Johann.

24.
Januar
Heidel-
berg

Heilbronner Abschied [No. 249]. Betheilt sich nicht an der Schickung zu Georg Hans und Georg Gustav, aus bekannten Ursachen. Billigt das Anhalten pro mandato in camera de non alienando und den Ersatz des Worts „Grafschaft“ in der Supplikation durch „Schloss und Amt Veldenz“ sowie die Weglassung der doch aufs Erste nicht zu erlangenden petitio sub poena banni.

Mb. 327/26 f. 251. Cop.

293. Krell an Christian von Sachsen.

31.
Januar
Dresden

Erinnert daran, „was ich der bewusten sachen halben, als E. Ch. Gn. jungsten von hinnen verruckt, gnedigst befohlen.“ Eine in dieser Stunde hierüber eingetroffene Antwort und Nachricht nötigt zum Bericht und Aeusserung wegen etlicher Punkte an Chr. Da aber, wie Chr. weiss, diese Dinge gar keinen Verzug leiden und in Chr. Abwesenheit nichts angeordnet werden kann, ist es nötig, „das E. Ch. Gn. der sachen wichtigkeit nach sich one seumnis widerumb in dero land begeben. . .“

Datum Dresden, den letzten januarii A. 90.“

(P. S.) „Beiverwart werden E. Ch. Gn. befinden, was sich pfalzgraf Johann Casimir in der bewusten sach³ erklet, auch an E. Ch. Gn. selbst mit eigenen handen geschriben.“¹ Die andern in J. C. Kanzlei gemachten Schr. hat er hier behalten; es soll einsteilen vor der Rückkehr Chr. hierauf „wi auch der zusammenkunft halben“² gebührliche Antwort verfertigt und dann von Chr. unterzeichnet werden.“ „Dieweil ich aber auch bedacht, E. Ch. Gn. mochten das

* Durchgestrichen: „an D. Pauln.“

¹ Fehlt hier; nach dem Hinweis auf J. C. Erklärung an Paull dürfte dieses eigh. Schr. sich auf die Sache der verhafteten Pfalzgräfin bezogen haben; vgl. No. 278.

² Vgl. No. 290 f. Zwei Antwortschr. des Kf. Dresden den 7. Februar liegen in Conc. von der Hand Krell's vor. Das eine erwidert auf das

eine schreiben, darinnen der zusammenkunft erwehnt (dan ihrer sonst mehr einkommen) etwa Brandenburg oder etlichen E. Ch. Gn. dinern weisen wellen (welches aber allein bei E. Ch. Gn. gnedigstem gefallen stehet und bei mir wol bedenken hat)⁶, liess er es hier abschreiben und schickt Chr. das Or.

Dr. 9304. Conc. (Krell).

(Februar) **294.** Kurpfälzische Zusammenstellung von Beschwerden der Evangelischen.¹

Was nun viele Jahre her im heil. römischen Reich für Beschwerden in Religions und politischen Sachen vorgegangen und durch was gefährliche Praktiken sie verursacht, weshalb öfters geklagt, erinnert und angehalten worden, ist allgemeinen und besonders jedem, der nur etwas von R. Sachen weiss, offenbar und bekannt; ebenso, wie vergeblich alle solche Erinnerungen gewesen und die Beschwerden immer noch gewachsen sind. Wird doch heute geredet und gedruckt, dass K. Ferdinand nicht befugt gewesen sei den Rel. Frieden ohne Bewilligung des Papstes aufzurichten, gemäss der unfehlbaren Maxima der Jesuiten in ihren Predigten und Schulen. Ebenso wird gedruckt und auch im R. Rat heraus gesagt, der Rel. Friede sei nur ein Interim und Toleranz bis zur Vollendung des Konzils gewesen, seither aber zu Ende und nicht mehr verbindlich für die katholischen Stände, denen er wie schon der Passauer Vertrag mit Gewalt abgedrungen worden sei; sie verbergen auch nicht, dass sie eine Gelegenheit den Frieden gewaltsam aufzuheben benützen würden; vgl. die Gemälde, worauf sie den Kampf der Mitglieder der Liga sancta gegen wilde Tiere „den kindern vorstellen und uf den evangelischen stenden das wapen, wie man sagt, meisterlich und nach allem ihrem mutwillen visiren.“² Auch etliche päpstliche Stände, die lieber den Frieden halten wollten, haben keine Ruhe vor ihren Konf. Verwandten, besonders vor den Jesuitern oder den nuntiiis (die man im R. so wenig dulden sollte wie in andern Königreichen), sondern werden dahin gebracht den Rel. Fr. gefährlich zu durchlöchern. Vgl. die Art und Weise der Vertreibung ihrer ev. Untertanen anstatt des freiwilligen Auszugs sowie die

Schr. J. C. von 22. Januar mit dem Hinweis auf die gegenseitigen Verpflichtungen der Stände beider Religionen im R. und lehnt eine Zusammenkunft aller ev. Fürsten zumal unter Teilnahme englischer Abgesandten als die Gegner herausfordernd und für den K. von Frankreich eher schädlich ab (Dr. 7280). Das zweite, die Antwort auf zwei Schr. J. C., am 24. „dises“ erhalten (!), lässt es wegen der Kapitularien, des lothringischen Einfalls und der Zusammenkunft der Fürsten A. C. bei dem J. C. bereits eröffneten Bedenken des Kf. bewenden, bemerkt, dass die Cop. des ansbachischen Schr. an Würtemberg dem Schr. J. C. nicht beigelegt habe, und schliesst mit der Erklärung, der Kf. wolle wegen der weder der Feder noch jedem Rat anzuvertrauenden Praktiken im R. am 18. Febr. in Plauen eintreffen, um sich mit J. C. über diese u. a. gemeine Sachen zu unterreden.

¹ Die Datirung ergibt sich aus dem Schriftstück selbst (vgl. S. 277). Vgl. No. 192.

² Vgl. II. 352; 399; 413.

Bedrohung der Konvertiten, falls sie wieder abfallen würden, mit (Februar) der äussersten Strafe. Behauptung, kein R. Stand habe nach dem Rel. Fr. Macht zu reformiren, am wenigsten aber die R. Städte, bei denen etlichen man Eid und Revers erlangt hat, dass sie ihrer ev. Bürgerschaft die Rel. Uebung nicht gestatten wollen; dagegen Förderung des Papsttums in ev. Städten, wenn sich dort auch nur einige wenige päpstliche Bürger finden; der Papst hat seine Jesuiter durch Vorschrift des Kaisers fast in alle R. Städte eingebracht. Die ev. Rel. A. C. wird nicht nur von päpstischen Theologen, sondern auch von etlichen ihrer vornehmsten Stände als dem Rel. Fr. zuwider und eine ketzerische Lehre ausgeschrien. Die päpstlichen Zensoren auf den hohen Stiftern mit Schärfung der Juramente und Aenderung der Statuten. Wiedereinrichtung der im Rel. Fr. aufgehobenen und im R. längst erloschenen geistlichen Jurisdiktion durch die Jesuiter (die von etlichen päpstlichen Stiftern ausgeschlossen blieben); vgl. die Publikation von Mandaten und Bildern an verschiedenen Orten, besonders „vor langem“ im Erzstift Trier.¹ Man will, obwohl nur noch wenige ev. Untertanen unter dem Papsttum wohnen, keinem Stand die Zulassung von Untertanen eines andern zu Predigt und Sakramenten gestatten.

Nicht geringere Mängel im politischen Wesen. Am K. G., das statt auf R. Kosten wohl aus seinen Taxen u. s. w. sich erhalten könnte, meist Papisten den Evangelischen vorgezogen; heute weder der K. Richter noch einer der Präsidenten evangelisch; Ungleichheit auch bei der Wahl der Assessoren; in der Kanzlei nur Papisten, daher schärfere Bedrohung und Exekution gegen ev. Stände. Ferner Verlegung namentlich der Rel. Sachen vom K. H. an den kais. Hof; wenn etwa ein Evangelischer Kläger ist, wird für einen parteiischen oder doch verschleppenden Referenten gesorgt. Beispiele der Rechtsungleichheit Wimpfen und Köln, wo etlichen 1000 ev. Bürgern die Rechtshilfe gegen den päpstlichen Rat abgeschlagen wurde.² Vermischung von Rel. Sachen mit Pfändungen und Arresten; der Abschied des Dep. Tags von Ao. 86 weder publizirt noch dem K. G. insinuirt; kein gebühliches Einsehen bei den Visitationen (die nun „bis in das dritte jar novo plane exemplo“ eingestellt sind.³ Noch grössere Beschwerde am R. Hofrat, der mit lauter Papisten, darunter viel abgefallene Evangelische, besetzt ist,⁴ so dass kein evangelischer Stand dort Hilfe zu gewärtigen hat. Die R. Hofräte wagen in Rel. Sachen Entscheidungen zu geben, auch zum Präjudiz der R. Konstitutionen, was doch nur Kaiser und R. gebührt und vom K. G. nie versucht worden ist. Ein Recht des Kaisers ohne die Stände, zumal in Rel. Sachen, irgend etwas absolute zu statuiren oder zu befehlen ist von den Ständen niemals eingeräumt worden. Wenn nach den seit wenigen Jahren eingeführten Hofprozessen die päpstlichen Hofräte die Entscheidung oder die Interpretation der R. Konstit. an sich ziehen, wie in der aachischen und strassburgischen Sache, so kann man sich die Kosten für das

¹ Vgl. II. 317; 392; 399.

² Vgl. I. 377.

³ Vgl. III. 272.

⁴ Vgl. I. 332; II. 399; 413.

(Februar) K. G. sparen. Dem K. G. soll aber billig seine Autorität bleiben und die Hofräte hätten mit den vor sie gehörigen Sachen, z. B. den Sessionstreitigkeiten unter den Reichsständen, genug zu tun.¹

Jeder Stand weiss, wie es mit der Verweigerung der Erteilung der Regalien an geistliche Stände ohne päpstliche Konfirmation, mit erhöhten Taxen und Nebenrechnungen, mit Verstärkung der Klauseln in der Konfirmation (besonders wegen Befreiung vom Rottweilischen Hofgericht) bei Hof zugeht, sehr der kais. Kapitulation entgegen; vgl. die neuen Zollprivilegien ohne Vorwissen der Kff., deren ao. 77 zu Frankfurt geltend gemachte Bedenken unberücksichtigt blieben. Wiederverleihung heimgefallener Lehen ohne Wissen der Kff., Verkauf von Lehenschaften, Erteilung von Expectanzen. Eindringen kais. Kommissare auf den Konventen und Kollegialtagen der Kff. Zusammenkünfte ev. Fürsten möchte man am liebsten für unrecht und verboten ansehen, wie man es den Städten verbieten wollte, damit die ev. Stände um so mehr getrennt und Misstrauen unter ihnen gepflanzt werde. Dagegen halten die päpstlichen Stände neben der ständigen Korrespondenz, die ihre Jesuiten durch die ganze Christenheit mit einander haben, offen und ungehindert ihre Konvente „und uf negtscheinende ostern zu Munchen in starker anzahl wiederumb zusammenzukommen albereit ausgeschrieben und nichts desto weniger den ev. chur- und fursten mit glatten worten und freundlichen schreiben die augen verkleiben wollen, wie von Coblenz aus geschehen, da man auch anders gehandelt und anders geschrieben hat, so uf den notfall zu beweisen.“²

Gute Bedenken in R. Sachen werden verachtet, besonders wenn sie dem Papst, Spanien oder Haus Oesterreich zuwiderlaufen; auf R. Tagen nimmt man dergleichen Aeusserungen von Ständen und Gesandten übel und fährt denen, die es getreulich gemeint, als ungehorsamen und unruhigen Leuten übers Maul,³ wodurch man den Ständen die libertas votorum abzustricken unterstanden; was dem Papst, Spanien und Oesterreich in votis „hovelirt“, wird andern vorgezogen, auch wohl mit Zöllen und starken Expectantien als Graf- und Herrschaften begabt; darf schier nichts geredet werden, „das mit Spanien nicht dran ist, damit man ihnen ja nicht offendire noch umb die hoffnung der succession komme“.⁴ Vergl. das Unterbleiben der von den sechs Kurff. geforderten Kautionsforderung an Alba und die Gutheissung alles spanischen Mutwillens gegen den westfälischen Kreis und das Erzstift Köln am Kaiserhof, als Defension gegen die Aufnahme der niederländischen Christen, obwohl seit 20 Jahren R. und Kreistage um Abschaffung dieser Landfriedensbrüche gebeten haben. Noch heute hausen die Spanier in Jülich, „als ob sie derenden erbherrn und selbst obrigkeit

¹ Vgl. über die fortan ständigen Angriffe der Pfälzer auf die mit dem R. K. G. konkurrierende Gerichtsbarkeit des Hofrats Ritter II, 48 f; 119; 156; 166; für die spätere Behandlung dieser Kontroverse Pfeffinger IV, 6 § 23 (S. 585); 7 § 21 (S. 642).

² Vgl. II. 366; 372; Gött. Gel. Anz. 1897 S. 316.

³ Vgl. I. 396; III. 151.

⁴ Gemeint ist die Succession in Spanien oder mindestens in den Niederlanden, vgl. Zöchbauer, Rudolf II. I, 12; 35; 40.

werden,“ woraus zu entnehmen, wie man nach Ableben der beiden (Februar) Herzoge deren Erben und Lehnsherren behandeln wird.

Die kaiserl. Massnahmen, nur durch eine R. Konstitution den deutschen Fürsten die Freiheit der Werbungen, „so man eine freiheit zu nennen pfeget“, zu entziehen, aus den Propositionen auf vielen Reichstagen u. a. Schr. zu ersehen, zielen nur dahin, dem Papst und Spanien zu helfen und ihre und der Liga Gegner endlich auszutilgen. Vgl. die neuliche Werbung des K. von Frankreich, dem der Kaiser bisher weder Patente noch klaren Bescheid erteilt hat, „soviel man vernimmt“. Der Kaiser hätte hierüber Kollegialgutachten der Kff. einfordern müssen.¹

Alles kommt daher, dass der Kaiser nicht nur Spanien scheut, sondern auch bei seiner unnötigen Konfirmation durch den Papst zwar nicht obedientiam, aber doch obsequium eidlich gelobt hat. Gegenüber etwaiger Säumniss werden durch den Nuntius am Kaiserhof, der aller Papisten Sache treibt und unlängst die Strassburgische sich wohl hat angelegen sein lassen, die Mittel gebraucht, dass der Kaiser auch gegen seinen Willen des Papstes Exkommunikationen exquiren muss. Die ev. R. Stände sollen durch das von ihnen selbst erwählte Oberhaupt des obersten und freiesten R. in der Christenheit der päpstlichen Tyrannei unterworfen werden, die doch von geringeren Königreichen wie England, Schottland, Dänemark längst abgeschafft ist. Es wird einmal dazu kommen, dass ein römischer Papst wie den K. von Frankreich auch die deutschen ev. Kff. und Fürsten in specie exkommuniziert und ihre Zurückbringung den päpstischen Ständen befiehlt; am Gehorsam wird es nicht fehlen, da der Papst seine Anhänger von ihrem Eid gegen die ev. Stände leicht absolviren kann und Spanien u. a. sich gern zur Zergliederung des R. werden gebrauchen lassen. Aller Schaden, Leid und Verkleinerung des R. kommt seit Menschengedenken vom Papst, Spanien und Oesterreich, das auch, wie zu andern Zeiten angezeigt, sein Gebiet auf Kosten des R. verstärkt und den burgundischen Vertrag nicht eingehalten hat, während man sie wegen ihrer Exemptionen von den von ihnen selbst beschlossenen R. Konstitutionen fast an keinem Ort zu Recht bringen kann, auch Kaiser und Stände ihnen immer konniviren und der Kaiserhof sie ermutigt, obwohl man es nicht mit dem K. von Spanien, sondern nur mit dem Herzog von Brabant oder Burgund zu tun hat; die Päpstischen freilich rühmen ihn offen „als ihren schultheissen und handhaber“.

Andere Ursachen des Misstrauens zwischen den R. Ständen und Beschwerden des R.: die Herauslockung des lothringischen Kriegsvolks durch den B. von Strassburg auf Rat der Liga, die polnischen Wirren, „was sich derwegen in der Moscau und sonst gegen den Tartern erhoben“, Prozess und Mandat gegen die Stadt Aachen am Kaiserhof, das nach Bericht aus Köln „erst in diesem monat februaryo dieses 90^{ten} jahres durch einen kais. herolt insinuirt worden sein soll,“² alles sammt den spanischen Edikten und Suspension der Konkordate

¹ Vgl. No. 274 A. 1.

² Vgl. hiezu Ehses I. 2, 434; 443 ff; der Herold erschien am 30. Jan./10. Febr. vor dem Aachener Rat.

der Stadt mit der Regierung von Brabant und Land Limburg dahin gemeint, dass die Stadt spanisch werde; Spanien erklärt sich in seinen Mandaten nächst dem Kaiser für ihren obersten Vogt und Schirmherrn, auch Exekutor der kais. Mandate und Bestrafer ihres Ungehorsams.

Da die Ligiten trotz ihres friedfertigen Erbietens bei nächster Gelegenheit die ev. Stände, gleichviel ob diese sich ihnen widersetzt haben oder nicht, erst die geringern, zuletzt die mächtigen zum Dank für ihre Geduld herumrücken werden, ist es sehr hohe Zeit diesen Dingen mit vertrauter guter deutscher Zusammensetzung nachzudenken. Vgl. die Warnung der ev. Kff. und Fürsten durch den B. Marquard von Speier im Auftrage Kaiser Maximilians¹. Es handelt sich um Erhaltung der Religion und der Freiheit sowie darum, die Dignität des Kaisertums ungeschmälert dessen freier Wahl auf die Posterität zu bringen, in den Niederlanden den Frieden mit Freilassung der Religion und Abschaffung des spanischen Regiments und Kriegsvolks und Aufrichtung der Privilegien herzustellen und das R. der von dorther kommenden Beschwerden zu erledigen. Zu diesem Zweck soll man dem K. von Frankreich gegen die geplante päpstliche Verstossung von seinem Erbkönigreich die Hand bieten, wobei man ohne grosse Mühe das wieder erlangen könnte, was das R. früher an Frankreich verloren hat.

Dies alles nur zu fernern Nachdenken und vertraulicher redlicher deutscher Zusammensetzung und zu keinem andern Intent vermeldet als dass der kais. Mt. ihre Reputation und Hoheit vor des Papstes stolzem Primat und Gewalt erhalten, die Wohlfahrt des R. soviel möglich wieder aufgerichtet, „zuforderst aber die ehre des allmächtigen im heil. reich deutscher nation desto mehr gefordert und ausgebreitet werden möge.“

Dr. 10735 f. 22—34. Cop.

5. Februar 295. Andreas Pancratius an Pfalzgraf Philipp
Speier Ludwig.

(J. C. Gemahlin. Glaubensexamen der Heidelberger Bürgerschaft. Vorbereitung einer Feierlichkeit bei Hof.)

... „Und erstlich, soviel Heidelbergische händel anlangt, bleibt es nochmals darbei, das die herzogin in einem besonderen gemach verwahret wird, und, wie die gemeine sag und reden gehen, entweder von ihrem bruder dem herren churfursten zu Sachsen abgeholt oder in ein kloster unter oder bei Bingen am Rhein gelegen, Chamm genannt, verstossen werden soll.“² Der herzog ist

¹ Vgl. über die auf dem Kff. Tag zu Fulda 1568 erfolgte kais. Warnung vor einer päpstlichen Liga gegen die „Ultramontanos“ Kluckhohn II, 186 ff; 356; 907; 961 f.

² Was die Rechtsfrage betrifft, vgl. G. M. Ludolphus, de iure foeminarium illustrium tractatus (Jena 1711), der im § 17 (S. 37) den deutschen Fürsten die (peinliche) Jurisdiktion über ihre Gemahlinnen abspricht; höchstens Haft dürfe mit kais. Bewilligung verhängt werden. Dagegen führt Ludolphus selbst das gerichtliche Verfahren des Herzogs Johann Casimir von Sachsen-Koburg gegen seine Gemahlin Anna, eine jüngere Schwester der Pf. Elisabeth, an, die, gleichfalls des Ehebruchs

zunehmend in die vierzehnten tag zu Heidelberg und hat daselbst in seiner und des jungen herren pfalzgraf Friederichen gegenwart durch den kirchenrat alle burger, von dem obristen bis zu den nidersten, auf dem rathaus vernehmen und ihres glaubens halb examiniren, besonders aber diejenigen, so sich bisher der sacramenten enthalten, mit mancherlei fragen, als: ob sie glauben, das zu Heidelberg ein christliche kirch und gemeinde sei und ob daselbst gottes wort gelehret werde, und dergleichen, scharf tentiren lassen. Und wehret solch examen, soviel mir bewusst. noch heutigen tags. Es hat auch hochstgedachter herzog den furnembsten aus S. F. Gn. hofjunkern jedem vierzig gulden in verschiener woche zu einer steuer zu eim ehrenkleid, als zu einem mantel mit sammeten flügeln, eim adlesen wammes und sammeten pumphosen (dann solche specification expresse dabei geschehen) reichen und geben lassen, hat auch aus der stadt viel schneider in das schlos verordnet, die uber die vierzig schöner, doch fast langer mentel von kostlichem tuch und sammeten ausschlägen bereiten und fertigen müssen. Was aber hierdurch gemeinet oder zu was end solches geschehe, kan man nicht wissen. Etliche sagen, es seien S. F. Gn. bedacht, sich in die ober Pfalz naher Amberg zu begeben; andere vermelden andere ursachen, de quibus, ut incertis, non est tutum literis quid committere“. . . .

Mb. 326/20 f. 91. Or.

296. Johann Casimir an seine Tochter Dorothea. 7. Februar
Mosbach

„Mein vaterlichen gruss zuvor, herzliebe tochter! Demnach ich heut mit der hilf des herrn mit meine geferten glucklich alhie angelangt und alhie dise gemachte messer gefunden, hab ich dir solche erkaufte und hiemit zuschicken wollen, damit du dich gegen meiner fr. herzliebe dochter freilein Christina und dem frauzimmer lösen mögest, welchs du also mit rat deiner hofmeisterin austheilen sollt. Tue dich hiemit dem almechtigen in sein gnedigen schutz und schirm und mich in dein andechtig gebet zu gott bevelen. Wollest bruder Fritz und sein schwester meiner freundlichen herzliebe dochter mein vaterlich treuherzig gemut und gruss vermelden und anzeigen. Bis gotsfurchtig, from, bet fleissig, ube dich mit lesen in dem wort gottes, so wurd dich gott segnen, auch zeitliche

angeklagt, und offen geständig war und 1593 nicht nur von ihrem Gemahl in aller Form geschieden, sondern auch kriminell verfolgt und vom Schöppenstuhl in Jena zum Tod durch das Schwert verurteilt, aber vom Herzog zu lebenslänglicher Haft begnadigt wurde (ebd. Appendix S. 13 ff.). L. hebt hervor, dass von keiner Seite der Versuch gemacht worden sei in den Prozess einzugreifen oder der Gefangenen die Freiheit zu erwirken. Eine Base Elisabeths, die ehebrecherische sächsische Gemahlin Wilhelms von Oranien, war schliesslich (1575) nach Dresden gebracht und von ihrem Oheim Kf. August bis zu ihrem Tod (1577) eingekerkert worden. — Mit dem Kloster „Chamm“ ist jedenfalls das 1556 aufgehobene Augustinerinnenkloster Chumbd bei Simmern gemeint (vgl. Wundt, Magazin f. Kirchen und Gelehrtengesch. der Pfalz I, 1789, S. 27 f.).

und ewige wolfart verleihen und mittheilen. Und ich bin und bleib dein getreuer vater, weil ich lebe, tue dich nochmals in den schutz des getreuen gottes bevelen.

Datum Mospach den 7. februarii anno 1590.

Dein treuherziger und gnediger vater weil ich lebe J. Casimir etc.⁴¹
Zerbst. Eigh.

14.
Februar

297. Gutachten der kursächsischen Räte.²

(Ueber den Entwurf eines Bündnisses der ev. R. Stände.)

„Uf gnedigst erfolgten bevelich des churf. zu Sachsen . . wird bei dem gnedigst ubergebenen schriftlichen concept nachfolgendes, idoch nicht anders als zu S. Ch. Gn. gnedigstem hochverstendigem fernern nachdenken, untertenigst wolmeiniglich erinnert.“¹ 1) Wenn die Kff. und Fürsten des ganzen Werks einig sind, sollte einer von den Kff. dem Kaiser persönlich Bericht erstatten; vielleicht sieht sich der Kaiser dann sogar veranlasst, für seine Erblande den Beitritt zu begehren, worin man ihm auch willfahren könnte. Min-

¹ Ein Schr. J. C. an Sachsen, Bamberg 12. Februar, meldet, er sei am 7. zu Hause aufgebrochen, wolle morgen hier ruhen und am 18. in Plauen sein (Dr. 10735, Or.). Am 6. Febr. wünscht L. Georg J. C. Glück zur Reise und verspricht mit den pfälzischen Räten gute Korrespondenz zu halten und im Notfall zu helfen (Darmstadt, Famil. Nachr. Conv. 13, Cop.). Am 17. Febr. antwortet J. C. seiner Tochter aus Hof auf ihr Schr. vom 10., er freue sich, dass sie an den Messern Vergnügen habe und seiner Lehre nachkommen wolle, „damit du dadurch ein getreuer vater behalten werdest“ (!); dass sie die Grüsse ausgerichtet, habe er aus den Schr. Friedrichs und Christinas erfahren; „wen dein bruder Fritz eins mals mit dir essen wurd, so wollestu ime eins von meinet wegen bringen“ (Zerbst, eigh.) Kolbinger schreibt am 29. Januar an Philipp Camerarius über Wolfgang Zündelin, der damals einem Ruf Kursachsens folgend aus Venedig nach Deutschland heimkehrte: „Scio illum haud aegre ad nos advolaturum, at quaedam ipsi interea innotuisse arbitrator, quae ipsum a proposito avertent, ut procul dubio ex ipso intelliges. Mihi itaque omnis spes adempta videtur illum videndi. Nam etsi summus quidam vir me eo accersiverit, quo Zündelinum nostrum fortassis offendere possem, tamen quaedam maximi momenti negocia principis, quae absente eo aliis committi nec debent nec possunt, invitum me retrahunt“ (Berl. Sammlung Meusebach, eigh.). Diese Andeutungen beziehen sich wohl auf die Heidelberger Familientragödie, in der ja K. von Anfang an völlig ins Geheimniss gezogen erscheint. Am 23. Febr. bedauert dann Kolbinger wiederholt, dass er seinen Herrn nicht habe begleiten können, „negociis . . ipsius Cels., quibus merito omnia postpono, retentus“; seine bitteren Aeusserungen über die Ablehnung der englischen Vorschläge bei den englischen Fürsten „uno excepto“ und über den „incurabilem letargum“ Deutschlands lassen darauf schliessen, dass er nicht eingeweiht war (Berlin, Sammlung Meusebach, eigh.).

² Das Schriftstück, das diesem für die Verhandlungen zu Plauen abgegebenen Gutachten zu Grunde liegt, ist mir nicht bekannt. Die wichtigsten Vorschläge des Gutachtens (Beziehung des Kaisers, der geistlichen Fürsten, Württembergs (u. s. w.) fanden jeden jedenfalls in Plauen keine Berücksichtigung. Vgl. Ritter, Br. u. A. I, 32; D. G. II, 47.

14.
Februar

destens muss eine genugsam qualifizierte Schickung an ihn ergehen. Da die Katholischen früher den Protestirenden die Einnahme in den Landsbergischen Bund angeboten haben, so könnte man jetzt umgekehrt die Geistlichen zum Beitritt auffordern, um alles böse Nachdenken zu vermeiden. 2) Württemberg nicht ganz auszuschliessen, da er vielleicht andere Verbindungen suchen, auch der Landgraf dadurch offendirt würde, aber nicht anfangs zum Traktat beizuziehen, da durch ihn der Religion wegen viel Fremdes und Unnötiges mit eingemischt und das Werk aufgehalten werden möchte. Wenn die 3 Kff. einig, kann Württemberg durch Hessen, Pommern durch Brandenburg der Beitritt angeboten werden. Schliessen sie sich dann selber aus, so wäre daran nicht viel gelegen. 3) Der Periodus am 3. Blatt wegen des Schmähens auf den Kanzeln gehört nicht hieher; man kann dies nötigenfalls mündlich bei der Zusammenkunft erwähnen; ohnedies wird wohl jeder Herr dafür Sorge tragen. 4) Zu dem §: Zusammenlegung des Gelds: die bewilligte und aufgebrauchte Kreishülfe anfangs nicht zu gebrauchen, da dies für die Kreisobristen nachtheilig sein und bei den katholischen Kreisständen heftigen Widerspruch erregen würde. Die neue besondere Anlage wäre zunächst nur auf einen Monat (nebst Anritt- und Laufgeld) für 10 000 Pferde und 10 Regimenter Knechte nebst Schanzgräbern, Artillerie u. s. w. zu richten. Ist das erreicht, so ergibt sich die Fortsetzung mit Notwendigkeit. Im Notfall kann man dann immer den vorhandenen Kreisvorrat daneben gebrauchen. 5) Fol. 4 fac. 4: Die Obristen, Rittmeister und den Befehlshaber auch an den Leutenant des Generalobristen zu weisen, geht nicht an. 6) Zum 6. Blatt: Die erlegte Kontribution sollte bis zum Aufzug nicht angegriffen, die inzwischen fälligen Jahrespensionen der Befehlshaber aus einem jährlichen Zuschuss zur Kontribution bestritten werden, und zwar durch den Generalobristen und nicht durch die einzelnen Herren. 7) ¹Zum 6. Blatt: Das Geschütz sollte nicht von verschiedenen Orten, sondern aus dem Arsenal des Feldherrn und Generalobristen geliefert werden. 8) Da Pfalz zweifellos, „was itzo zu Plauen verlaufen tut und wobei es vorbleibt“, Hessen mitteilt, sollte der Kf. Pfalz persönlich oder durch Schickung zuvorkommen, zur Verhütung allerlei Nachdenkens. 9) Nach geschehener Verabredung des Werks eine persönliche Zusammenkunft aller fürstlichen Teilnehmer zu halten. 10) Bei dem § „das kriegsvolk“ darauf zu achten, dass dem Obristen Leutenant nicht die gleiche Autorität wie dem Generalobristen zugemessen werde. 11) Ebd. am 6. Blatt § „bevelichsleut“: wenn die Befehlshaber immer Kriegsvolk bereit haben sollen, würde sich ein Wartgeld ergeben. 12) Fol. 7 § „so wer bequemer“: ob nicht bei den 3 Kff. des Worts Generalobristen gedacht und derselbe der Autorität wegen voran gesetzt und ob nicht ihm und den anderen Kff. ein Fürst zugeordnet werden sollte? „Denn sonsten möchte bei disem, wenn sie nur alleine geld geben sollen und ihrer nicht gedacht wurde, allerlei difficultirt werden.“ 13) Der Punkt, dass keiner für sich etwas unbilliges vornehmen solle, weiter aus-

¹ Im Or. irrig: 8 und von da weiter gezählt.

zuföhren; sonst könnte leicht Unruhe erregt oder unnötiges Partikularwesen eingemischt werden. 14) „Ist fast bei dem beschlus gesetzt, was mass die gewinn auszuteilen sein sollen. Solchs mag auch in acht gehabt werden, das man es nicht anders, dann solchs villeicht gemeint sein mag, und fur ein offensionwerk, dem es dan gar ehenlich, vorstehe.“ Ebenso wohl zu bedenken der Passus, dass nicht eher Friede zu machen, als bis, wenn einer der Teilnehmer gefangen worden, dieser wieder erledigt wäre; „dadurch dann das privatwerk, deme wol uf andere wege rat geschafft werden konte, dem publico furgezogen werden wolte.“

Signatum den 14. febr. anno 90.“

Dr. 7278, Vorstehende Schirmvereinigung 1590, Or.

(Februar)

Plauen 298. Vorschläge Johann Casimirs für ein Bündnis der evangelischen Reichsstände.

„Was in namen des churfurstens zu Sachsen, auch durch I. Ch. Gn. selbsten gestern morgen¹ der ch. Pfalz administratorn, M. Gn. H., wegen anstellung einer vertreulichen correspondenz zwischen beiden iren Ch. und F. Gn. neben zuziehung anderer chur- und fursten mehr, dern man sich ferner zu vergleichen hett, mudlich [] angebracht und fur guetachten begert worden, das hat hochstgedachter pfalzgraf mit erfreutem herzen und gemuet verstanden, dankt auch gott dem allmechtigen, das durch dise zusammenkunft dem vaterland und posteritet zum besten beruenter furgeschlagener correspondenz ein vertreulicher anfang gemacht werden mag. Und ob sich wohl J. F. Gn. diesmal sowohl an vertrauten raten entblot und mit fuerschlegen, so zu anrichtung einer solchen correspondenz und vertreulichen zusamsetzung gehorig, ubel gefast befinden, auch darumb lieber gesehen, das sie etwas zeitlicher herunter angelangt worden weren, damit sie also der sachen etwas reifer nachdenken mogen: idoch damit teils dies nutzlich und hochnotig werk sovil moglich befurdert und durch S. F. Gn. bedenken nicht gehindert werde, so haben S. F. Gn. uf nachvolgende puncten gedacht, die S. F. Gn. ermessens beruenter furseiender vertreulicher zusamsetzung nutzlich und notig inserirt werden solten.“

1) Erstlichen weiln man sich zu berichten weiss und in der tat gnugsam erfahren, wie wenig man sich bishero in notfellen uf die kreishulf zu verlassen gehabt, und das der angefochtene stand, ehe

¹ Am 3. März schreibt Paull aus Dresden an J. Camerarius: „in oppido Plawin, ubi sequenti die, XVIII. scilicet, qui concordiae ac mortis Lutheri fuit, ill^{mus} elector Saxoniae et Joannes Casimirus Palatinus convenerant“ (Bm. Coll. Cam. XXIV, Or.). Am 17. Febr. war Kf. Christian in Zwickau, Paull, der ihm voran nach Plauen reiste, in Mylau; die dringende Einladung M. Georg Friedrichs auf die Plassenburg wurde vom Kf. mit der Bitte an den M. erwiedert nach Hof zu kommen, wo der Kf. und J. C. ihn am 21. aufsuchen wollten (Dr. 10735). Im Gefolge des Kf. war auch Zündelin; vgl. Paull 3. März: „duximus eum ad conventus istos, ut cum Palatino colloqueretur, quem alioquin invisere constituerat. Et fuit sane ab eo humanissime exceptus.“ Vgl. S. B. der Münchener Akad. (hist. Kl.) 1882, II, 151; 157.

ihm mit der kreishulf beistand geschee, wohl zehenmal ufgefressen (Februar) werden kont, das man sich vergleichen und ein namhafte summa Plauen gelts ein jeder herr nach seinem vermogen zusam schiessen und solche eintweder in ein oder zwo evangelische reichsstatt oder andern ort, dessen man sich mit einander zu vereinigen hett, deponirn und bis zum notfal bei einander sparen solt; dem dan anitz, ehe man von einander schied, ein anfang machen und sich eins richtigen vergleichen solten.

2) Das ein jeder herr sich mit reuter- und landsknechts obersten, auch rittmeistern, haubt- und bevelchsleuten gefast machte, dieselbe mit diensten und embtern versehe und also von solchem dienstgelt an der hand behielte, damit man sie in notfellen gebrauchen kont und nicht not tet, das man sonderbare kriegsleut von dem zusammengeschossem gelt zu dieser verstendnuss jarlichs zu underhalten.

3) Solt auch nicht undienstlich sein, das ein jeder herr sein landvolk musterte, ein ausschuss daraus machte, denselben in gewisse fendlin und jedes fendlin in die wehren, wie in margine verzeichnet,* abgeteilt hett.

4) So weren die lehenleut und landsassen zu vermahnen, sich mit irer anzahl pferden, rustung und wehren gefast zu halten, damit sie uf erfolgte manung in anzug zu pringen; wie man den reisigen dienern gleichergestalt zu bevehlen hett.

5) Da dan einer unter den stenden betrangt, feindlich uberzogen oder sunst angefochten werden solt (das doch gott gnediglich verhueten wolt) und des andern hulf bedorft, das alsdan der gemante dem betrangten eintweder in der person selbst zuziehen oder ufs sterkest schicken solt; und hett man sich zu vergleichen, uf wessen kosten der zuzug gescheen oder obs aus der contribution zu nehmen sein solt.

6) Das sich keiner von dem andern umb einigerlei ursachen willen trennen, viel weniger wieder den andern verhetzen lassen solt, sonder da etwas ungleiches furfiel, solches durch schiedliche und guetliche mittel ufzuheben und zu vergleichen und solches durch zwen, drei oder vier, die in dieser verstendnuss begriffen.

7) ** Insonderheit aber das alle ding in publicis negociis communicato consilio gehandelt und in wichtigen sachen, als bewilligung eins reichstags, wehlung eins romischen konigs, in betrachtung des schweren aids, so die churfursten praestirn muesten, und was dergleichen mehr sein mocht, einer ohne den andern nichts geschlossen hett.“

Mb. 93|7 f. 1 f. Conc. (Pelen).

* Am Rand: „Doppelsolder — 80; kurze wehren — 40; schlachtschwert — 6; musketirer — 15; hakenschutzen — 150; axter oder zimerleut — 6; summa 300 weniger 1 person. No. schanzgreber“.

** Am Rand: „Dieser punct muest allein unter den drei churf. heusern abgeredt werden, dan es fur die andere f. heuser nicht gehorig“.

20.
Februar
Plauen

299. Abschied des Tags zu Plauen.

Eine gute Zeit her haben die Papisten, auf Antreiben des Papstes und Spaniens, erst ausserhalb Deutschlands die Christen blutig verfolgt, dann neulich verschiedene verheerende Einfälle ins Reich unternommen, ohne dass ihnen mit gemeinem Zutun gesteuert worden ist. Sieht man den Dingen länger zu, so könnte den evangelischen Ständen zum Spott noch ein unwiederbringlicher Schaden erwachsen. Zu geschweigen von unzähligen andern Beschwerden erweist es sich offenbar, dass die Feinde des Evangeliums dasselbe überall auszurotten und die päpstliche Abgötterei wieder anzurichten bedacht sind. Daher haben es J. C. und Kurfürst Christian von Sachsen nötig erachtet, dass die Stände der A. C. auf Mittel der Abwehr und Herstellung der deutschen Freiheit bedacht seien.

1) Die R. Konstitutionen, der Rel. und Profanfriede und die Exekutionsordnung sind durchaus in Acht zu haben und gegen sie nichts vorzunehmen.

2) Den bestehenden Erbeinigungen soll durch das Folgende nichts derogirt werden.

3) Alles, was folgt, soll zu Erhaltung des Friedens im Reich und Handhabung seiner Satzungen und gegen keinen Stand, der sich diesen Konstitutionen gemäss erzeigt und niemanden belästigt, sondern allein „zu gegenwehr, rettung und entschüttung unbillichen gewalts“ gemeint sein.

4) Bei den bedrohlichen Praktiken ausserhalb und auf deutschem Boden erachten beide Fürsten, dass die vornehmsten Stände der A. C. wegen ihrer christlichen Religion sich eines christlichen und freundlichen Verständnisses vereinigen sollen, zu gegenseitiger Hülfe für den Fall dass einer von ihnen von den Widerwärtigen der Religion oder anders halber gegen die R. Konstitutionen überzogen oder sonst tötlich beschwert würde.

5) Obwohl der beste Weg eine solche Vereinigung aller Stände der A. C. wäre, beschloss man doch für diesmal wegen allerhand bedenklicher Ursachen es bei einer Vereinigung der Häuser Pfalz, Sachsen, Brandenburg, Braunschweig, Mecklenburg und Hessen zu lassen.

6) Dieselben sollen sich über ein besonderes Verständniss und vor allem über die Ordnung und den Gebrauch der Defensivhülfe vereinigen.

7) Die Hülfe soll wie oben erwähnt, „allein zur gegenwehr und rettungsweise“ gemeint und die vereinigten Stände verpflichtet sein, einander treulich zu meinen, vor Schaden zu warnen, im Notfall nach höchstem Vermögen beizustehen, daher vor allem unter einander nichts Tötliches vorzunehmen.

8) Vorkommende Irrungen sollen drei mitverwandten Ständen zur Erkenntniss anheimgestellt werden.

9) Für die Hülfe soll jetzt gleich und dann jährlich nach einem zu vereinbarenden Anschlag an einem zu bestimmenden Ort eine gewisse Summe Geldes erlegt werden, wozu jeder von den drei Kff. einen besonderen Schlüssel haben soll, zunächst zur Erhaltung eines Kriegsvolks von 6000 zu Ross und 12 000 zu Fuss

(in drei Regimentern von je 12 Fähnlein zu 300) auf wenigstens 3 Monate.

10) Reicht die Anlage nicht aus, so soll jeder Stand schuldig sein, innerhalb 8 Tagen nach geschehener Anmeldung seinen Anteil auf den 4. 5. 6. 7. u. s. w. Monat zu erlegen, und da die Hülfe zu schwach befunden, soll sie nach Erkenntniss der drei Kff. erhöht und und unweigerlich erlegt werden.

11) „Diese Hülfe soll auch immerwehrend und auf alle Erben und Nachkommen gemeint sein;“

12) desgleichen die, welche künftig mit aller Vorwissen zu der Einigung kommen, mit der Hülfe nach Gelegenheit belegt werden.

13) Zu ihrer besseren Verwirklichung soll aus obigen fürstlichen Häusern ein Obrister dieser Verständniss erwählt und ihm ein Generalleutnant und ein Feldmarschall zugegeben, auch Rittmeister, Landsknechtsoberten und Hauptleute bestellt, aber ausser dem Generalobersten kein Reiteroberster angenommen, die bestellten Offiziere, „bis sich etwas erhebt“, von dem zusammengeschossenen Geld besoldet werden.

Geschütz, Artillerie und Munition soll der Angegriffene, wenn derselbe nicht in der Lage ist, der nächstgesessene Fürst auf gemeine Unkosten schaffen.

Damit das Verständniss desto geheimer und unvermerkt aufgerichtet werde, soll Pfalz mit den andern regierenden Pfalzgrafen und mit Heinrich Julius von Braunschweig, Sachsen mit den andern sächsischen Herzogen, M. Georg Friedrich und den Landgrafen, Brandenburg mit dem Administrator von Magdeburg und mit Ulrich von Mecklenburg handeln, und zwar soll die Handlung, wenn sich die Kff. über die Punkte verglichen haben, durch die Herren selbst auf den nachbarlichen Zusammenkünften vollends verrichtet werden. Sind die Fürsten einig, so soll davon geredet werden, wie durch einen oder den andern die Dinge auch an die Städte zu bringen.

Das Kriegsvolk soll durch den Generalobersten und dessen Untergebene geworben und zu diesem Ende eine Kriegsbestellung entworfen werden.

Jeder Fürst soll sein Landvolk mustern und einen Ausschuss daraus machen und denselben dergestalt in Fähnlein und diese „in nachfolgende wehren“ abtheilen, dass jedes Fähnlein 80 Doppelsöldner, 40 mit kurzen Wehren, 6 Schlachtschwerter, 15 Musketirer, 150 Hakenschützen und 6 Zimmerleute zählt; ferner sollen die Lehenleute und Landsassen zur Bereitschaft ermahnt werden. Keiner von den Fürsten soll seinen Untertanen die Annahme anderweitiger Kriegsbestellung ohne seine Zustimmung gestatten, am Wenigsten den Zuzug zu den päpstlichen Ständen, deren gute Leute man vielmehr auf diese Seite zu bringen bedacht sein soll.

Der Oberste hat Gewalt, die Hülfe ganz oder zum Teil zu gebrauchen und die Hülfe zu erhöhen, indem er 2 Monate in einen und 6 in 3 schlägt.

Der andere Punkt: wann die Hülfe zu gebrauchen und welcher Gestalt sie ins Werk zu errichten; bedenkl. diesen Artikel auf wenige Stände zu stellen, da aber sonst, „wenn es bei allen stimmen bleiben sollte“, Verzögerung der Hülfe, schädliche Uneinigkeit,

20.
Februar
Plauen

mangelhafte Wahrung des Geheimnisses zu besorgen, „so ist am bequemsten, das solch erkenntnis den dreien kurfürsten genzlich anheimgegeben und zu derselben bedenken gestelt werde“, ob und wen sie aus den andern Ständen zuziehen und wie sie deren Rat brauchen „und sich hieraus allenthalben nach dem mehrern vergleichen wollen“.

Wird ein Einigungsverwandter beschwert, so soll er es an die drei Kff. bringen, die wenn möglich den Beschwerden durch Schreiben, Schickungen oder sonst „uf gemeiner stende kosten und irer der kurfürsten namen“ abhelfen; findet aber die Güte nicht Statt und wird durch die Kff. und andere „nach dem mehrern“ auf eine Gegenwehr oder Hülfe geschlossen, so soll über das Wie und Wo derselben der Oberste entscheiden; „im fall auch die sachen ganz eilend, so soll der obrist alsbald zu schlüssen macht haben“.

Keiner soll für sich allein Feldzüge oder Belagerungen unternehmen oder sonst etwas handeln, woraus Krieg ertolgt, viel weniger seine Privatsachen, nachbarliche u. dgl. Gebrechen gleich in diese Verständniss ziehen, „sondern es soll alles mit vorwissen und bewilligung der dreier churfürsten beschehen; sonsten mag es ein jeder uf sein abenteuer wagen“. Werden die Einigungsverwandten an vielen Orten angegriffen, so sollen die drei Kff. und der Oberste beraten, wo die Hülfe am Nötigsten und Fruchtbarsten. Dem Obersten sollen Schlösser, Städte, Lande und Gebiete der Einigungsverwandten offen stehen; wenn einer Lande, Schlösser, Städte oder sonst etwas verliert oder gefangen wird, ohne dessen Willen und Wiedererstattung kein Friede gemacht werden.

Die Diener, welchen jeder Fürst diese Sache vertrauen wird, sollen besonders auf ihre Geheimhaltung gegen jedermann „bis in ire gruben“ vereidigt werden; „es soll aber auch kein fürst zu denen dingen uber vier sonder diener zum höchsten gebrauchen.

Dieser articul haben sich obhöchstgedachte beide herrn uf diesmal zu kunftiger nachrichtung mit einander verglichen, und soll höchsterenanter pfalzgraf demnach dise verstendnuss ferner zu papir bringen, auch was etwa weiter hierbei notwendig zu erindern, darzutun und solchs dem churfürsten von Sachsen zu fernern nachdenken zuschicken.

Actum Plauen, den 20. febr. anno etc. 90.

J. Casimir P. Christianus churfurst.“

Berlin, Unionsacta I. 2 Copp.

22.
Februar
Strass-
burg

300. Sancy an Meister und Rat zu Strassburg.

Ersucht um Bewilligung für den K. die ihm neulich vorgestreckte Summe von 20 000 fl. und die weitere in dem beil. kgl. Schr. begehrte zur Unterstützung der bedrohten Stadt Genf verwenden zu dürfen. Gemeinsame Gefahr aller Evangelischen; die Absichten der Gegner durch den Titel „de protecteur universel de la religion catholique“, den der K. von Spanien „par la faveur de l'assistance du pape et la conjuration de tout le clergé d'Allemagne“ annimmt, deutlich genug zu erkennen. Die vom Papst und Spanien

in Italien aufzustellende grosse Armee soll aufgehalten und durch Vorrücken nach Savoien und Bresse für immer den Feinden dieser Zugang gesperrt werden. Die Erhaltung von Genf ist zugleich Vorbedingung dafür, dass das Bündniss mit Zürich und Bern für Strassburg wirklichen Nutzen bringt. Denn Bern, das sich soweit vergass eine Allianz mit Savoien zu schliessen, wird durch die Weigerung seiner Untertanen dieselbe gutzuheissen wohl bald wieder in den Krieg verwickelt werden. . . Muss eilig in Geschäft des K. verreisen,¹ daher dieses schriftliche Ersuchen.

Str. A. A. 1859. Or.

301. König Heinrich IV. an (Christian von) Anhalt. 24. Februar
(Vollmacht und Empfehlung Schombergs.)

Dankt für die Beweise von Chr. Freundschaft, die er bei Gelegenheit zu vergelten hofft. Verweist wegen Nachricht über seine bisherigen Erfolge gegen die Rebellen auf seine Diener in Deutschland und ersucht um Unterstützung gegen die Absichten derer, die aus dem Ruin Frankreichs Vorteil ziehen wollen, wodurch seine Freunde ebenfalls bedroht werden. „J'ay partyculyèremēt donné charge au s^r de Schomberg conte de Nanteuyl de la levée et conduite des forces quy me pourront ancores venyr de delà, avec pouvoyr d'y commander comme représentant ma personne, aynsy qu' yl avoyt eu samblable qualyté et pouvoyr du feu roy monsieur mon frère, que luy ay byen voullu contynuer avec toutes les autres charges et honneurs qu'yl avoyt acqys à son serveyce, pour l'assurance que j'ay qu'yl m'est bon et fydel servyteur. Sy pour le fayt de la dyte charge yl a besoy n an quelque chose de vostre faveur, je vous pry e l'en assyter et pour toutes ocasyons qu'yl pourroyt avoyr à tréter avec vous pour mon serveyce luy ayouster roy comme à moy-mesme“.²

6. März
Lager vor
Dreux

Zerbst (Bernb.) Corresp. zwischen Christian I. und K. Heinrich IV. Eigh.

¹ Am 12. Jan. schreibt S. aus Mümpelgard (Gebhard Truchsess an Mansfeld, 27. Jan. Str. A. A. 771), am 25. Jan. an Camerarius aus Basel (Bm. Coll. Cam. XIV. Or.); am 24. Febr. aus Bergzabern an Schomberg, am 9. März aus Marburg an L. Wilhelm. Gebhard, der in obigem Schr. S. Rückkehr von Langres mitteilt, meint, S., der einen starken Nachzug bei den ev. Fürsten betreiben solle, werde wohl bei Sachsen, Magdeburg u. „Archivo“ nicht sehr willkommen sein; übrigens sollte man, „umit man den pfaffen was in die augen gebe“, scheinbar die Kreishülfe, tatsächlich aber den Nachzug betreiben; dann wäre der König leicht dahin zu bringen, „das man Vanitatem [Lothringen] und den Jesuiticum [B. v. Strassburg] zugleich strigelte und er also sich der teutschen frontiern versicherte“. Vgl. Meister S. 353 f.

² Ein Schr. gl. Datums an Württemberg (betreffend die Erhebung des Restes der deutschen Bewilligungen und die neue Truppenwerbung durch Sancy (Lettres miss. III, 155 f. Am 25. Febr./7. März richtete Heinrich IV. zwei Schr. an Schomberg. Das eine bezieht sich auf kompromittierende Schr. des ligistischen Agenten Diou in Rom, die Sch. durch Rucellai in Abschrift an den Papst und (ihrem Inhalt nach) durch deutsche Fürsten an Lothringen gelangen lassen soll (Mém. d'estat III, 301 ff.). Das andere, eine ausführliche Instruktion, beauftragt Sch. die

26. **302.** Ernst von Mansfeld an Gebhard Truchsess.¹
 Februar
 Eisleben

Sachsen hat, als August von Lüneburg bei ihm zu Dresden war, Dr. Paull zu der Sache verordnet, Lüneburg eine grosse Zusage getan und Bruderschaft mit ihm gemacht. G. wird die Sache bei den Niederländern zu guten Wegen richten. . . Wenn Weiss zurückkehrt, gehen sie nach Halle, wo Bongarsius bereits ist. Rät den Weiss an Frankreich zu schicken, um diesem die Bedeutung des Stifts Strassburg, des einzigen, das die Reformirten nach dem Verlust von Köln noch haben, sowie das Interesse Frankreichs an einer solchen guten Nachbarschaft zu Gemüt zu führen, ferner wie der B. von Strassburg, ein ärgerer antesignanus als Trier, Würzburg und Worms, die kgl. Truppen verfolgt habe, und „was der suspectorum [Reformirten] meinung von ihm, das man ihm beim kopf etc. Intelligenti pauca.“

Strassb., A. A., 773. Eigh. (zum Teil chiffirt).

Februar **303.** König Heinrich IV. an Schomberg.

März

„(Extraict de la lettre escripte au s^r Schomberg au . . . mars 1590). J'avois pensé que le duc de Lorraine feroit mieulx son prouffict qu'il n'a fait du conseil de ses amis, dont il luy fust mieulx advenu et à ses subjectz que de se brouiller avec moy, comme il a fait. J'en suys mary non tant pour doubte que j'ay que dieu ne m'en face la raison que pour l'amour de ce qu'il n'a voulu croire ceulx, avec lesquelz je désire avoir une bonne amityé et intelligence, comme ilz font démonstration de désirer“.

Ma., 545[15 f. 326. Cop. (chiffirt).

von diesem eingeleiteten Schritte zur Erwirkung der kais. Anerkennung durch den Kf. von Sachsen weiterführen zu lassen, das Bündniss der weltlichen Kff. mit Mainz u. a. Katholischen zu betreiben (vgl. No. 281) und die diesjährige Unterstützung mit Truppen und Geld bei den deutschen Protestanten ins Reine zu bringen; die Wahl der Obersten soll den Fürsten anheimgestellt werden, wobei Dohna wegen der gegen ihn herrschenden Verstimmung wo möglich auszuschliessen wäre; doch muss man hierin und überhaupt sich hüten J. C. zu reizen, was sehr schaden könnte. Lothringen hat leider auf den guten Rat seiner Freunde nicht gehört. Sancy ist beauftragt „de proposer et poursuivre une ligue d'estat“, der sich dann auch vermutlich die italienischen Fürsten anschliessen werden; dies ist aber fallen zu lassen, wenn die deutschen Fürsten, wie er hört, dazu keine Neigung haben (ebd. S. 311 ff.). Im gleichen Sinn schreibt der K. unter gl. Datum über deutsche Hülfe und die Rücksicht auf J. C. an Sancy (ebd. 303 ff.), ferner an Hans Wolfgang von Schönberg mit der Bitte um Unterstützung seines Bruders Kaspar bei den Fürsten (322 ff.). — Baradat, der nach dem kgl. Schr. an Württemberg vom 11./21. März die vorigen Schr. nach Deutschland mitnehmen sollte (Lettres miss. III, 175, ebenso an L. Wilhelm, Marburg eigh.), verschob seine Abreise bis zum Ausgang der damals erwarteten Schlacht (bei Ivry 4./14. März).

¹ Vgl. Meister S. 354.

304. Schomberg an Christian von Sachsen.

3. März
Kassel

Hessen, der als Ort für den Konvent Kassel, als Zeit den 1. April bezeichnet, gibt ihm die Einladung an J. C. und den jungen Pf. nach Heidelberg mit und beklagt wiederholt seine Bedrohung durch die jülichischen Praktiken der Spanier, die dann seine Nachbarn würden und schon äusserten, sie wollten bald einen Herrn heimsuchen, der sich ihrer am Wenigsten versehe. Hat des bewussten Werks nicht mit einem Wort gegen den Landgrafen gedacht, der ihm sagte, man müsse ihm nicht viel Ausgaben zumuten, da er u. a. dem Kaiser 20 000, dem L. Ludwig 10 000 Taler geliehen habe; er antwortete ausweichend. Hörte zu Weimar beim Schlaftrunk, Herzog Hans habe zu der bewussten Heirat keine Lust. Der ältere Herr ist ein treuer und dienstwilliger Vetter Chr.

Dr. 7281. Eigh.

305. Schomberg an Christian von Sachsen.

7. März
Giessen

. . . . Man empfahl ihm die Vermählung des Königs mit der Tochter des K. von Schweden¹, die schön, jung und gottesfürchtig sein und 700 000 Taler Ehegeld bekommen soll; der K. könnte dort schöne Kriegsschiffe haben und mit den englischen nach der künftigen [spanischen] Flotte auslaufen lassen und auch als Schwager Polens dort allerlei Benachteiligung Deutschlands verhindern. Bittet vorerst um Aeusserung Chr., „denn Stefan ist Georgens leibeigen knecht“.

Dr. 7281. Eigh.

306. Johann Casimir an Christian von Sachsen.

10. März
Heidelberg

(Bericht über sein Zusammensein mit M. Georg Friedrich, seinen Aufenthalt in Nürnberg und seine Heimkehr. Pf. Friedrich und Pf. Dorothea. Sein Geburtstag. Das bewusste Werk. Dutzbrüderschaft mit Christian.)

. . . „Wen du, wie ich zu dem lieben gott verhoff, glucklich und gesund zu dero geliebten gemahlin und junge herschaft angelangt, das were mir eine freude zu vernemen. Seit unser abreisen und scheidens bin ich mit meinem fr. herzlieben vetter und bruder M. Gorgen Fridrichs zu Brandenburg gen Plassenberg zogen, ein tag alda still gelegen, den grossen willkum ausgedruncken, deiner im besten gedacht, darnach gedantz. Hab ich dem wirt gedruncken, das er, dieweil wir gedantz, hat müssen schlafen gehen; hab ich ein hübschen perlencranz dieweil erdantz. Darnach ist unser wirt

¹ Anna, Tochter K. Johans von Schweden, geb. 1568; sie starb unvermählt 1625 (Ersch und Gruber, Enzyklopädie II. 20, 340). Im April 1589 hatte der Grosskanzler Zamojski ihre Verbindung mit dem (ältesten) Sohn des Administrators von Magdeburg angeregt (Ledebur, Archiv für die Gesch. Kunde des preuss. Staats XIV, 1834, S. 272 f.) Vgl. auch II. 175 A. 6.

10. März vom schlaf widerkomen, ein feusten indianischen han bringen
 Heidel- lassen; darzu bin ich neben andern guten gesellen geladen
 berg- worden. Da haben wir unser wirt abermals gen Bethlehem ab-
 gefertigt. Des morgens fur meinem abreisen, wie breuchlich, ein
 starken suppen miteinander gessen. Ist er auf seiner gutschen mit
 hinausgefahren, mir den neheren weg fuhren und weisen wollen,
 des furhabens mich in ein wald zu bringen, 3 oder 4 stund mich
 spazieren herumbzufuren und letztlich wider gen Plassenberg zu
 bringen. Weil ime nun diser anschlag gefelet, hat er sich letztlich
 im feld de facto an mir rechnen wollen, uf freier landstrassen
 meiner gewart, vil grosse stuck büxen von glasmaterii gegossen bei
 sich gehabt; aber da es am treffen hat sollen gehen, ist weder
 kraut oder lot bei der hand gewesen. Wie es nun uber die
 buxenmeister (id est lackay) ausgangen, welche solchs vergessen,
 hastu leichtlich zu erachten.¹ Bin also des andern tags gen Nurm-
 berg gereiset, alda mir von einem ehrsamem rat vil ehr und gunst
 erzeigt worden, deiner zum besten gedacht, dan sie haben mir ein
 grossen duplet vergult silbergeschier verehret, welchs ich von deiner
 gesundheit wegen mit freuden ausgedrunken und herumbgehen
 lassen; und under anderm die ratsherrn gegen mir verlauten
 lassen, das sie nichts liebers wunschten und begern teten, damit
 sie mit unserm bruder margraf Gorgen Fridrichs mochten ver-

¹ Dr. Paull, einer der Teilnehmer am Konvent, schreibt am 3. März aus Dresden an Camerarius: der Kf. und J. C. seien am 18. Febr. in Plauen zusammengekommen, „cumque biduum ibi una commorati fuissent, simul in Hoff profecti sunt, ut marchionem Georgium Fridericum, qui illuc eos invitaverat, inviserent; ibi duo etiam dies hilariter transacti. Nos nudius quartus [28. Febr.] primum huc reversi sumus. Palatinus cum marchione Culmbachum se contulit, inde domum, ut audio, reversus.“ (Bm. Coll. Cam. XXIV, Or.) Dohna, der von J. C. mitgenommen, aber bedeutet worden war einem persönlichen Zusammentreffen mit Kf. Christian auszuweichen, wurde erst zu Hof in das Geheimniss der Verhandlungen gezogen; nach seiner Erzählung verabredeten sich dort der Kf. und J. C. mit Georg Friedrich, jeder von den drei Fürsten solle für die weitere Behandlung der Sache nur einen vertrauten Diener nebst einem geheimen Sekretär beiziehen; und als J. C. dem Kf. Dohna als seinen Vertrautesten bezeichnete, erklärte der Kf., er sei trotz der über den französischen Zug umlaufenden ungünstigen Gerüchte damit einverstanden, und gab Dohna, der hierauf von J. C. in besondere Pflicht genommen wurde, demonstrativ vor den Augen des sächsischen Hofgesindes die Hand; trotzdem, berichtet Dohna weiter, „blieb ich doch allezeit im losament, wolte mich nicht hoch in den sal dringen. Den margrafen verdroß es, das ich nicht zu hofe kam, er wuste es aber nicht, warumb es zu tun war“ (Selbstbiogr.). Schmidt, Dohna S. 163 verlegt irrtümlich das viel später aufgezeichnete Gutachten Dohna's (Ritter I, 34) in diese Zeit und spricht unbegreiflicher Weise von „dem streng lutherisch gesinnten Kurfürsten“! Ueber die Tage auf der Plassenburg meldet Dohna: „und wart erschrecklich gesoffen“. Dass J. C. hiebei zweimal sein Leben aufs Spiel setzte, berichtet noch nach Jahren Kolbinger (Ritter, D. G. II. 50 A. 1). Ueber das Saufen des Kf. von Sachsen auf der Reise von Berlin nach Dresden im Febr. 1590 berichtet einer seiner Begleiter, der Graf von Lynar (Ledebur, Allg. Archiv XVI, 205 f.).

glichen und aller nachparlicher irrungen errortert [!] werden; 10. März
welches zu seiner zeit noch wol geschehen mag.¹

Heidel-
berg

Den 5. dis und uf meines vettern und pfegsohns herzog
Fridrichen pfalzgrafen etc. geburtstag bin ich glücklich albie wol
angelanget, S. L. mir entgegen geritten und heimgeleit, und hab
ime vermelt, wie du seiner im besten gedacht und ine ausgebeten,
wen wir einmal zusammen komen solten, das ich ine mitbringen solt.
Darob er so sehr erfreuet, das er verursacht worden, dir dafür
schriftlich zu danken, wie er dan mir die beigegebenen schreiben
sohnlich zugestellt und gebeten, dir von seinetwegen zu überschicken.
Gleichfalls hab ich meiner dochter auch vermelt und hab ir be-
volen, das sie sich schriftlich gegen meinem bruder bedanken soll,
welchs hiebei zu finden beschicht, und ob es nit sauber geschrieben
ist, so muss mein bruder mit ir geduld haben; so mag mir mein
bruder das zutrauen, das fur 10 wochen das a. b. c. nit hat schreiben
gelernt gehabt, und ir niemand dazu geholfen, sonder fur sich
selbsten und aus irem gedicht von der hand geschrieben; bitt ich
von irent wegen, mein bruder wollen es ihr, als wie es von herzen
gehelt, verstehen und ihr getreuer vater sein und bleiben wollen;
das verdiene ich hinwieder gegen dir mit getreuem herzen. So
will ich mich als der naturliche vater befeissen, das sie in der
forcht gottes und aller furstlicher tugend soll erzogen werden,
daran du und die ganze freundschaft ein wohlgefallen davon haben
sollen.² Hernacher den 7^{ten} dis, welches mein geburtstag gewesen
und hin gegenwart [!] 8 grafen und hern und meine furnembsten
ret und tischgenossen hat mein marschalk mir aus habendem be-
velch einen [!] grossen glas mit wein in einem drunk ausbracht
von deinetwegen, welchs ich dergestalt hab herumb gehen lassen,
aber unser keiner in einem drunk nit konnen ausdrinken. Das
bewust werk, soll ufs ehest gefertigt werden und meinem brudern
noch fur sonntag Oculi zukomen soll, dreibich, das es gefertigt und
meinem bruder zugeschickt werden soll, damit sie es irer noturft
zu gebrauchen haben mögen. Und tue mich hiemit zu aller freund-

¹ Eine Zeitung aus Nürnberg vom 12. März (offenbar n. St.) berichtet, J. C. sei vorgestern mit 8 Kutschen und 20 reisigen Pferden von Hof niehergekommen und vom Rat als Kf. beschenkt worden; er solle heute oder morgen zu Sachsen und M. Georg Friedrich nach Ansbach reisen; Sachsen, Brandenburg, Pfalz u. a. Fürsten hätten in diesen 14 Tagen nebst 10 Rittmeistern zu Plauen verhandelt, es verlaute nichts worüber, vermutlich über weitere Hülfe an Volk für Navarra (Ma. 231/13; aus Innsbruck 10./20 März an Baiern geschickt). Ueber die irrige Auffassung des Plauerer Konvents in Prag vgl. den Bericht des venezianischen Gesandten Gött. Gel. Anz. 1900 S. 535 A. 3.

² Die beiden eigh. Schr. Pf. Friedrichs und Dorotheas an den Kf., Heidelberg 9. März, Dr. ebd. Friedrich freut sich auf den Besuch beim Kf. nicht nur wegen des Vaters und seiner eignen Person, „sondern fürnemlich und am allermeisten wegen der kirche gottes und des allgemeinen geliebten vaterlands wolfart“, und bittet den Kf., wie dieser mit seinem Vater Brüderschaft gemacht, „also wolle sie mich für ihren sohn auf und annehmen und neben S. Gn. mein geliebter herr vater sein.“ Die kleine Dorothea verspricht in Gottesfurcht und allen fürstlichen Tugenden zu leben.

schaft und diensten bevelen, mit fr. bitt, die gruss bei Christianus mein bruder im besten zu verrichten unbeschwert sein.

Datum Heidelberg, 10. Martii ao. etc. 90.

Dein getreuer bruder im herz, weil ich lebe,

J. Casimir etc.

Auch, fr. und herzlieber bruder, das ich meinen bruder in diesem schreiben gedauzt, bitt ich, sie wollen mir es nit von ubel haben; dan was man reden und sagen muss, mag man auch wol schreiben. Zudem auch müst ich in dem gefahr stehen, das ich letztlich, wen ich meine pferd alle verloren hett, zu fuss gehen must, oder aber so viel wein verlieren möcht, das ich letztlich wasser trinken must. Nun bin ich mein leben lang ein armer reuterknab gewesen und von jugend auf gern wein gedrunken, wie noch. Wen ich nun in mein zimlich erlebt alter derer obgemelte 2 stuck entberen und beraubt werden muste, so were zu besorgen, das ich nit lang leben möcht. Dieweil ich nun in meinem herzen versichert, das mein bruder mein tod nit begeren, sonder ich auch beger zu leben, damit ich derselben einmal ein guten reuterdienst leisten mag, bitt ich nochmals, wie obgemelt, mir ein solche vermessenheit nit in ungutem ufzunehmen und sich erinern, was mir in derselben camer, als mir unterschrieben, mit einander underredung gehabt und einander zugesagt haben, das keiner dem ander zu ungutem ufnehmen soll, wen einer nerrisch schrieb etc. Und bin meinem fr. herzlieben brudern zu allen begehlichen dinsten jederzeit geneigt. Utt in literis.

J. Casimir etc.¹

Dr. 8539. (Pf, Joh. Cas. — Schr. 1578—91). f. 109. Eighl.

10.

20.
März

Prag

307. Visconti an Montalto.

(Die Frage der Anerkennung Heinrichs IV. durch den Kaiser.)

Der Sekretär des verstorbenen K. von Frankreich erhielt von Navarra zwei Schr., eine Kredenz und einen Bericht über die Lage in Frankreich, mit dringendem Gesuch um Gehör. Ist bei den kais. Ministern gegen Zulassung des Gehörs oder Annahme der Schr. eingetreten, wobei sie ihm vorhielten: 1) „che N. S. non si mostra hora tanto rigoroso contra Navarra, come nel tempo che io trattai di questa materia“; 2) das Beispiel der Venezianer. Erwiderte: 1) er habe noch keinen Gegenbefehl erhalten und die Anwesenheit Luxemburgs, der von den katholischen Prinzen von Geblüt geschickt sei, in Rom sei „per le ragioni già altre volte scritte“ nicht anzuziehen; 2) eine Chiffre Montalto's vom 28. Oktober habe ihn beauftragt, dem Kaiser die höchste Missbilligung des Papstes über die Haltung der Venezianer auszudrücken, denen der Kasier vielmehr ein gutes Beispiel geben solle.² Sie schienen da-

¹ Vgl. Münch. Abhandl. XII. 2, 161 f.

² Visconti an Montalto, Prag 17./27. Februar: Hört, der spanische Gesandte habe im Namen seines K. auf Entfernung des navarrischen Sekretärs beim Kaiser gedungen, aber die Antwort erhalten, „che vogliono prima vedere quello che passerà costì con Lucemburgo“ . . .

mit befriedigt und verspracheu dem Kaiser niemals zu raten in solchen für die kathol. Kirche so wichtigen Sachen anders zu handeln „se non con molta maturità et circospettione“. Hoffte auf eine (seit 8 Tagen verlangte) Audienz beim Kaiser. Erzherzog Ernst sagte ihm, die kais. Anerkennung eines Ketzers als K. von Frankreich oder die Zulassung seiner Gesandten entspräche nicht dem Interesse der Christenheit; er werde dem Kaiser, falls dieser ihm die Sache mitteile, seine Ansicht sagen und auch ohne solche Mitteilung davon anfangen; viele legten die Handlungen des Papstes „sinistramente“ aus und suchten dessen Gesinnung gegen Navarra in Zweifel zu ziehen, er sei jedoch überzeugt, dass die Absichten des Papstes der Darstellung des Nuntius entsprächen und alle seine Handlungen von Klugheit und Rücksicht auf das Wohl der Christenheit eingegeben seien. Glaubt, der Kaiser werde zu einer Entscheidung lange brauchen und sich erst mit allen Erzherzogen und mit den Kf. beraten.

Rom, Germania 110, S. 39. Cop. (Dechiffriert).

• 308. Veit von Dornberg¹ an den Kaiser.

(Gerüchte über die Bekehrung Kursachsens; Gespräch hierüber mit dem Papst.)

... „Sono più giorni che qui si sente qualche voce che'l s^{or} duca di Sassonia col mezzo del granduca di Toscana tratti con S. Stà di ritornar alla fede cattolica, et forsi con disegno di arrivare a più alto grado, di che se ben a me era poco credibile, ne volsi però ad ogni buon fine far moto in una mia al s^r Barvitio segretario maggiore di V. M^{tà}; ma perchè questa settimana persona di assai autorità mi ha affermato, che questa prattica sia vera et che camini col mezzo soprannominato“, teilte er dem Papst selbst mit, was für Nachricht er hierüber aus Deutschland und hier erhalten habe (ohne das erwähnte „mezzo“ zu berühren); wäre es wahr, so würde es dem Kaiser zu hoher Befriedigung gereichen; es könnte aber auch „tentativo artificioso et simulato“ sein und dann zum Nachteil des Kaisers und des Hauses Oesterreich ausschlagen; er habe daher nicht schreiben wollen, ohne den Papst zu benachrichtigen und dabei zu erinnern, dass der Herzog, um dem Papst seine Aufrichtigkeit zu verbürgen, am Besten getan hätte, den Kaiser insgeheim ins Vertrauen zu ziehen. Der Papst antwortete, „ch' io

Jener Sekretär spricht von dem bevorstehenden Ausgleich zwischen dem Papst und seinem König, den der Kaiser nicht schlechter behandeln dürfe als der Papst. Bestätigt sich dies, so wird er alles gegen Zulassung eines Gesandten tun; der Papst kann und soll als allgemeiner Vater und Hirt alle hören, „che ricorrono a suoi sant^{mi} piedi“; der Kaiser als „figlio“ darf die durch Urteil des Papstes als „heretici relapsi“ von der Kirche Getrennten nicht zulassen. Wird dieses Argument den kais. Ministern zu Gemüt führen (ebd. S. 38).

¹ Früher kais. Gesandter in Venedig (noch 1587, Hirn II, 413 A. 2), damals beim Papst. Vgl. S. B. der Münchener Akademie 1882, II. 159 ff.

14.
24.
März
Rom

sapessi, che con lei non era stato trattato di cosa tale per nome di quel duca et che io lo poteva scrivere a V. M^{ta}, ma che ben con suo singular contento havea inteso che andava tolerando et admettendo, che secrettamente nel suo stato si celebrasse la messa, che dava inditio di buona intentione, et che a dio piacesse che tutti i principi di Germania che sono fuori del grembio di questa chiesa pigliassero questo camino, che ancola M^{ta} V. sarebbe meglio obedita. Da che pur si comprende, et anco dal non haver mostrato (per quanto a me pare) intiera sodisfattione della dimanda mia, che sia alcuna prattica in piedi in tal proposito, come scoprirà il tempo“.¹

Wh. Ms. 595. VII. f. 522. Or.

16. März 309. Dorothea Susanna von Sachsen-Weimar an
Weimar Elisabeth von Sachsen.²

Ihr Bruder J. C. war beim Kf. von Sachsen zu „Blaue“, auch M. Georg Friedrich; was sie beisammen gemacht haben, davon will niemand etwas wissen; man vermutet aber, es habe J. C. Gemahlin belangt, die er in ein Gemach in Haft getan hat; niemand darf zu ihr als des Marschalls Hausfrau und zwei ihr ins Gemach zugeordnete Frauen. Warum es J. C. getan, wird E. auch erfahren haben; „sie hat mit dir und mit mir geaifert, hat sie darvor in ihren bosen gegriffen“; es sucht keiner einen hinter dem Ofen, er sei denn vor dahinter gewesen. Will nach Ostern den Bruder in Heidelberg besuchen und hofft da den rechten Grund zu erfahren Vor Ablauf des Jahres wird man wohl Zeitung erfahren der Religion halber zu Dresden; es „ekelt“ sie sehr, dass der Bruder und der Kf. von Sachsen zuerst, wie sie zusammenkamen, einander gar sauer angesehen haben; aber den andern Tag besprachen sie sich bei zwei Stunden allein in einem Gemach und waren darnach gar guter Dinge mit einander und haben sich, wie das Geschrei geht, geherzt und geküsst; ob es nun die Religion oder J. C. Gemahlin betrifft, kann man noch nicht erfahren.

Koburg, A. I. 32. a. 3. No. 95. (nach Auszug von Herrn Staatsarchivar Brückner).

¹ Gegen den venezianischen Gesandten äusserte sich auf dessen Befragen der Papst in ähnlicher Weise (Badoer 14./24. Februar, Hübner III, 359). Schon im Januar hatte Sixtus V. gesagt, er wünschte eben so gut wie den Gesandten Navarras auch solche von Sachsen, den andern Lutheranern und dem Türken selbst hier zu sehen, und am 28. Februar, 10. März berührte er im Gespräch mit dem toskanischen Gesandten die Bekehrung Navarras, Englands und Sachsens (Desjardins V, 73; 92).

² Die Schreiberin, Wittwe Johann Wilhelms, und die Adressatin, Gemahlin des gefangenen Johann Friedrich von Sachsen, sind beide Schwestern J. C.; vgl. Kluckhohn I S. LII ff. Kurz vor der Katastrophe hatte Dorothea Susanna noch Schr. aus Heidelberg erhalten, in denen ihr J. C. (15. Okt. 1589) mitteilte, er, „unsere geliebte gemähelin und kinder“ seien „bei ebenmessigem wolstand“, und Pf. Elisabeth (17. Okt.), sie, Gemahl und Kinder befänden sich gesund und glücklich (Weimar, Archiv A. 196 f. 282; 321, Orr.). Am 8. Dez. 1590 schreibt dann J. C., was seine und der Seinigen Gelegenheit betreffe, werde D. S. von ihrem Sohn Johann Casimir [der kurz vorher in der Pfalz gewesen war] alles mündlich vernehmen (ebd. 283, Or.).

310. Gradenigo an den Dogen.

17.
27.
März
Prag

Der französische Sekretär hat noch immer keine Audienz beim Kaiser gehabt und lässt sich deshalb am Hof nicht wie sonst sehen. Dies ist das Werk des Nuntius und des spanischen Gesandten, die beim Kaiser und bei Rumpf sogar darauf drängen, „perchè egli sia licenziato di corte“, als Diener eines Exkommunizierten, der nicht K. von Frankreich sei. „Di questa negociatione non è dubbio, che l'ambasciator die Spagna è il guida, nè il noncio fugge l'occasione di servir all' ambasciator“, indem er erklärt bei der bisher nicht zurückgenommenen alten Kommission des Papstes bleiben zu müssen, „la quale è che quando l' imperator accetti il detto secretario per ministro di Navarra come re di Franza, egli fatta la protesta si levi di corte. In questa sostanza S. S. rev^{ma} ha parlato all' imperator più d'una volta et dall' effetto si conosce che sin' hora gli è riuscito bene“.

Wh. D. V. XVII. Or.

311. Krell an Christian von Sachsen.

19. März
Annaburg

Der Kanzler Distelmeier erklärte auf Mitteilung der Replik nebst Anzeige in der bewussten Sache, er könne dem Kf. nichts vorschreiben, wolle sie ihm aber zustellen. Im Diskurs zwischen ihm, Dr. Paul und dem Kanzler ergab sich, dass dieser vorher „die dinge nicht allenthalben dergestalt innengehabt, wie sie ihm von uns erklet worden“. Sie bemerken, das Brandenburg in den Sachen gar zu sorgfältig ist und „daneben Pfalz halben vileicht auch andere gedanken haben mogen, die wir doch dem canzler, so gut wir gekont, genommen“.¹

Dr. 7281. Eigh.

312. Instruktion Christians von Sachsen für seine (20. März)
an Ferrara, Toskana und Mantua abgefertigten
Gesandten Starschedel und Zündelin.²

„Profectionem suam in Italiam maturabunt.“ Zuerst Werbung bei Ferrara (Freundschaft der Väter, vorzügliche Eigenschaften des Herzogs). „Magno duci Hetruriae ante omnia moram legationis hucusque dilatae a causis et impedimentis excusabunt, quae

¹ Am 14. März schreibt Paul aus Dresden an Camerarius: „Hac hora enim curram conscendo, Annaburgum cum ill^{mo} electore profecturus, quo elector Brandenburgicus proxima die lunae [23. März] ad S. Cels. veniet“; dann sollen sie mit L. Wilhelm in Thüringen oder Kassel zusammenkommen; über J. C. bemerkt er: „non dubium est, quin in illius perniciem multa coquantur, quia pontificii vident illum unum in Germania aliquid audere; sed fortassis ille iam cogitat, quomodo hostium machinationibus obviam eat“ (Bm. Coll. Cam. XXIV).

² Vgl. Gött. Gel. Anz. 1900 S. 555 A. 1 und 2. In dem Beglaubigungsschr. Kf. Christians an Ferdinand von Toskana, Annaburg 20. März (für „D. Ottonem a Starschedel praefectum Torgensem et D. Wolfgangum

commemorare apud eum praesertim nihil attineat, qui moram cuiusmodi praeter voluntatem nostram et expectationem admissam pro sua prudentia ergaque nos benevolentia aequi procul dubio consulat.“ Freundschaft der Väter, vorzügliche Eigenschaften des Grossherzogs, der die meisten seiner Vorfahren übertrifft, seinem Vater gleicht. „A prudentia autem et animi magnitudine eum commendabunt potissimum, ut qui pericula communi omnium libertati atque dignitati imminetia a cupiditate quorundam et ambitione insatiabili non modo prospiciat, sed pro viribus etiam propulset atque avertat. Cumque nulla principibus viris amicitia dignior ea sit, quae a pari voluntate atque studio reipublicae conservandae existit, sperare nos amicitiam hanc pari quoque sinceritate et constantia cultam utrinque eidem reipublicae utilem et salutarem fore, nihil certe praetermissuros, quod ad eam publico bono propagandam et indes magis ac magis adaugendam aliquid ponderis allaturum videatur“. Endlich Dank für den ersten Schritt des Grossherzogs zur Freundschaft. Werbung bei Mantua ungefähr wie bei Ferrara (würdiger Nachfolger seines Vaters).

„De totius etiam Italiae statu diligenter investigabunt operamque dabunt, ut de eo caeterisque omnibus, quae talibus in locis digna sciri possunt, certiora omnia ad nos referant;“ über den Verlauf der Werbung bei jedem der Fürsten jedesmal sofort zu berichten. . . „Datae“.

Dresden. 8974. f. 23 ff. Cop. (ebd. 21 ff. Conr. Zündelin).

21. März
Heidel-
berg

313. Johann Casimir an Schultheiss und Bürgermeister zu Heidelberg.

Erinnert an die jüngst in seiner und seines Pflegesohns Gegenwart mit der Bürgerschaft vorgenommene Visitation in Religionssachen, wobei die von etlichen ausländischen Klamanten Verführten, die sich der Predigt und Sakramente hier enthielten und die Kirchendiener anfeindeten, über die Ungeheuerlichkeit ihrer Meinungen von der Person Christi und den Sakramenten aus Gottes Wort väterlich und freundlich belehrt wurden; die Mehrzahl dieser Bürger erklärte sich mit den Kirchendienern zufrieden

Zündelinum, consiliarios nostros“ betrifft alles dessen, „quae de nostro ergo D. V. animo et aliis rebus cum ea loquentur“ heisst es, F. werde „nostram erga D. V. egregiam voluntatem ex oratoris sui domini Ciri Alidosii, quem aliquot abhinc mensibus ad nos ablegavit, sermonibus et nostris quoque literis“ zur Genüge erkannt haben; weiterhin: „amicitia nostra, cuius D. V. primas quasi fores legatione ad nos missa aperuit“ (Dr. ebd. Cop.). Das Beglaubigungsschr. (Dresden 10. März) an die 3 Fürsten nimmt bei Ferrara auf dessen Freundschaft mit den Kff. Moritz und August sowie auf eine Gesandtschaft an Chr. nach Augusts Tod Bezug, bei Mantua ebenfalls auf die Freundschaft der Väter und auf eine Gesandtschaft an Chr. Ein Empfehlungsschr. des Kf. für die „in gravibus causis“ nach Italien abgefertigten Gesandten an alle Fürsten und Behörden, deren Gebiet berührt wird, ist vom 20. März datirt. Die Gesandten brachen am 3. April auf und kamen am 10. nach Nürnberg (Schr. von dort an den Kf. 11. April). Vgl. auch die Andeutungen des Kf. von Sachsen im Frühjahr 1589 betreffs einer damals von Christian von Anhalt unternommenen Reise nach Italien, Beckmann III, 134.

und bereit sich bei ihnen weitere Belehrung zu erholen. Dies ist aber nur von wenigen geschehen, wogegen während der Predigt oft mehr Leute vor der Kirche auf dem Markt u. a. Spielplätzen und Spaziergängen als drinnen zu finden sind; etliche sollen es dahin setzen, „sie seien jungst einmal herdurch, und werde sobald vielleicht nicht mehr darzu kommen“. Dies würde den Zweck der Visitation, da ja allen Untertanen der rechte Weg zur Seligkeit gewiesen werden soll, vereiteln und ein gottloses und epikurisches Leben zur Folge haben und statt des Segens den Fluch und Zorn Gottes über ein ganzes Land bringen. Gemäss der Pflicht der christlichen Obrigkeit den wahren Gottesdienst zu pflanzen und auch zu erhalten befiehlt er ihnen als der verordneten Mittelobrigkeit die obigen Bürger auf den Zünften an das Gespräch und ihr Erbieten mit Bescheidenheit zu erinnern und auf besseren Besuch der Predigt bedacht zu sein, namentlich an den Sonntagen und Predigten die Spielplätze abzuschaffen.¹

Mb. 336|20 f. 121 ff. Cop.

314. Veit von Dornberg an den Kaiser.

(Unterredungen mit dem Papst über Kursachsen und dessen hier erwarteten Gesandten. Die Anregung hiezu angeblich von Luxemburg, vielleicht von England gegeben.)

21.
31.
März
Rom

... Vorigen Sonntag, als der Papst in der Sakristei von S. Lorenzo fuori le mura sich nach dem Amt auskleidete, „mi fece accostare a se et mi disse pian piano, che niuno de circonstanti ch' erano molti cardinali potè sentire, che era vero, quanto io le havea detto del duca di Sassonia et che il dì inanti che fù sabato, ma dopo la mia audienza, che fù il venerdì, l'havea saputo per lettere di Vienna, et che io restassi sicuro, che non farebbe cosa alcuna senza parteciparla con V. M^{ta}.“ Ueberrascht durch die Aeusserung über die Wiener Briefe musste er sich doch mit Rücksicht auf Ort und Zeit begnügen zu danken und den Wunsch auszusprechen, dass alle abgefallenen Fürsten zur Freude des Kaisers diesem Beispiel bald folgen möchten. Seine Unterredungen mit dem Papst, von denen er nur dem Kardinal Madruzzi und dem spanischen Gesandten Mitteilung gab, sind trotzdem in der Stadt ruchtbar geworden; „credo questo venghi da più alto luogo“; es heisst, der sächsische Gesandte sei schon in Florenz und werde hieher kommen. „Havendo scritto sin qui parsemi bene essendo andato heri all' audienza di toccar di questa prattica a S. S^{ta} per riportar alcuna cosa più certa; la quale tornò a dirmi, che il giorno dopo ch' io parlai con S. S^{ta}, hebbe lettere con aviso che uno veniva da parte del duca di Sassonia et che era già giunto a quel luogo, di donde havea hauto l' aviso, senza spezzicarmì il luogo nè più nominar Vienna, et che li havea concesso che potesse venire, credendo che come oggi poteva esser qui, confirmando che non farà cosa senza farmene consapevole. Havendo

¹ Vgl. No. 295; Cuno I, 190.

poi nell'istesso soggetto ragionato col s^{or} cardinal Mont'Alto conforme al consueto, S. S^{ia} ill^{ma} m'ha detto la persona che ha da venire essere in Fiorenza¹ et haver il s^{or} duca di Sassonia tenuto quel mezzo. Un altro principal ministro m'ha detto il primo introduttore di questa prattica esser stato Lucemburg, et me l'ha detto con qualche passione, parendoli che queste siano tutte finzioni per ingannar S. S^{ia}, alla quale istesso dissi ch' io dubitava, che tutta questa prattica procedesse dalla scola della regina d' Inghilterra, havendo sempre regnato con queste arti, come è notorio al mondo. Avisarò humilmente quello succederà.“

Wb. Ms. 595. VII. Or.

22. März

315. Priuli an Montalto.

1. April

Florenz

... „Scrivono parimente da Milano, che s'era inteso di là che la passata de' raitri di Alemagna a favor del Navarro si fusse in qualche parte rafredata per le pratiche passate col Casimiro da ministri di S. M^{ta} Cath^{ca}, che havevano offeriti 100^m Δ ^{di} all' anno ad esso Casimiro, se non passava con gente in Francia et non prestava le forze promesse al Navarro, ma che però il restante di essi Alemani, che di Sassonia et altri luoghi dovevano passar ad esso Navarro, si teniva per certo che non dovessero perciò tralasciar questa impresa“ . . .

Rom, Firenze 12 A f. 3 ff. Eigh.

¹ Unter gl. Datum schreibt Minucci aus Rom an Baiern: „De Saxonis emendatione rumor continuatur verisimilis aliquibus, mihi prorsus incredibilis. Eius legatum Florentiae iam esse pro certo dicunt virum Neapolitanum stabuli praefectum ob heresim Saxoniam iamdiu incolentem. Sunt, qui etiam venturum in Urbem putent“ (Ma. 311/3, eigh.). Am 28. März/7. April berichtet Minucci: „Magno duci adest sine dubio Saxonius orator, de quo nuper scripsi; multi narrabant esse Carolum Tetim, quod cum impossibile esse dicerem et Tetim S. V. servitium mortuum assererem, mirati sunt. Jam dicunt esse nepotem, qui mihi satis est notus et scio non magni esse pretii. Venturusne sit in Urbem, nescio“. Er fügt dann noch Mitteilungen über einen ebenfalls in Florenz eingetroffenen Gesandten L. Wilhelms bei, gegen dessen etwaige Schritte in der Hersfelder Sache er hier bereits die nötigen Vorkehrungen getroffen habe [vgl. Münch. S. B. 1882, II, 161 f; G. Winter im histor. Taschenbuch VI. 9, 1890; Ehses I. 2, LII f.; 452; 465.] „Jam ut miracula cumulentur, rumor est etiam ex Anglia secretarium quendam advenire. Venetiis illum esse certum est; vereor tamen, ne somnia haec sint aut ludibria mera“ (ebd. eigh.) Vgl. Hübner, Sixte-Quint II, 517 f. In der Hersfelder Sache korrespondierte auch Schomberg mit Rucellai (Sch. an L. Wilhelm, Frankfurt 13. April, Marb. Frkr. 1590, II, eigh.); am 14. April schreibt er aus Frankfurt an Kf. Christian: der Papst habe sich auf Vermittlung des Grossherzogs in der Hersfelder Sache willfährig gezeigt und wolle den hessischen Gesandten sogar persönlich empfangen; „ich glaube, der tolle munch tue es dem Spaniger nurt zu trotz“ (Dr. 7281, eigh.).

316. König Heinrich IV. an Schomberg.

29. März

(Lothringen ist, wenn der Herzog auf die ihm gemachten Vorschläge nicht eingeht, als Feindesland zu behandeln.) 8. April

„Autre extrait de la lettre escripte le huitiesme apvril.

Je ne sçay, de quelle façon le duc de Lorraine se vouldra comporter en cela, pour l'égard duquel je vous ay mandé mon intention par Baradat; mays s'il ne me donne aultre occasion de contantement qu' il n' a fait jus[qu]es icy, après que les princes delà quy sont ses amis et le grand duc de Toscane auront congnu qu' il n' a tenu à moy que le chemin ne luy ait esté ouvert de reprendre les arres de son repoz, je seray justement excusable devant dieu et les hommes, s' il sent le mal qu' il se veult luy mesmes attirer, voulant en ce cas et mesmes s' il veult empescher le passaige de l' armée que vous pourrez amener pour mon service, qu' il soit aussy traicté en forme d' hostilité et qu' on saisisse tout ce qu' on pourra dans son pays; ce que je vous ay bien voulu dire de bonne heure et vous pryer de suyvre en cela ma volonté, comme je m' assure que nulle aultre affection ne vous en divertira, après luy avoir tesmoigné celle que vous luy pouvez porter à luy ayder de sortir de mauvais passaige où il c'est jecté mal-à-propoz.“

Ma. 544|15. f. 326. Cop. (Chiffriert.)

317. Alexander von Parma an König Philipp II.

31. März

(Anregung einer erneuten Friedensverhandlung mit den Niederländern durch Jülich; dessen Schritte am Kaiserhof. Empfiehlt Anerbieten einer Amnestie und aller mit der kathol. Religion und der kgl. Autorität verträglichen Zugeständnisse.) 10. April Brüssel

„Sire! Le 6. de mars de l'an passé j'advertis V. M^{te} de ce que un nommé Otto de Billant conseiller du duc de Clèves estoit venu faire vers moy, afin de trouver bon quelques offices qui mectoient en avant pour faire une paix (comme il disoit) ou plustost réconciliation des provinces de Hollande et aultres rebelles avec V. M^{te}, demandant en cecy user de l'intervention de plussieurs princes d' Allemagne de part et d' aultre et de l'empereur comme médiateur. Sur quoy luy avois lors fait une réponse, que toutes ces choses n'estoient nécessaires, mais à quantes fois que ceux qui s'estoient desvoyez de l'obéissance qu' ilz devoient à V. M^{te}, se vouloient réconcilier et rendre à icelle ce que de droict divin et humain ilz luy doivent, V. dicte M^{te} estoit preste les recevoir en grâce. Laquelle mienne response V. dicte M^{te} par ses lettres du 23. de juing dernier me dit avoir trouvé bonne. Que lors le dict Billant me requist en vouloir advertir V. M^{te}, ce que luy promis faire, et de mesmes escripvis à l' ambassadeur Don Guillaume de St. Clément, affin qu' il sceut ce qu' il passoit. Et combien que depuis le conseiller d' Assonleville eust respondu au dict Billant (qui demandoit, si V. M^{te} n' avoit encoires fait sçavoir [?] son intention), qu'il n' en failloit attendre aultre que celle

que luy avois donné, toutesfois iceluy continuant ses poursuytes vers l'un et l'autre (à ce que le dict ambassadeur m'escript du 9. febvrier dernier) s'est mis en chemin pour aller vers l'empereur frère quelques poursuytes pour l'effect de la réconciliation des dictes provinces, estant surpris de maladie en chemyn avoit envoyé un Godefroy de Taxis, paravant conseiller à l'archevesque de Couloigne. Lequel avec lettres de plusieurs princes de l'Empire et requeste[?] du circle Westphalique avoit fait telles instances vers le dict s^r empereur qu' il en auroit escript à son ambassadeur résident en court de V. M^{té} pour le faire entendre à icelle et sur ce connoistre son bon vouloir. Mesmement le duc de Clèves m'escript présentement que l'empereur l'advertit qu'il estoit jà en actuelle tractation de la pacification et qu'il n'attendoit que les articles pacificatoires, occasion que le dict ambassadeur de V. M^{té} me requiert de luy vouloir mander ce qu' il auera [?] à répondre audict s^r empereur, s' il luy en tient plus quelque propos, comme de tout il advertit V. M^{té}. Sur quoy, sire, je ne luy scaurois autre chose répondre sinon que tout cecy deppend de la volonté de V. M^{té} et de l'ordre qu' elle luy voudra donner. Tant y a qu' il me samble qu'en tout cas il suffit que V. M^{té} usant de sa bénignité et clémence accoustumée face encoires présentement démonstration et déclaration d'estre preste à recepvoir en grace ses subjectz oubliant toutes choses mal passées et leur accordant toutes conditions raisonnables non contraires ny à la religion catholique apostolicque romaine ny à son autorité, selon que fut fait à la communication de Couloigne et qu'elle a accordée aux provinces et villes qui se sont voulues réconcilier."

Brüssel, Papiers d'Etat et del' Audience no 190. f. 52. Conc.

April)

318. Aufzeichnungen Joh. Casimirs.

„L. Wilhelm hat Wirtemberg geladen gehabt; hat nit erscheinen wollen Sax wegen; hat ime hart verdrossen.“ Auf J. C. und Kursachsens „heimlichen furtrag“ erklärte der L. „das er got nit genugsam danken kan, der dis werk in uns angefangen hat. Er lest ime seines teils nit misfallen.“ Durch dies Vorhaben könnte man aus der grossen Unsicherheit gezogen werden. Auf des L. Begehren wurde ihm der Plauerer Abschied mitgeteilt, nachdem er durch Handschlag die Geheimhaltung zugesagt hatte. Er erklärte sich damit einverstanden. Doch machte er einige Ausstellungen und fragte, weshalb Würtemberg ausgeschlossen sei. Kursachsen erwiderte: „es kunt nit heimlich bleiben, dan S. L. rete weren kaiserisch.“ Man erklärte, „wen das werk einmal beschlossen wurd, alsdan sol es S. L. durch M. Georg Friedrich vertreulich erofnet werden“. Der L. sagte, sein Bruder Ludwig sei nicht auszuschliessen. Man antwortete darauf, wie auf die Bemerkung wegen Würtembergs. Da aber L. W. bei seinem Begehren beharrte, so erbot sich J. C., bei seiner Reise über Marburg Ludwig gleichartige Eröffnungen, wie seinem Bruder zu machen. Dies geschah am 6. April. (L. Wilhelm wie Ludwig ziehen zur Behandlung dieser Sachen einige Räte zu, die vorher zur Geheimhaltung verpflichtet werden).

Mc. Geheime Verstendnussen zw. Kurpfalz, Sachsen etc. Eigh. (Auszug von Geheimrat Ritter

319. Johann Casimir, Christian von Sachsen und Landgraf Wilhelm an Markgraf Georg Friedrich. 3. April Kassel

Auf G. Fr. Schr. vom 29. März, dessen Entschuldigung sie annehmen. Die Nachrichten vom Sieg des K. von Frankreich dauern an. Billigen den Vorschlag wegen der Banditen,¹ „wann es durch auslendische potentaten geschehen möcht. Dann das wir uns darein mischen oder deswegen etwas tun sollten, ist uns aus allerhand ursachen bedenklich“. J. C. wird G. Fr. von der bewussten vertraulichen Sache mündlich berichten lassen.²

[P. S. von J. C. Hand:]³ „Freundlicher lieber vetter, schwager und bruder! Die ehrliche compania hett nichts liebers gewünscht dan das mein bruder weren alhie gewesen. Nit desto weniger haben mir meines bruder in der ganze compania mit einem starken

¹ G. Fr. machte in seinem Schr. vom 29. März, das sein Wegbleiben vom Konvent mit dem Hinweis auf einen aus Zürich erwarteten Arzt und mit Geschäften entschuldigte, gelegentlich einer römischen Zeitung über die Banditen den Vorschlag, „das man ihnen die hand bieten tete und also dem babst, welcher in nnsrem geliebten vaterland teutscher nation allerlei sich understehet, wiederumb zu schaffen gebe“ (ebd. Con.). — Vgl. No. 162 (S. 156); Hübner, Sixte-Quint I, 311. Am 24. Juli/3. August 1590 schreibt John Wroth aus Venedig an Joachim Camerarius: da der Papst den Herzog von Sessa hinhalte, hätten die Spanier „sotto mano fatto venire gran numero de banditi del regno di Napoli sopra il territorio del papa“; Marco Sciarra habe mit 700 Banditen um Narui Schaden angerichtet; Battistello sei mit 300 vor den Toren Roms erschienen. „Il papa non fa dimostration alcuna contra questi disordini, ma si crede che tratti secretamente con alcuni principi d'Italia intorno la provisione di questi disordini“ (Bm. Coll. Cam. XIV, eigh.).

² Pf. Karl erwähnt in einem Zettel bei seinem Schr. an Philipp Ludwig aus Ansbach vom 26. April (vgl. S. 305 A. 1), gestern sei von J. C. wegen Dohna hieher zum Markgrafen gekommen; was dessen Werbung, wisse er nicht. Im Schr. selbst berichtet er, die Gesandten der Herzogin von Preussen verreisten morgen oder übermorgen, Hans von Dettau nach Jülich, D. Fabricius nach Preussen. „Und nachdem Scotus hiezwischen etzliche tag verraist gewesen, ist er gestern nachmittag wiederumb hieher kommen; sunsten uf diesmal-niemand frembder alhier ist“. Ueber Hieronimus Scotto, der schon seit Jahren mit M. Georg Friedrich in Beziehungen stand, vgl. I. 218; ebd. S. 574; II. 126; 138; 151. Dohna berichtet in seiner Selbstbiogr. gelegentlich einer Werbung bei M. Georg Friedrich in Preussen Dez. 1584: „I. F. Dt. liessen auch mit mir handeln durch den schentlichen menschen den Scotum, ob ich mich in I. F. Dt. dinste wolte einlassen, welches ich aber modeste abschlug“. Ein Schr. Scotto's aus Danzig, 19. März 1584, an Kf. August, bei Schnorr, Katalog der Handschr. der K. öff. Bibl. zu Dresden, S. 214. Vgl. auch Beckmann III, 132; 143; K. von Weber, Churf. Anna S. 282 A.; Hirn II, 475 A. 4; A. Armand, Les médailleurs italiens I (Paris 1883), 273. Am 6./16. August 1588 berichtet Manhart aus Prag an Baiern (vgl. S. 162 A. 2): „Der zauberer Scota, welcher sich vor der zeit am kais. hof befunden, hat den lohn einmal von seinem lehrmeister [dem Teufel] zu Danzig empfangen, daselbst er von ime erworgt worden“; eine Todesnachricht, die sich nicht bestätigen sollte,

³ Vgl. Hassel in der Z. f. preuss. Gesch. V, 105 A. 15.

rumbdrunk im besten gedacht. Der haw danz von Hof ist dabei nit vergessen wie auch das jeger liedlein und wurd noch mit der zeit noch vil weins dabei gedrunken werden. Unser tractat alhie ist nach allen wunschen wol abgangen etc. etc. Die compania tut meinen bruder fr. grussen und mit einem starken drunk kussen. Hiemit gott bevolen. Ut in literis.

Dein dienstwilliger bruder weil ich lebe und uf gut alt
teutsch J. Casimir.

*Dein treuer bruder weil ich lebe Christian.“

Berlin. Unionsacten I. Or. Dr. 8518. Cop.

6. April 320. Johann Casimir an Christian von Sachsen.
Giessen

Hat die von den Seinigen auf Verbesserung entworfene Instruktion für die Werbung beim Kaiser „E. L. fürsclag nach etwas enger einziehen und moderiren lassen“ und schiekt sie zu weiteren Verbesserungen mit Zutun Kurbrandenburgs; Chr. möge nach Vereinbarung mit Brandenburg Instruktion und Kredenz ingrossiren lassen und besiegelt und unterschrieben ihm zur Vollziehung zustellen; seine Gesandten kann er Chr. „jetzt alsbalden aus eingefallenen verhinderungen nicht namhaft machen“, weshalb für ihre Namen Raum gelassen wurde.¹

Dr. 10785. Or. (pr. Dresden 15. April).

*Die eigh. Unterschrift des Kf. mit ziemlich unsicherer Hand!

¹ Ein ausgefertigtes Exemplar der Instruktion für die zu Plauen beschlossene Werbung (Sachsen an Brandenburg 22. April) liegt nicht vor, dagegen Dr. a. a. O. drei Entwürfe, als deren Grundlage die pfälzische Zusammenstellung für den Konvent zu Plauen (No. 294) betrachtet werden muss. Der erste Entwurf (f. 43 ff.) trägt den eigh. Vermerk Krells: „Übergeben durch D. Colmannen pfälzischen rat zu Cassel den 2. aprilis a. 90. Es ist aber mit itzgedachtem D. Colmannen hirvon geredt und uf eine andere form und concept geschlossen worden, welche die pfälzischen forderlich hernach zu schicken sich vornemen lassen“. Dieser erste Entwurf zeigt keine schriftlichen Korrekturen. Der zweite, den J. C. laut obigen Schr. noch während seiner Heimreise fertig stellen liess, datirt vom 22. April und mit Ansetzung des Eintreffens des Gesandten in Prag auf den 18. Mai (ebd. f. 70—86), ersetzt z. B. die früheren Anführungen des Papstes (f. 44. a: „aus des pabsts zu Rom listigem antrieb“; 44 b: „durch etliche des pabsts emissarios“) durch allgemein gehaltene Andeutungen (f. 70 b: „aus antrieb . . etlicher unrüwiger eigenntziger leut“; f. 71 a: „durch etliche friedhessige leut“), streicht die Bezugnahme auf die Jesuiten (vgl. mit f. 44 a, 45 b, 46 b: f. 71 a, 72 b, 73 a) sowie auf das „Gemälde“ von 1585 (f. 46 b; vgl. S. 274), die Nennung der Autonomia von 1586 (f. 49 a) u. s. w. Trotzdem genügte auch diese zweite gemilderte Fassung den sächsischen Anforderungen noch nicht; sie wurde von Krell mit zahlreichen Korrekturen versehen, auf Grund deren in der sächsischen Kanzlei eine erste Reinschrift (f. 87—100) angefertigt wurde, die das Datum vom 22. April beibehielt, während der Termin für das Eintreffen in Prag wieder durch Krell in den 28. Mai abgeändert worden ist. Denn auch dieses Exemplar, obwohl in der Ueberschrift die Namen sämtlicher Gesandten (Philipp der Jüngere von Winneberg, D. Ludwig Cullman, Hartmann Pistoris, D.

321. Dr. Johannes Posthius an einen Ungenannten. 6. April
 (Bericht über die letzte Krankheit und den Tod der Pfalzgräfin Elisabeth.) Heidelberg

Nachdem die Herzogin hier 5 Monate in grosser Betrübniß und Herzeleid gelebt, so dass sie bisweilen in 3, 4, 5 Tagen weder gegessen noch geschlafen, sondern Tag und Nacht mit Jammer, Klagen und Weinen zugebracht, fing sie endlich am 23. März an sich auch Leibs halben zu beklagen, keine warme Speise mehr gebrauchen wollen oder können, täglich nicht mehr als einmal von der Gosen (einem sächsischen Bier) und etwa ein Bisslein von einer Bretzel, wozu man sie nötigen musste, gegessen, auch schier gar nicht geschlafen; „also ist aus dem langwirigen vasten, unruhe und wachen ein febricula ervolget, dafür sie gar nichts gebrauchen wollen, auch die geringste labung innerlich oder eusserlich in keine wege zulas sen wollen, mit vermeldung, was sie an dem stinkenden maden-

Wolfgang Eylenbeck, Ditloff von Winterfeld und D. Karl Barth) einge-
 setzt und unter dem Datum die Siegelspuren zu erkennen sind, wurde
 nicht unterzeichnet, sondern noch einmal von Krell durchkorrigirt und
 deckt sich in dieser erneuerten Gestalt gleichfalls noch nicht völlig mit
 der Werbung der Gesandten, wie sie uns in einer Reihe von Drucken
 vorliegt (vgl. das Verzeichniß bei Häberlin XV, 454 A. c). So ist
 in der Werbung gelegentlich der Beschwerden über den R. Hofrat (Häberlin
 S. 423) die ausführliche Bezugnahme der Instruktion (f. 95^a) auf den R. Tag
 von 1566 (die Erklärung der ev. Stände an den Kaiser vom 19. Mai)
 weggefallen. Da die Werbung zu Prag erst im Juli erfolgte, war in-
 zwischen die Auslassung der Instruktion vom April (f. 96^b) über Werb-
 ungen für die Ligue mit kais. Patenten (vgl. No. 325) durch die beruhig-
 enden Erklärungen des Kaisers gegen Sachsen vom 19. Mai, (vgl.
 Häberlin S. 426) gegenstandslos geworden, während die Beschwerden
 der Instruktion über die kriegerischen Vorgänge am Niederrhein in der
 Werbung durch den Hinweis auf neue spanische Uebergriffe im Mai
 ergänzt werden konnten (Häb. S. 425). Dagegen hatte Krell in dem
 Instr. Entwurf vom April (f. 98^b) folgende dem letzten Absatz beigefügte
 Drohung gestrichen: „auch die stende A. C. nicht zu verdenken, da sie
 wieder gemeine recht und des heil. römischen reichs religion und prophan-
 frieden de facto ferner beschwert werden solten, das sie irer schanz
 auch wahrnehmen und sich umbteten, damit sie sich sambt des reichs
 autorität vor frembden gewalt der gebur nach schützen und handhaben
 möchten“. Von sinnstörenden Lesefeehlern des Drucks der Werbung in
 der Senckenbergischen Sammlung III (Frankfurt 1746), die zum
 Teil auch in den Auszug bei Häberlin übergegangen sind, seien hier einige
 nach dem Instr. Entwurf berichtigt. Senck. III, 137 Z. 11 v. u. ist statt
 „gedrewet“ zu lesen: „getürnt“, S. 138 Z. 15 v. o. statt „zu rühmen“:
 „zu nemen“, S. 139 Z. 17 v. o. statt „verhergt“: „vorhetzt“, S. 140 Z.
 1 v. o. nach „angehalten“: „nicht zu verstatten“, Z. 8 v. o. statt „vnge-
 legenheit“: „ungleichheit“, S. 141 Z. 6 v. u. nach „allein“: „nicht“,
 S. 144 Z. 11 v. u. statt „gelegenheit“: „gleichheit“, S. 145 Z. 10 v. o.
 statt „solch“: „sollen“, S. 147 Z. 13 v. o. statt „gebetten“: „gehalten“,
 Z. 8 v. u. statt „gutthaten“: „gutachten“, S. 156 Z. 8 v. o. statt „Vnd“:
 „von“, S. 158 Z. 16 v. u. statt: „trewung“: „trennung“. — Am 5. Mai
 schlug Sachsen J. C. Verschiebung der Gesandtschaft bis zum 25. Juni
 vor, was J. C. in einem Schr. an Sachsen und Brandenburg, Lautern
 14. Mai, ebenso guthiess wie die Aenderungen an der Instr., namentlich
 auch die Streichung der angehängten Drohung; doch verlangte er aus-

6. April sacke noch haben sollte; sie begehre doch von herzen aufgelöset
 Heidel- zu werden und wusste eigentlich, der liebe gott werde sie ihrer
 berg pitt bald gewehren, dessen sie etzliche anzeig hette und vorboten
 gehabt: Erstlich were vor wenig tagen uf den abend ein grosser
 fall in der cammer bei ihrem bet zu den füssen, wie auch volgends
 bei tag in der stuben, als sie allein gewesen, ein fall neben ihr,
 davon die stube gezittert, geschehen. So hette ihr der engel
 gottes eingeben, wan sie ihr gebetlein gar ufgeschrieben und zum
 ende gebracht, wie sie ihr hette furgenommen, so werde sie als-
 dan gott erhören und von diesem jammertal hinwegnehmen. Item
 sie hette ein nacht in ihrem sterbkittel geschlafen; so hette sie in
 einem traum ihr grab gesehen und sie gedaucht, wie man sie in
 einem roten rocke in die erde versenket“.

Am 25. März blieb sie gar zu Bett und begehrte von der
 Zeit an Schnitz vom sauern Apfel aus einem frischen Wasser zu
 essen, „welches man dan ihr nicht wegeren dorfen.“

Am 27. und 28. nahm sie von jederman Abschied und sagte,
 sie finde, dass sich ihr Ende herzu nahte, „wie man dan gespueret,
 das die crefte von tag zu tag vast abgenommen“. Sonntag Nach-
 mittag 1 Uhr bekam sie „einen sehr heftigen und langwirigen
 paroxysmum epilepticum“, so dass die Anwesenden meinten, „es
 habe ihr den garaus gemacht“, worauf sie, „wie gemeinlich in
 solchen krankheiten zu geschehen pflegt, hart entschlafen“. Solche
 Paroxysmen hatte sie noch 4 in derselben Nacht, um 9, halb 12,
 2 und halb 3 Uhr; worauf sie wie ein Totes lag, ganz und gar
 verblichen, die Nase ganz kalt, kein Gehör oder Gesicht mehr,
 Atem und Puls gar wenig zu spüren, so dass „wir alle“ glaubten
 es sei gar aus und unmöglich, dass sie noch eine Viertelstunde
 leben würde. Aber morgens um halb 7 Uhr erholte sie sich all-
 gemach, redete, klagte, das Haupt sei ihr gar so schwer, dick und
 dumm, die Augen dunkel; erbrach sich dann oftmals, was sie schwer
 ankam, „viel schleim, geel und grüne materien von sich geben“,
 von medicamentis confortativis innerlich oder äusserlich wollte sie
 gar nichts gebrauchen und bat, wenn es sich zum Ende nahe,
 solle man sie nicht anstreichen oder mit Labung aufhalten; „dessen
 man sie auch gewehret“. So ist sie bis Donnerstag gelegen und

drückliche Forderung der endlichen Insinuation des Wormser Abschieds
 von 1586 (Dr. Or. pr. Köln a. Spree 26. Mai). Am gleichen Tag schrieb
 J. C. an Sachsen, er habe die geänderte Instr. und die Kredenz unter-
 schrieben und gesiegelt (Dr. Or.). Die Gesandten trafen am 26. Juni
 in Prag ein, schritten am 27. zur Vereinbarung einiger nötiger Aender-
 ungen an der Werbung und meldeten sich am 29. zur Audienz, die am
 3. Juli in Gegenwart des Vizekanzlers Kurz stattfand (Schr. der
 sächs. Gesandten an den Kf. Prag 29. Juni, 4. Juli, Dr. a. a. O.).
 Ein Schr. aller Gesandten an Kf. Christian vom 4. Juli (ebd.)
 rechtfertigt die Abänderungen an ihrem Vortrag: 1) Erwähnung der
 Stände A. C. im Eingang, 2) Weglassung des R. Tags 1566, um den
 Kaiser nicht an die damalige Dekrete seines Vaters zu erinnern, 3)
 Hinweis auf das Kriegsvolk Mansfelds, 4) bei den spanischen Werbungen,
 5) Dank für Erklärung des Kaisers an Sachsen vom 19. Mai, 6) Insinua-
 tion des Wormser Abschieds und R. K. G. Visitation.

„gezupft“, ziemlich dabei geschlafen, keinen äusserlichen paroxysmum mehr gehabt, wiewohl man eigentlich spürte, „das gemelte krankheit jemmerlich in ihr gearbeitet, dan die muscoli an ihrem leib schier stetig, sunderlich aber im schlaf sehr gezacket und gezittert haben. Wann sie aber gewachet, so ist sie allezeit bei guetem verstande gewesen, gar christlichen und herlich geredet, gebetet und mit gottes wort sich getröstet, das sie auch die kirchendiener und andere, so umb sie gewesen, vielmals weinen gemacht; dabei sie kein auge genetzt. Endlich ist sie am donnerstag den 2. aprilis umb 2 uhren nachmittag seliglich und wol entschlafen. Der liebe gott verleihe ihr und uns allen ein fröhliche uferstehung. Amen.

Datum Heidelberg. den 6. aprilis ao. etc. 90.

Johannes Posthius, hofmedicus daselbsten.

Am freitag ist das corpus, wie bei fürstlichen personen breuchlich, balsamirt worden. Das herz ist nicht hart, wie es natürlich sein sollte, sondern weich, matt und welk gewesen, das milz und der rechte niern fast vermodert und schier faul. Also hat es sich eigentlich mit der gemelten fürstin zugetragen und verlossen bis an ir ende, dessen ich und noch 9 personen neben mir gesehen und gehört; das möcht ir mit warheit wol nachsagen und schreiben. Dat. Heidelberg, 8. aprilis 1590.¹

Mb. 336|20 f. 119. Cop.

322. Dohna an Johann Casimir.

(7. April)

(Seine Teilnahme am französischen Zug und die ihm durch Durant über Schomberg gemachten Eröffnungen. Bittet um fernere Aufklärung und rechtfertigt sein bisheriges Verhalten gegen Schomberg.)

Heidel-
berg

Vorigen Sonntag sagte ihm Durant im Hofgarten lachend; „Vous serez employé, mais aveq des conditions, que peult-estre vous faites mal-aisément, peult-estre fort aisément aussi, et je vous les diroy d'ici à quatre jours“; er antwortete gleichfalls lachend und liess Abends durch Grün, den Kammerdiener des jungen Herrn, sagen, man solle nicht denken dass er andere Kondition annehmen würde als Bestallung zum Obersten über 1000 Pf. neben seinen alten Gesellen; sonst würde er einem andern die Ehre gönnen, mit 1000 Pferden mitziehen und, da es sein könnte, dem König auf den Dienst warten. Lanty, dem er am Montag alles mitteilte, sagte, die conditiones würden sein, „wir solten das volsaufen, fluchen und anders verreden, sonsten wolte man uns nicht gebrauchen.“
... Gestern Dinstag, als er den englischen Gesandten herein gebracht, kam Durant aus der Kammerkanzlei zu ihm, „er hette

¹ Der Zusatz vom 8. April in der vom Pf. Karl unter dem 26. April aus Ansbach an Philipp Ludwig geschickten Cop. (Ms. 983), ebenso bis zu den Worten: „gesehen und gehört“ in einer Cop. der Dillenburger Korrespondenz (Wiesbaden). Pf. Karl bezeichnet diesen Bericht, „welcher gestalt es sich mit pfalzgraven J. C. L. gemahlin lobseliger gedechtnus wegen gehabter I. L. grossen bekümmernus und schwachheit geendet“, als ein Schr. des Leib- und Hofmedikus D. Posthius an einen guten Freund nach Speier.

(7. April) aus bevelich E. F. Gn. mit mir zu reden“, und forderte mit lach-Heidel-er, da er es, zumal J. C. früher niemals durch Durant mit ihm handeln liess, für einen Scherz hielt, Zusage und Handschlag gab. Als er es erfuhr, war er besorgt weniger wegen Schönbergs als seinetwegen, dass er, der früher selbst den Händeln beigewohnt, jetzt durch andere in Pflicht genommen werden solle, was einem Misstrauen fast ähnlich sieht. „E. F. Gn. haben mir nu in 13 jaren viel gehaimbder sachen vertrauet, und haben mich niemals, ausserhalb bei eröffnng ihres herrn bruders testaments zu Heidelberg und in der bewussten sache zum Hof in pflicht genommen, und izo muss ich Durant handtreu leisten. Das tut mir wehe, und ich hette es nimmer getan, wenn ich nicht gedacht, es würde nichts zu bedeuten haben.“

Will trotzdem seine Zusage halten, obwohl Schönberg wohl schon anderweitig berichtet ist, dass seine Sachen bei Sachsen nicht wohl stehen. Bittet um Aufklärung durch Pehlen, Kolbinger oder einen andern, mit dem er freier reden könnte, über die Worte Durant's: „il fault que vous laissez mons^r de Schonbergk“. Ich bin ja sein diener bis anhero nicht gewesen, moins ancor de sa suite. Ich habe ihn respectirt als ein kuniglichen gesanten: als einen, dem der churf. zu Saxen M. Gn. H., landgraf Wilhelm zu Hessen, E. F. Gn. selbst alle gnade und ehre erzeigt: als einen, der sein plain pouvoir vom künige gehabt und mit dem (meines wissens) der künig allerdings wol zufrieden gewesen: als einen, der das deutsch kriegswesen verstünde; und der ausserhalb dieser sachen bei den gefangenen in Frankreich vor 4 jaren viel guts getan. Alle meine brief, die ich ihm geschrieben, und was er mir darauf geantwortet, last sich vor der ganzen welt uflegen und ich bin es (wo not) zu tun one allescheu urbötig. Was ich mit ihm sonstn getractirt, ist alzeit mit E. F. Gn. gnedigsten vorwissen geschehen. Und das ich nimmermehr getreumet, das die kgl. Mt. mit ihm übel zufrieden oder seines amts ihnen würde entsetzen, sintemal dieselbe ein teuren eid geschworen, nicht allein alle officia und dignitates, sondern auch die messe zu maintainiren.

Dis seind die ursachen, warumb ich ihm bis anhero reverenz und ehre erzeigt. Heimliche praktiken habe ich gottlob mit ihm nicht gerissen; es wurt mich auch kein ehrlicher mann dessen können überzeugen. Bitte derwegen E. F. Gn. untertenigst, dieselben wollen mir gnedigst anzeigen lassen: erstlich, wie ich solches soll verstehen: il fault que vous laissez mons^r Schonbergk; dann ich wolt ihn auch gestern nicht herein haben kommen lassen, wenn ich gewusst, das es E. F. Gn. zuwieder.“ . . .

Mb. 112/11, Eigh. Conc.

* Eigh. Zettel Dohna's: „7. aprilis Mittwoch. Gespräch mit Durant, et excusatio. P. woll Schonberger nicht im licht stehen. Von wegen 800 pf., item 100 pf. Plein pouvoir des Schönbergers. Explicatio: mit ihm mich nicht einlassen, sondern mit P. Mich zu entschuldigen bei Schönbergern. Officium meum; noch etwas anders. P. will mir sagen, was vor gute gesellen mitziehen werden.“

323. Johann Casimir an Markgraf Georg Friedrich: 10. April
Heidel-
berg

Gott hat seine Gemahlin Elisabeth nach beschwerlicher Leibschwachheit Donnerstag den 2. huius ungefähr um 2 Uhr Nachmittag „unsers abwesens in wahrer anrufung unsers erlösers und seligmachers Jesu Christi und vorgehender christlicher glaubensbekantnus durch den zeitlichen tod aus diesem jamertal zu sich in die ewige freud abgefordert“. Obwohl ihm dieser leidige betrübte Fall schmerzlich zu Herzen geht, erinnert er sich doch, dass wir alle um unserer Sünden willen dem zeitlichen Tod unterworfen und jedem sein unüberschreitbares Ziel bestimmt ist, stellt den Fall Gottes Willen mit Geduld anheim „und trosten uns dessen, das wir I. L. im zukünftigen leben in ewiger freud und seligkeit unfehlbar wiedersehen werden und einer frolichen auferstehung am grossen tag des herrn und seliger gemeinschaft der heiligen zu gewarten“. Wollte G. Fr., an dessen freundlichem Mitleiden mit ihm und seiner Tochter er nicht zweifelt, dies zu wissen tun.¹

Me. Fürstensachen. II. Spec. Lit. E. CXXII. 1008. Or.

¹ Das (nicht eigh.) Schr. an Kf. Christian vom 12. April im Auszug bei Kluckhohn, die Ehe J. C. S. 83 (163); im P. S. des Or. heisst es, die Beerdigung solle „mitwochs den 15. huius“ („dinstags den 14.“ ist durchgestrichen) stattfinden; J. C. hätte sie gern wegen Abordnung eines Vertreters von Seiten Christians noch aufgeschoben, dies sei aber wegen der Osterfeiertage „und ires körpers halb“ bei der jetzigen Wärme nicht möglich gewesen. Der beil. Bericht des Posthius (No. 321) wurde auch an nicht fürstliche Persönlichkeiten verschickt; so schreibt Chytraeus am 24. Juni aus Rostock an Marbach: „Historiam obitus coniugis Casimiri D. Posthius mecum communicavit. Faeminae optimae de fine miseriarum gratulor“ (Fechtius, Hist. eccl. s. XVI. supplementum S. 714). — Am 13. Mai berichtet Hans Landschad von Steinach dem Pf. Philipp Ludwig aus Steinach über seine am 6. Mai zu Heidelberg vor Kanzler und Räten angebrachte Kondolenz, die ihm dann folgende Erklärung des durch wichtige Sachen an Gewährung einer Audienz verhinderten Pf. mitteilten: es sei J. C. bewusst, dass seine Gemahlin nach wahren und inbrünstigem Anrufen Gottes, auch auf das wahre Verdienst des Sohnes Gottes selig im Herrn entschlafen sei, und er zweifle nicht, sie sei ein Kind der ewigen Seligkeit; er stelle dieses Herzeleid Gott anheim, um so mehr, da er hoffe „nach gottes willen bald zu dero geliebten gemahlin zu kommen und mit derselben ihren erlöser von angesicht zu angesicht anzuschauen“ (Me. Akten, No. 983, Or.). — Ueber die Rückreise J. C. nach Heidelberg berichtet Dohna: „4. aprilis zogen die herrn wieder von einander von Cassel, nachdem sie 2 mal gar in geheimb sich mit einander unterredet. Und in der nacht bekam M. Gn. H. die botschaft, das J. F. Gn. gemählin gestorben. Also ob wir wol naher Marpurg kamen 5. aprilis, zog doch M. Gn. H. 6. wieder hinweg, nahm unser wenig mit und kam der junge herr hernach. Ich musste M. Gn. H. unvermerkt in mein losament zum bunten lewen in Frankfurt führen; meine gesellen die andern junkern lagen in einer andern herberge“ (Selbstbiogr.).

10. April
Kirch-
heim
- 324.** Schomberg an Christian von Sachsen.
(Schr. Heinrichs IV.; Anregung eines Konzils beim Kaiser. Wahl der Obersten; J. C. und Dohna.)

Schickt Schr. des K. an ihn vom 7. und 11. März in deutscher Uebersetzung; was nicht jedem zu wissen gebührt, geheim zu halten, damit es namentlich nicht an fremde Fürstenhöfe „den leuten under die hand komme, so der bartthuschen zum schlafdrunk mit bruder Gorgen und Brosius zehren. Denn wo der pabst erfure (wie ihme denn die kundschaft von dem kaiserischen hofe nicht lange ausbleiben wurde), das der konig bei dem kaiser ein concilium sollicitirte, wurde er den teufel wider ihre K. Mt. anstellen, da wir itzunder mit so viel mittel und hulf unser guter freunde ihn kaum ein wenig gestillet haben und durch die angedeuten nidergeworfene briefe (davon I. Mt. meldung hat) allererst recht wider die Ligue zu verbittern verhoffen“.¹ Dass in dem kgl. Schr. die Wahl der Obersten den Fürsten anheimgestellt wird, bezieht sich nicht auf alle, „denn es wurde sonsten ein confusum cahos draus. Wer E. Ch. Gn. gefellig sein wird, den weiss ich; der wird Hessen und Pfalz auch angenehme sein; und soll (wo geld vor der hand ist) gebraucht werden, weil mir das kriegswesen aufgetragen ist. Herzog Johann Casimir affectioniret nicht mehr als einen, als nemlich den hern von Donaw; was mir der konig seinet wegen zuentbeut, will E. Ch. Gn. ich undertenigst mundlich berichten.“ Braunschweig wünscht Witzleben, Kurbrandenburg Eitel Heinrich, der Landgraf Rolshausen. Will bei diesen nnd allen andern dem Befehl Chr. gehorchen und keine Partikularaffektion berücksichtigen. . . . „E. Ch. Gn. undertenigter diener aber will ich leben und sterben, und wenn es dem teufel iu der helle verdriessen sollte, und soll E. Ch. Gn. in allen meinem tun und lassen alle redlichkeit, erbarkeit und aufrichtikeit bei mir spuren und finden.“

Dr. 7281. Eigh.

11. April
Heidel-
berg
- 325.** Johann Casimir an den Kaiser.

Auf das kais. Schr. vom 15. März über Werbung von 8000 Pf. in Sachsen und Braunschweig. Weiss nichts von solchen Gewerben für die Krone Frankreich. Die früheren Einlagerungen im Elsass rühren davon her, dass man sich den Truppen mit gewehrter Hand widersetzt hat, während sie glaubten, da kurz zuvor im Breisgau und sonst der Zuzug für Spanien und die Liga gestattet worden war, „das es ihnen auch nicht sünde sein werde“. Begreift nicht, warum man dem rechtmässigen Erbherrn von Frankreich das deutsche Kriegsvolk verweigern soll, während man seinen ungehorsamen Untertanen dies gestattet; verweist auf die Werbungen eines Grafen Jakob von Collalto und S. Salvator für die Liga am Rhein, in

¹Vgl. S. 287 A. 2; über die Anregung eines Konzils beim Kaiser Mém. d'etat II, 313 f; Duplessis-Mornay IV, 434 ff.

Franken und Schwaben (Musterplatz Merzig) sowie auf Werbungen für Spanien; und „tun sich solche allenthalben E. kais. Mt. patenten rümen“, während in den Bestellungen das Reich und dessen Stände nicht klar und ausdrücklich ausgenommen sind. Man weiss recht gut, wen die päpstliche Liga unter dem Namen Christenheit versteht oder davon ausschliesst. Der Kaiser möge es mit dem Werben deutschen Kriegsvolks so halten lassen, dass die evangel. Stände sich nicht zu beklagen, und dem Treiben des spanischen Kriegsvolks am Rhein entgegenzutreten.¹

11. April
Heidel-
berg

Berlin, Unionsacta I. Cop.

¹ Eine im gleichen Sinn gehaltene Antwort Kf. Christians, Dresden 8. April, worin der Kf. sich auch darauf bezieht, dass er seine Ansicht über K. Heinrich IV. dem Kaiser bereits eröffnet habe, Dr. 10313, Con. (Krell). Am 14. April warnt Herzog Franz von Sachsen-Lauenburg (früher selbst spanischer Pensionär) als Zugeordneter des niedersächsischen Kreises den Administrator von Magdeburg vor Werbungen seines Bruders Moritz von Sachsen für Parma (Dr. 9088, Cop.). — Am Kaiserhof herrschte grosse Aufregung über den Konvent zu Plauen. Minucci berichtet schon am 28. März/7. April aus Rom an Baiern: „Saxonem cum Casimiro collocutum scribit Barvitiis ad Caesarem oratorem pro certo inter eosque de explodendo Lutherismo ex Germania tota actum; si vicerint, triumfabunt, donec deterior secta vel atheismus ipse heresum omnium terminus Calvinismum eliminat“ (Ma 311/3, eigh.). Eine chiffrierte Depesche Gradenigo's an den Dogen aus Prag vom 7./17. April meldet dagegen ganz andere Dinge: „L'abboccamento di Casimiro con il duca di Sassonia veramente è stato più oltre che per le cose della moglie“; Palavicino und Schomberg, die jetzt nach Frankfurt gingen, hätten allen Verhandlungen beigewohnt und demnächst würden Sachsen, der Landgraf, Casimir und sein Neffe mit Pommern, Mecklenburg, zwei niedersächsischen Fürsten, Julius (!) von Braunschweig, dem M. von Brandenburg und einigen kleineren Fürsten sowie jenen beiden Gesandten in Merseburg zusammen kommen. Die Spanier sprächen mit Verachtung davon, „che conforme l'ordinario ogni cosa si risolverà in banchetti“. Dagegen hört er „da parte molto sicura et accennatami anco dal sigr Curtio“, die Fürsten wollten einerseits Navarra unterstützen, andererseits Moritz von Oranien zur Erhaltung von Breda behülflich sein und ausserdem auch in den Strassburger Handel eingreifen „et per l'altra parte tentare Colonia“. Sie haben dazu 16000 Pferde und wenig Fussvolk und können, indem sie mit einem Teil der Truppen durch die Pfalz gegen Strassburg vorrücken, zugleich Lothringen im Schach halten, den Zuzug für die Ligue hindern und die Katholischen aus Strassburg vertreiben: „con l'altra parte poi tirando verso Colonia intendo che disegnano di scacciar Pelettore presente et riponer lo apostata, facendo insieme ogni opera per levar Spagnoli dell' Alemagna“, ausserdem den Massnahmen Parma's gegen die Aachener Ketzler entgegenzutreten; „et è verissimo che la maggior parte delli heretici fuorusciti di quella città è passata in Sassonia“. Dem Kf. von Köln werfen sie vor, dass er Parma, um seinen Verpflichtungen gegen diesen nachzukommen, einen Grenzplatz einräumen wollte; dies rief eine grosse Bewegung unter seinen Vassallen hervor und trieb, obwohl Baiern die Ruhe herstellte, „alcuni delli principali del paese“ zu den Protestanten, mit der übertriebenen Behauptung, „che ormai quasi tutto quel paese resta a devotione di Filippo“, und mit Klagen über Verletzung ihrer Rel. Freiheit. Der Nuntius ersucht Baiern um Unterstützung seines Bruders. 2000 Pferde hat Pommern beisammen, 2000 stehen in Niedersachsen,

14. April 326. Johann Casimir an Pfalzgraf Johann.

Heidel-
berg

J. Schr. vom 9. über die Verrichtung der Gesandten von Ansbach und Neuburg; hofft auf Herstellung des Jungherzogs von Jülich und billigt die starke Erinnerung wegen der Kuratel und fremden Regierung bei den jülichischen Räten.¹ Will auf dem Kölner Kreistag die Abschaffung der Spanier aus Jülich u. a. Landen mitberaten helfen und nach Massgabe der R. Konstitutionen Hilfe leisten. Seine Räte erfuhren aber beim letzten Kölner Kreistag, man unterstehe sich anstatt Reids den bisherigen Diener Kölns und Spaniens Schwarzenberg zum Oberstleutnant des westfälischen Kreises zu machen, was ihm u. a. Evangelischen höchst verdächtig ist; seine Räte dürfen daher nur dann etwas bewilligen, wenn sie erkennen, dass die Kreishilfe ohne Parteilichkeit und besonders gegen die Spanier gebraucht werden soll.²

Me. Corr. Pf. Johans 1590. Or.

14. April 327. Johann Casimir an Bürgermeister und Rat zu
Heidel-
berg Köln.

Bezieht sich auf sein Schr. vom 14. Mai 88.³ Trotzdem dauern die Beschwerden ihrer Mitbürger A. C. fort: Verhaftung und Ausweisung des Predigers Badius und Bestrafung seiner Zuhörer, ferner Pfändung Evangelischer, die sich vor dem fiskalischen Gericht nicht einlassen wollten, und Ausschliessung eines in den Rat gewählten Bürgers.⁴ Sie verfolgen allein unter den R. Städten die A. C. als eine verdamnte Ketzerei. Daraus ist leicht abzunehmen,

1000 sammeln sich in Meissen. „In modo che per riferir le parole istesse del sig^r Curtio a questo proposito, se bene alcune volte questi principi si sono uniti insieme et non si sono veduti effetti, tuttavia l'esser il mondo in tanta commotione, questa cavalleria fatta, et che di nuovo si continua farne le trattationi con li ministri delli doi principi, porge occasione di credere, che la Germania voglia far qualche moto d'importantia. Et pur è verissimo, che al presente non si parla neanco per pensamento della dieta generale; anzi l'Ornestain consegnier di stato espedito già per Sassonia per questa causa non è mai partito nè si sa, che sia per partire“ (Wh. D. V. XVII. Or.). Vgl. auch Ehses I. 2, 437.

¹ Vgl. J. C. an Georg Friedrich, 3. Februar, bei Hassel in der Z. f. preuss. Gesch. IX, 349 f.

² Vgl. über die Kreisversammlungen zu Köln im Dez. 1589 und im März und Mai 1590 Gött. Gel. Anzeigen 1900 S. 547 A. 3. Der Abschied des niederländ. westfäl. Kreises vom 23. Dez. 1589 beschloss die ausgeübten zwei Kreise, den kurrhein. und oberrhein. noch einmal einzuladen und bis dahin die Aufmahnung der Kreishilfe einzustellen; der Abschied der Vertreter der 3 Kreise vom 17. März 1590 beschloss Beiziehung von 2 weiteren benachbarten Kreisen zu einer neuen Versammlung am 26. Mai und inzwischen im Notfall Leistung der gebührl. Hilfe. (Köln, Kreistagsakten 1576—1631).

³ Vgl. No. 156; 256 (S. 238).

⁴ Vgl. Ehses I. 2, 435; 450; über Badius Ennen V, 329; 338; 451 ff; Cuno, Blätter der Erinnerung an Olevianus (Barmen 1887), S. 55 ff.

was sie von allen Fürsten und Ständen der A. C. und diese wieder von ihnen denken müssen. Ermahnt sie nochmals, gegen die A. C. nichts vorzunehmen, die Prozesse gegen ihre Mitbürger einzustellen, den Prediger zu restituiren, die Religionsübung zu gestatten. Sonst müssten die Fürsten und Stände der A. O. in ihrem Gebiet gegen Köln ebenmässig verfahren.¹

Wh. Antiquiora in causa Cöln. Cop.

328. Otto von Rheidt an Johann von Nassau.

15.

25.

April
Rheidt

Erhält Schr. aus Prag, der Kaiser habe vier Kff. benachrichtigt, dass sie auf Mittel denken sollten die vor 11 Jahren zu Köln zerschlagene Friedenshandlung wieder aufzunehmen, zur Herstellung der Einigkeit im R. und der Sicherung der Kommerzien. „Dweil nun solchs der mehrenteil auf der unierten provincien seiten liegen will“ und diese ohne Frankreich und England nichts werden tun wollen, bittet er J. um vertrauliches Gutachten. Missverständnis zwischen dem Kaiser und Kursachsen wegen etlicher verpfändeter Stände „in der Lignitz gelegen, . . da die Sachsen etwas scharf zugreifen“.

Wiesbaden, Dill. Arch. Or.

329. Schomberg an Christian von Sachsen.

16. April
Frankfurt

Briefe und Bericht von Johann von Nassau.² Ob Chr. wegen des 1. Artikels „etwas bei zeiten bei dem kaiser E. Ch. Gn. zum besten unterbauen wollen?“ Herr von Reth noch nicht angekommen; „ich will der bewussten sachen bei ihm recht zu tun wissen.“³ Ob Chr. wünscht, dass er wegen des 5. Artikels „bei Mollen etwas aufs bret bringe?“ Wird J. C. kaum persönlich aufsuchen, da er von dem Obersten Schregel erfuhr, dass „I. F. Gn. legerhaftig und von seinen eigenen reten nimandes nicht vor sich lest“.⁴

Dr. 7281. Eigh.

¹ Die Antwort vom 22. April/2. Mai beruft sich auf den Kaiser, dem die Kölner dann am 6./16. Mai Bericht erstatteten.

² Beil. ein Verzeichniss der Ansprüche auf Jülich: 1) der Kaiser über die Mannlehen; 2) Kurpfalz wegen kurpfälzischer Mannlehen; 3) die Ernestiner; 4) Kurbrandenburg und Preussen; 5) die beiden Brüder Pfalzgrafen [Johann und Philipp Ludwig], daran Hessen, Braunschweig u. a. hängen; 6) „der grosse nachbar, welcher wol wegen des ersten interessenten die praerogatif gern haben wolte“ [Spanien].

³ In einem Schr. aus Frankfurt vom 23. April an Johann von Nassau wundert sich Sch. noch immer nichts von Rheidt gehört zu haben, den er dringend während seines Aufenthalts zu Kassel am 1. Mai zu treffen wünscht (Wiesbaden, Cop.). Am 5. Mai schickt Johann eine auf dieses Schr. bezügliche Antwort Rheidts an Sch. und meint, bei den spanischen Misserfolgen in den Niederlanden sollte man das Eisen schmieden, solange es warm sei (ebd. Cop.).

⁴ Am 13. April hatte Sch. aus Frankfurt noch an L. Wilhelm geschrieben, er werde erst Ostermontag nach Heidelberg gehen (Marb. eigh.).

16. April
Frankfurt

330. Schomberg an Landgraf Wilhelm.

Fresnes meldet am 8. seine Landung in Staden, begleitet von Palvesino; erwartet beide hier.¹ Paris soll am 15. st. n. kapituliert haben. . . Schreibt an den Kf. von Sachsen; erwartet W. Schr. an den K. und an J. C.

P. S. Ankunft eines Lakaien Sancy's vom K. mit dessen Schr. vom 8. an ihn und Sancy. „Sa M^{té} a crié au meurtre après un nouveau secours d'icy“; die Eile des Boten hindert ihn Kopien an W. zuschicken; Kriegsneuigkeiten.

Marburg, Frkr. 1590. II. Eigh.

17. April
Frankfurt

331. Schomberg und Sancy an Johann Casimir.

„Nous avons entendu du s^r Durant les conditions que V. Alt. luy a commandé de nous proposer, pour consentir la mainlevée des deniers cy-devant arreztez à vostre requeste, dont le roy a fait estat pour le payement du régiment de Sallaty qui nouvellement a esté licentié“. J. C. Bedingungen betreffen sowohl die Sicherung seines Anspruchs als die Verwendung des Geldes (nur „pour la nouvelle levée ou pour le fait de Metz“). „A quoy nous ne pouvons aucunement satisfaire, sans perdre l'honneur du roy et mettre nos vies et honneurs en un hazard inévitable, divertissant lesdicts deniers contre l'intention et commandement exprés de Sa. M^{té}“. Sie bitten J. C., ihnen nicht mehr zuzumuten als sie überhaupt gewähren können, und weisen auf die Gefahr des K. hin, „que ses affaires se ruinent en Suisse, comme à faulte de ce payement . . . elles y seroient entièrement perdues“.²

Mb. 90|7 f. 78. Or. (pr. 18. April).

¹ Vgl. S. 261 A. 1; 268 A. 1. In dem Beglaubigungschr. für Palavicino an Christian an Sachsen, Greenwich 21./31. Jan. 1590, erinnert K. Elisabeth an ihren Vorschlag eines ev. Konvents zu Frankfurt [No. 291] und betont die Notwendigkeit beschleunigten gemeinsamen Vorgehens (Dr. 9035, I f. 292, Or.; ähnlich an L. Wilhelm, Marb. Frkr. 1590, II, Or. pr. Kassel 18. April; kürzer an Christian von Anhalt, Beckmann II, 298). Am 30. Jan./9. Febr. kündigt de Fresnes aus London bei (Schomberg), den er Anfang März in Kassel zu treffen hofft, seine Abreise nach Deutschland in 8—10 Tagen an (Marb. Cop.). Am 16. April schreibt Sch. auch an Johann von Nassau, mit der Bemerkung: „Und helt sich die koniginne aus Engeland gar wol. Sapienti sat dictum. Il y en a d'autres qui ne se hastent pas tant à mon très-grand regret“ (Wiesb. eigh.). Am 28. April schreibt de Fresnes aus Frankfurt nach Strassburg wegen des Darlehens von 42000 fl. für Heinrich IV., er könne zunächst nicht selbst kommen, da er nach Hessen und dann nach Sachsen reisen müsse (Str. AA. 1859, deutsche Uebers.). Vgl. Anquez S. 30.

² Eine „Rechnung über der kurf. Pfalz Forderung an die Krone Frankreich“, Heidelberg 11. Mai 1599 (Mb. 301/14 f. 35. Cop.) besagt über die damaligen Darlehen an Heinrich IV.: 40000 fl. liess kurf. Pfalz und J. C. ao. 89 November an Sancy erlegen, worüber 2 Obligationen auf 30000 und auf 10000 vom K. im Feldlager zu Breteuil am 12. Februar 1590 ausgestellt wurden [von den

332. Johann Casimir an König Sigismund von Polen. 18. April
Heidel-
berg

Auf S. durch Johann Herbolt von Fulenstein überbrachtes Schr. betr. die türkische Kriegserklärung gegen Polen. Kann leider die erbetene Hülfeleistung bei seiner eignen bedrohten Lage zwischen Spaniern und Ligisten nicht gewähren, will aber mit andern R. Fürsten hierüber handeln, „praecipue autem in hoc incumbemus, ne quid ali hoc periculoso tempore contra R. S. V. interim moliantur aut in tam necessariu et iusta defensione quid impedimenti afferant.“¹

Berlin, Unionsacta I. Cop.

letzteren 3 Copp., Mb. 90 11; K. rot 46/9 2 und 5; Versicherung auf Châlons, Langres und Dieppe; eidliche Erklärung, dass die Summe „a esté employée pour la défense et délivrance de nostre royaume de France, pour la propagation et advancement de la vraye religion chrestienne et bien du St. Empire, et non en quelque sorte que ce soyt contre icelluy né contre les alliez en la religion“; Zusage der gleichen Hülfe für J. C. oder andere prot. Fürsten im Fall ihrer Bedrängnis]. Ao. 1590 hat J. C. 30 000 Kronen, dem Herzog von Nevers zuständig, in seinem und des Kriegsvolks Namen zu Frankfurt arrestirt, aber auf Ersuchen Schönbergs und Sancy's unter gewissen Konditionen wieder frei gegeben, gegen Vorschreibung der Gesandten Frankfurt 20. April. In der Tat verfügte J. C. auf obiges Schr. bereits am 19. April die Aufhebung des Arrestes, „à conditions toutes-fois que m'otroyez par vostre déclaration et moyennant la restitution desdits deniers dans ung an“ (Mb. 90/7), und zwar nach Aussage der „Rechnung“ in Abschlag der ausstehenden Kriegskosten, was aber nicht geschah. Die Beschlagnahme war nach der Erklärung des Frankfurter Rats vom 22. April an den von Heinrich IV. unter dem 17./27. März beglaubigten sr d'Averly durch J. C. und die Hauptleute Frentz und Wambach erfolgt (Frkf. R. Angell. f. 163). — Die Erwähnung des „fait de Metz“ von Seiten J. C. (s. o.) bezieht sich offenbar auf die von Sancy in seinem „discours“ berichtete Zumutung J. C. an ihn auf Grund seiner kgl. Vollmacht gegen Lieferung von 100 000 escus oder mindestens 60 000 fl. dem Pfalzgrafen Metz in die Hand zu spielen, was Sancy unbedingt und zuletzt schroff zurückwies (Mém. d'estat II, 149 f; vgl. Anquez S. 28).

¹ Ein undatirter Zettel J. C. an Kf. Christian (Dr. 8543 f. 38 Or.) besagt, J. C. habe „wegen unsers furgehabten abreisens“ nicht nach Notdurft auf Chr. Schr. über die polnische Sache antworten können, die er eben zu fernerer Beratung ziehe; er sei ebenfalls der Ansicht, dass diese auch für das R. gefährliche Sache bei Zeiten zu unterbauen sei, und erwarte Chr. Erklärung gegen den polnischen Gesandten, „wann derselbig zu E. L. gelangt“, und gegen den K. von Polen selbst. Am 5. Mai schreibt Kf. Christian an Kf. Johann Georg, der polnischen Sache solle nach seiner Verabredung mit Pfalz in der Schickung an den Kaiser gar nicht gedacht werden (Dr. 10735, Conc.). Minucci schreibt an Baiern aus Rom am 28. März/7. April: „Praga scribunt, imperatorem ad comitia polonica oratores mittere deerevisse, quibus cum mandatis, ignoramus; ser^{uum} autem Maximilianum cum Ernesti fratris consilia audivisset, ad Anspacensem sese subito contulisse nec respondisse ex toto, unde apparet, si spes sit, neque se fratri cessurum.“

24. April 333. Consuls eschevins von Lyon an Meister und
 4. Mai
 Lyon Rat zu Strassburg.

Verhaftung etlicher Kaufleute, Franzosen, Flamänder und Engländer, die vom hiesigen Markt im Februar nach den Niederlanden reisten, in Frankenthal; sie liegen noch in Heidelberg gefangen. Bitten deren Befreiung und Entschädigung zu erwirken, widrigenfalls sie gegen die deutschen Kaufleute Repressalien ergreifen müssten. Der neuerdings in Lyon auf deutsche Waaren gelegte Zoll rechtfertigt keinenfalls ein derartiges Verfahren gegen einzelne Durchreisende.

Str. A. A. 1859. Or. (pr. 3. Mai).

24. April 334. Dorothea Susanna von Sachsen-Weimar an
 Weimar Elisabeth von Sachsen.

. . . . J. C. Gemahlin starb vor 3 Wochen; schickt Cop. des ihr gestern zugegangenen Schr. von J. C. Es war ihr sehr erfreulich zu hören, „das der arme dropf eins mals erlöst ist worden; der liebe getreue gott bescheere ihm eine frommere und die ihn mit dem eifern nicht kränkt, wie diese getan hat“. Wäre sie nur selig gestorben und hätte mit wahren bussfertigen Herzen erkannt,

At Reschius, cum de regis abdicacione et abitione sermo est, ridet et pernegat“. Am 12./22. Mai meldet Dolfin dem Dogen aus Prag die Abreise des polnischen Gesandten, der von hier nach Sachsen und Brandenburg und von da zum „marchese di Spach“, dem Vertrauten des Königs und des Kanzlers, geht und von diesen Fürsten neben der Geldhilfe auch Vermittlung bei Frankreich und England erwirken soll, damit diese durch besondere Gesandte in Konstantinopel den Grossherrn vom Krieg gegen Polen abmahnen (Wh. D. V. XVII. Or.). — Ueber die seit Jahren bestehenden Beziehungen des Tossanus zu den polnischen Reformirten vgl. Cuno I, 215; II, 2 (No. 6); 4 ff. (No. 14; 17; 26); am 1. Februar 1590 widmete er eine Streitschr. gegen den Jesuiten Arturus dem Sekretär des K. von Polen D. Andreas Volanus in Volanaw. — Die Sendung Fulsteins an die 3 weltlichen Kff., die auch Dohna in seiner Selbstbiographie (S. 110) erwähnt, veranlasste angesichts des befürchteten feindlichen Vorgehens des Deutschmeisters gegen Polen den Beschluss eines Gesamtschr. an den Kaiser (zur Abwendung des Kriegs zwischen Polen und der Pforte), das von den Gesandten zu Prag im Juli vereinbart und überreicht wurde (Dr. 10735 Cop.; vgl. J. C. an S. u. Br. 14. Mai; an Sachsen, gl. Datums, mit dem Bemerkten, man werde [am Kaiserhof] die Verschiebung solcher Punkte, „die ihre richtige erörterung aus den reichsconstitucionibus nicht haben“, auf einen R. Tag gern ergreifen, um inzwischen mit den Gegnern zu arbeiten und die alte Kunst der Trennung der ev. Stände zu treiben; um so nötiger sei die Zusammensetzung (ebd. Orr.).

was sie getan hat, und wäre von richtiger reiner Lehre nicht abgefallen! . . . Ihr versprochener Besuch bei ihrer Schwiegertochter Anna [von Koburg] durch den Todesfall hinausgeschoben; da sie nicht klagen will, will sie eine oder etliche Wochen „verrauschen“ lassen, bis die grosse Klage vorüber ist. „Ich mag sie in der wahrheit nicht betrauern, weil sie so ehebrüchig an unserm bruder ist worden“. Kann nichts Gewisses von ihrer Krankheit erfahren, ob sie lang gelegen oder was ihr gewesen ist. Als ihr älterer Sohn J. C. bat, den Magister Christoph „zu mir herein“, zu beurlauben, antwortete J. C. aus Kassel (Cop. beil.), Christoph könne von seiner Frau nicht kommen; das Schr. ist vom nämlichen Tag datirt, an dem sie zu Heidelberg starb.

Koburg, A I. 32. a. 3. ao 55 (nach Auszug von Herrn Staatsarchivar Brückner).

335. Christian von Sachsen an Graf Emerich 26. April
Forgatsch. Dresden

Auf F's. Schr. Krell hat ihm den jetztgen Stand des ungarischen Wesens ausführlich berichtet; bedauert, dass die Sachen sich so zweifelhaft und gefährlich anlassen; will gelegentlich daran denken und das Wohl der Christenheit befördern helfen.

Dr. Copial 565.

336. Bericht über das Ende der Pfalzgräfin 27. April
Elisabeth. Strassburg

„Aus Strassburg den 27. april 1590. stilo vaeteri.¹

Ich bin gottlob und dank frisch und gesund gen Heidelberg kommen, und ist den tag zuvor des pfalzgraf Casimiri gemahl mit tod abgangen; welche, nach dem wegen ires delicti ir durch Casimirum anzuzeigen, bevolen er ir auch die repudiation überschickt, darauf mit dem jungen herrn in Hessen zu dem landgrafen verreiset, das sie sich darzue schicken solt, dieweil diejenigen der Polonus und sonst noch ein schreiber, so ein gipposus gewesen, ir supplicium gelitten und zu Mannheim ausgestanden, der bevelch verhanden, sie auch dahin zu verschicken, ir leben alda zu enden etc.² Dessen bescheids sie sich dermassen entsetzet, das sie

¹ Aufschrift: „Zeitungen. Aus Strasburg. Extract eines schreibens vom 27. april stilo antiquo 1590.“ Bemerkung von anderer Hand: „Uberschickt durch Abr. Straasser und pr. Neuburg den 8. maii anno etc. 90“). Vgl. eine frühere Strassburger Zeitung S. 252 A. 1.

² Die Abreise J. C. und Pf. Friedrichs nach Kassel erfolgte am 25. März (No. 286 A. 1). Posthius (No. 321) lässt Elisabeths letzte Krankheit mit dem 23. März beginnen. — Der obige Bericht behauptet, dass der Pfalzgräfin nicht nur die Verstossung von Seiten ihres Gemahls zugestellt, sondern auch ihre bevorstehende Hinrichtung angekündigt worden sei. Vgl. hiezu A bh. der Münchener Akad. III. Klasse, XIV. 3, 20 A. 2; 24; Göttl. Gel. Anz. 1900, S. 528 ff; besonders S. 532. Dass der Glaube an ihre Vergiftung bald nach dem Todesfall sehr verbreitet war, zeigen die Depeschen des Nuntius in Florenz vom

27. April in solche kimmernus geraten, das sie ganzer acht tag und nacht Strass- weder essen noch trinken mogen; hat fur sich den 90. psal. ge- burg nomen und ire preperationes aus demselben gehabt, schöne herrliche annotations uf denselben gemacht und irem gewissen fürsten denselben dedicirt, under anderm auch drein gesetzt, das der mörder, der mit Christo am kreuz gehangen, sunst nit hat mögen zu der gloria kommen, wann ihnegott der herr nit also schwerlich hett fallen lassen; also wiss sie gewiss, das das delictum, so sie begangen, welchs ir mehr dann sehr von grund ires herzens leid, das hab ir gedinet darzue zu irem hail und zu erkantnus irer selbst und irer sünden, und sie wisse es auch, das ir Christus verzigen

10./20. Mai (s. u.) und des Nuntius in Köln vom 25. Juni/5. Juli (Eh ses I. 2, 488). Am Schwersten fällt aber ins Gewicht neben dem obigen Bericht, der nur von einer Androhung der Todesstrafe spricht, eine Eintragung in dem bekannten Thesaurus picturarum der Grossherzoglichen Hofbibliothek zu Darmstadt, einem vielbändigen Sammelwerk, das, von einem Beamten Friedrich III., J. C. und Friedrichs IV., dem Heidelberger Kirchenrat Dr. Markus zum Lamb, angelegt, 1644 in den Besitz der Landgräfin Sophia Eleonora, Gemahlin Georgs II., gelangte (vgl. Walther, Beiträge zur näheren Kenntniss der Grossh. Hofbibl., Darmstadt 1867, S. 144 ff; E. Otto im Quartalblatt des hist. Vereins für das Grossh. Hessen, N. F. III, 1896, S. 135 ff.). Die schriftlichen Eintragungen sind, wie Otto bemerkt und Herr Bibl. Direktor Dr. G. Nick, der auf meine Anfragen in liebenswürdigster Weise Auskunft erteilte, bestätigte, zum Teil eigenhändig von Lamb gemacht, zum andern Teil aber von ihm diktirt oder doch in seinem Auftrag durch andere Hand der Sammlung einverleibt worden. Nun finden sich in der Abteilung Palatina, Band II, zwei Berichte über den Ausgang der Pf. Elisabeth. Der erste, auf Bl. 12—14, vermerkt den am 2. April 1590 Nachmittag zwischen 1 und 2 Uhr erfolgten Tod („seligen in dem herrn entschlafen“) und die am 15. in der Kirche zum hl. Geist „solenniter“ vorgenommene Bestattung der Pfalzgräfin, erwähnt, dass sie mit einem vom polnischen König zum Stattlichsten an den Heidelberger Hof verschriebenen Polacken zu Fall geraten, in ein besonderes Gemach des Schlosses verwiesen und von J. C. „soviel als repudiirt und ihr die eheliche pflicht ausdrücklich ufgesagt ist worden“, und knüpft hieran eine ausführliche Erörterung über ihre aufrichtige Reue und volle Erkenntniss der reinen Lehre, zu der sie „durch diesen harten zug“ gelangt sei, über ihre Vermahnung der beiden Fräulein (ihrer Tochter und Nichte) und über ihr allen Anwesenden zum Beispiel dienendes erbauliches Abscheiden. „Gott dem allmächtigen sei lob und dank für solche seine unaussprechliche gnade in ewigkeit und gebe ihr mit allen seinen auserwählten glaubigen eine fröhliche uferstehung. Amen, amen. Was aber darauf erfolgt, wird die zeit geben“. Denn kurz vor dem Fall der Herzogin starben die Löwen am Heidelberger Hof, das Weibchen zuerst, und die Herzogin selbst sagte kurz vor ihrem Tod, man solle ihren Herrn nur wohl trösten, da er desseu bedürfe und nicht über ein Vierteljahr noch leben werde. „Darfür uns aber der allmächtige behüten und es gnädiglich abwenden wölle. Amen“. Dies zeigt, dass die Eintragung sehr bald nach dem Ableben und Begräbniss der Pf. gemacht sein muss. Nun folgt aber auf Bl. 16 ein später (frühestens 1592) hinzugefügter Nachtrag: „Nota, Dise fürstin ist durch verführung eines Polnischen von adel in ehebruch geraten und deswegen gefänglich eingezogen und in denselben mit gift hingegerichtet worden, hat sich aber durch got'es gnade bekehret, solche

hab etc.¹ Docter Tassanus [!] ist bis in ihrem letzten abdruck bei 27. April ir gewesen; der sagt, er sei bei etlich hundert sterbendengewesen, Strass- aber dergleichen abschied hab er auf der welt nie gesehen oder burg erhört; wunsch und beger von gott, im auch ein solcher abschied gedeihen mocht. Hat nicht mehr gestatten wollen ir iren furstlichen titl mehr zu geben und vor irem abgang alles ausgeteilt und verschenkt, was si bei ir gehabt. Man sagt auch, es hab etliche tag zuvor, ehe sie gestorben, drei donderklöpf geton; alda der canzler bei ir gestanden, da sie gesagt, sie wiss wol, was soliche bedeuten, der canzler gefragt, was dann sei, darauf sie geantwurt: der ein donderklopf bedeut iren tod, der andere ires

und andere ihre sünden, sonderlich die mutwillige verstockung und halsstarriges widersetzen der wahrheit, so sie mit grossen trug geübet gehabt, zuvor erkennet, herzlich beweinet und die wahrheit erkennt, sie mit freuden angenommen, ihr gutwillig platz geben und darauf gutwillig, gern und gar christlich gestorben. Der Polnisch von adel aber, so sie zu fall gebracht, ist lang zu Mannheim in gefängniss gehalten, durch foltern heftig gemartert und endlich daselbsten heimlich hingerichtet worden. Hernacher aber ist ihren herrn dem herzogen und ihren bruder herzog Christian dem churf. zu Sachsen auch mit gift vergeben worden, und solches, wie man sagen wollen, durch anstiften sein churf. Christians gemahl. NB.“ Gleich neben der Aufschrift „Nota“ steht am Rand von anderer Hand: „Graves calumniae contra protestationem auctoris supra“. Zu dem „NB“ am Schluss hat dann die spätere fürstliche Besitzerin eigh. vermerkt: „Dieses obgemelde hat derjenige gelogen wie ein schelm. Sophia Eleonora L. z. Hessen“. Der Protest der Landgräfin bezieht sich vermutlich nur auf die ihre sächsichen Grosseitern Christian und Sophia berührende Verdächtigung, denn er wiederholt sich einmal bei einer eigh. Eintragung des Markus zum Lamb auf Bl. 66^a, wonach J. C. und Christian vergiftet wurden, als sie 1591 das letzte Mal in Sachsen bei einander gewesen und sich mit einander verbündet haben: „Dises obgemelde ist eine calvinische lige, wier mehr in diesem buch zu finden sein. Sophia Eleonora L. z. Hessen“, und ferner bei der Mitteilung auf Bl. 67^a, Christian sei „non sine suspitione veneni“ gestorben: „Ist nicht war“. Jedenfalls hat ein Zeitgenosse und hochstehender Diener J. C. wie Dr. zum Lamb kein Bedenken getragen, nicht nur die für den Reformirten wohl annehmbare Bezeichnung der lutherischen Kurfürstin von Sachsen, sondern auch die Vergiftung der Pfalzgräfin, die sich doch zum Calvinismus bekehrt haben sollte, als Tatsache seinem früheren Bericht über ihr Ende beizufügen, ohne ein Wort des Zweifels oder des Tadels über die nach seiner Annahme wirklich vollzogene Exekution. Vergl. hiezu Otto in der Histor. Vierteljahrsschrift IV (1901), 36 f. Dass man am Heidelberger Hof selbst das Bedürfniss fühlte, etwaigen bedenklichen Gerüchten über den Ausgang der Fürstin vorzuzukommen, zeigt zur Genüge der Bericht des behandelnden Leibarztes (No. 321). Ueber die kirchenpolitische Wirksamkeit des Dr. zum Lamb in den letzten Zeiten J. C. vgl. Häusser II, 198; Cuno II, 125 („Agninus“).

¹ Auch nach dem Bericht des Posthius wollte die Pfalzgräfin in der Woche vor ihrem Tod „ihr gebetlin“ zu Ende schreiben (S. 304). Das uns erhaltene Gebetbuch der Pfalzgräfin (Heid. Univ. Bibl. Cod. Pal. germ. 661; vgl. Münchener Abhandlungen XIV. 3, 18 f.), in zwei gesondert folierte Sammlungen von Gebeten, Psalmen, geistlichen Liedern u. s. w. zerfallend, die, durch eine Anzahl von leeren Blättern getrennt, auch jede für sich mehrfache Zwischenräume von

gewesen gemahles Casimiri, der dritt euch, herr canzler. Also, nachdem man sie einbalsamiert, ist ir herz prae maerore aufgeschwollen gewesen wie ein schwam. Den 14. dis ist die begrebnus mit fürstlicher solemnität gehalten worden. Und was sie prophceit, will leider war werden. Dann Casimirus sich tödlich gelegt, ist auch post hier kommen, es sei schier kein hoffnung seins lebens mehr verhanden.¹ . . .

Heutigs tags ist zeitung und schreiben von Heidelberg kommen, dass Casimirus das tertianam febrem bekommen und das kein gefahr seines lebens dismals mehr verhanden.“ . . .

Me., Akt. no. 983. (Ableben der Pf. Elisabeth, Gemahlin Johann Kasimirs 1590). Cop.

29. April

337. Minucci an Wilhelm von Baiern.

9. Mai

Rom

. . . „^{S^m} D. N. mecum de galicis et de germanicis rebus postremo colloquio varia contulit consilia. Ea referam coram et dabunt forte S. V. ad suam exercendam pietatem occatsonem non incommodam. Quid protestantes principes, qui nuper prope Dresdam convenere, decernant, sollicito hic animo expectatur; neque vero est, qui boni quicquam speret, nisi forte dum exulare Lutheranismus iubetur aliquae exoriantur inter haereticos turbae maiores.“ . . .

Ma. 311|3. Eigh.

leeren Blättern zwischen den Eintragungen aufweisen, bietet wohl zahlreiche schwere Selbstanklagen und Zeugnisse höchster Seelenpein, dann auch wieder festen Vertrauens auf die göttliche Barmherzigkeit, aber nichts, was den in unserem Bericht charakterisirten letzten Aufzeichnungen Elisabeths entspricht; allerdings findet sich in der zweiten Sammlung auf fol. 86 f. der 90. Psalm und auf fol. 35^b die Stelle: „Ob du gleich mit mir zurnest, dazu du den gut fug und recht hast, will ich doch nicht mit dir zurnen und dir, wie Saut und andere gotlosen getan, fluchen, sondern mit dem bekerten schecher sagen: wir empfangen, was unsere taten wert sein“. Eine Rubrik I fol. 51^a: „Etliche gebetlein umb ein seliges stündlein“ ist durchgestrichen; statt dessen folgt „ein schön abend gebet“; ebenso bringt die Rubrik II fol. 56^a: „Folgen etlich gebetlein umb ein seligs ende zu bitten“ nicht das Angegebene, sondern es folgt wieder statt dessen auf fol. 56^b mit neuer Ueberschrift „ein schön abendgebet“. Beide Sammlungen, in denen Elisabeth nicht nur einmal (I fol. 4^b) um die Erleuchtung und Bekehrung ihres Gemahls betet, sondern namentlich in einer Reihe von Gebeten Gottes Rache auf ihre Widersacher, diese rebellischen Buben mit ihren blutgierigen Anschlägen, herabrufft, zeigen jedenfalls keinerlei Uebereinstimmung mit dem erbaulichen Ende der Fürstin, wie es die offiziellen Angaben der Heidelberger schildern.

¹ Die hier und am Schluss weggelassenen Stücke des Schr. erzählen ein paar Schauergeschichten, die eine von einem bayerischen und lothringischen Rat Peter von Perunet, der eine junge Gräfin entführt, beraubt und umgebracht und sich dann selbst in einem ganz seichten Brunnen zu Strassburg ersäuft hatte; man habe bei ihm „ein calvinisch buechlin in sammat mit silbern clausurn“ gefunden. Der Schreiber fügt bei: „Wir seind alle hie umb des sprichworts willen: Dic, cur hic, das wir alle den lap. philosophicum oder das berlen suechen sollen oder aber wie man gold machen soll, dessen ein exemplar ir alhie gedruckt habt. Kum im ein jeder nach fleissig, so find er, was er sucht“.

338. Dr. J. Herzbach an Pfalzgraf Johann.

30. April
Speier

Dieser Tage äusserte einer aus Mülheim, der lange am Kaiserhof war, hier auf der Durchreise u. a., Erz. Ernst werde nächstens das Fräulein zu Jülich¹ heiraten und das Generalgubernament der Niederlande erhalten, ausserdem Statthalter von Jülich, Kleve Berg, Mark, Ravensberg werden; es sei deshalb ein Landtag in Böhmen gehalten und im Beisein des spanischen Gesandten geschlossen worden, das Werk ernstlich zu treiben; man habe Mittel, dass L. M. zu Hessen das Fräulein nicht erlangen solle; der Kaiser werde Ernst mit den Landen belehnen; die Vornehmsten am Jülicher Hof hätten bereits eingewilligt; sobald er wieder nach Prag zurück, werde eine Sendung vom Kaiser und Erz. nach Düsseldorf abgehen.

Me. (no. 166). Eigh.

339. Starschedel und Zündlein an Christian von Sachsen.

1. Mai
Venedig

Gestern hier angelangt. Hörten auf der Reise durch Baiern, dass Herzog Wilhelm gar übel auf sein soll, wegen einer schon lange vorhandenen besondern Beschwerde; er soll sich lange Zeit Niemand gezeigt haben und ausser Schwarzenberg Niemand Audienz haben; er soll Willens sein das Regiment seinem ältesten Sohn zu übergeben.² . . . Hier spricht man meist von der grossen Viktoria des K. von Frankreich, dem solches Glück „fast in ganz Italia von Herzen gegönnet“ wird, unter besonderer Hervorhebung seiner Schonung gegen die Feinde selbst im heftigsten Kampf. „Das also auch der Itolarum urtel nach der titel und namen, damit diser konig von seinem ganzen kriegsvolk als Magnus Henricus salutiret sein sol, ihm nicht unbillich gebüre“. . .

Dr. 8274. f. 31 f. (eigh. Starsch.).

340. Khevenhüller an den Kaiser.

(Antwort Philipps II. auf den kaiserlichen Vorschlag einer niederländischen Friedenshandlung. Heinrich IV. Die römischen Traktationen.

2.
12.
Mai
Madrid

Hat am 5. Mai das kais. Schr. vom 9. Febr. betr. die niederländische Vergleichung³ und Erz. Karls Schritt mit den Venedigern erhalten und sofort Audienz beim Kg. genommen, wobei er das ins Spanische übersetzte Schr. verbaliter verlas und dann

¹ Sibylla, Tochter Herzog Wilhelms, vgl. Ehses, N. B. I. 2, 420; Gött. Gel. Anz. 1900 S. 536 ff. „L. M.“ ist Landgraf Moritz, der älteste Sohn L. Wilhelms. Rommel V, 827 A. 326 erwähnt bei seiner Besprechung verschiedener Heiratsprojekte für Moritz nichts hievon.

² Ueber diese Krankheit Herzog Wilhelms, vgl. Stieve IV, 425 A. 1. Dass bereits damals der erst 1595 verwirklichte Gedanke einer Uebernahme der Regierung durch Maximilian auftaucht, ist zu beachten.

³ Vgl. No. 328; Gött. Gel. Anz. 1900 S. 542.

2. den Kg. in Handen liess. „Hat auch zwischen I. Mt. und mir
 12. hieruber und was sich vor disem deswegen verlossen, starke pro
 Mai und contra geben. Und do si so stark auf die conservation der
 Madrid religion (wie dann an ime selbst recht und billich ist) drungen,
 habe I. Mt. ich zu gemuet gefuert, da si vor disem die guetlichen
 tractationen und mitl, so von E. kais. Mt. und derselben geliebtesten
 herrn vatern von vilen jaren zurug furgeschlagen worden, zuege-
 lassen hetten, das nicht allein die religion nicht zu dieser disso-
 lution komen, nach I. Mt. autoritet nimer weg erhalten und vil
 millones erspart werden megen; will aller anderer inconvenient,
 die I. Mt. genuessam mit schaden bewust, daher gevolgt, ge-
 schweigen. Um lauter zu versteen, alleweil E. kais. Mt. sich
 derselben vergleichung mit furgeschlagnen oder dergleichen mittls-
 personen nicht underfahen, das alle andere umbsonst sein, aus
 deme sie denselben nicht trauen, auch I. Mt. ires teils darauf
 pauen werden mügen und si daheim vergwist, das alles das, was
 E. kais. Mt. favor catolischer religion und erhaltung seiner auto-
 rität tun und richten kün, das si sich darin aufs freundlichheit
 bearbeiten und als aigne sachen alles tractirn werden. Habe also
 den kunig damals dahin bracht, das ers bekennt und mir bevolen,
 que besasse á V. M^{ad} los manos de su parte por el cuydado y
 buena voluntad que mostrava tener á sus cosas, y que lo miraria
 luego, y que me mandaria responder con toda brevedad sobre
 ello“. Hieraus vermerkte er, dass die Sachen zeitig. Am andern
 Tag schickte der König bei seinem Durchzug von Paris nach
 Aranjuez Idiaquez zu ihm, mit Vermelden, der König habe seinem
 Vorbringen nachgedacht und die übergebene Schrift eingesehen
 und hieraus des Kaisers treuherzigen Eifer in diesen Sachen be-
 funden; er sei willig und bereit, dem Kaiser nicht allein die nieder-
 ländische Traktation, sondern „alles anders si [kgl. Mt.] betreffend“
 anzuvertrauen, das der Kaiser gewiss als causam propriam ver-
 treten würde; auch die vom Kaiser vorgeschlagenen Mittelspersonen
 seien ihm genehm, um so mehr, „weil sie selbst E. K. Mt. anregen
 nach nicht approbieren oder loben künnten, das die untertanen
 irer oberkeit mass noch ordnung in religione furschreiben wollen,
 das dem kunig dann feintlich wohl in ohrn klungen und ihn nicht
 wenig zu diser resolution facilitiert“. Er hoffe daher, die Sache
 werde durch des Kaisers Hülfe begehrtten Weg erreichen und be-
 gehre nur, der Kaiser möge den Don Guilen de San Clemente
 hören, dem der König seine Resolution zuschreiben werde, wie er
 auch Parma wegen der Traktation habe benachrichtigen lasse. Er
 antwortete: seines Erachtens sei dies allein der Weg, mit dieser
 Sache zu Ort zu kommen und freue sich daher über die kgl. Re-
 solution, bitte aber, um die Meinung des Königs getreu widerzu-
 geben, um schriftliche Antwort; was J. zusagte

Mons^r de Ligni abgereist; derselbe soll u. a. Erklärung be-
 gehrt haben, welche Hülfe er im Notfall vom König zu erwarten
 habe, da es ihm sonst an Mitteln zum Vergleich mit Navarra
 nicht mangeln würde. Navarras Erfolge liegen ihnen hier „feint-
 lich ob“; die Nachrichten von dessen Tod bisher nicht bestätigt.
 „Die römischen tractationen weken inen auch feintlich in diesem

wie allen andern vordechtlich fallen; von nöten sein, das man auf guete mitl gedenk, dise differenzen hinzulegen, sunst möchts wol ein seltzam gestrepl abgeben.“ . . .

Nürnberg, German. Museum. Cop.

341. Johann Casimir an Christian von Sachsen.

3. Mai
Heidel-
berg

Werbung Palavicino's, dessen Sendung er in seiner Antwort auf das Schr. der K. Elisabeth vom Febr. als voraussichtlich fruchtlos widerraten hatte, Donnerstag zu Neuschloss wegen einer allgemeinen Verständniss und wegen Unterstützung Heinrichs IV. mit Truppen in diesem Sommer; der zweite Punkt wurde, nachdem er betreffs der Verständniss seine Meinung wiederholt und die Hülfe nach den Erfolgen des Königs für weniger dringlich erklärt hatte, stärker vom Gesandten betont und weitläufig ausgeführt. Mit gutem Grund; der K. bedarf der deutschen Hülfe (mindestens 6000 Pf. und 3 Regimenter Knechte unter einem Fürsten) mehr als je. Die Königin will das Anrittgeld und einen Monatsold für 2000 Pf. erlegen und hofft von Sachsen die gleiche Leistung, von ihm 1000 Pferde, von Brandenburg, Magdeburg u. s. w. weitere 1000 Pf., 3 Regimenter zu Fuss und Artillerie. Die Königin wünscht die Hälfte ihrer Reiter unter Christian von Anhalt zu stellen. Chr. möge „mit mannhenden“ das Werk fördern. Er ist bereit, das Begehrte, „ungeachtet unserer bewussten ungelegenheit“, zu leisten.¹

Dr. 9305, I. f. 302. Or. (pr. Glü ksburg, 28. Mai).

342. Starschedel und Zündelin an Christian von Sachsen.

5. Mai
Venedig

Man hält jetzt den Riss und Missverstand zwischen Spanien und dem Papst für gewiss. Spanien hoffte auf schärferes Vorgehen des Papstes gegen den K. von Frankreich. Der Papst dagegen nahm den Protest der Spanier in Rom gegen die Wiederaufnahme des K. von Frankreich übel und sah in dem gleichzeitigen Eintreffen spanischen Kriegsvolks in Rom² den Vorsatz ihn einzuschüchtern und zu zwingen. Die Franzosen und die andern bringen ihm bei, nach dem Tod des jetzigen K. von Frankreich könne die Krone

¹ Am 10. Mai brachte Pallavicino seine Werbung bei L. Wilhelm an; nachdem der Frankfurter Konvent abgelehnt worden sei, handle es sich um Aufbringung eines stattlichen Heeres für diesen Sommer; die Königin wünsche einen deutschen Fürsten zum Führer, überlasse aber dies und alle Einzelheiten, auch die Frage, ob die Fürsten das Heer selbst stellen oder nur das Geld aufbringen wollten, ganz dem Ermessen der Fürsten. Bei seiner neulichen Verhandlung mit J. C. „sensi eius Cels. magis probari priorem illam rationem quam proposui copiarum“; J. C. schrieb deshalb an Sachsen, „uti Cels. V. perspectum est“ (Marb. Or.; J. C. schickte Cop. seines obigen Schr. am 3. Mai an L. Wilhelm). — Das inhaltlose Schr. L. W. an die Königin, Kassel 12. Mai (Rymer VII, 33 f.) verweist auf näheren Bericht des Gesandten.

² Vgl. hiezu Hübner II, 313 f; III, 394.

leicht wieder an einen papistischen Herrn kommen; daher habe der Papst keine Ursache sich unter das spanische Joch zu begeben; hievon halten ihn auch fast alle italienischen Fürsten ab, die ihre eigene Gefahr vor Augen sehen. Ferner sieht der Papst das Aufnehmen des K. von Frankreich, seinen grossen Anhang und den aussichtslosen Zustand in Paris u. a. vornehmen Städten. Zu einem Entsatz wäre grosse Macht und höchste Eile von Nöten; die Herrn, die es tun sollten, sind hiezu augenblicklich nicht in der Lage. Daher sucht der Papst den K. nicht weiter zu irritiren und sich selbst einen Rücken bei Frankreich zu machen.¹ . . .

Dr., 8274, f. 33 f (eigh. Starsch.)

5.

343. Visconti an Montalto.

15.
Mai
Prag

Mainz schrieb dem Kaiser, „Sciamburg“ habe ihm seinen Besuch im Auftrag Navarras angekündigt; „ma che pretendeva che lo trattasse come ministro del re di Francia“; auf M. Entschuldigungen schrieb Sch. schliesslich „minacciando“, dass er, wenn M. sich nicht dazu entschliesse, „nel passare in Francia con le genti che si fariano in Germania lo haverebbe ruinato et abugiato tutto il paese.“ M. scheint sich beim Kaiser für diesen Notfall entschuldigen zu wollen. „Il che succedendo darà molto che pensare; perciocchè Navarra haverà quattro elettori da la sua parte; nè si finisce d'intendere, se questo elettore si mova veramente per timore (come egli dice) opure per altri fini.“²

Rom, Germania 110 S. 41. Cop. (dechiffirt 21./31. Mai).

7. Mai
Heidel-
berg

344. Johann Casimir an Christian von Sachsen.

Auf Chr. Schr. vom 28. April. Wiederholt seine Entschuldigung zur Hirschfaist auf Jacobi nicht kommen zu können und seine

¹ Unter gl. Datum schreibt Zündelin ausführlich an Joach. Camerarius über die Bemühungen Venedigs und Toskanas beim Papst zu Gunsten Navarras und gegen Spanien. „Non tam vero his ipsis et id genus aliis rationibus quam Hispanorum confidentia et arrogantia vehementius ab ipsis alienatus nuper adeo dicitur, cum illi protestationem ei solennem et alia acerbiora etiam haud obscure comminarentur, si regem Navarrae in gratiam reciperet; animus ei etiam addiderunt (ut aiunt) cardinales quidam a magno duce Hetruriae haud dubie magnis sumtibus et pollicitationibus huic conciliati“. Vgl. Minucci an Baiern, Rom 24. April/4. Mai: „Saxonis orator, de quo tam multa iactabantur et narrabantur somnia, nondum advenit; immo rumor ille paulatim conticescit, quem ego semper astu confictum existimavi, ut pontifex Navaraeo eo magis indulgendum censeret, quia eius exemplo et alii haeretici principes possent catholicae ecclesiae reconciliari. Eiusmodi studiis res agitur christiana et fallaciae immiscetur in re tanti momenti execrandae ac perniciosae“ (Ma. 311/3, eigh.).

² Montalto antwortet am 23. Mai/2. Juni, Mainz scheinete jetzt ausser Gefahr zu sein und werde vermutlich den erfundenen Drohungen Sch. nicht so leicht Glauben schenken; „però confide N. S. che la M^{te} dell' Imperatore lo consiglierà et aiuterà a non fare un errore tanto notabile; V. S. aiuti anc' essa per la sua parte“ (ebd. Principi 151, Cop.)

Bitte um einen Besuch Christians von Anhalt in Heidelberg.¹ Es werde sich bald bessere Gelegenheit zu einer Zusammenkunft ergeben. Chr. weiss auch, „in was betrübten Zustand wir jetzt gesetzt und das sich solche raisszeit wehrender Trauer füglich nicht tun lässt.“ (Zettel:) Zeitungen von Uebergabe von Paris, einem Konvent der päpstlichen Stände zu München² und neuen Werbungen des Deutschmeisters.

Dr., 8539. Or. (pr. Köln an der Spree 17. Mai).

345. Dr. Herzbach an Pfalzgraf Johann.

17. Mai
Speier

... Gestern kam D. Johann Weiss von Eisleben und Dresden hierher und meldete ihm vertraulich, der sächsische u. a. Kreise seien zur Unterstützung des westfälischen gegen Parma und zur Abschaffung der Spanier aufgemahnt; frug, ob man hierorts nicht auch rüste; andere secreta, die in esse sein sollten, wollte er nicht offenbaren. J. könnte Weiss, um mehr zu erfahren, zu sich beschreiben oder sonst „mein unvermerkt“ befragen lassen. W. meldete ferner, wie Kursachsen und Anhalt mit Reformirung der Kirchen J's Beispiel zu folgen beabsichtigten.

Me. (no. 166). Eigh.

346. Priuli an Montalto.

(Schreiben und Briefsendung Schombergs. Ausgang der Gemahlin J. C.)

10.

20.

Mai

Florenz

... „Ci sono anco parimente di quà lettere assai fresche d'Ale magna di quel mons^r di Scombergh altre volte da me nominato, con le quali dà aviso della deliberatione fatta et risoluta da principi protestanti di dar aiuto al Navarro di 25^m fanti et 5^m cavalli, scrivendo di più che questi saranno sempre pronti ad ogni piacer di esso Navarro, ma che s' intende ch' egli non li vuole per Francia, accennando il detto Scombergh che siano per passar più tosto in Savoia. Con le suddette lettere vien dal detto mons^r di Scombergh inviate di quà alcune copie di lettere, che essendomi venute alle mani ne l'ò cavate le copie d'esse, che mi par mio debito d' inviar a V. S. Ill^{ma} et Rev^{ma}, come faccio con la presente. Et sono la copia prima di due capitoli di due lettere scritte dal Navarra in Ale magna al detto mons^r di Scombergh, l'una nelli 7, l'altra nelli 21 di marzo prossimo passato; et le copie poi di una lettera dell' ill^{mo} s^r cardinal legato scritta all' ill^{mo} s^r cardinal di Vandomo et di un' altra scritta da ss^{ri} cardinali et vescovi che sono in Tours all' ill^{mo} s^r cardinal legato, „che ambidue queste sono citate nella suddetta del Navarro delli 7“. . . . Ferner Copp. von zwei Schr. des „cavalier di Dyo che si ritrova costà“ an Villeroy und an

¹ Beides hatte J. C. bereits in einem Schr. an Chr. aus Heidelberg vom 4. Mai ausgesprochen, den Besuch Anhalts besonders deshalb gewünscht, da er auf den beiden letzten Zusammenkünften keine Gelegenheit gefunden habe, mit A. „rechte kundschaft zu machen“ (ebd. Or. pr. Dresden 12. Mai).

² Vgl. S. 276.

einen Le Grand, beide unterwegs aufgefangen und in die Hände Schomberts gelangt, das letzte nicht völlig zu entziffern.

„Et vien pur d'Alemagna scritto che le differenze tra il duca di Sassonia et Casimiro erano compitamente accomodate, essendo la moglie del Casimiro morta in prigione, per quanto dicono da suo male, essendo però tenuto da ciascuno di là che sia stata avelenata, del qual termine vien scritto che Sassonia era restato apieno satisfatto“.

Rom. Firenze, 12 A f. 424. Eigh.

13.

23.

Mai

Aranjuez

347. König Philipp II. an König Christian IV. von Dänemark.

Dankt für die freundliche Aufnahme der ao. 89 in seinem Namen von Parma abgefertigten Gesandten¹ und bittet mit Ernst auf Mittel zur Abstellung des niederländischen Kriegs bedacht zu sein. Chr. soll vor allem den rebellischen Holländern, Seeländern u. w. in seinen Landen weder Aufnahme noch Schutz und ebenso den Engländern, die ihm Holland und Seeland vorenthalten, keinen Vorschub gewähren, wodurch See und Ströme wieder in Sicherheit und der Handel wieder in Stand kommen würde. Bezieht sich auf Parma, der in seinem Namen „von einer zeit zur andern“ korrespondiren wird.²

Kopenhagen. Span. A. Or.

15. Mai
Kaisers-
lautern

348. Johann Casimir an Markgraf Georg Friedrich.

... Das von Collalto (der aber persönlich immer in Brüssel blieb) geworbene Regiment von den trierischen Bauern teils erschlagen teils zersprengt.³ Die Liga erhält von Spanien statt grosser Hilfe breite Worte. Spanien lässt das wichtige Gröningen fast ohne Hülfe. Neumägen wird sich den Staaten ergeben müssen. Lothringen, persönlich ein frommer Herr und nur von den Guisianern und Ligisten in dieses Spiel gebracht, wird bald weder waten noch schwimmen können. So ist die beste Gelegenheit „di bewuste unsere

¹ Vgl. Ehses I. 2, 312; 330.

² Ein Schr. Philipps gl. Datums an die regierenden dänischen R. Räte (ebd. Or.) verspricht u. a. „liebliche“ Behandlung der dänischen Untertanen und Abstellung der bisher gegen seinen Willen geschehenen Widerwärtigkeiten durch Parma.

³ Vgl. No. 325; Ehses I. 2, 291; 309; 355 A. 3. Am 20./30. April schreibt Kaspar von Eltz an Philipp von Nassau, der sich auch über Knechte Collalto's beschwert hatte, Trier habe sich wegen dieses Volks beim kurrheinischen Kreis beschwert und „in Ermanglung eines Kreisobersten“ Mainz um gemeinsam mit Köln und Pfalz vorzunehmende Abmahnung ersucht; er sei von Mainz nach Trier geschickt worden, habe aber, da von Köln und Pfalz Niemand erschien, nichts ausgerichtet (Mb. 96/8, Cop.).

geheime sach würllich zu volnziehen.“¹ Bittet um Mittheilung an Sachsen, da er mit wenigen Leuten hieher ging, um den Birkenfelder Sauerbrunnen zu gebrauchen.

Berlin, Unionsacta I. Or.

349. Johann Casimir an seine Tochter Dorothea. 16. Mai

Kaisers-
lautern

„Freundliche herzliche tochter! Dein schreiben hab ich empfangen, daraus eur aller meiner lieben kinder glucklichen und gesunden zustand mit herzlicher freuden vernomen. Mich soltu gott lob und dank auch gesund wissen. Der liebe gott erhalt uns alle zu seines namens ehr und preis nach seinem gnedigen gottlichen willen lang, amen. Meiner ankunfft kann ich dir nit gewis zuschreiben, tue mich bedanken, das du darnach verlangen tragest; und vermane dich hiemit, du wolle gottsfurchtig und from sein und blieben, so hastu alzeit ein treuherziger vater an mir. Und tue dich hiemit in den schuts gottes und mich in dein kindlich gebet gegen dem barmherzigen gott bevelen.

Datum Lautern den 16. maii anno 1590.

Dein trenherziger vater weil ich lebe. J. Casimir etc.“

Zerbst. Eigh.

350. König Philipp II. an Don Guillen de San
Clemente.²

16.

26.

Mai

(Schritte gegen die protestantischen Werbungen für Navarra und gegen Zulassung eines navarrischen Gesandten beim Kaiser; der Nuntius. Die Anknüpfungen des „Schweden“ mit Erz h. Ernst und die Aussichten des Erzhauses auf den polnischen Tron. Verhinderung des Uebergangs von Jülich in ketzerische Hände durch eine österreichische Heirat. Schritte beim Kaiser zu Gunsten des Moskowitzers.)

Aranjuez

„El rey.

Don Guillen de San Clemente del nuestro consejo y nuestro embaxador! Vuestras cartas de 16 de março se han recebido y aquí se responderá á ellas comenzando por aprovaros el mucho cuydad que teneyds de avisar de lo que se ofrece; assí lo continuad, pues veys quanto importa entenderlo que passare en este tiempo.

*Muy bien será que no alceys la mano de los officios que haziades con el emperador mi sobrino en favor de los catholicos de Francia, para que se estorven las levas y ayudas que los Protestantes quisieren

* Chiffriert, mit Auflösung.

¹ Am 5. Mai hatte J. C. an G. Fr. Cop. des Plauenschen Abschieds behufs besserer Instruktion der Räte zur bevorstehenden Zusammenordnung gesandt (Berlin).

² Vgl. über das Schicksal dieses mit andern aufgefangenen Schreibens unten 10. September.

16. hazer al principe de Bearne, de quien en ninguna
 26. manera se ha de imaginar que se admita embaxador
 Mai en essa corte con el titulo que el pretende; ni es
 Aranjuez justo que para esto se quiera tomar exemplo del
 proceder del papa, sino que el emperador se precie
 de darle á otros, qual se deve esperar de persona
 y^a y de lo que siempre ha proffessado; assí se
 lo direys de mi parte juntamente con lo demas que
 sabreys, y por todos los medios necessarios yreys
 solicitando, que por ningun caso se haga otra cosa
 en esta materia. Y pues os parece que el nuncio
 anda bien y con buen zelo, guialde, á que haga
 por su parte con Su Santidad y con el emperador los
 officios que conviniere, diziendole de la mia lo que
 fuere menester para moverle y animarle.

.^b se puede tener que la platica que ha
 movido el Sueco para empeñar al archiduque Ernesto
 en la pretencion de Pologna¹ es traca^c del chanciller
 de allí, como dezis, para sembrar discordia entre
 los hermanos, aunque por otra parte no es fuera de
 camino que el Sueco, si desconfia de poder quedar
 con ello, quiera mas que se introduzca en aquel reyno
 otro que el que el ha tenido en prision, de quien
 siempre le pueden quedar mas sombras, y^d es
 muy necesario yr con mucho tiento en esto y de
 manera que por esta invencion, si lo es, no dexede con-
 seguirse lo, que yendose el Sueco se puede esperar,
 habiendo conformidad entre los hermanos y ayu-
 dandose como tales. Direys lo^e al emperador de
 mi parte y á ellos y hareys todos los officios ne-
 cessarios, para que no se incurra en ningun horror
 por traerse diferentes praticas sobre estas cosas de
 Pologna, sino que se saque de todas el fruto que
 conviene, para que el que fuere mas verisimil que
 pueda salir con ser rey en aquel reyno, esse sea
 ayudado de todos para ello, pues la sustancia con-
 siste en ocuparle por alguno con la seguridad posi-
 ble, todo lo encaminareys, como veeredes que es
 menester.

Quanto al ducado de Cleves, pues está en el es-
 tado que escrivis, no seria malo pensar, antes que
 las cosas se difigulten mas, en el remedio que havrá,
 para que herejes no se apoderen del, pues es tan buena
 la ocasion que para ello ha dado el mismo duque

^a Chiffre: fem, ohne Auflösung.

^b Pen, ohne Auflösung.

^c So im Or.; ich verbessere: „es trama“.

^d xo, ohne Auflösung.

^e xo, ohne Auflösung.

¹ Vgl. Hirn II, 285 f.; „el Sueco“ ist K. Sigismund von Polen, „el chanciller“ der polnische Grosskanzler Zamojski.

de Cleves con lo que ha embiado á el emperador; en que me advisareys lo que se ha pensado ay y para qual de los hermanos, pues estaria bien allí^a uno, aunque si ha de haver casamiento, era menester primero assegurar que la muger fuesse catholica, pues no se ha de pensar en otra cosa.¹

Pues veys que lo de Moscovia se dexa ay tanto olvidar, importandolo que dezis para el bien comun tener ganado y sabroso^b aquel duque, bien será que hableys en ello al emperador, encareciendole el fruto de que su amigo puede ser para todo, para que ordene que se le corresponda, como conviene á la voluntad que el dicho duque ha mostrado, y me advisareys de lo que en esto y en todo se fuere haziendo.²

De Aranzuez, á 26 de majo 1590.

Yo el rey.

Don Martin de Idiaquez.“

Dresden, 9503, I. Buch frzö. Kriegshündel, f. 362. Or.

351. Johann Casimir an Graf Wolfgang von Hohenlohe.

20. Mai

Betr. H. Irrung mit Würzburg wegen einer das gräfliche Gebiet berührenden Prozession. Lehnt H. Bitte, ihm 50 Pferde zu leihen, ab, wegen seiner eigenen Reise, Kürze der Zeit u. s. w.; schlägt Schützen zu Fuss vor. Glaubt übrigens, Würzburg werde nach der Erinnerung durch den Kreisobristen M. Georg Friedrich keinen Anlass zu Weitläufigkeit geben.³

Ma. 545|8 f. 36. Conc.

352. Christian von Sachsen an Pallavicino.

26. Mai

Kann die Audienz noch nicht bestimmen, da er morgen nach Dresden, dann nach Wolfenbüttel reist. Hat kürzlich auf eine Bitte Frankreichs um Beistand erklärt, „quas ob causas hoc tempore auxilia mittere nequiremus“. Trotz des Berichts von J. C. u. L. Wilhelm über ihre Antworten an P. kann er vor Eintreffen einer Antwort Frankreichs auf sein Schr. („et quidem tale, cui tuto fidere possimus“) nichts versprechen. Verweist für das Weitere auf Anhalt.⁴

Dr., 9305. I. f. 282. Conc. Krell.

Köln an
der Spree

^a Im Or.: „elli.“

^b Im Or.: „sabreso.“

¹ Vgl. No. 338; eine frühere Weisung Philipps in seinem (ebenfalls den Generalstaaten in die Hände gefallenem) Schr. an Parma vom 20./30. Jan. 1590 betreffs Jülichs bei Keller, Gegenreformation II, 104 (No. 35); 107 (No. 43); Z. Berg. Gesch. Ver. II, 155.

² Worauf sich dieser Absatz bezieht, vermag ich nicht zu sagen.

³ Ueber J. C. Briefwechsel mit dem Grafen wegen des Hohenlohischen Hofpredigers Assum im J. 1590 vgl. Büttlinghausen, Beiträge II, 74 ff.

⁴ Am 28. Mai dankt P. aus Jüterbogk Christian von Anhalt für „questa primitia di frutto della destrezza di V. Ecc. Ill^{ma}“; Chr. Schr.

31. Mai **353.** Andreas Pancratius an Pfalzgraf Philipp
Speier Ludwig.¹

(J. C. Absicht die Regierung niederzulegen. Leichenfeier der Pf. Elisabeth. Ungewissheit ihrer angeblichen Bekehrung. Heiratspläne J. C. Religionsmassregeln in Heidelberg.)

Dieser Tage behauptete ein Vornehmer vom Adel, J. C. wolle Tutel und Administration niederlegen und wieder nach Lautern ziehen; aus was Ursachen, wollte er nicht melden. Gerücht hier, seit der Kasseler Reise sei etwas Widerwillen zwischen J. C. und dem jungen Herrn entstanden.

werde er, so schwer ihm dies falle, nicht für sich behalten, sondern der Königin zustellen und, hocherfreut „della mutata resolutione di S. Alt.“ und in der Hoffnung auf guten Erfolg der Audienz „mercure prossimo“ sich in Dresden einfinden, wo er Anhalt persönlich danken werde (Zerbst, eigh.). Vor der Audienz fand eine Unterredung P. mit Anhalt statt, der dem Gesandten das obige Schr. des Kf. zustellte, „mit vleisiger entschuldigung, das S. Gn. diesmal ihm die audienz nicht hette geben können“, und die Bedenken des Kf. ausführlich auseinandersetzte: ob der König nach dem Sieg die Hülfe noch wünsche, ob die Handschr. von des K. eigener Hand, ob Sancy gegen des K. Meinung Bestallungen erteilt habe, ob die Schr. des K. nicht von den Gesandten „allein ihren affecten nach“ und auf Grund ungenügender Information veranlasst würden, ob der K. wirklich mit seinen jetzigen Vertretern zufrieden sei; es fehlt nicht an dem Hinweis auf Leute, die jederzeit gut ligisch gewesen und sich bei dieser Hülfe nur ihrer Privatinteressen wegen gebrauchen liessen [Schomberg], wobei keine Hülfe, Glück und Segen von Gott zu erwarten sei, da doch die Hülfe der Religion zum Besten gemeint sein solle. Die Erwiederung P. betonte vor allem, dass die Königin auf Sachsen „das meiste auge hette“; Sachsen solle Zeit, Art und Führung der Werbung vorschlagen und werde durch die Königin, die sich mit den Fürsten eins fühle, den sichersten Bericht über Frankreich und das Bedürfniss des Königs erhalten; auch sie sei für die Werbung nur im Fall wirklicher Not, am Liebsten im künftigen Frühling. Der Gesandte schloss mit der dringenden Bitte, da er keineswegs einerlei Werbung mit de Fresnes habe, „ich wolte seiner konigin zu ehren und gutem gefallen bei S. Gn. ferner umb audienz sollicitieren“, da er gewiss nichts vorzubringen habe, was dem Kf. nicht ganz annehmlich zu hören sei (eigh. Aufzeichnungen Anhalts, Dr. a. a. O. f. 285 ff.). Da P. am 28. Mai noch das persönliche Zusammentreffen mit Anhalt erst in Dresden in Aussicht stellt, scheint der Kf. noch einmal in seinem Entschluss die Audienz zu gewähren wankend geworden zu sein.

¹ Zwischen diesem Schr. des P. und dem vom 9. Febr. fehlen uns die in der Antwort Ph. L. vom 13. April erwähnten Schr. vom 28. Febr., 17., 20., 29. März und 6. April. Ph. L. sagt: „Den tödtlichen abgang herzog J. C. gemahlin haben wir mitleidenlich vernommen. Und geraicht uns solcher bericht von dir zue gnedigem gefallen. Stellen dasjenig, wie es mit den gefangenen ergangen sein soll, an seinen ort. Allein wollen wir des fernerer verfolgts, wie es mit der begrebnus gehalten würdet, gewertig sein“ (ebd. Conc.). Pf. Karl sagt in seinem S 305 A. 1 angeführten Schr. vom 26. April: „Wie es aber mit der andern bezüchtigten person, dem Polacken, noch beschaffen, davon können wir nichts gewises schreiben, allein das gesagt wil werden, er habe aus verzweiflung eben zu der zeit, als die herzogin verstorben, in seiner custodien sich erhenkt“.

„Herzog Johann Casimiri gemahelin ist zu Heidelberg in der kirchen zum h. geist, doch nicht ins chor, sondern gegen der canzel uber fur ihren stuel mit furstlichem pomp stattlich und herlich begraben, auch von dem jungen herren und beeden freulein und der churfurstlichen wittib der gräfin von Neuenar begleitet worden. Der hofprediger hat ein wnnderbarliche predigt getan und darin furnemlich vom elend der menschen, und woher das komme, und wie man sich in dasselb recht schicken solle, gehandelt. Unter andern ursachen alles elends, so hohen und niedern personen begegnen mag, in die innerliche und eusserliche sund abgeteilet und dabei gemeldet, das hohe personen mit innerlichen sunden, die sie vor der welt lang bergen und heimlich halten, gemeinlich mehr als he-mainle leut behaftet; doch bränge sie gott entlich auch ans liecht. Darumb man jederzeit in der forcht gottes wandeln und sich den leidigen stolz, hochmuert und uppigkeit nit solle verfahren lassen. Hat auch entlich, als er in specie von der abgestorbenen herzogin zu reden kommen, mit grosser exclamation die ganze gemeind erinnert, sie wollen von dieser furstin ein exempel nehmen und der göttlichen warheit länger nit also mutwillig widerstreben; denn hoch-gemelte furstin entlich mit grossen reuen erkennet und herzlich beweinet, das sie so viel jahr fursetzlich der warheit widersprochen und solches nit die geringste ursach alles ihres elends gewesen; habe aber dem allmechtigen darumb desto mehr zu danken gehabt, des er sie noch vor ihrem end erleuchtet und in ihrer blindheit und hartneckigkeit nit sterben und verderben lasen etc. Ob nun aber diesem in der warheit also, daran zweifeln viel guetherziger christen. Denn man keine jungfrau aus dem frauenzimmer (ungeacht I. F. Gn. solches mehrmaln begeret) zu ihr,¹ noch viel weniger sonsten jemand unser wahren A. C. kommen lassen. Allein sind bei ihr gewesen diejenigen, welche I. F. Gn. in ihrer gesundheit so gar wol nit dulden konnen, als der itzig marschalk Bock² sambt seiner hausfrauen, D. Tossanus, der hofprediger, secretarius Kolbinger, D. Postius und etliche andere wenige personen. . .

Herzog Johann Casimir solle mit eim fräulein von Nassau in heirat stehen. Und nachdem I. F. Gn. kurz vor ihrem abreisen naher Cassel begebunden bevehl litera D. notirt an den schultheissen zu Heidelberg ergehen lassen, hat sich darauf begeben, das verschiener tagen etliche burger, welche den sonntag Jubilate zu Stein-ach am Neckar unter dem Landschaden communicirt, als sie wieder anheimbs kommen, furgefordert und mit gefengnis gestraft worden.³ . .

Mb., 336|20 f. 106. Or.

354. Priuli an Montalto.

(Protestantische Absichten auf Jülich und gegen Spanien. Navarra sucht Geld in Italien aufzunehmen. Sächsische Aeusserungen über Navarras Religionswechsel.)

31. Mai

10. Juni
Florenz

Hier hat man Nachrichten aus Deutschland „di buon loco“, dass die protestantischen Fürsten, in der Besorgniss, dass Spanien

¹ Vgl. La Huguerye, Mém. III, 328.

² Johann Bock von Erpfenstein, Hofmarschall seit 1588 (Widder I, 50).

³ Vgl. No. 313.

bei dem bevorstehenden kinderlosen Ableben des Herzogs von Kleve sich des Herzogtums bemächtigen wolle, sich entschlossen und vereinbart hätten eine starke Summe Geldes zusammenschliessen und jährlich „pro rata“ zu erhöhen „per servirsi di esso nel mover guerra aperta alla M^{ta} cat^{ca} nei suoi stati, subito che fusse per la M^{ta} S. intrapreso ogni minimo castello della iurisdittione del sodetto ducato di Cleves“. Dieser Verdacht der Protestanten scheint durch die „li mesi passati“ aufgefangenen Schr. des Königs an den Herzog von Parma entstanden zu sein, „con le quali gli era data commissione che mancando esso duca de Cleves entrasse subito con le armi in quel paese et impatronirsi di esso“¹ Weitere Nachricht aus Deutschland, dass die Minister Navarras aus Mangel an Geld für die Werbungen, da die Darlehen der prot. Fürsten und Englands nicht ausreichen, „ricercano il supplemento in diversi luoghi d' Italia. . . . Gli huomini di questo ambasciatore del duca di Sassonia (che come ho scritto si ritrova di quà) dicono a quelli, che parlano con loro, che li principi protestanti, sebene scuoprono, che Navarra sia resoluti di dichiararsi catholico, gli daranno mondimento del continuo et in ogni occasione tutti quelli aiuti che potranno.“² Hier in Florenz ist ein Diamant im Wert von 12 000 scudi, auf den man 50 000 aufzunehmen sucht, wohl von den Ministern Navarras in Deutschland hierher geschickt.

Rom, Firenze 12 f. 56. Cop.

1. Juni
Dresden

355. Krell an Christian von Sachsen.

Christian von Anhalt hat ihm beiliegendes Schr. von dem bewussten Mann [Schomberg] geschickt; „daraus E. Ch. Gn. erstlich einen ungrund, sovil des landgrafen diner und S. F. Gn. derhalb getan suchen, si vera sunt, quae proponuntur, befinden. Zum andern, so werden auch E. Ch. Gn. gnedigs vermerken, wi so gar wahr es ist, das E. Ch. Gn. sich allezeit von disem manne nauer sachen vormuten. Mein untertenigster rat ist, E. Ch. Gn. tun ihm nit geringste vertroistung im wenigsten und lassen sich auch der andern sachen halben nicht ein.“ . . .

Dr. 7281. Eigh.

¹ Vgl. Ehses I. 2, 459 f; 466; 468; über ein von den Generalstaaten aufgefangenes Schr. Philipps II. an Parma, 20./30. Jan. 1590, S. 327 A. 1.

² Am 8./18. Juni berichtet Priuli hierüber: „Intendo per buona via, che questo ambasciatore del duca di Sassonia, che si ritrova di quà, ha riferito (di certa scientia) a persona sua confidente et discreta, che la pretensa regina d'Inghilterra essorta il Navarra a dechiarirsi cattolico; ma che simile officio non era già stato sin hora fatto dal duca di Sassonia* (Rom a. a. O. f. 57, Cop.).

356. Starschedel und Zündelin an Christian
von Sachsen.

3. Juni
Florenz

(Aufnahme in Ferrara und Florenz. Audienz beim Grossherzog. Luxemburg beim Papst. Spanische Praktiken. Wandlungen der Politik Sixtus V.)

Ankunft zu Ferrara 11. Mai; im Schloss aufgenommen und bewirtet; 12. Besuch bei „Don Caesare de Este“; 13. dessen Gegenbesuch; Audienz beim Herzog zu „Mesole“ (Werbung sitzend und mit bedecktem Haupt); lange Gespräche und Abendtafel.¹ Am 14. nach Ferrara zurück; am 21. in Florenz; empfangen vom marchese de Malaspina und einem andern Edeln; im alten Palast logirt. Am 22. Audienz beim Grossherzog; von seiner ausführlichen Antwort soll nach der Heimkehr gründliche Relation geschehen; Gespräch von einer Stunde über den jetzigen Zustand Deutschlands, Welschlands und Frankreichs. Sie sollten die Rückkehr des Grossherzogs von „Senis“ abwarten und inzwischen alles, namentlich Pisa und den jetzt neu befestigten „Port Livorno“ besichtigen. Vor einigen Tagen kehrten sie nach Florenz zurück. Sobald der Grossherzog zurück, hoffen sie auf Abfertigung.² Ausführlicher Bericht über die Werbung des Herzogs von „Lutzelburg“

¹ Am 16./26. Mai schreibt Minucci an Baiern aus Venedig: „Apud Ferrariensem cum essem, supervenit ipsius Saxonis legatio ampla et honorifica. Legationis principes erant Otto Starschedel Torgensis praefectus, quem aliqui Augusti electoris filium illegitimum fuisse suspicantur, et Wolfgangus Zundelinus cum nobilibus torquatis strenuisque potioribus multis; at ambo illi graves et modesti linguarumque latinae, italicae et gallicae periti. Recta contendunt in Hetruriam, inde nescio an etiam in Urbem; neque enim expiscari certo potui. Credo futurum id quoque in magni ducis arbitrio; illi tamen vel ipsam pontificiam terram haeretici quippe haud dissimulanter metuebant. Interrogabant idcirco, quonam modo illa praetermissa Florentiam pervenirent, ignari forte esse iam perpetratum, ut Romam quoque tuto ire possint. Consilia puto esse de pacanda Gallia, id enim audio Protestantibus esse cordi, ne tandem involvantur et ipsi iisdem turbis“ (Ma. 311/3, eigh.).

² Ein Schr. Ferdinands von Toskana, Florenz 8./18. Juni, mit Dank für die Werbung der Gesandten, auf deren Bericht er verweist, Dr. a. a. O. Or. Ebd. ähnliche Schr. von Alfons von Ferrara, Mensole 14./24. Mai, Cesare da Este, Ferrara 13./23. Mai, Orr., Vinzenz von Mantua, Mantua 17./27. Juni, Cop. Am 20./30. Juni berichtet Dornberg dem Kaiser aus Rom, der sächsische Gesandte, ein Sekretär des Herzogs, der im Namen der deutschen Fürsten für Unterstützung Navarras sechs Millionen Gold angeboten habe, aber nicht hieher kommen werde (was D. schon am 13./23. Juni gemeldet hatte), sei in Venedig unbestimmt, aber zu seiner Zufriedenheit, von Ferrara unter Hinweis auf dessen Vassallenverhältniss zum Kaiser ablehnend beantwortet worden; über die Beantwortung in Florenz habe er nichts erfahren können, „se non che questa persona [der Gesandte] si è lassato intendere d'haver avviso, non so se di Germania o di Franza, che la regina d'Inghilterra debbi haver scritto a Navarra et essortatolo per meglio dissimular il suo intrinseco et per conseguir il regno dechiararsi cattolico“ (Wh. Ms. 595, VII, Or.).

3. Juni Florenz beim Papst, der ausserdem von Venedig, Toskana und etlichen vornehmen Kardinälen auf das bedrohliche Vordringen der Spanier in Italien aufmerksam gemacht wurde; Praktiken Spaniens und Savoniens „in der Provinz und Marsilien“, bei deren Gelingen auch der Kirchenstaat unter spanischen Zwang geraten würde. Dazu die grosse Insolenz der spanischen Diener; ein Doktor von Neapel soll im Namen des Königs protestirt haben: „würde der babst den konig aus Frankreich wider aufnehmen, so wölle der konig wider solches als eine begangene nullitet protestiren, auch dem babst leviren alle geistliche einkommen, so er aus Spanien hette, von solchen actu auch ad concilium liberum, welches er selber convociren wölte, hiemit appelliren.“ Der Papst nahm dieses alles so auf, als wolle man ihm bereits nach dem Szepter greifen; beim Ruin Frankreichs würde es noch schlimmer. Am Meisten soll aber den Papst zu Gunsten Frankreichs die gewisse Hoffnung auf Bekehrung des jetzigen Königs von Frankreich bestimmt haben, der unmöglich als Nichtkatholik König bleiben könne, da alle vornehmen Befehle und Aemter in Händen katholischer Herren seien; man würde sonst den Kardinal von Bourbon zum König aufwerfen. Auf die Nachricht vom Tod des Kardinals und von der Absicht des Königs von seiner Religion nicht zu weichen soll sich jetzt der Papst wieder völlig auf die spanische Seite gewendet haben,¹ da er sich nicht darauf einlassen kann an Spanien einen sichern Feind und an Frankreich, mit dem er sich der Religion wegen nicht einlassen kann, einen ungewissen Freund zu haben. Da die wälschen Fürsten die hieraus für sie erwachsende Gefahr erkennen, sind grosse motus in Italien zu befürchten. Hierüber mehr bei anderer Gelegenheit, da von diesem Ort es nicht alles also sich schreiben lässt.² . .

Dr., 8274 f. 36 ff. Eigh. (Starsch.); pr. Stolberg 6. Juli.

¹ Vgl. Gött. Gel. Anz. 1900 S. 555 f. Am 6./16. Mai schreibt John Wroth aus Venedig an Camerarius, der Papst habe am 2./12. die Weihe der Fahne für seinen Nepoten vollziehen sollen, der als sein General nach Frankreich gehen werde und vor den Vertretern der Ligue bei seinem Schwert geschworen habe den König lebendig oder tot nach Rom zu bringen (Bm. Coll. Cam. XIV, eigh.). Dagegen meldet eben damals, am 5./15. Juni, der toskanische Gesandte zu Rom, der Papst habe auf die Nachricht von der sächsischen Sendung an die italienischen Fürsten und von der Absicht der deutschen Fürsten sich Spaniens französischer Politik zu widersetzen, offen geäussert: „Di noi non potranno dolersi, perchè noi non faremo cosa alcuna“ (Desjardins V, 138 f.).

² Am 7./17. Juni schreiben Starschedel und Zündelin aus Florenz an (Krell), sie hätten ihm aus Ferrara schreiben wollen, es aber, da sie den Herzog nicht dort trafen und keine Gelegenheit hatten mit andern umzugehen, „mehr aus mangel gewisser materien zu schreiben dann aus unserm freien willen“ bisher unterlassen. Sie seien am 21. Mai (die Datirung ist in diesem Schr. nach dem gregorian. Kalender) nach Ferrara gekommen, am 23. zur Audienz in Mesola gewesen, am 3. Juni in Florenz eingetroffen und am 5. in Audienz vom Grossherzog empfangen worden, der sich mit ihnen ungefähr in folgendem Sinn unterredet habe: er sei eifrig bemüht um Erhaltung der gemeinen Freiheit und Dignität gegen übergrossen Ehrgeiz und Gewalt etlicher

357. Schomberg an Christian von Aphalt.

4. Juni
Guten-
brunn

Erhält diese Stunde ein Packet von Palavicino durch den in England residirenden kgl. Gesandten, an mons^r de Fresnes adressirt, mit Copp. von Schr. des K. an die Königin und den Gesandten, sowie der Freunde des Gesandten in Frankreich. „Es ist mir in meiner trubsal ein grosser trost, das der konig und seine Diener mich vor den halten, der ich bin, das ist ein aufrichtiger, erlicher, treuherziger diener der K. Mt. Das mir I. Mt. derselbigen sachen nicht alleine in Deutschland, sondern auch in anderen fremden landen auftragen, das mochte ich wol uberhoben sein, dann mit wenig muhe ist mir auch wol gedienet; weil es aber I. Mt. mir aufadt, so verrichte ich es auch mit allem fleiss und treu. In Italien haben gott lob E. F. Gn. eine probe davon. Ich hoffe, es soll in Lothringen auch nach K. Mt. wunsch und begeren gehen. Vlleicht verleihet gott haussen auch noch glucke“. Bittet Chr. stets sein gnädiger Fürst und Herr zu bleiben und ihn in des Kf. von Sachsen Gnaden und Gratia konserviren zu helfen, „denn in I. Ch. Gn. dinsten will ich, so lange mir gott das leben gonnet, gut und blut auf und zusetzen. Es hat mir des koniges agent von Prage einen lacqueien geschicket und suchet umb den bewusten bescheid an, welche ich ihm unser abrede nach tue.“

Der Kaiser soll etwas schwach und die Pffingstage nicht aus dem Gemach gekommen sein. Der König weist seine Gesandten, da er ihnen kein Geld zustellen kann, alle an ihn; auch der Agent bittet dringend um Geld; will es bei seinen Freunden aufzubringen suchen. Chr. weiss, warum er seine Briefe und Packete nicht durch einen seiner Diener an den englischen Gesandten überantworten lässt und daher Chr. damit belästigen muss. „Der Palevicino ist schellig in seinem schreiben, das er mich nicht zu Dresden angetroffen. E. F. Gn. wissen meine erhebliche ursache, welche ich ihm doch nicht melde“.

Zerbst. Elgh.

und stärke sich, da dies für ihn allein zu schwer, mit vieler wälcher und ausländischer Fürsten Hülfe. In Wälchland gelte der Grossherzog für noch verständiger, erfahrener und beherzter als seine Vorfahren und viele Verständige seien der Meinung, „er regire den papst mit seinen anschlegen“ und habe ihn bis zum Abfall von Spanien und zur Beförderung des Friedens in Frankreich gebracht, welcher Meinung aber doch auch vieles widerspreche. Ein vornehmer Rat des Grossherzogs bekenne jetzt, der Papst verhandle jetzt, nachdem seine Hoffnung auf Bekehrung Navarras fehlgeschlagen, neue Anschläge zu dessen Untergang mit Spanien und Savoiem; bekehre sich Navarra nicht, so sei die Losreissung der Provence von Frankreich zu Gunsten Spaniens zu besorgen, wozu die Armada in Sizilien und Neapel und das deutsche Kriegsvolk bestimmt seien. Dagegen „tichtet und trachtet der grossherzog tag und nacht“, weshalb auch der Hafen von Livorno befestigt worden sei. Sie alle hätten aus vielen Ursachen „(welche ihr zum teil auch ohne mein schreiben wohl versteht; die andern und zwar allesamt will ich euch zu unser widerkunft selbst vormelden)“ sonderliches Verlangen wieder in Deutschland zu sein. Noch einmal wiederholen sie, der angebliche Einfluss des Grossherzogs auf den Papst sei zweifelhaft; von den italienischen Fürsten scheinere am Meisten die Venezianer auf seiner Seite zu haben, aber Ferrara müsse sich wegen des Herzogtums, Mantua wegen Montferrat mit Spanien gut stellen. — Ueber die Rückreise der Gesandten (Mantua, Verona, Innsbruck, Wien, Prag) vgl. Münchener S. B. 1882, II, 163 f.).

4.

358. Wolfgang von Mainz an Johann Casimir.

14.
Juni
Mainz

Auf J. C. Anregung einer persönlichen Zusammenkunft durch die Werbung des Burggrafen von Alzei am Auffahrtstag. Dankt für den Glückwunsch zur Besserung; doch ist er noch zu matt zum Reisen und lädt daher J. C. auf den 15. oder 16. Juli st. n. nach Mainz ein.

Mb. 414/77 f. 152. Or.

5.

359. Der Kaiser an Bürgermeister und Rat zu Köln.

15.
Juni
Prag

Hat aus ihrem Schr. vom 16. Mai nebst Beischluss vernommen, was J. C. wegen eines ausgeschafften Winkelpredigers und Religionswesens an sie geschrieben und sie geantwortet. Da J. C. sich selbst zu bescheiden weiss, dass es ihm ebensowenig gebührt, der Stadt Köln in kirchlichen und politischen Sachen Vorschriften zu erteilen, wie umgekehrt, hält er es nochmals für unnötig, sich mit J. C. in Wechselschriften einzulassen; sie sollen nur bei der katholischen Wahrheit bleiben und keiner Aenderung Raum geben.¹

Köln, Rel. Akten III. Or.

(5. Juni)

360. Sächsisches Memorial für Pallavicino.²

Dresden

(Der Kf. erwartet genauere Aufklärungen Heinrichs IV. durch einen den Fürsten annehmbaren Gesandten. Christian von Anhalt zur Führung des Heers zu berufen. Zusicherung französischer Truppenhilfe für die Fürsten. Sendung von La Noue, Châtillon oder Duplessis. Ein französischer Marschall. Bessere Versicherung. P. soll nach England zurückkehren.)

„Scriptum ab Horatio Palavicino equite S. R. A. legato in Angliam adferendum, cuius exemplum relinquitur in manibus mag^{ci} et clar^{mi} viri domini Nicolai Crelii ill^{mi} ducis Saxoniae electoris cancelarii testimonium proponendorum M^{ibus} Angliae et regis Christianissimi“.

Der Kf. wundert sich vom König noch keine Antwort auf sein Schr. aus Kassel vom 3. April erhalten zu haben, kann aber jetzt keinesfalls etwas vor Beantwortung „presentis scripti“ beschliessen. Der Kf. ersucht mit den übrigen ev. deutschen Fürsten den König um Aufklärung über viele wichtige Dinge durch Schr. und einen Gesandten, „qui pietate, nobilitate et virtute possit principibus esse gratus et acceptus“, insbesondere offene Aeussereung des K. über seine zur Zeit in Deutschland befindlichen Diener sowie eingehende briefliche Darlegung des Stands seiner Sachen, der Aussichten auf Unterwerfung der rebellischen Städte, der militärischen Lage auf

¹ Vgl. No. 327.² Die Audienz P. beim Kf. fand zu Dresden am 3. Juni statt (Sachsen an Brandenburg, Dresden 9. Juni, ebd. Conc.; die Werbung P. (vgl. No. 341), ebd. f. 294 ff.; die Antwort des Kf., ebd., gedruckt bei B. G. Struvius, Acta litteraria II, Jena 1717, S. 104 ff.). Ein Schr. des Kf. an K. Elisabeth vom 5. Juni bei Rymer VII, 35 f.

beiden Seiten, der Absichten der Gegner, „postremo de religione sua et suorum, qui reformatam profitentur“. Da der Krieg wohl lang dauern wird, wünscht der Kf. briefliche „consilia“ des Königs über die Kriegführung. Die Fürsten wünschen Führung des deutschen Heers durch einen deutschen Fürsten; der K. möge sie um Christian von Anhalt ersuchen und diesem die gleichen Bedingungen zusichern, wie sie Johann Wilhelm von Sachsen zugestanden wurden. Die Fürsten beantragen ein Heer von 6000, mindestens 5000 auserlesenen Reitern und 8000 Knechten nebst entsprechender Artillerie und wünschen „admonitionis gratia tantum“ und nicht weil sie unbillige Behandlung des Heers besorgen, „ob rerum perturbationes, que similibus casibus contingere solent“, Vorschläge des K. über Unterhalt und Auszahlung der Truppen. „Ex parte regis videntur expectare principes, ut a predicto rege in mutuum amicitie et benevolentiae signum hoc tempore declaretur, que auxilia sit principibus concessurus casu quo a publicis hostibus bello peterent statusque Germaniae aliquo modo in damnum publicum turbaretur. Cumque non dubitetur regem regie cum illis tractaturum, tamen videtur, quod si bis mille equites et sex mille pedites galici nominis selecti per tres menses suis propriis expensis conducti in auxilium Germanorum principum a R. M^{te} promittantur tempore suae confirmationis in regno forte satisfacturam“.

Wegen des deutschen Heers soll der K. zur Verständigung mit dem Kf. sobald als möglich La Noue, Chastillon oder Plessis nebst einem des Deutschen kundigen Begleiter schicken. De Fresnes kann nach Deutschland zurückkehren und bei den Fürsten bleiben. „Quod si rex Christianissimus postulabit, ut ita exigente necessitate marescalcus aliquis sui regni Francie exercitui Germano nomine regis aliquo tempore demandaret [!], existimatur principes hac in re hoc regi facile cessuros. Finis omnis auxilii erit, ut vera religio propagetur et rex in regno suo conservetur et confirmetur“. Die Fürsten ersuchen um eine Versicherung in besserer Form für die von ihnen für das Heer auszahlenden Summen. „Ita videri ab omnium principum, presertim ill^{mi} principis ducis Saxoniae electoris deliberatione animique propensione erga regem ei non defuturum predictum exercitum Germanicum, favente ser^{ma} Angliae regina, loco et tempore necessariis, eaque de causa hortatus fuit eius M^{tis} legatus, ut quam primum redeat in Angliam et eius Cels. consilium S. M^{tis} declaret“.¹

Dr. 9305, I. f. 324. Eigh.

¹ P. musste in Dresden noch versprechen, die Benachrichtigung der andern Fürsten über seine Rückkehr nach England und ihre Ursachen nicht selbst zu übernehmen, sondern dem Kf. zu überlassen, und schickte deshalb am 7. Juni aus Meissen Schr. für J. C. und L. Wilhelm an Krell, den er auch um Aufklärung des Königs ersuchte (Dr. ebd. f. 326, eigh.). Trotzdem schrieb er unter gl. Datum an den L. W., da ihm der Kf. eine Verabschiedung bei W. unmöglich gemacht habe, und bat um ein Schr. an die Königin sowie um Entschuldigung beim König, dessen Gesandte nichts Näheres davon wüssten (Marb. Frkr. 1590, II. eigh.). Er richtete aber noch am 6. Juni ein Schr. an Schomberg, er sei an diesem Hof zu der Erkenntniss gekommen, „que

8.

361. König Heinrich IV. an Des Réaux.¹

18. Juni Lager zu angeregte Verhandlung mit Lothringen; J. C. und andere Fürsten sollen Auber-
viliers selbst die Vermittlung versuchen.)

„Monsieur de Réau! J'ay receu vostre lettre du premier de ce moys avec l'addition du quatriesme, ensemble la copie de celle que mon cousin monsieur le duc Casimir vous a escripte et de la responce que vous y avez faicte. Je croy que ce qu'il dict de l'exception, soubz laquelle il y pence que le feu roy et moy eussions voulu bailler le pouvoir, duquel il parle, luy procède d'affection qu'il a au bien de mes affaires, où je congnois assez que le commandement de l'armée que je pourray avoir d'Allemagne estant entre les mains d'un prince mesmes de sa qualité et expérience seroit de plus d'auctorité que en la personne du sieur Caspard. Mais prétendant qu'il appartient à son estat de feltmarchal d'y commander, s'il n'y a autre ordonné pour cest effect, il a désiré d'estre honoré de luy en laisser la charge par pouvoir spécial, plus néantmoins pour le respect des autres forces qui s'y pourroient joindre par chemin tant de François que de Suisses, comme lors qu'il fut dépesché l'on estimoit qu'il y en pourroit avoir, et aussi à fin qu'il fut mieulx recongnu et assisté par les gouverneurs et villes de mes provinces, où son chemin s'adresseroit, attendant que autre fust allé recepvoir et prendre la conduycte de la dicte armée de ma part, que pour besoiing qu'il eust pour le regard des reistres de plus ample pouvoir que celluy que son dict estat luy attribue. Et sur ce le dict sieur duc peult, s'il luy plaist, considérer, puis que n'avoit à passer par les mains dudict Caspar Schomberg pour la poursuite et levée de ce

noz travaux sont esté et seront en vain avec ce prince et les autres, jusques qu'il aye response du roy . . . à ses lettres“; er habe daher den ihm selbst unerwarteten, aber in dieser Lage besten Entschluss gefasst über Stade zur Königin zu reisen, um wenigstens die Hilfe für das Frühjahr zu ermöglichen. Indem er sich wegen seines nur brieflichen Abschieds bei Sch., Sancy und de Fresnes entschuldigt, spricht er seine Zufriedenheit darüber aus, dass Sch. mit der Uebertragung des Oberstenamtes einverstanden sein werde, und rät ihm, sich auch betreffs des Feldmarschallamts im Interesse der Sache zu moderiren (Marb. a. a. O. Cop., vollständiger deutsch Dr. a. a. O.). Schomberg schiekt am 4. Juni aus „Gudeborn“ zwei Schr. an Christian von Anhalt. Das eine meldet, der „Elbrausch“ habe sein Gehirn so verwirrt, dass er gestern vergass Palavicino das Schr., das er für diesen vom K. zu Liebenwerda erhalten, in Dresden zu lassen; er schiekt es nebst versch. Copp., auch des kgl. Schr. an ihn, hat aber alles über Ancel ausgelassen, da dies niemand zu wissen braucht als der Kf., Chr. und wem es der Kf. sonst vertrauen will; Cop. des ganzen Schr. für den Kf. liegt bei, ev. Brandenburg mitzuteilen; an diesen schiekt er durch Linar ein Schr. mit der Bitte um Antwort auf das eigh. Schr. des Königs durch Baradat (Zerbst eigh.). Das 2. Schr. Sch. an Anhalt No. 357.

¹ Aufschrift: „Extrait de la letre'escripte au monsieur de Réau du 18. juing 1590 au camp de Sa Mté à Auberviliers“.

secours, si on n'eust voulu du tout le faire l'ennemy; dont il n'estoit saison de luy donner subject pour n'y en avoir que trop qui sous occasion prenoient le parti de l'ennemi, s'qu'il [!] n'eust esté à propoz de le mal condander [!]. D'ailleurs i fut ausy considéré que ayant à tirer le dict sieurs [!] de la bource des princes, si l'on s'adessoit à quelqu d'eulx pour accepter la dicte charge, les autres s'en pourroient prendre jalousie et de là naistre ung refroidissement de leurs bonnes volonteiz et faveurs en l'affaire qui n'avoit pas besoing d'i apporter ceste difficulté ny autre. Il me souvient touteffois qu'il dict au feu roy que, sy quelque prince y vouloit venir, comme mesmes il tascheroit de en disposer, il scauroit bien garder le respect qui leur est deu, qu'ilz auroient occasion de s'en contanter, à quoy je me suys ausy attendu en luy renouvelant son pouvoir qui a esté fait du tout semblable au premier. Et d'aillant que je fais estat assuré de l'amitié dudict duc, vous scaurez ausy la recommandation spéciale que je vous avois faite pour son regard,¹ je suys content que vous luy faciez entendre ces particularitez, espérant qu'il en jugera les considérations susdictes sy raisonnables et nécessaires à l'estat présent de mes affaires, qu'il n'imputera ce qui a esté fait à mespris du mérite de leur amitié, mesmes de la sienne, et ne laissera de sa part de m'en rendre les bon et prompts effectz, que j'ay besoing pour me garentir de grands effortz que l'Espagnol se prépare de faire contre moy et dont je veoy que l'orage est pour me tomber bientost sur les bras et en divers endroitz, pour ne me donner loisir de prendre quelque establissement; dont je scai que le dict sieur duc et les dictz princes congnoistront sy bien la concéquence pour leurs estatz qu'il n'est besoing leur représenter, mais estant aydé de leur part, comme je me promettz qu'ilz ne s'y voudront espargner, j'espère tout de la bonté de dieu en la juste cause que je soustiens qu'il m'y continuera sa protection, comme il a fait jusques à présent, et affermira l'estat de ceste couronne entre mes mains, pour estre encores la barrière et rempart de bons amis d'icelle contre l'effrénée ambition de celluy qui veult soubmettre tout ce monde à ses volonteiz. Quant à ce qui touche la négociation, de laquelle il vous mande que ledict Caspar Schomberg an a parlé, sy ce a esté comme de chose que j'aye voulu rechercher, il n'a suyy en ce mon intention ny les termes de la première ouverture quy en a esté faite; et affin que vous en puissiez mieulx informer ledict sieur duc, je vous diray que ledict Schomberg me feist entendre que les princes d'Allemagne ne voudront que je feisse la guerre au duc de Lorraine,* tant pour ce qu'il est prince de l'empire et parent de la pluspart d'eulx, que pour n'attirer sy près de leurs estatz les armes françoises et espagnoles, qu'ilz désiroient plustost que je le voulusse recevoir en amitié et faire paix avec luy, à quoy ilz s'emploieroit, sy je l'avois agréable et qu'il prévoit, sy je n'y voulois entendre,

* Chiffre: Z. Auflösung: „duc“, weiter unleserlich.

¹ Vgl. No. 279.

8.
18.
Juni
Lager zu
Auber-
villers

que cela pourroit empescher le secours que j'attendois de leur part. D'ailleurs le grand duc de Toscane son gendre qui se montre fort affectionné en mon endroit m'a dès longtemps fait faire semblable instance, afin que le fait de son beaupère ne l'empeschoit de me rendre les bors offices que je puy attendre de luy. J'ay bien voulu en cela leur faire congnoistre, en quelle estime j'ay leur amityé, m'estant volontiers lasché à leur désir, que verrez, de quelle façon j'en ay escript au dict sieur Schomberg, par l'extraict que je vous en envoie avec la présente,¹ ne voulant pas aussy vous nier que je n'eusse esté bienaisé, comme vous avez escript à mondict cousin, pour commencer à dissouldre la Ligue par le chef de la maison; et sy vous avez receu des lettres que je vous escrivas au commencement que vous fustes arrivé en Allemagne,² vos aurez veu que je désirois que vous fissiez sonder par le moyen de mon dict cousin comme de luy mesmes le dict duc de Lorraine, s'il s'en vouldroit mettre à la raison, et prendrez tousjours les offices que feront en cela mes amys, selon que leur bonne intention mérite; mesmes je seray trèsaysé que lesdictz princes s'y employent, sy leur plaist, comme venant d'eux; néantmoins assurez que je condescendray pour cest effect à toutes conditions raisonnables, espérant que ce contantement au moins me demourera, s'il n'en sucède autre chose, qu'ilz conoissent la mauvaise affection dudict duc, en sorte qu'il n'aura après appuy ny support de leur part et que dieu, quoy que les impeschemens que j'ai à présent luy donnent relasche, ne permettra pourtant qu'il s'esjouisse longuement de l'avantaige qu'il veut tirer sur ceste couronne."

Ma. 544/15, f. 325. Cop. (chiffirt).

8. 9. **362.** Werbung des Arnold Buys beim Kanzler Krell.
Juni (Angebot des Protektorats an Kursachsen von Seiten niederländischer Stände. Sächsische Antwort.)

B. erklärte von etlichen Ständen in Holland, Seeland, Friesland und Utrecht beauftragt zu sein. Die Stände seien seit dem Abzug der 7000 M. englischer Truppen nicht mehr genügend geschützt „und zu besorgen, das dise lande andere an sich nemen und unter ihre gewalt bringen mochten. Derwegen sie bedacht, sich in S. Ch. Gn. schutz zu begeben und an S. Ch. Gn. deshalb zu schicken, wie solches alles die legation weiter mit sich bringen wurde. Itzund solte er nur vernemen, ob S. Ch. Gn. leiden konten, das an S. Ch. Gn. derwegen schickung von ihnen geschehe“. Ein Schr. von den Ständen habe er nicht, wegen der Unsicherheit „und sonderlich weil sie solches noch nicht öffentlich tun durften“. Die Werbung sei ihm aber von den Vornehmsten, wie Admiral „Varemondt von Diefurde, Gerhardt von Bulgess, Wilhelm von Rapart, Johann von Wingaroden,

¹ Vgl. No. 303; 316; hiezu Mém. d'Etat II, 302 f.

² Vgl. S. 218 A. 2; No. 279.

Peter von der Tuss und sein vater Paulus Buss“ anbefohlen und die Schickung würde vermutlich dahin gehen, „das ihnen S. Ch. Gn. kriegsvolk uf ihren kosten zuschicken solten, welchs si dan wol unterhalten konten, da die lande monatlich ein 2 tonnen goldes geben konten.“ Die Obigen hätten es aber noch nicht an die andern Staaten gebracht, da sie zuvor des Kf. Gemüt vernehmen wollten. Antwort am 9. Juni auf Befehl des Kf.: eine wichtige und hochbedenkliche Sache; kein Schreiben; die Staaten noch nicht einig; die Werbung nur im Namen weniger Personen. Ehe sie an den Kf. oder sonst jemand gingen, müssten sie sich vor allem mit einander vergleichen. Die Staaten sollten dabei ja die K. von England nicht vor den Kopf stossen oder sonst offendiren. Doch könne der Kf. niemandem wehren an ihn zu schicken. Wenn sie alle einig sein und sich dann an ihn wenden würden, wolle er sich nach Befundung seiner Notdurft und Gelegenheit erklären. Jetzt sich weiter zu äussern trage er Bedenken. B. übernahm es dies alles denen vom Adel aus den Staaten zu berichten; er wollte sofort wieder nach Holland gehen. „Actum die et anno ut supra.“¹

Dr. 8285. Abschickung derer Herr General Staaten an Chur Sachsen anno 1590—1591|92. Conc. (Krell.)

363. Wolfgang von Mainz an Johann Casimir.

9.
19.
Juni
Mainz

Auf Ersuchen der zu Köln versammelten Räte und Gesandten des kurrheinischen, oberrheinischen, niederländisch-westfälischen und niedersächsischen Kreises und wegen der offenkundigen schweren Schädigung der benachbarten R. Stände durch das spanische und staatliche Kriegsvolk schreibt er einen R. Deputationstag nach Frankfurt auf den 16. September stylo novo aus.²

Mb. 414|77 f. 2. Or.

¹ Vgl. Gött. Gel. Anz. 1900 S. 546 f. Dass bei den Generalstaaten eben damals eine Anregung mit den deutschen Fürsten in Verbindung zu treten durchaus ablehnend behandelt wurde, berichtet ein Schr. des Grafen Wilhelm Ludwig von Nassau vom 31. Mai (Prinsterer II. 1. 136 ff.). — Ueber den Vater des Abgesandten, Paulus Buys, vgl. van der Aa I², 477 f; neben diesem bekannten Politiker führt die Werbung noch an Jan von Davenvoorde, Herr von Warmond, seit 1576 Admiral von Holland (van der Aa IV² 130), Gerrit van Poelgeest (ebd. IX², 113), Pieter van der Does, 1588 Vizeadmiral (ebd. IV², 65 f.), sämtlich hervorragende Persönlichkeiten; die beiden hier genannten Mitglieder der edeln Geschlechter van Wyngaerden und van Rappard vermochte ich nicht näher zu ermitteln.

² Ueber den Kommunikationstag der vier Kreise zu Köln 16./26. Mai ff. vgl. S. 310 A. 2; Hassel in der Z. f. preuss. Gesch. IX, 336 ff. Der Abschied vom 27. Mai/6. Juni beschloss, „obwol uber alle zuversicht der schwebischer kreis ausblieben und sich entschuldigt“, trotz der Beschwerde des westfälischen über den Aufschub Mainz um Ausschreiben eines Dep. Tags zu ersuchen, da diese Kreise zu schwach seien, inzwischen im Notfall Hülfe gemäss der Exekutionsordnung zu leisten, daher alle Stände in Bereitschaft zu halten und eine Gesandtschaft an die kriegführenden Parteien vorzubereiten, deren Teilnehmer nach Eintreffen des Geleits zu Köln ihre Instruktion und Kredenz

9. Juni
Ulm

364. Sancy an Landgraf Wilhelm.

(Unterstützung Heinrichs IV.; Verläumdung seiner Gesandten; das Verfahren mit den Geldern Nevers' in Frankfurt.)

Auf W. Schr. 30. Mai. Seine Zeitungen (beiliegend) wissen nichts von S. Denis u. s. w. Die Abdankung bezieht sich wohl auf die Reiter Kriechingens. Selbst die Einnahme von Paris würde aber kein Grund sein dem K. die befreundete Hand zu entziehen. . . „Ingratus in deum et beneficiorum eius contemptor est, qui egregias rerum conficiendarum occasiones datas a deo negligit et otiosus exitum a deo exspectat. Si aeternum conflictari nos cum hostibus C. V. patiat, quem sperare ex regis amicitia fructum potest?“ Was den Vorwurf wegen der geforderten Gelder betrifft, „ex eadem id officina prodire arbitror, ex qua et foeda illa calumnia, litteras, quas ill^{mis} principibus offerebamus, factas confictasque in his locis esse. Hoc quam falsum fuerit, ill^{ma} C. V. Baradatio adveniente cognovit.“ Das von Württemberg erbotene Geld soll W. zu Händen und zur Verfügung gestellt werden. Die Vertreter des K. in Deutschland stehen sämtlich mit Gut und Blut für den König ein. Die Verläumdungen stammen von denen, „qui turbare res nostras et auxilia retardare, donec hostis vires resumpserit, modis omnibus conantur“. . . Geht von hier nach Nürnberg.¹

erhalten sollten (Köln, Stadtarchiv). Wegen der Gesandtschaft an Parma und die Generalstaaten vgl. G. G. A. S. 549. Am 19. Juni beantwortet Kf. Christian aus Wolfenbüttel das mainzische Ausschreiben ablehnend: wenn alle Stände den R. Exekutionsordnungen nachlebten, brauchte man diese voraussichtlich doch vergebliche Konsultation nicht; der Beschluss einer Gesandtschaft habe vielen Ständen missfallen und sei unter Protest des niedersächsischen Kreises erfolgt; er werde die Resolution des Kaisers abwarten. Dagegen riet J. C. in seiner Antwort Heidelberg 1. Juli auf ein Schr. Sachsens vom 25. Juni zur Beschickung des Dep. Tags und zu festem Zusammenstehen der weltlichen Kff., da die Geistlichen, die den Fuchs nicht beißen wollten, ein Nichtzustandekommen des Tags gern sehen würden (Mb. 414/77).

² S. war schon vorher auf der Reise nach Ansbach durch Nürnberg gekommen (vgl. Bongars, epp. ad Camerarium, Leyden 1647, S. 5 f.) und ersuchte am 21. Mai zu Ansbach L. W. um Empfehlungsschr. an den Nürnberger Rat, bei dem sonst die kgl. Schr. keine Wirkung haben würden, sowie an Bremen, Wilhelm von Lüneburg, Mecklenburg und Pommern (ebd. Or.). L. W. antwortete am 30. Mai aus Rotenburg, er habe Zeitungen über die Einnahme von S. Denis und den Pariser Vorstädten sowie Abschluss des Friedens und Abdankung der deutschen Reiter sowie die Nachricht erhalten, der Nachschub solle nicht dem K., sondern dem Privatnutzen etlicher zu Gute kommen; er habe daher seinen Kammersekretär Heugel nicht nach Stuttgart geschickt und wolle sein Geld für sich behalten (Cop). S. traf auf der Reise von Ansbach nach Stuttgart den Herzog von Württemberg in Göppingen, wo er seine Werbung anbrachte, fand aber dann in Stuttgart weder Heugel noch Schr. L. W. oder L. Ludwigs vor; er bat nochmals um hessische Schr. oder Sendung am 5. Juni aus Stuttgart, von wo er wieder nach Nürnberg zurückkehrte; Württemberg habe sich, die Zustimmung anderer Fürsten vorausgesetzt, günstig erklärt (Or.) Am 17. Juni schickte L. W. aus Kassel wenigstens das Empfehl-

Schickt Schr. aus Metz. Wegen jenes Verdachtes fällt ihm 9. Juni ein, dass er im vorigen Oktober Gelder von Nevers, dessen Haltung ihnen noch zweifelhaft war, in Frankfurt „auctoritate ill^{mi} ducis Casimiri“ zurückhalten liess. Der Kg. bat dann Nevers, der treu blieb, um freie Verfügung über das Geld. Nun hatte im kgl. Heer ein Schweizer Regiment, das schon den Feldzug 1587 mitmachte, in Dieppe gemeutert, konnte aber ohne Soldzahlung nicht entlassen werden. Der Kg. befahl ihm daher jenes Geld an die Schweizer zu schicken, und erreichte die Aufhebung der Beschlagnahme bei Casimir „satis duris conditionibus. Itaque summa illa ad Helvetios mittitur.“¹ Von Friedensverhandlungen weis er nichts.

Marburg, Frkr. 1590. I. Or. (pr. Kassel 19. Juni).

ungsschr. an den Nürnberger Rat. Vergebens suchte Pfalzgraf Johann durch Schr. vom 8. Mai und 9. Juni L. W. zur Beförderung der Hülfe zu bestimmen; auf das erste Schr., das in Kassel erst am 16. Juni eintraf, antwortete L. W. am 23. Juni, auf dem Kasseler Konvent sei aus verschiedenen Bedenken nichts Bestimmtes beschlossen, sondern die Hülfe bis auf fernere Erklärung des K. verschoben worden; am 25. Juni wiederholte er seinen ablehnenden Bescheid.

¹ Vgl. S. 312 A. 2; über das Regiment Gallati Segesser IV, 12 ff; 28 ff. Am 16. Juni schreibt S. aus Nürnberg an L. W., er habe seinen Verdacht über die Entstehung jener Verläumdung bestätigt gefunden. „Namque rescivi quaesitum Francofurti, in quos usus a me et domino a Schonberg pecunia illa esset reservata; ad Helvetios eum non perlatam quidam illi affirmabant temere et falso“; er und Schomberg hätten, obwohl damals wenig mit Geld versehen, für den nötigen Unterhalt genügenden Kredit bei ihren Freunden gehabt, von jener Summe aber nicht einen Pfennig genommen, „qua maiorem, ne quid dicam invidiosius, rebus regis christ^{mi} procurandis et promovendis ipsi exposnimus“ (Marb. Or.). Unter gl. Datum schreibt Bongars ebenfalls aus Nürnberg an M. Georg Friedrich, er habe bei Würtemberg, auch ohne hessische Gesandte oder Schr., soviel erreicht, dass der K. zufrieden sein könne, und auf der Weiterreise in Ulm ein Schr. L. W. mit grundlosen Zeitungen über S. Denis u. s. w. (S. 340 Anm. 2) erhalten; das seien Possen und Tücken ihrer Feinde, es sei aber zu erbarmen, dass sich grosse Herren und hochweise Fürsten dadurch bewegen und bereden liessen (Bern, Bibl. Bongars. B. 149 No. 41, Conc.). Am 24. Juni meldet S. aus Nürnberg dem L. W., die überraschende Reise Palavicinos nach England werde der Sache des K. schweren Schaden bringen; er selbst werde von hier nach Frankfurt gehen (Marb. Or.). Die Antwort, Kassel 2. Juli, stellte die Sache des K. und die Reise P. Gott anheim; guter Rat sei besser als Ueberstürzung. Sehr bitter äussert sich Bongars in einem Schr. vom 3. Juni aus Strassburg an einen Ungenannten (Bern a. a. O. No. 36, vgl. Anquez S. 35) über die von Vorurteilen bestimmte Politik J. C., verursacht „non tant de la nature du prince très-bon et facile que des affections particulières de quelques personnes privées, qui représentent souvent à ce prince crédule la défense de son honneur, pour effacer la tâche receue l'an 1587. A quoy on ne scauroit parvenir, si ce n'est que le roy réduit à l'extrémité reconnaisse à bon escient, qu'il fault qu'il jette l'anchre de salut au seul Palatinat.“ J. C. weiss, dass der König seit 1587 keine sehr günstige Meinung von Dohna hat, „lequel, comme plusieurs pensent, bruslant d'un désir de vengeance ne peult avoir repos ny approuver aucune chose, qu'il ne se voye remis“.

10. Juni
Heidel-
berg **365.** Johann Casimir an Karl von Lothringen.

Es hätte solcher Entschuldigungen wegen der Geständnisse der gefangenen Mordbrenner, welchen ergegen K., seinen Jugendfreund, niemals Glauben geschenkt hat, nicht bedurft. Hält nicht für nötig, dass die beschuldigten Lothringer sich einstellen, verschiebt jedoch die Hinrichtung bis auf die Antwort K. hierüber.¹

Frankf. R. Angel. f. 163. no. 10021. Cop.

10. Juni
Braunfels **366.** Christoph Pezel an Graf Ludwig von Sayn-
Wittgenstein.

Hätte sehr gewünscht L. zu sprechen und wäre von Dillenburg aus zu ihm gekommen, „nisi necessariis de causis mihi hoc tempore properandum fuisset“; dankt für L. Einladung in dessen Schr. an Johann von Nassau „De domino Laverrier diligenter exquiram apud Ottonem Grunradium, cum Heidelbergam venero, quod intra triduum spero futurum“.² Schickt eine Bittschrift der Kölner Kirche, deren Sache er L. und allen Gutgesinnten ans Herz legt

„In itinere Francofordiano Brunfelsia, feria quarta pentecostes 1590.“

Berlin, Bibl. Sammlung Radowitz no. 6680. (Auszug nach Mitteilung von Herrn Pastor F. M. Cuno.)

¹ Schon am 15. Mai schickt L. Ludwig an L. Wilhelm die Aussagen einiger von J. C. in Haft gezogener Mordbrenner, die durch einen Lothringischen vom Adel nach Deutschland, besonders in die Pfalz und nach einer Aussage auch in die hessischen Lande geschickt sein sollten (Marb. Frkr. 1590, I, Conc.). Herzog Karl sandte am 7./17. Juli aus Nancy einen ausführlichen Bericht über die falschen Geständnisse der zu Boxberg verhörten Mordbrenner an den Frankfurter Rat und suchte in einem zweiten eingehenden Schr. vom 20./30. April 1591 die immer noch andauernden Gerüchte hierüber noch einmal zu widerlegen (Frkf. Orr.).

² Eben damals regte der Theologe Pezel in Dillenburg und Heidelberg die Abhaltung eines reformirten Generalkonvents an; Tossanus und Grünrade, mit denen er verhandelte, fanden dies angesichts der noch schwankenden Haltung Sachsens verfrüht und man einigte sich auf eine Zusammenkunft von je einem oder zwei Theologen aus der Schweiz, Genf, Frankreich, Kurpfalz, Zweibrücken, Wetterau, Bremen und Anhalt auf der Herbst- oder Frühjahrsmesse zu Frankfurt (Tossanus an Grynaeus, 18. Juni, Cuno II, 132). Vgl. hiezu J. W. Steubing, Biografische Nachrichten aus dem XVI. Jahrh. (Giessen 1790), S. 134 f., wo aber jenes Heidelberger Projekt mit dem Generalkonvent verwechselt wird; Beckmann III, 141. Ueber Anregungen Johans von Nassau zur Errichtung einer „Korrespondenz“ unter den Reformirten (1589, 1591, 1594) vgl. Prinsterer II, 1, 120 ff.; 153 ff.; 175 f.; 295 ff.; Cuno, Johann der Aeltere von Nassau-Dillenburg (Halle 1869), S. 65 ff. Pezel, seinerzeit als Kryptocalvinist aus Kursachsen vertrieben, wirkte damals in Bremen (vgl. Herzog, Realenzyklop. XI², 551 ff.; Cuno, Erinnerung an Olevianus S. 110 ff.). Im Jahr 1586 hatte der berühmte Theologe eine Berufung nach Heidelberg an Stelle des Grynaeus abgelehnt (Burmännus, Sylloge epp. I, 306).

367. Sobolles an Pfalzgraf Johann.

14.

24.

Juni
Metz

Lothringen hat nach Einnahme der Schlösser, „que nous luy avions enlevé et d'aultres où nous avons garnison“, gestern vor 15 Tagen sich gegen Marsal gewendet; . . . L. setzt alles an diesen Platz; die deutschen Fürsten „désormais peuvent bien juger le fonds de l'intention dudit duc et combien il estoit nécessaire de haster le secours desseigné pour S. M.“ . . . Sie können weder die Reiter noch die gewöhnliche Besatzung weiter unterhalten. Der K. will durchaus Paris zum Gehorsam bringen, um nicht immer wieder von vorn anfangen zu müssen. „J'ay ceste ferme créance qu'il s'asseuroit que nous serions secourus du costé d'Allemagne et le croit encores, pour nous faciliter la récolte prochaine, laquelle venant à nous estre interdite, on peut bien conter ce gouvernement perdu.“ Schreibt darüber an Nancy, was aber ohne Kredit und Autorität der Fürsten nicht viel helfen wird.¹

Marb. Frkr. 1590. I. Cop. (von Pf. Johann am 22. Juni an L. Wilhelm geschickt)

368. Pancratius an Pfalzgraf Philipp Ludwig.

19. Juni
Speier

J. C. ist am 11. „ganz gehlingen“ von Heidelberg aufgebrochen, wie man sagt nach Wolfenbüttel, wo etliche vornehme Kff. und Fürsten zusammen kommen sollen.²

Mb. 336|20. Or.

¹ Karl von Lothringen meldet am 24. Juni/4. Juli aus Nancy dem Pf. J. die Einnahme von Marsal, die ihm zu seiner Verteidigung aufgenötigt worden sei, und spricht die Erwartung aus, dass J. „ne voudrés persister en la familière intelligence qu'avés eue jusques à présent avec ceux de Metz, qui sont mes ennemis ouvertz et déclairés“ (ebd. Cop.). Eine Zeitung („quidam dem zu vertrauen war“) vom 4. Juli berichtet, Lothringen habe Marsal belagert und eingenommen, nachdem er sich durch einen nach Kassel u. a. deutschen Orten abgefertigten Mann vergewissert hatte, dass in Deutschland keine Werbung vorhanden sei, und wolle Metz in seine Gewalt bringen und vermutlich Spanien überantworten, da er es für sich bei dem Widerstand des R. und Frankreichs nicht erhalten werde; der Gubernator auf der Zitadelle sei ein verständiger Mann, aber seinem Bruder, dem gewesenen Gubernator zu Marsal, habe Lothringen voraussichtlich viel in die Ohren geblasen; einer der ersten Urheber dieses Handels sei „unser bischof“ (Mb. 114/2, Cop.). Vgl. S. 173 A. 1.

² Am 6. Juni kündigt J. C. eine Reise zu Braunschweig, den er wegen dessen Reise nach Dänemark von Kassel aus nicht habe aufsuchen können, für den 10. Juni dem M. Georg Friedrich an (Berlin Or.). Nach Dohna's Selbstbiogr. (S. 105) zog J. C. am 11. nach Kassel in der geheimen Sache, blieb aber nur einen Tag. Eine Strassburger Zeitung vom 24. Juni (vgl. S. 351 A. 1) berichtet, J. C. sei bei 8 Tagen zu Ladenburg gewesen. Dohna sagt: „23. kamen wir wider nach Heidelberg“.

23. Juni
Kassel

369. Landgraf Wilhelm von Hessen an Sancy.

Auf S. Schr. 9. und 16. Juni. Wird ganz irr durch die widersprechenden Berichte (über S. Denis etc. wohl 12mal); steht dann bei seinen Freunden, denen er das Vorige geschrieben, „wi botter in der sonne“; der Kg. möge auf sichern Pass bedacht sein. Die deutschen Protestirenden können nicht gegen die Uebermacht der Liga sich lehnen und den Kg. in sein Königreich einsetzen. Frankreich hat seit Christi Geburt selten 6 Jahre nacheinander Frieden gehabt. . . „Wan ihr kein andere hoffnung habt als uf der protestirenden teutschen fursten geld, so wer das best, ihr hett uf ander mittel gedacht Frankreich wider in friden zu bringen; dan wie mit einem beharlichen krieg euch aus Teutschland möge geholfen werden, können wir nicht sehen“. Jene Verleumdungen hat er von keinem, so einiges Ansehens wäre, gehört; hätte sonst S. der Gebühr entschuldigt. Sein Schr. an Nürnberg wird S. erhalten haben; bittet aber nicht alle invidiam auf ihn zu laden, „angesehen das wir an der spitzen sitzen und ohne das vil verdachts auf uns ligen haben“.¹

Marburg. Frkr. 1590. I. Conc.

24. Juni
Kassel

370. De Fresnes an Landgraf Wilhelm.

Beklagt die unzeitige Rückkehr Palavicino's nach England, die jede Unterstützung des K. wohl um Monate hinausschiebt, während die Feinde sich stärken, die Pariser die kgl. Schlösser angreifen, die Rebellen in andern Provinzen wüten. Bedauert nicht wie bei W. auch bei Sachsen mit P. zusammen gewesen zu sein. Da aber in W's Gegenwart beschlossen wurde, er solle nach Dänemark gehen,² Schomberg mit P. bei Sachsen zusammentreffen, „quod omnibus placuit, solus mutare non potui“. Er ging daher nach Hamburg. Aber Schomberg verliess „nescio quas ob causas“ Sachsen vor dem Eintreffen P's beim Kf.³ Als er durch ein Schr. P's aus Stade das Ergebniss erfuhr, beschloss er, da das Unerwartete nicht, zu ändern war, die voraussichtlich nutzlose dänische Reise aufzugeben und nach Braunschweig zu gehen. Dann suchte ersobald als möglich Christian von Anhalt „Lycopoli“ auf; er setzte diesem das beleidigende auseinander, das für den K. in dem Verfahren Sachsens liege, und bat ihn „nomine meo“ den Kf. um Unterstützung des

¹ Vgl. No. 364.

² Empfehlungsschr. Joachim Friedrichs von Magdeburg für de Fresnes an K. Christian IV. sowie an die dänische Regierung, Halle 29. Mai, Kopenh. Fr. Ref. Orr.

³ Schomberg schreibt an L. Wilhelm am 15. Juni aus Vacha, er müsse in kgl. und eigenen Geschäften am 17. in Frankreich sein und habe nach der Abreise von Dresden Geld für die kgl. Gesandten und Diener in Prag, Frankfurt etc. aufgebracht, da aus Frankreich nichts zu erlangen. Schickt Cop. eines Schr. von P., der 2 Tage in Dresden war und Audienz hatte, an ihn, mit Bitte um Geheimhaltung im Interesse des Königs (Marb. Frkr. 1590, II, eigh.; pr. Kassel 16. Juni).

K. in dringenden Nötfällen auch vor P's Rückkehr zu ersuchen. Er betonte besonders die aus kürzlich eingetroffenen Schr. hervorgehende schwere Bedrängniß von Metz und die Festlegung des K. durch Paris; „caeterum exercitu opus non esse, sed tantum aliqua pecunia“, um die sich auflösende Besatzung bezahlen zu können; hält 12 000 Kronen für ausreichend. Anhalt, der dies bei Sachsen anbrachte, theilte ihm darauf mit, der Kf. habe P., dessen Rückkehr er in Kürze erwarte, „optima mente et consilio“ nach England geschickt und sei zur Hülfe in Nötfällen, auch mit Zustimmung W's zur Unterstützung von Metz ganz geneigt. Bittet W. um Audienz wegen der Metzger Sache.

Marb. Frkr. 1590. I. Or.

371. Johann Casimir an Christian von Sachsen. 25. Juni
Heidelberg

Einverstanden mit den Vorschlägen Chr. in der Antwort an Palavicino, besonders mit dem Kommando eines vornehmen deutschen Fürsten und mit der Ausschliessung derer, die der Liga verwandt und zugetan, von der Hülfe oder wenigstens von allen Beratungen. Man soll, da der K. ohne Zweifel Chr. Vorschläge billigen wird, noch vor Eintreffen der kgl. Erklärung einen Ueberschlag machen, um bei der Ankunft des kgl. Gesandten nicht dann erst mit Beratschlagung und Zusammenbringung der Hülfe, die der K. nach beil. Zeitungen fürderlich nötig hat, die beste Zeit zu verlieren.¹

Dr. 9305. I. f. 388. Or.

372. Palavicino an Christian von Anhalt. 26. Juni
„dalla corte“.

Nachdem er in Stade ein englisches Schiff gefunden hatte, kam er am 21. nach England, am 24. zur Königin, der er bei seinem Bericht nach den Aeusserungen Chr. und Krells die günstige Gesinnung des Kf. für die Sache der Religion und die Krone Frankreich so lebhaft als möglich zu schildern suchte. Denn es bedurfte eines Gegengewichts „dalla sigurtà di S. Alt.“, sobald der König seinen Forderungen genügen werde, gegenüber den Tatsachen seiner Rückkehr und der verlorenen Hoffnung auf Stellung des Heeres in diesem Jahr. Die Königin beschloss sofort einen Gesandten an den König zu schicken, an den heute ein Kurier zur vorläufigen Beschwichtigung der vermutlich schon eingetroffenen Gerüchte über seine Rückreise abgeht. Der Gesandte soll dem König jeden Zweifel an der Gesinnung des Kf. benehmen und ihn zur Mitteilung seiner „più interni pensieri“ an den Kf. bestimmen, namentlich auch betreffs „i suoi desiderii intorno al stabilimento

¹ Chr. Antwort, Stolberg 6. Juli (ebd. Conc. Krell) empfiehlt statt einer besonderen Zusammenkunft Beratung von J. C. Vorschlag auf einem Konvent der Räte in der bewussten Sache, die hiedurch desto verschwiegener gehalten und von der durch die Hülfe selbst der Verdacht abgelenkt werden kann; übrigens kann man vor Eintreffen der Antwort des Königs doch nichts handeln.

della religione, la quale appresso i veri principi evangelici deve essere et è il principal fine di ogni attione loro“.¹

Zerbst, Briefe Pallav. an Christian I., Or. (zwei Exemplare).

30. Juni **373.** König Heinrich IV. an Johann Georg und
10. Juli Christian von Anhalt.

Au camp Beschleunigung der Hülfe notwendig; drohendes Eindringen
d'Auber- fremder Truppen in Frankreich; hat sich entschlossen „de fère
villiers erwachsen könnte, „d'envoyer en brief un personnage de qualité à
Constantinople“.³

Zerbst (Bernb.) Or.

30. Juni **374.** Königin Elisabeth an Christian von Sa'chen.

10. Juli Ist bekümmert über die Rückkehr ihres Gesandten, das Scheitern
Green- der Hoffnung auf Stellung des Heeres in diesem Jahr und den
wich voraussichtlichen Eindruck auf die Gegner. „In medio autem
vicinae gentis incendio velle de conferendis consiliis cogitare
intempestivum est.“ Schickt Palavicino zum König und bittet
sie für ihren Kummer durch um so eifrigere Rüstungen im nächsten
Jahr zu entschädigen. Will auf Unterstützung zur See bedacht sein.⁴

Dr. 9305. I. f. 364. Or. (pr. Dresden 21. Aug.).

¹ Chr., der dieses Schr. am 1. Aug. erhielt, antwortet am 8. Aug. aus Glücksburg, der Kf. werde, sobald er über die Meinung des Königs genügende Aufklärung erhalten habe, das Seinige tun und bei den andern Fürsten vielleicht mehr als alle gegenwärtigen Gesandten durchsetzen, die über P. Abreise sich sehr beklagen und vom König ihre Abberufung verlangen, da ihre hiesigen Bemühungen doch ganz nutzlos seien, „et monstrano di non havere altro desiderio si non che sia quanto primo mandato un altro più degno et fortunato di loro“ (Zerbst, Conc.).

² Vgl. die kgl. Schr. gl. Datums an L. Wilhelm (Marb. Frkr. 1590, I, Or.; pr. Homberg 6. Aug.; schlechter Abdruck bei Rommel V, 575 ff.) und an Heinrich Julius von Braunschweig (Hannover, Or.). Der (deutsche) Auszug eines kgl. Schr. an Schomberg „den 1. julii ao. 90. stylo veteri“ (Marb. a. a. O. II) ähnlichen Inhalts spricht den Wunsch nach einer deutschen Hülfe wo möglich mit 8000 Pf. und 12000 Knechten aus.

³ Das gleiche Erbieten auch in den andern oben angeführten Schr. Vgl. die nicht sehr genauen Andeutungen bei Anquez S. 27; Hübner II, 329 ff.

⁴ Vgl. das Schr. gl. Datums an Christian von Anhalt bei Beckmann II, 299. Ein Schr. der Königin an Heinrich IV., worin sie auf obiges Schr. an Sachsen Bezug nimmt, die Verzögerung der Reise Pallavicino's und Stafford's entschuldigt und den König davor warnt in Sachen der Religion auch nur unsicher zu scheinen, Lettres miss. III, 259 A. 1.

375. Dolfin an den Dogen.

(Das mainzische Ausschreiben eines R. Dep. Tags, wahrscheinlich durch die Protestanten veranlasst.)

7.
17.
Juli
Prag

Während der Kaiser daran war, einen Konvent der katholischen Fürsten zu veranstalten¹, schickte Mainz einen Adeligen hieher mit der Nachricht, er habe die Kff. sowie viele Fürsten beider Religionen und die R. Städte aufgefordert, am 17. Sept. in Frankfurt zusammenzukommen oder Bevollmächtigte zu schicken, da er „per un decreto fatto in tempo di Massimiliano imperator“ als Kanzler befugt und verpflichtet sei, „di convocar conventi per servitio publico, quando la M.S. per qualche accidente resta di chiamar le diete imperiali, procurando di mostrar, che non è possibile star di questa maniera, senza proveder a infiniti disordini che vi sono. Questa provocazione de principi, deliberata senza l'ordine di quà, quanto più è stata sentita (per quello che s'intende da buona parte) con molta perturbatione d'animo da S. M. per rispetto della propria dignità, tanto più vi è consigliata a coprir et mostrar che sia concorso il voler et il commandamento della S. M. in essa, poichè impedirla non si può, et bisognerà mandarvi persone, che vi assistino.“² Dispiace assai ancora questa risso-

¹ Am 30. Juni/10. Juli berichtete D. über vertrauliche Mitteilungen, die ihm Kurz wegen dieses Konvents gemacht hatte; der spanische Gesandte sei „gli giorni passati“ nach Wien gegangen, um im Auftrag des Kaisers hierüber sowie über die polnische Sache mit den Erzhz. Karl und Ernst zu verhandeln; Kurz äusserte, man könnte auf einem katholischen Konvent „aprire forse la stradda a dieta imperiale, et quando non si facesse altro, metter in suspetto li heretici et contenerli più in officio di quello che sono al presente, concludendo che, se loro fanno tanti conventi ogni tre giorni contro quello che doverebbono fare, è ben il dovere, che anco li altri si movino; comunicazione ch' io ho stimata tanto più importante, quanto che nè in corte nè tra representante de principi non se ne sa punto“. Kurz vorher, am 16./26. Juni, hatte Kurz sehr resignirt an Baiern geschrieben: „Von einem künftigen reichstag wollte E. F. Gn. ich zwar zum liebsten schreiben; .. es wille sich aber dazu noch so wenig schicken, das ich uf dis jar nicht hoffen kann“ (Ma. 38/20, eigh.). Vgl. Zöchbauer S. 36.

² Dies wird bestätigt durch ein ausführliches am nämlichen Tag dem Kaiser übergebenes Gutachten der Räte („D. Curtii und der geheimen relation und votum in baiden sachen: 1) ausgeschribenes deputationstags ad 16. septemb. Franckofordiae; 2) niederländischer pacificationshandlung; relatum Caesari 17. julii ao. 1590“, Wh. Kriegsakten 1579 — 1590, Or.). Das Gutachten betont sehr stark die ungewohnte Opposition der geistlichen Kff. und das gefährliche Präjudiz, das in dem Vorgehen des Mainzers liege: die Kff. könnten, wie jetzt einen Dep. Tag, so auch einen R. Tag, ohne den Kaiser zu fragen, ausschreiben; „ja es kinte wol lestlichen gar ein waltag eines romischen königs wider der K. Mt. willen angestellet werden“. Trotzdem ging der Kaiser auf die gemachten Vorschläge nicht ein. Es ist vermerkt: „Cui placuerunt omnia. Solis exceptis duobus punctis, nempe: 1) ausschreibung eines reichstags, quod Caesar ob angustiam temporis putavit impossibile; 3) prorogation des deputationstag; die ist auch

lutione di Magonza, perchè intendendosi, che una delle cause principali, che pensano di trattar, sia il scacciar li forestieri di pressidii di Germania et veder di dar ordine a molti danni, che ricevono continuamente dalle genti del duca di Parma. Vanno credendo questi signori, che esso lo habbia chiamato ad instantia de' Protestanti¹, et che ogni giorno più si vadi stringendo con essi di buona intelligenza. Et già l'ambasciator di Spagna lo dice liberamente et fa molti romori, che S. M. così facilmente voglia dar il suo assenso a questo convento.“

Wh. D. V. 17. A. (teilw. chiffirt).

10. Juli 376. Anbringen der Gesandten von Kurpfalz und Prag Kursachsen beim Kaiser.

Der Kölner Abschied vom Mai d. J. und der Dep. Tag nachteilig für die Sache der bedrängten R. Stände, die nach der R. Ordnung und dem Vorschlag etlicher Stände zu Köln hätte aorgenommen werden können². Der Kaiser möge auf andere Mittel zur Abschaffung der Beschwerden des Reichs bedacht sein, da sonst die verlassenen Stände selbst andere Mittel an die Hand nehmen könnten.

D. 10738 Cop.

nit für ratsam ermessens worden“. Bezüglich der protestantischen Absichten für den Dep. Tag stimmt die Auffassung des Gutachtens ganz mit den Besorgnissen des Nuntius in Köln (vgl. G. G. A. 1900 S. 551 f.) überein: „Der Protestanten und sonderlich pfalzgraven Casimiri intention und meinung ist alzeit dahin gestanden, wie sie under dem schein der abtreibung frembdes kriegsvolks von des reichs poden die waffen auf gemeinen unkosten der reichsstend in ire händ und direction bekommen mogen;“ sie würden dabei Stift und Stadt Köln und vielleicht besonders Jülich im Auge haben.

¹ Vgl. dagegen No. 376. Am 14./24. Juli berichtet Dolfin, die prot. Gesandten hätten noch keine Antwort; er höre, der Kaiser habe nach ihrer Werbung „ad uno di questi signori principali del governo“ gesagt: „dall'una parte questi fanno molti conventi, formano molte scritture et mandano attorno molte ambasciate, et dall'altra Spagnoli fanno molti fatti et molto importanti“. Visconti berichtet am 18./28. August, Hornstein sei noch nicht zum Dep. Tag abgegangen; er solle Instruktion haben, bei ungünstigem Verlauf der Dinge „d'intimare una dieta imperiale“; dasselbe sollen die Protestanten beabsichtigen, wenn sie ihren Zweck nicht erreichen können (Rom, Germania 112, S. 53).

² Vgl. S. 310 A. 2; 339 A. 2. Der Kaiser erklärte am 11./21. Juli, er habe die Beschickung des Dep. Tags bewilligt und an Parma wegen Abführung des Volks und Räumung des R. geschrieben; beil. Copp. der kais. Schr. vom 6./16. Juni und 7./17. Juli, letzteres mit der Drohung, dass, falls Parma nochmals, etwa unter Berufung auf die Staaten, säumig sein werde, der Kaiser die Selbsthilfe der Kreise nicht hindern könne, sondern nach seinem Amt befördern müsse. Eine auf Befehl J. C. beim Kaiser angebrachte Beschwerde in Sachen der spanischen Werbungen wurde am 24. Juli/3. August scharf zurückgewiesen (Dr. ebd.).

377. Johann Casimir an Christian von Sachsen. 11. Juli

Heidel-
berg

Auf Chr. Schr. vom 20. Juni; hört gern, dass Chr. seinen Räten zu Prag Befehl geben wollte, wegen der bedrängten R. Stände an der niederländischen Grenze mit den Pfälzischen zusammen beim Kaiser anzuhalten; hat die Seinen bereits deshalb angewiesen.¹ Neue Werbung für Spanien zum Besten der Liga; das Volk sammelt sich in Franken; hat von Mainz Bericht begehrt. Spaniens Aeusserung, es liege ihm zur Zeit mehr an Frankreich als an den Niederlanden und er denke seine ganze Macht gegen Navarra zu wenden. . . Bittet um Hinderung solcher Werbungen im kf. Gebiet und Ermahnung der Nachbarn im gleichen Sinn. Hat an Hessen und Braunschweig deshalb geschrieben.

„Post datum“. Zeitung über einen Angriff Spaniens auf den Sund in Dänemark. Obwohl den Leuten, die den Sund in Verwahrung haben, nicht zu misstrauen, könnte doch Chr. als der Freund Dänemark benachrichtigen. „Datum ut in literis.“²

Dr. 9088. Or.

378. Sobolles an Pfalzgraf Johann.

13.

23.
Juli
Metz

Bedrängniss durch Lothringen; der Markgraf [L. Sohn] hat von den noch übrigen kleinen Forts schon vier genommen. Der K. ist in S. Denis und hofft bestimmt auf die deutschen Fürsten. „Le duc de Lorraine se promet aussi de si bons amis entre eux et parmi eux qui ont charge des affaires de Sa M^{té}, qu'il n'appréhende aucunement ce secours qu'il estime debvoir estre nul.“³

Marb. Frkr. 1590. I. Cop.

¹ Vgl. No. 376. Am 11. Juli berichten die pfälzischen und sächsischen Gesandten zu Prag an J. C., sie hätten sich wegen des Dep. Tags und der niederländischen Unruhen mit den Brandenburgischen besprochen, die aber keinen Befehl zu weiterem Vorbringen hatten und die Anweisung ihres Kf. vorzeigten den Dep. Tag „nicht wendig zu schreiben“. Daher hätten Pfälzer und Sachsen ohne die Brandenburger gestern ihr Anbringen dem Vizekanzler Kurz übergeben (Mb. 414/77; Dr. 10735 Or.).

² Die Antwort Chr. zugleich im Namen Brandenburgs vom 31. Juli (Dr. Conc. Krell) verspricht Hinderung der Werbung und Erinnerung im gleichen Sinn bei Magdeburg, Weimar, Mecklenburg, Pommern und Anhalt; an Dänemark zu schreiben trägt Chr. Bedenken, da er sonst hievon nichts gehört habe.

³ Von gl. Datum ein Schr. des Réaux's aus Metz an Pf. J., das die gestrige Einnahme des Schlosses in Pont-au-Moulin durch den Markgrafen meldet und eine sofortige vorläufige Hülfe mit 500 Pf. und 2000 Mann für ausreichend erklärt, ebd. Cop. Beide Schr. Beilagen eines dringenden Mahnschr. von J. an L. Wilhelm zu Gunsten der Rettung von Metz, 17. Juli (ebd. Or.). Vgl. No. 367. Schon am 11. Juli hatte Schomberg aus Strassburg dem L. Wilhelm neben Cop. eines kgl. Schr. vom 31. Mai auch ein Schr. des Réaux und einen Extrakt aus Metz zugeschickt, die Gerüchte von einem zweiten kgl. Sieg über Mayenne, vom Einzug des K. in Paris u. s. w. widerlegt und auf Lothringens Reise nach Spaa und das bevorstehende Einrücken Parmas in Frankreich hingewiesen (pr. Darmstadt 24. Juli, eigh.).

14. Juli
Strass-
burg

379. Schomberg an Christian von Anhalt.

„Monseigneur! Je prens la hardiesse d'escrire à V. Exc. en françoys pour avoir cest honneur de donner par là le commencement aux leçons que le s^r Grobel présent porteur vous fera en la langue françoise.“ Nichts Neues seit seiner durch die Heidelberger Post an den Kf. von Sachsen abgegangenen Depesche . . . Will Chr. Wohlwollen nach Kräften verdienen. „Mes actions en rendront preuve à V. Exc. en toutes les occasions qui s'en présenteront. Car les parolles sont les femelles et les effectz les mâles.“ Erwartet jede Stunde die Rückkehr dessen, den er im April bei der Abreise von Kassel an den K. geschickt hat¹ . . . Wenn der Befehl des K. oder der besondere Dienst des Kf. ihn zu einer Reise nach Sachsen veranlasst, „je veulx moy mesme estre le régent des leçons françoises de V. Exc. Je ne sçay au reste, si messieurs les ambassadeurs de S. Alt. sont revenuz aussy édifiés de la court de Florence, comme ilz y ont laissé une fort bonne opinion d'eulx, ainsy que V. Exc. pourra veoir par l'extraict de la lettre de mons^r Rucellay en date du XXIII^{me} juing stylo novo. Monsieur Sandelinus aura de l'honneur d'avoir adressé à V. Exc. son compatriote le présent porteur.“ . . .

Zerbst (Bernb. A. 9. 5. No. 57). Or.

16. Juli
Brüssel

380. Putlitz an Johann Casimir.

(Audienz bei Parma. Gespräch mit Ernst von Köln über J. C. angebliche Verlobung. Parmas französischer Feldzug. Besuch geistlicher Fürsten bei Parma. Spanien und der Papst. Die Banditen.)

Sind den 13. stilo nostro hier zu Brüssel angelangt,² nicht ohne Gefahr, da zwischen Namur und Brüssel die Strassen durch staatliche und parmische Freibeuter unsicher gemacht sind. . . Sind mit starker Convoy auf ihre Kosten sicher passirt, haben heute den 16. bei Ihrer Alteza Audienz gehabt; der Bescheid soll J. C. von Antorf aus geschrieben werden. Gestern Abend 9 Uhr kam der Kf. von Köln hier an, von I. Alt. in Person eingeholt. Sind zu Lüttich eine Nacht gelegen und morgens vor dem Abzug vom Kf. erfordert und zur Förderung des ersehnten Friedens, zu dem Parma wohl geneigt sei, ermahnt worden; sie antworteten generalia. „I. Ch. Gn. haben mich ad partem genommen und nach E. F. Gn. und dero zustand fleissig gefragt, mit vermeldung, dass es derselben wunder nehme, das sie so gar kein schreiben von E. F. Gn. bekemen, darneben angezeigt, das sie berichtet, das E. F. Gn. sich

¹ Am 10. April schreibt Sch. aus Kirchheim (No. 324).

² Vgl. über die deutsche Gesandtschaft an Parma und die Staaten S. 339 A. 2; Mercurius gallobelgicus (Köln 1594) S. 221; Thuanus C. 4; Bor III, 544 ff. Beglaubigungsschr. J. C. für Putlitz bei den Generalstaaten, Moritz von Oranien und Philipp von Hohenlohe, Heidelberg 25. Juni, Ma. 414/77 f. 22 ff. (Conc.)

mit dem freulein von Bullion in eheliche verlöbnuss eingelassen.¹ 16. Juli
 Worauf ich I. Ch. Gn. wider geantwortet, das ich E. F. Gn. ge- Brüssel
 sund und in allem furstlichen wolstand gelassen. Was die cor-
 respondenz belangen tet, wurde vielleicht an E. F. Gn. kein mangel
 sein; were billich, das I. Ch. Gn. als der jüngere den anfang
 machten. Belangend die vermählung were mir davon nicht wissend;
 konte nicht glauben, das hievon noch zur zeit einig gedanken
 E. F. Gn. zugefallen, wolte geschweigen, das etwas gesucht were
 worden.“ Der Kf. entliess ihn mit Erbieten alles vetterlichen
 freundlichen Willens gegen J. C.

Hier ist man in grosser Expedition nach Frankreich. Parma
 will angeblich in 14 Tagen aufbrechen. Peter Ernst von Mansfeld
 (der morgen ankommen soll) ist zum Statthalter dieser Lande ver-
 ordnet. Aus Savoiën, Lothringen und diesen Landen sollen in
 die 70 000 Mann nach Frankreich ziehen; das erscheint ihm un-
 glaublich „und will fast gedunken, das es nur zum schrecken an-
 gefangen sei“; doch mögen sich die Benachbarten gut vorsehen.
 Denn jedenfalls werden die Katholischen ihr äusserstes Heil in
 Frankreich versuchen und der K. von Spanien lieber diese Lande
 eine Zeitlang in Stich setzen als zugeben, dass die Krone Frank-
 reich in des jetzigen Königs Gewalt und zum Frieden komme.
 Sie sind sehr siegesgewiss, besonders weil sie angeblich bestimmt
 wissen, dass „die evangelische chur- und fursten mit dem könige
 in Frankreich allerdings nicht zufrieden sein“ und daher der K.
 dieses Jahr aus Deutschland keine Hülfe zu erwarten habe. Woher
 sie das haben und was sonst daran, ist ihm bisher verborgen. . .
 Die Kf. von Trier und Köln und der B. von Worms, „ohne
 zweifel von Mainz wegen, damit es desto verschwiegener“, waren
 bei Parma in Spaa² „und consilia communicirt. In summa, die
 glocken schlahen alle zusammen über Christum und seine kirche“.
 Aber der Allmächtige wird ihren Rat zerstören und nicht zugeben,
 dass das Szepter der Gottlosen herrsche über das Häufflein der
 Gerechten. Wie es jetzt in Frankreich steht, halten sie hier ganz
 geheim; daher zu vermuten, dass es auf Seiten der Liga nicht zum
 Besten steht. Die Uneinigkeiten zwischen Spanien und dem Papst
 nehmen täglich zu und lässt sich ansehen, dass in Italien ein neues
 Feuer ausbricht. Die Banditen haben dem von Florenz abgesagt
 und Schaden zugefügt, wie man glaubt, auf spanische Anstiftung;³

¹ Vgl. hiezu No. 353. Eine Zeitung aus Strassburg vom 24. Juni
 1590 (beiliegend einem Schr. des Agenten Stöckhl an Baiern aus
 Innsbruck 4./14. Juli, Ma. 231/13) berichtet die Aeusserungen eines
 kurfürstlichen Schaffners, J. C. sei bei 8 Tagen zu Ladenburg ge-
 wesen, wieder gesund und wohlauf; man sei auch im Werk, J. C.
 mit einer andern Gemahlin (woher, noch unbekannt) zu versehen, „ver-
 mutlich nun mehr einen andern krieg abwarten werde.“

² Ueber die engen politischen Beziehungen zwischen Kf. Ernst
 und Spanien in dieser Zeit vgl. Gött. Gel. Anz. 1900 S. 540 ff. Im
 Juni hatte Parma den Kf. in Lüttich aufgesucht und mit ihm ganz
 vertraulich über die spanische Politik gegenüber Frankreich gesprochen
 (Kf. Ernst von Baiern, Lüttich 10./20. Juni 1590, Stieve IV, 441 ff.).

³ Vgl. No. 319.

weshalb der Papst, Florenz und Venedig eine neue Konföderation gemacht haben sollen. . . .

Mb. 414/77 f. 62 ff. Or. (pr. 27. Juli).

16. Juli
Strass-
burg

381. Bongars an Christian von Anhalt.

(Pallavicino's Rückkehr nach England. Verläumdung der französischen Gesandten, besonders Schombergs. Bedrängniss und Frömmigkeit Heinrichs IV.)

Palavicino sollte nach seiner Instruktion die Werbung der Gesandten Heinrich's IV. unterstützen und durfte nicht einseitig die Antwort hierüber entgegennehmen und Deutschland verlassen. „Et videntur certe mihi illustrissimi principes amicitiae, quam cum rege colunt, non levem iniuriam facere, qui rerum, quas cum eo tractare constituerunt, arbitrium ad reginam Angliae deferant . . . Sed audio, princeps ill^{mo}, spargi quaedam de nobis, quae si vera sunt, non est quod ill^{morum} principum iudicia valde damnem. Quam vero vera sunt, viderint ipsi auctores, quorum mentem animumque novi ego. Suspectum praeterea audio unum e numero nostro. In quo sane et ipsi et maxime regi Chr^{mo} summam fieri iniuriam iudico. Ipsi, quod vocari in dubium probitas eius videatur. Regi autem, quod eius prudentia in ministris suis cognoscendis et diligendis requiratur. Quicquid autem hoc rei est, celari nos non debuit.“ Schwere Schädigung der gemeinsamen Sache durch solche Verläumdungen; Werbungen der Feinde in Deutschland; äusserste Bedrängniss von Metz; Mayenne, von den Niederlanden her verstärkt, rüstet sich zur Schlacht. Der K. erfleht die Hülfe Gottes mit Gebet und Fasten, „postquam hinc lenta omnia et quamvis summa aestate paene gelu constricta nunciantur“. . . Man wird sagen, das seien die sichersten Waffen. Ob dies der christlichen Liebe entspricht, „valde mecum ipsa ill^{ma} Cels. T. dubitabit“.¹

Bern, Bibl. Bongars. B. 149. No. 115. Conc.

18. 382. Instruktion König Heinrichs IV. für seine Ge- 28. sandten in Deutschland. Juli

Bedauert lebhaft die Verzögerung der Hülfe durch Palavicino's Abreise; seine Lage „quorundam aut malevolorum artibus aut imperitorum imperitia“ zu günstig dargestellt. Die erneuerte Bitte um Hülfe wenigstens bis Ende Oktober sollen Schomberg, Sancy

¹ Vgl. Anquez S. 30 A. 3; hiezu das bittere Schr. Sancy's an Beza vom 11. Juli aus Strassburg (Bulletin de la soc. de l'hist. du prot. franç. XXXI, 1881, p. 66 f.) und den Auszug aus seinem Schr. an Bongars vom 14. Juli bei Anquez S. 30 f. S., der in Nürnberg (vgl. No. 364) mit Mühe 8000 fl. erhalten hatte, war zu J. C. nach Heidelberg gegangen und von dort durch Schomberg nach Strassburg gerufen worden (S. an L. Wilhelm, Strassburg 16. Juli, Marb. Or.); schon am 8. Juli ersuchte er Stättmeister und Ammeister daselbst um Bewilligung der durch Schomberg angebrachten kgl. „propositions“ gegen die dargebotene Versicherung (Str. AA. 1859, Or.).

und de Fresnes zusammen oder gesondert anbringen; die Fürsten sollen lieber die Zahl verringern, aber die Hülfe sofort ins Werk setzen. Spanische Werbungen (trotz der fürstlichen Verbote. Aufgefängene Briefe des K. von Spanien an seinen Gesandten in Deutschland; Friedenshandlung durch den Kaiser; Spaniens Absichten auf Kleve.¹

Dr. 9305. I f. 386. Cop.

383. Wolfgang von Mainz an Johann Casimir.

20.

30.

Juli

Weiss nichts Näheres über die spanischen Werbungen; hat ihnen keinen Vorschub getan, vielmehr bei Ansuchen rundweg abgeschlagen. Ist vom Kaiser beauftragt, auf dem jetzigen Konvent von Räten der vier rheinischen Kf. Einforderung der Bestallung und Kautions von den Werbenden zu betreiben.²

Dr. 9088. Cop.

384. Zündelin an Joachim Camerarius.¹

20. Juli

Dresden

Sind zurückgekehrt „peregrinatione permolesta et difficili perfuncti“. In Prag vernahmen sie den Tod Paulls.³ Wohnt wieder beim Kanzler. „Hipparchi animus quasi optimus et consilia ad reipublicae christianae utilitatem potissimum directa commendantur, alii quidem accusantur, qui et ipsum et rempublicam otio et ignaviae dediti destituant, et his etiam partim mora in auxiliis Gallorum regi mittendis adscribitur. Nam et alias quasdam esse causas ferunt.“ Der Administrator von Halle hier, der Sohn des L. Wilhelm zur Jagd erwartet. . . Gestern legte der Marschall Schönberg sein Amt nieder; sein Nachfolger Bünau. Auch Ponickau verlässt den Hof.⁴

Bm. Coll. Camerar. XXII. Or.

¹ Kgl. Schr. gl. Datums an Sachsen und Württemberg in den Lettres missives III, 231 f; an L. Wilhelm, Marb. Or.; an Heinrich Julius, Hannover, Or.; an Pf. Johann, Dr. 9304, Cop. — Dem Dresdener Exemplar liegen die spanischen Briefe bei, einer im Or., die andern in lat. Uebersetzung, vgl. No. 350. Die Instruktion vom 18./28. Juli wünscht die deutsche Hülfe für Ende Oktober, bittet nicht auf den englischen Gesandten zu warten und nimmt Bezug auf Werbungen für Spanien in Deutschland.

² Beilage eines Schr. von J. C. aus Heidelberg 29. Aug. an Sachsen und Brandenburg, worin bemerkt wird, die an den Kaiserhof verreisten spanischen Obersten würden wohl ohne viel Mühe dort ihre Patente erhalten (ebd. Or.).

³ Dr. Andreas Paull starb am 4. Mai zu Kassel, vgl. Archiv f. sächs. Gesch. VII, 213; 217; Cuno II, 101. Am 20. Juli 1590 bittet Krell den Joachim Camerarius, seine Schr. künftig an ihn statt an Paull zu schicken, der „gar selig und christlich mit einem herlichen bekentnus und bei guter vernunft“ nach Zeugnis der anwesenden Prediger, Aerzte u. a. verschieden sei; der Todesfall sei für ihn schmerzlich wegen seiner besonderen Freundschaft mit P. „und anderer seiner hohen gaben halben“ (Bm. Coll. Cam. IX. No. 305, Or.).

⁴ Vgl. hiezu das Gedicht im Arch. f. sächs. Gesch. a. a. O.

27. Juli

385. Putlitz an Johann Casimir.

Brüssel

(Nichtssagende Erklärung Parmas; dessen französischer Feldzug und die Drohungen gegen Deutschland. Man hätte gegenüber Heinrich IV. nicht so viele Bedenken erheben sollen. Gespräche mit Ernst von Köln über den Frieden, die Liga, die Ursachen des kölnischen Kriegs, einen Konvent der rheinischen Kff., die spanischen Besatzungen, Parmas französischen Zug, Englands Aufnahme in den Frieden. Geht nach Holland. Der Dep. Tag.)

J. C. wird seine Schr. vom 4. aus Köln und vom 16. aus Brüssel erhalten haben. Werden mit guter Vertröstung von einem Tag zum andern aufgehalten; am 23. liess ihnen Parma eine mündliche Vorantwort geben und verabschiedete sich von ihnen; am 24. brach er nach Bergen auf. Erst gestern am 26. erhielten sie die beil. schriftliche Resolution durch Statthalter und Räte, woraus zu ersehen, dass auf keinen Punkt gewünschte Erklärung erfolgt, viel weniger die Absicht besteht die abgenommenen Stücke ihrem natürlichen Herrn oder dem Reich wieder einzuräumen; sie bemänteln oder bezweifeln ihre Tätlichkeiten und entschuldigen sich, als hätten sie nie ein Wasser getrübt, wodurch sie die Sachen in die Länge ziehen, inzwischen ihren Vorteil suchen und der deutschen Fürsten spotten. Parma hat sich vormals auf das jülichische Ansuchen mehr und besser erklärt als jetzt.¹ Diese Antwort scheint aus dem eingeholten Rat anderer Leute herzufließen. Zu beklagen, dass die deutsche Reputation bei andern Nationen durch unsere eigene Schuld und Untreue so ins Abnehmen gerät. Auf dem Dep. Tag werden die Geistlichen u. a. katholische Stände eine neue Friedensverhandlung vorschlagen oder die Sache auf einen R. Tag verschieben. Indessen verrichtet Spanien sein Vorhaben in Frankreich; im günstigen Fall haben sie ein ganzes Königreich zu ihrer Verfügung, im ungünstigen verlieren sie nur einen Haufen Volk; für Ergänzung sind schon 5000 Pferde und etliche Regimenter Knechte in Bestallung genommen; im Reich können sie durch die mehreren Stimmen erhalten, was sie wollen. Die deutsche Ehre und Wohlfahrt erfordern, dass J. C. mit andern Fürsten und Ständen die Sache wohl in Acht haben, den Ernst sehen lassen und die in der Instruktion und in dem (früher in Cop. mitgeteilten) kais. Schr.² angedrohten Mittel an die Hand nehmen. Parma ist vortrefflich gerüstet; sie haben grossen Mut, geschwinde Praktiken und gewisse Siegeshoffnung. In Britannien soll eine Armada mit 8000 Mann angekommen sein, der von Lad-

¹ Parmas schriftliche Antwort vom 23. Juli/2. August (ebd. Cop.) schob die ganze Schuld der Beschwerde des R. auf die Feinde des Königs, die damit angefangen und den K. zur Gegenwehr und Verteidigung etlicher hülfsbedürftiger R. Stände genötigt hätten; Abzug der spanischen Truppen könne erst bei Beendigung des Kriegs, Herausgabe der Städte und Festungen erst nach Zurückerstattung der von den Rebellen besetzten Plätze erfolgen; er wolle den Gewalttaten seiner Truppen steuern, erwarte aber von den R. Ständen gute Korrespondenz mit den kgl. Obersten und Vorgehen gegen die Auführer gemäss den R. Konstitutionen.

² Vgl. S. 348 A. 2.

ron mit seinem Volk aus Sizilien in die Provence, Lothringen in die Champagne einfallen, Savoyen Genf wieder belagern. . . Sie geben unverholen vor, „das sie Teutschland hernechst besuchen und der ketzer rat- und zeughaus zerstoren wollen“. . . Parma hätte den Zug nicht unternommen, wenn der K. von Frankreich Aussicht auf deutsche Hülfe gehabt hätte. „Man sollte billich auf privat oder anderer hoherer personen menschliche feile, begangnen foten* und mengel nicht, sondern auf die gerechtigkeit der sachen und unsern selbst grossen mitunterlaufenden interessen sehen. Die zeiten seind itzo nicht darnach geschaffen, das man alles auf die goltwage legen und nach der schnur ausmessen soll. Sonsten funde man bei allen, das zu tadeln. Non vivitur cum perfectis hominibus.“¹ Die christliche Liebe, der Eifer göttlichen Worts und die gemeine Gefahr sollten alles entschuldigen. Er u. a. arme Gesellen haben wenig dabei zu verlieren und können, es gehe wie es wolle, irgendwo bleiben. Auch die Geistlichen, als temporanei und Mietlinge, „quorum oves non sunt propriae,“ fragen wenig danach, wie es gerate, „konnen unter Spanien etwa cappellän bleiben. Aber furnemlich ist es um E. F. Gn. und andere chur und furstliche heuser, dero posteritet und nachkommen zu tun, welche zwar in den hoheiten und furstlichen praeeminenzen nicht wurden gelassen werden, da die Spanier ihr intent erreichen solten. Gott, welchem aller herzen bekant, wende alles zum besten!“

Der Kf. von Köln, der am 21., von Parma stattlich begleitet, abreiste, liess ihn am 17. in den Garten fordern und führte allerhand Gespräche mit ihm, u. a. er hoffe, sie würden von Parma, soweit es diesem möglich, einen guten Bescheid bekommen; es sei hochnötig, den Frieden in diesen Landen und benachbarten Königreichen herzustellen; er wisse sicher, dass der König von Spanien dazu geneigt sei; die Gesandten könnten jetzt bei den Staaten viel schaffen und einen guten Anfang machen. „Do I. Ch. Gn. fur ihre person darzu etwas guts tun konten, wollten sie es, so wahr als ihr der almechtige helfen solte, mit getreuem teutschen furstlichen gemute tun. I. Ch. Gn. wusten wol, das man deroselben im reich schuld gebe, als solten sie mit der Liga in Frankreich und anderswo unter der deck liegen; aber das I. Ch. Gn. daran zuviel ungutlich geschehe, wolten sie gott, dem sie nicht liegen konten, zu zeugen rufen. Nachmals auf die colnische unruhe und kriege kommen, wie und durch wem sie darzu geraten, ausfurlich angezeigt“, nämlich durch den Kaiser, dessen Schr. und Briefe er noch im Original vorlegen könne,² durch Autorität der höchsten geistlichen Obrigkeit und christlichen Eifer, den er allzeit für die katholische Religion gehabt, endlich wegen Hoheit, Ehre und Prä-

* Am Rand von anderer Hand: „fauten faultez“.

¹ Diese Auslassung enthält eine scharfe Kritik der von J. C. gegenüber den Vertretern Heinrichs IV. eingeschlagenen Politik.

² Diese Behauptung ist sehr fragwürdig; vgl. Lossen, köln. Krieg II, 268 f; jedenfalls kann von einem wirklichen Eingreifen des Kaisers zu Gunsten Ernsts erst nach dessen Wahl zum Erzbischof geredet werden, ebd. 313 f.

27. Juli eminenz seines Hauses. Hätte der Gegner nicht fremde Hilfe bei Brüssel gezogen, so hätte der Kf. sich dessen auch enthalten; es sei ja bekannt, was Gewinns er davon habe. „E. F. Gn. hetten ihres theils dero religion, die sie für recht und gut hielten, aus christlichem eifer beigepflichtet; dessen hetten I. Ch. Gn. im gleichen getan; es weren gepassirte und geschehene sachen, deren I. Ch. Gn. hinfuro in ungunen nie gedenken, sondern weren E. F. Gn. alle vetterliche, bruderliche und angenehme dienste zu erzeigen willig und geneigt; und darauf an mich begeret, das ich bei E. F. Gn. solte untertenigst beschaffen helfen, damit die vier reinische churfürsten an einem gelegenen orte, zu Coblenz, Bingen oder wo es sonst E. F. Gn. gefellig, wo möglich für dem deputationstage ir der person zusammen kommen,“ über die Abstellung der Unruhen in diesen und benachbarten Landen sich vertraulich unterreden und dann einen allgemeinen Kff. Tag zu endgültiger Verhandlung in der Person und nicht durch Räte veranlassen sollten. Er antwortete: über die kölnische Sache wolle er mit dem Kf. nicht viel disputiren; wie der Kf. dazugekommen, erwiesen die publica acta und die Handlungen zur Genüge; wie es geraten, gebe die Erfahrung, mit Schaden des Stifts und der Nachbarn. In den Verdacht wegen der Liga sei der Kf. allerdings bei vornehmen R. Ständen geraten, „nicht aus schlechten, sondern aus vielfältigen Vermutungen und anzeigen“; der Verdacht werde auch durch das Beibehalten der spanischen Besatzungen in den vornehmsten kurf. Festungen ohne vorhandenen feindlichen Widerstand verstärkt. Was ihre jetzige Verrichtung betreffe, würden sie sich an ihre dem Kf. bekannte Instruktion halten und alles (wie er auch den Vorschlag der Zusammenkunft und das friedfertige Gemüt des Kf.) ihren Herren referiren, die sich dann (wie auch J. C. gegen den Kf.) erklären würden. Er könne freilich angesichts der französischen Expedition nicht finden, dass der K. von Spanien zum Frieden geneigt sei; möchte wissen, warum der K. sich in den französischen Aufruhr zu stecken und die Untertanen zum Ungehorsam gegen ihre Obrigkeit zu verursachen habe, während der K. das Gleiche bei seinen Untertanen höchlich verurteile und verfolge; das geschehe „periculo unius, pessimo autem exemplo in omnes reges et principes“. Der Kf. fragte hierauf wegen des Verdachts nicht weiter; er erklärte, er wolle die Besatzungen abschaffen, sobald er vor den Staaten sicher sei, und sich in diesen Kriegen neutral und unparteiisch erzeigen; man sollte hierüber Erklärung von den Staaten begehren. Zur französischen Expedition sei man, wie er aus natürlicher Billigkeit bekennen müsse, wenig befugt; „recitirten das dictum: quod tibi non vis fieri, alteri ne feceris; aber grosse herren haben andere gedanken, derowegen muss auch zuweilen schade ihre busse sein“; Parma sei übrigens durchaus gegen die Expedition gewesen und auch nicht zum Besten gefasst; Parma habe zweimal abratend an den K. geschrieben, wie auch der Kf. selbst getan, aber es sei jetzt ein zwingender Befehl gekommen.¹ Etliche Privatpersonen hätten aus Rachgier und Eigennutz den

¹ Vgl. Eheses I. 2, 486 f.; G. G. A. 1900 S. 542.

K. auf diese Sachen geleitet; geriete es wohl, so würden sie es empfinden; sie würden auf der andern Seite auch Leute finden; „es were innatum odium zwischen beiden nationen und diversae voluntates et studium; die von der Liga suchten defensionem, die Spanier dominatum, welchen so wenig die freunde als die feind ihnen wurde einreumen.“

Er fragte den Kf., der nochmals die Zusammenkunft und gemeinen Frieden anregte, wie er sich die Assekuration des Friedens denke und ob auch England und Frankreich in denselben eingegriffen sein sollten. Der Kf. erklärte einen Ausschluss der K. von England aus dem Frieden für die Holländer und Seeländer unmöglich „ohn verweis“. ¹ Ueber die Assekuration könne man auf der Zusammenkunft reden. Der Kf. deutete etliche Mittel an, das Gespräch wurde aber abgebrochen, da Parma den Kf. zum Essen fordern liess, der mit wiederholtem Erbieten aller vetterlichen und brüderlichen Dienste und Willens gegen J. C. Abschied nahm. . . Bittet, falls J. C. weitere Verhandlung über die Zusammenkunft mit dem Kf. wünscht, um schriftlichen Auftrag nach Köln; „hette ich auf meiner widerkunft aus Holland solches zu verrichten.“ Hört, der Kf. wolle den Dep. Tag persönlich besuchen, falls nicht andere Verhinderungen einfielen. Hofft noch vor dem Dep. Tag wieder in Heidelberg zu sein. ³

Mb. 414|77 f. 92 ff. Or.

386. Schomberg an Christian von Sachsen,

27. Juli

(Notwendigkeit einer Neuvermählung Heinrichs IV. Anlehen bei Landsberg
Weimar. Köln und Spanien.)

Der K. teilt ihm höchst vertraulich mit „(welches ich sonst keinem lebendigen menschen als itz E. Ch. Gn. geoffenbaret), es erhebe sich albereit ein heimliches different zwischen des prinzen von Condé verlassenen posthumo und hochgedachtens prinzen brudern dem herzog von Conty, cardenal von Vandosme (itz cardinal von Bourbon genant) und dem grafen von Soisson, zu welchen sich schleget der herzog von Monpensier und der prinz von Dombes, weil man sihet, dass I. Mt. keine erben. Nachdeme ich denne hiebevorn (wie E. Ch. Gn. wissent) ich [!] I. Mt. etliche andeutung getan von den dennemarkischen, schwedischen und holsteinischen freulein, ² doch mit dem vorbehalt, ich wollte I. Mt. in disen sachen weitere nachrichtunge zu erkennen geben (wie denn E. Ch. Gn. mich genedigst darauf vertroestet), als erinnern I. Mt. mich derselbigen erklerunge“; bittet daher Chr., ihn über die Umstände, davon er mit Chr. auf der Reise nach Kassel geredet, zu verständigen,

¹ Ueber die Schritte Parmas und Kölns zu Gunsten spanisch-niederländischer Friedensverhandlungen vgl. Motley III, 36, A. 22; Eheses I. 2, 493 f; 503 f; G. G. A. 1900 S. 542 f.

² Vgl. No. 305.

³ Ein Schr. aus Köln vom 23. Juli an den Pfarrer Stephan Isaacus zu Heidelberg berichtet, die Gesandten seien nach der Werbung bei Parma nach Holland gereist, ihre mit der Post geschickten Briefe von den Spaniern studioso intercipirt, nur Hessen gut durchgekommen; „mit besonderm fleiss haben die Spanischen des herrn von Podelitz brief aufgehoben dem von Parma zugesandt“ (Mb. 114/2 f. 16).

damit er nichts, was Chr. unangenehm, an den K. gelangen lasse; „denn ich mir lieber einen finger wolte von der hand schlagen lassen, als E. Ch. Gn. das geringste wissentlichen zuentkegen tun oder lassen“. Hat über seinen Vorschlag wegen eines Darlehens für den K. bei den Herzogen zu Weimar vor seiner Abreise von Dresden Chr. durch Anhalt verständigt. Die Herzoge erboten sich zu einem Vorschuss von 67 000 fl. auf 6 Jahre zu 5% und verlangten hiefür und für ihre alte Schuld (zusammen 120,000 fl.) ausser den mitgetheilten Bedingungen Bürgschaft der Stadt Strassburg, die aber nicht zu erlangen war. Erwartet zu Frankfurt Bescheid der Herzoge, ob sie mit andern Bürgen zufrieden sein wollen.¹ Spanien soll Köln 100 000 Dukaten Jahrespension auf das Stift Toledo bewilligt haben. „Er [Köln] solle in seiner affection continuiren, auch der restitution halben der stete, so Spanigen in dem stift besetzt, nicht in I. Mt. dringen.“²

Dr. 7281. Eigh.

28. Juli

387. Visconti an Montalto.

7. August (Ansuchen der weltlichen Kff. beim Kaiser um Erlaubniss zur Einziehung der 1582 für den westfälischen Kreis bewilligten Hülfe, um die Spanier zur Räumung der deutschen Plätze zu nötigen; alles auf Anstiften J. C. Die ihnen nicht genügende Erklärung des Kaisers beantworteten sie mit Drohungen; sie sollen insgeheim sich über eine Geldhülfe verständigt haben, mit deren Verwirklichung es aber wohl gute Wege haben wird. Jakob von Baden und seine Absichten auf Jülich.)

. . . „Gl'elettori protestanti, avvedutosi che nel convento di Francfort non potranno conseguire il loro intento per l'opposizione che haveranno de' principi cat^{ci} et commissarii dell'Imperatore, che saranno per quanto s'intende il vescovo di Herbipoli, conte di Soler et due dottori, hanno fatto istanza, perchè S. M^{ta} li conceda autorità di essigere una contributione di due mesi per tutto l'Imperio, che fù destinata nell' ultima dieta per difensione et bisogni del circolo Vestfalico et può importare da 400^m fiorini, essibendosi loro con questi di assoldare gente sufficiente per sforzare il re cat^{co} a levare i pressidii che tiene nelle terre dell' Imperio, come avisai. Et si va conoscendo che tutto ciò sia trama di Cassimiro per havere occasione di pigliar l'armi et voltarle, dove più li piacerà“. Hört, der Kaiser habe erwidert, der König von Spanien sei Fürst des R. und halte die Plätze besetzt, um sie nicht in die Hand seiner Rebellen fallen zu lassen; er werde sie bereitwillig herausgeben, sobald die Niederlande beruhigt seien; „et perciò non esser caso, che ricerchi motivo d'armi. Ma che tuttavia rimetterà il negotio al convento di Francfort.“³ Di che mostrano i

¹ Vgl. No. 357.

² Vgl. No. 246.

³ Schon am 7./17. Juli hatte V. berichtet, die Gesandten der weltlichen Kff. hätten in der Audienz nur die alten Beschwerden wegen Strassburgs, Aachens und Kölns vorgebracht, man glaube aber, dass „il fine principale“ der prot. Fürsten dahin gehe, durch einen Krieg gegen Spanien dessen Unterstützung der französischen Ligue zu verhindern, „nel che concorreranno gl'elettori di Mogunza et Treveri“ wegen ihrer fortgesetzten Schädigung durch die spanischen Truppen, „di che si sono lamentati meco più volte con lettere, et io ne ho fatto

Protestanti di non restar sodisfatti nè lasciano di minacciare che faranno da loro, valendosi di una contributione che si dice secretamente habbino imposta tra di loro nelli conventi che fecero insieme questi mesi passati. . . Ma come la stagione sia assai inanzi et lo sborsare de' danari riesca più difficile in fatti che in promesse, si spera che non siano per venire così presto a conclusione. Arrivò quà tre giorni sono il marchese Giacomo¹ di Bada, credesi per trattare di havere in matrimonio la figlia del duca di Cleves et il governo di questo stato".

Rom, Germania 112, 41. Or.

388. Die kölnischen Gesandten an Bürgermeister 29. Juli
und Rat zu Köln.² 8. August

(Werbung und Beantwortung in Heidelberg: Harffische Sache; Gewissensfreiheit und bürgerliche Gleichheit für die Kölner Evangelischen; spanische Umtriebe in Köln; gütliche Behandlung der Katholiken in der Pfalz; Drohung mit Repressalien; der Kaiser hat in Rel. Sachen ohne die R. Stände nichts zu verordnen. Replik der Gesandten.) Heidelberg

Ankunft von Speier in Heidelberg am 6., Audienz bei den Räten, da I. F. Dt. mit andern Geschäften verhindert, am 7.; heute dahin beantwortet, J. C. sei wie sein Vater und Bruder nach wie vor bereit in der Harffischen Sache sich Kölns beim Kaiser und den Kff. von Sachsen und Brandenburg anzunehmen; der Rat solle die beiden Kff. wenn nicht durch Schickung, doch in Schriften von der Sache unterrichten und ersuchen. Gütliche Handlung zur Zeit nicht ratsam, was Köln dem Kaiser erklären soll. Auf besondern Befehl I. F. Dt. hielten ihnen dann die Räte die trotz der wiederholten pfälzischen Erinnerungen³ fortgesetzte Verfolgung der ev. Bürgerschaft zu Köln vor; der Rat solle die Bürgerschaft bei ihrem Gewissen bleiben lassen „und durch missverständnis nit andern etwas gegen der stadt zu gedenken ursach geben“. Friede und Einigkeit könnten nicht besser erhalten werden als durch gleiches Recht und Gewissensfreiheit für Evangelische wie Katholische. „Es hetten I. F. Dt. die gewisse nachrichtung, das etliche in der stadt nit ungeneigt weren hispanisch zu werden, dessen dan auch uf der wacht anwurf getain, dan etliche geredt haben solten, es were schirst nit unraitsam den Hispanischen sich zu undergeben, damit

offitio con questo ambasciatore cath^{co}“ (Rom a. a. O. 19). Am 14./24. Juli: die prot. Gesandten fordern kais. Massregeln wegen der Herausgabe der deutschen Plätze; auch ein Gesandter Jülichs ist deshalb hier; „onde potria essere, che questo si mettesse in negotiatione et se li pigliasse qualche temperamento per levare l'occasione del convento futuro“ (ebd. 37).

¹ Offenbar eine Verwechslung mit dem M. Eduard Fortunatus, vgl. Stieve in der Z. des Berg. G. V. XIII, 30. M. Jakob war damals bereits tödlich erkrankt und starb am 7./17. August zu Emmendingen (Kleinschmidt, Jakob III. M. zu Baden, S. 114 ff.).

² Instruktionen für die Gesandten Rentmeister Gerhard Angelmacher und Syndikus Dr. Wilhelm Hackstein (Weinsberg IV, 104; 107) vom 6./16. Juli zur Werbung bei Trier, Mainz und Pfalz, für den Speierer Städtetag und zur Werbung beim Kaiser: Köln, Briefe 1589—1592.

³ Vgl. No. 156; 327.

man der beschwerlichen wacht abkommen mochte“.¹ Hierin könne man mehr auf die Evangelischen vertrauen als auf die Katholischen, obwohl auch unter diesen gewiss viele seien, „die des vaterlands wolfart und freiheit eiferen teten. Es hetten I. F. Dt. auch in ihrem furstentumb und landen vile Papisten, drengen aber niemand, sondern liessen dieselb mit gottes wort, daruf I. F. Dt. religion ohn vermischung des pebtlichen saurdeichs gegründet, gottlich berichten. Dessen hett ein erbar rat umb so vil mer ursach, dweil derselb ex corpore civium erwehlet und allein munus were“. Trotzdem habe I. F. Dt. gehört, dass sie auf Anhalten des päpstlichen Nuntius einen ehrlichen Mann „aus dem rat gehalten, der sonsten darzu erwelet gewesen“. Würdigt man weiterhin die Evangelischen nicht der Ehren, des Ratsitzes, ehrlichen Begräbnisses und dgl.,² so erklärt man damit in persona civium I. F. Dt. u. a. ev. Stände pro hereticis, „welchs denselben zu verhängen ungelegenheit sein wurd“; I. F. Dt. würde in diesem Fall dagegen betreffs des Geleits u. a. Sachen einen Prozess anstellen müssen, der dem Rat „zu schwer fallen mochte“. Der Kaiser, auf den man sich bezieht, habe in Rel. Sachen nichts allein, sondern nur mit sämtlichen Ständen zu verordnen, wie ev. Kff. und Fürsten jüngst dem Kaiser angedeutet hätten. Sie erwiderten nach Danksagung in der Harfischen Sache (an beide Kff. sei bereits geschrieben), sie wollten wegen der Rel. Verwandten alles referiren, glaubten aber, dass in Köln niemand oder nur sehr wenige spanisch werden möchten, wofür gerade die Harfische Sache Zeugniß gibt, bei der der Rat alle Unlust, Kosten und Schaden auf sich genommen hat, anstatt jemals dem R. und sich zu präjudiziren. Sonst hat I. F. Dt. sich ganz gnädig erboten und sie mit dem Wein stattlich verehren lassen. . . .

Köln. Bericht der Kölner Gesandten 1590. Or.

30. Juli 389. Johann Casimir an Christian von Sachsen.

Heidel-
berg

(Eine Werbung Schomberts. Schwere Bedrängniß Heinrichs IV. Vorschlag, nicht auf Heinrichs Erfüllung der sächsischen Bedingungen zu warten, sondern sofortige Geldhilfe vorzubereiten. Metz; Verhandlung mit Lothringen.)

War seinerzeit mit der Erklärung Chr. gegen Palevicini ganz einverstanden. Vor wenig Tagen brachte aber Caspar von Schönberg nebst Uebergabe eines Schr. Befehl seines K. bei ihm mündlich und schriftlich an; Sch. wird auch Chr. Cop. geschickt haben.³ Hienach stehen die Sachen des K. nicht zum Besten, wie er auch von verschiedenen Orten Bericht hat, dass es dem K. fast unmög-

¹ Vgl. No. 288.

² Vgl. No. 327; Ehses I. 2. 225; Ennen V, 369; 387 ff.

³ Vgl. No. 372; 382f. Am 16. Juli schreibt Kolbinger aus Heidelberg an Philipp Camerarius: „Legatorum regionum culpa rex germanicis auxiliis caret, sed dominus providebit et tuebitur gloriam nominis sui“ (Berl. Bibl. Sammlung Meusebach, eigh.). Vgl. das tief bekümmerte Schr. des Tossanus an Stucki vom 23. Juli bei Cuno II, 89 f; etwas hoffnungsvoller an Grynaeus 15. Sept. (ebd. 101); an Stucki 18. Sept. (ebd. 92): „Regi Galiae omnes bene precamur, pauci suppetias ferunt“, mit günstigen Nachrichten über die religiöse Festigkeit Heinrichs IV.

lich sein wird zugleich die Belagerung von Paris und die Abwehr 30. Juli
 der sich mächtig stärkenden Feinde, namentlich der gewaltigen Heidel-
 Vorbereitungen Parmas durchzuführen. Davon wusste man zur Zeit berg
 von Chr. Erklärung noch nichts. Verweist auf die [fehlende]
 Beilage und auf die Beteiligung deutscher Pferde an der grossen Be-
 stellung. Den Gegnern wächst der Mut nicht wenig durch die bisher
 fast vergeblichen Bemühungen der kgl. Gesandten bei den ev. Ständen,
 woraus der Wahn bestärkt wird, „als solten die evangelischen chur
 und fürsten mit S. K. W. nicht allerdings zufrieden sein.“ Weiss
 wohl, dass es an ihrem guten Willen nicht gemangelt hat und man
 darüber einig ist, dass der K. nicht ohne Hülfe gelassen werden
 dürfe. Bei der jetzt veränderten Lage könnten aber durch eine
 Verzögerung der Hülfe, „bis alle ding richtig gemacht werden“,
 der fromme K. und die Krone Frankreich in einen nachher schwer
 zu reparirenden Schaden gebracht werden. In seiner von allen
 Seiten her bedrängten Lage wird es dem K. fast unmöglich sein,
 die von Chr. bedachten Artikel ins Werk zu setzen; noch weniger
 wird der K. die von Chr. angedeuteten Personen herauschicken
 können, wenn er sich nicht seiner vornehmsten und der Religion
 zugetanen Vertrauensmänner und Befehlshaber entäussern und nur
 mit Papisten umgeben will, wie ja der K. ohnedies, um sich zu
 behaupten, „oft ein bisschen, wie man sagt, über macht essen und
 sich schmucken und leiden müssen“. Palavicinus ist schon seit 2
 Monaten verreist, ohne dass man hört, ob er beim K. angekommen
 oder wie es um ihn stehe, während der K. inzwischen jedes Beistands
 entbehren musste. Da des K. Sachen wider Erwarten so besorglich
 stehen und die Gegner nach ihren eigenen Aeusserungen etwas
 Grosses im Sinn haben, schlägt er trotz der bisher von Kurpfalz
 gebrachten Opfer vor, dass, um Zeit zu gewinnen, eine Geldsumme,
 „wie E. und landgraf Wilhelm LL. selbst etlicher massen angedeutet“,¹
 zusammengeschossen und bei einem deutschen Fürsten hinterlegt
 werde. Inzwischen kann dann weitere Resolution des K. eintreffen.
 Hätte es ohne die grosse und täglich neu bestätigte Gefahr beim
 Vorigen gelassen und Chr. mit diesem Schr. verschont; Chr. hat
 ihn aber selbst mehrmals zu häufigem Bericht über das französische
 Wesen aufgefordert.²

[Zettel.] Um die gefährdete Stadt Metz zu befreien, der der
 K. nicht zu Hülfe kommen kann, hat er nebst Pf. Johann Vertreter
 zu der Verhandlung eines Anstands zwischen dem K. und Lothringen
 abgeordnet. „Datum ut in litteris“.

Dr. 9305. Frzö. Kriegshändel I. f. 342 ff. Or. (pr. Annaburg 7. Aug.).

¹ Vgl. No. 341; 371; über einen von L. Wilhelm [entworfenen
 Anschlag der Hülfe Rommel V. 568 A. 71; 575 f; hiezu Dr. a. a. O.
 f. 432; 560.

² Die Antwort, Annaberg 8. August, weist die Argumente [J. C.
 ausführlich zurück, u. a. mit Bezugnahme auf Palavicino's Schr. vom
 26. Juni, ebenso den Vorschlag einer Zusammenschussung, da man
 noch nicht einig, wie viel ein jeder geben solle, übrigens die Summen
 hoffentlich nicht so hoch sich belaufen werden, dass man nicht jeder-
 zeit gefasst sein könne, und man über den modus sich wohl nicht
 lang zanken werde; „so bedunkt uns auch, das geld bei einem jeden
 in seinem kasten am besten verwahrt sei.“ Schlägt seinerseits vor,

30. Juli 390. Pfalzgräfin Dorothea an Kurfürstin Amelia.
Heidel-
berg

Dankt für A. Brief und die überschickten Kirschen und Haselnüsse. „Die kirschen habe ich meinem herzliebsten hern vater geschenkt; I. Gn. haben sie gar gut befunden und mir bevolen, E. Gn. von irent wegen iren sohnlichen gruss zu vermelden, und das sie selbstern gern die kirschen abbrechen wolten, wen S. Gn. nit durch vil gescheften verhindert wurde.“ Entschuldigt sich, dass sie im Schreiben etwas faul ist; will sich künftigt besser befeissen. Die Landgräfin und Ds Vetter bedanken sich für die ausgerichteten Grüsse, die sie zu erwidern bitten. „Und wolt ich nichts liebers wünschen dan das ich zu E. Gn. komen möchte, mich gegen E. Gn. als ein gehorsame dochter erzeigen kunte.“

Zerbst. Cop. J. C. eigh. (Bemerkung Dorothea's: „mein lieber herr, vater mit eigener hand geschrieben“).

31. Juli 391. Putlitz an Johann Casimir.

Ant-
werpen

J. C. wird sein Schr. vom 27. aus Brüssel erhalten haben. Teilt ihre Replik und die Beantwortung mit. Mansfeld erklärte ihnen mündlich etwa Folgendes: sie sollten ihm als einem gebornen Deutschen sicher glauben, dass er vom König ausdrücklichen Befehl habe, bei Restitution der von den Staaten dem R. entzogenen Stücke gleichfalls alles herauszugeben; sie sollten ihm gewiss vertrauen, wenn er wüsste, dass der K. (den er aber anders gesinnt wisse) etwas Tätliches wider das R. vornehmen werde, würde er

sie sollten sich auf Grund des von P. gemachten Ueberschlags gegen einander erklären und jeder mit seinem Anteil stetig gefasst halten sowie sich über die Aufbringung und Zahl der Truppen (wo möglich aus ihren eigenen Landen) verständigen, womöglich durch Partikularschickung oder Schr., im Notfall auf einem Konvent der Räte. Hat an Brandenburg, Magdeburg und Hessen geschrieben. Die lothringische Traktation ist ihm verdächtig; bittet um Nachricht, woher sie zührt und ob sie mit Vorwissen des Königs geschieht (ebd. f. 341 Conc. Krell). Mit diesem „vernunftigen“ Schr. erklärt sich J. C., Heidelberg 2. September, völlig einverstanden; die lothringische Traktation habe sich bereits zerschlagen (pr. Kolditz 12. Sept.). Am 13. Okt. schreibt der Kf. im Sinn seiner obigen Vorschläge an M. Georg Friedrich. — Selbst die Gesandten Heinrichs IV., die ihre Versuche bei verschiedenen deutschen Fürsten unermülich erneuerten, glaubten angesichts der obigen Korr. zwischen J. C. und Sachsen eine Wendung zu Gunsten ihres Herrn eintreten zu sehen. Sancy, der am 3. Aug. aus Ansbach an Camerarius schreibt, dankt am 13. aus Frankfurt für ein Schr. des C., aus dem er „propensum principis illius erga regem animus“ entnehmen dürfe; „si ille res nostras amplecti incipit, multo plus de eo solo sperandum existimo quam de ceteris omnibus; potest enim solus“ (gemeint ist Sachsen, vgl. No. 384). Am 20./30. August schreibt er aus Strassburg an Camerarius, er schicke Bongars an den M. Georg Friedrich (Coll. Cam. XIV). Ein unbezeichnetes Schr. (Bern, Bibl. Bongars. B. 149 No. 58, vgl. No. 408 A.) teilt die Schr. J. C. vom 30. Juli und Sachsens vom 8. Aug. sowie die Korr. Sachsens mit Magdeburg hierüber im Auszug mit, freilich nicht ohne dass zu dem Vorschlag J. C. wegen Hinterlegung des Gelds bei einem Fürsten am Rand vermerkt ist: „Hic latet anguis“.

sich trotz Verpflichtung gegen den K. gegen sein geliebtes Vaterland keinesfalls gebrauchen lassen, noch weniger dazu raten und helfen. Dem Kf. von Trier sei in der Tat zu viel geschehen; mit Jülich und Köln liege es anders. Ob dem so und ob Mansfeld den Befehl (dessen Parma nie gedacht) hat, sei dahingestellt. „Es ist gut, das es nicht ein articul des glaubens, sonsten wurde er bei mir zu gleuben schwör fallen.“ Zweifelt nicht, dass die Staaten sich mit Einräumung der Schanzen und Abschaffung der Ausleger willfährig erzeigen werden, zumal sie jetzt eine starke Schanze vor Niemwegen errichtet haben. . . .

Mb. 414/77 f. 109, Or. (pr. 10. August).

392. Krell an Camerarius.

2. August
Sitzen-
roda

. . . . Französische Zeitungen. Trotz des Vertrauens der Pariser auf das Kriegsvolk „des von Mäine“ und die von Spanien in Deutschland geworbenen Truppen hofft er doch bestimmt, dass Paris sich in die Länge nicht halten und Gott dem König zum Sieg verhelfen werde. Uebergibt aber Gott den K. in seiner Feinde Willen, „so hetten wir solches allein unser undankbarkeit und andern grossen sunden . . . zuzumessen.“ Schickt Bericht über jene spanische Werbung sowie jämmerliche Zeitungen aus Ungarn. . . . Bittet Sancy zu grüssen, wenn dieser wieder nach Nürnberg kommt.

Bm. Coll. Cam. XI, No. 304. Or.

393. Bericht Minucci's über seine Verhandlung mit Ernst von Köln.¹

5.
15.
August

(Präzedenzstreit. Sendung nach Spanien. Vermählung Sibyllas von Jülich. Verständigung mit J. C. Römische Königswahl. Deutsche Kardinäle. Niederländische Friedenshandlung. Kölns Beziehungen zu Parma; die Frage der französischen Tronfolge. Verhandlung mit Putlitz. Abtei Hersfeld.)

„Summarische verzaichnus, was mit I. Ch. Gn. zu Cöln in unsers gnedigsten herrn herzog Wilhelmen in Baiern etc. namen der her Minucci umb den 15. augusti an. etc. 90. gehandelt.“

Präzedenzstreit mit Oesterreich: der Kf. empfahl Meidung aller Weitläufigkeiten und Bericht an Spanien.

„Verrer hat der Minucci I. Ch. Gn. vermeldt, wie etlichen eingefallen, ob nit ratsam, mit dem pfalzgraven Casimiro gueten verstand und freund-

„Es wer von nöten, man entschlusse sich der spänischen schickung halber mit ehistem“; der Kf. würde am liebsten den P. Oliverius damit beauftragt sehen; dem Kg. über den Zustand in

¹ Vgl. Stieve IV, 13 A. 4; 273 A. 2; 362 A. 3; 368 A. 6; Gött. Gel. Anz. 1900 S. 538 f; 543; 549 A. 2; Zöchbauer, Rudolf II, I, 38; hiezu Ehses I, 2, 484 A. 1; 497; 503 (wonach M. am 4./14. August von Köln nach Lüttich reiste).

5.
15.
August

schaft zu machen und solches auch durch mitl eines heirats.¹ Da haben I. Ch. Gn. ain und andern fürsschlag gerüemt und sich vernemen lassen, I. Ch. Gn. hab von deme auch der von Bottlitz und andere andeutung geton und I. Ch. Gn. wöllen darauf gedacht sein“.

[Präzedenz und Titel betr.]

„Als der Minucci I. Ch. Gn. etliche sachen movirt betreffend die kunftige wahl eines römischen königs, haben dieselb verheissen, sich ohne vorwissen unseres gnedigsten herrn von Baiern in nichten einzulassen oder zu erkleren, hat auch I. Ch. Gn. wol gefallen, das man die praticken also verhindere.“

Wegen der auf H. Sibyllas Heirat bezüglichen Sachen will der Kf. sich erkundigen und herauf berichten.

Auf M's Bericht, was mit Salzburg des Kardinalats halber verlaufen und was wegen solcher Dignität mit Würzburg im Werk und auf die Bitte um Erklärung, was der Kf. seiner Person halb bedacht, antwortete der Kf., er stehe seiner Person halb etlicher Ursachen halber in Zweifel, stelle es aber seinem Bruder anheim.³

„I. Ch. Gn. haben dem Minucci ausfüerliche relation geton von der neu angefangner beratschlag- und handlung des niederlendischen friden und loben, das dero geliebter herr brueder bei solcher gelegenhait S. F. Gn. sohne hertzog Maximilian wolte brauchen lassen. Item haben I. Ch. Gn. auch gesagt, warumb sie jetzt den von Linden nach dem kaiserischen hof

in den jülichischen Ländern zu berichten, „item von der herzogin Sibilla verheiratung, ob nemlich dieselb eineni erzherzogen zu verehelichen oder, sover I. K. W. hierzue wenig lust, dem unserigen;“ und sent aber statliche ursachen, derenwegen dem könig diser fürsschlag ganz angemem sein solle.“

„Die ursachen sind funnentlich dise gewest, das I. Ch. Gn. vermeinen, dieselb werden der wahl eines römischen königs und dann der praecedenz halb, da was zu tuen, bei den churfürsten vil meher vermögen, wensie nit cardinal weren, dieweil dieselb dignitet, bevorab von den Protestirenden, gehast werde.“

¹ Vgl. gegen die Deutung auf eine Verbindung J. C. mit der Tochter Wilhelms von Baiern bei Stieve IV, 14 und Riezler, Gesch. Baierns IV, 633 f. G. G. A. 1900 S. 538 f; es handelte sich um die Vermählung des Kurprinzen Friedrich, ohne dass wir sicher vermuten können, was für ein Projekt hierfür gemeint ist. Ueber Gerüchte von 1593, Maximilian wolle eine Pfälzerin heiraten, vgl. Stieve IV, 428 A. 4.

² D. h. dem jungen Herzog Maximilian von Baiern; ein Gedanke, der später noch einmal auftauchte, Stieve IV, 426 A. 6.

³ Vgl. Stieve IV, 271; 273 A. 2; Mayr-Deisinger, Wolf Dietrich von Salzburg (München 1886), S. 50; 58 f; Zöchbauer S. 38.

geschickt,¹ nemblich I. kais. Mt. die mitl zu verhandlung des friedens fürzuschlagen und dieselb zu erbitten, verordnung zu tuen, das aufjetzigem deputationstag zu Frankfurt davon geredt wurde, davon dann I. Ch. Gn. auch etlichen fürsten im reich geschriben.

I. Ch. Gn. haben auch erzelt, was sie mit dem von Parma für guete vertrenligkeit haben, was sie für hilf von im gehabt, wie die sachen der gnardien halber verglichen und jetzt beschaffen,² item was der Parma des freilins halber von Gülch mit einem heirat gedacht gewest und warumb I. Alt. solch vorhaben wider fallen lassen.

I. Ch. Gn. haben viel gsagt von den französischen sachen und des Parma meinung von dem von Lotring und du Mayne, item von deme, was I. Ch. Gn. für den von Lotring getan und was desselben halben zu hoffen, wie auch I. Ch. Gn. den von Lotring und einer den andern mit dem titl gehalten, was titl auch der von Parma dem marggraven von Burgau gebe.

I. Ch. Gn. haben discorriert, was sie mit dem von Pottlitz eines sonderbaren friden halber gehandelt und was darin noch beschehe. Und hat aber gedachter von Pottlitz und andere I. Ch. Gn. mitl fürgeschlagen gehabt, zwischen dero erz- und stift und Staden ein friden zu machen, welches I. Ch. Gn. ir gefallen lassen, sover es mit eherlichen conditionen beschehen kunte.

Der her Minucci hat I. Ch. Gn. zurugg geschriben, grave Everhard von Salm getraun im von dem von Hessen die abtei Hersfeld zu bekommen, wann er hoffen könne, das man in zu Rom confirmire; sollen demnach I. Ch. Gn. sich gegen dem graven

5.

15.

August

„I. Ch. Gn. wolten gern, unser gnedigster herr machte mit dem von Parma noch grössere kundschaft, sagte demselben etlich mal dank umb die I. F. Gn. gelaiste favor, erbute sich auch willig, I. Alt. zu dienen.

Der aus Hispania soll disfals auf den von Lotring gedenken; das will aber dem von Parma nit eingehen, sonder mainet I. Alt., der von Mayna sie dis orts Lotring fürziehen, umb das er nit so mechtig und daher die Spänier sich seiner nichts zu befahrn. Andere mainen, man underhalte den von Lotring also mit gerten Worten, damit er nit dem Granduca folge und also die Liga verlasse.“³

¹ Vgl. Motley III, 36 A. 22; Ehse's I. 2, 494; 503; G. G. A. 1900 S. 542 f.

² Vgl. G. G. A. 1900 S. 549 (Mandat Parmas vom 15./25. Juli).

³ Vgl. das Schr. Ernsts an Baiern vom 10./20. Juni, bei Stieve VI, 441 ff.; hier No. 261; 274; 316; 361.

erbieten, die confirmation richtig zu machen. Das haben I.^h Ch. Gn. gern verhaissen.“¹

(Rückseite: „Des Minucci sumarische relation von seiner cölnischen schickung ao. 90.“)

Ma. 88|20 f. 377 ff. Cop.

7. August 394. Johann Casimir an die evangelischen Kapitularen zu Strassburg.
Heidelberg

Billigt, dass sie die Häuser und Höfe ihrer Gegner in der Stadt eingezogen haben.² Abreise seiner Gesandten von Prag am 26. Juli. Da dieselben daher das Schr. des Kapitels den andern kurf. Räten nicht kommunizieren konnten, rät er dem Kapitel, an Sachsen, Brandenburg, Magdeburg, Heinrich Julius von Braunschweig und Wilhelm von Hessen ausführlich zu schreiben. Cop. der Erklärung M. Ernst Friedrichs auf J. C's. an ihn ergangenes Schr. wegen der kais. Kommission und Sequestration. Hoffte, dass der M. die Kommission nicht übernehmen würde.³

Strassb. A. A. 773. Or. (ohne Unterschrift).

8. August 395. Johann Casimir an Christian von Sachsen.
Heidelberg

Parmas Resolution und das Schr. von Putlitz in Copp. P. spottet tatsächlich nur der R. Stände; alles geht nur darauf, die Exekution zu gunsten seines französischen Zugs hinauszuschieben. P. lässt die zu restituierenden Plätze verproviantieren und befestigen. In den Kreisen gibt es genug Personen, die P. alles entdecken und die Exekution zu hindern suchen. Den Geistlichen ist trotz ihrer guten glatten süßen Worte nicht zu trauen, da sie die Ausrottung der Ketzer allein von Spanien erwarten. Sie glauben irriger Weise, sie würden ihre Hoheit auch unter Spanien behalten. Helfen kann nur eine Extraordinarihülfe, wobei die Pfaffen u. a. Stände die Kriegskosten mitbezahlen müssten. Schlägt deshalb eine vertrauliche Zusammenordnung von Räten einer Anzahl von Ständen der A. C. vor.⁴ Die von Köln bei Putlitz angeregte Zusammenkunft nicht ratsam.

Mb. 414/77 f. 107. Conc.

¹ Vgl. S. 298 A. 1.

² Vgl. Meister, Kapitelstreit S. 368 ff.

³ Vgl. ebd. S. 361 ff.

⁴ Die Antwort, Liebenwerda 15. August, lehnt dies unter Hinweis auf den Dep. Tag ab und wiederrät den Konvent der rheinischen Kf. (ebd. Or. pr. 24. Aug.). Zündelin an Camerarius, 14. Aug. (Bm. Coll. Cam. XXII): er hoffe, dass „nostrorum consilia“ sich künftig besserten, „non tamen omnium. Quidam enim etiam non mali pervertuntur tamen improborum quorundam consiliis, qui nullo periculo aut calamitate reip. christianae moventur et ab innocentissimorum etiam hominum aerumnis triumphandi ansam arripiunt. Hipparchi animus optimus . . . Francofurti conventum fore legatorum principum protestantium apud vos inveteratum puto“.

396. De Fresnes an Landgraf Wilhelm.

17. August
Frankfurt

Erhielt hier W. Schr. vom 11. Juni. War auf Einladung des kgl. Gesandten in der Schweiz; mit 2000 Mann und 500 Pferden des K. und ebensovielen der Schweizer könnte man Savoiën von Genf wegzagen. „Toutes noz affaires de tous costez ne sont que pauvreté. Mais j'espère que dieu nous regardera en nostre pauvreté“. Parmas Eindringen in Frankreich; keine deutsche Hilfe für den Kg.; „dieu vueille pardonner à ceulx qui ont mis tant de soubçons et de desfiances en avant pour empescher qu'il n'ayt esté secouru. . . . Satan chef de noz ennemys, tant plus ilz ont de résistance et tant plus les faict-il roidir pour nous acabler“. Beabsichtigte Werbung von 6000 Pf. und 11000 Mann zu Fuss in Böhmen und Schlesien, über Nürnberg und Würzburg ins Mainzische zu führen. Die Fürsten sollen wenigstens sorgen, dass die Gegner nicht soviel Reiter aufbringen. Vorgehen des Papstes gegen den Kardinal Cajetan. Der Papst sähe wohl am Liebsten den Ruin der beiden Könige, fürchtet aber Spanien mehr. „Quant est de l'accord avec le roy, il n'y oseroyt avoir pensé. Dieu luy a mis ceste ambition dans la teste pour le soulagement de son église contre l'opinion de tout le monde“. . . Der Kg. schickte ihm den Kontrakt über 160000 fl. „en forme et sellé du grand seau“; wird ihn W. je nach dessen Befehl bringen oder schicken.

Marb., Frkr. 1590 I. Or.

397. Visconti an Montalto.

(Kirchenpolitische Forderungen der prot. Gesandtschaft an den Kaiser.
Schwäche und Furcht der kais. Minister.)18.
28.
August
Prag

Die kais. Minister versichern ihn, die protestantischen „comisarii“ hier „(li giorni passati)“ hätten (wie er M. schon früher schrieb) beim Kaiser nichts gegen die katholische Religion erreicht, wohl aber „cose esorbitantissime“ gefordert: kein Rekurs der Bischöfe und Prälaten an den heiligen Stuhl, Genuss der Regalien ohne päpstliche Konfirmation, „che fusse permesso a tutti della C. A. indiferentemente havere et tenere benefitii et prelature“; der Kaiser soll künftig keinen Nuntius mehr bei sich zulassen; das letztere sollen sie nicht schriftlich, sondern nur mündlich vorgebracht haben. Wünschte, dass die kais. Minister in Sachen, die das Interesse des heiligen Stuhls berühren, „communicassero et si allargassero meco un poco più che non fanno“, was, wie er ihnen sagte, auch dem Dienst des Kaisers zum Vorteil gereichen würde. „Ma vanno con tanta circumspeitione di non disgustarli et, come essi dicono, di non irritarli, quando risapessero che le loro proposte si comunicassero con li ministri di S. S^{ta}, che io dubito che alla fine il soverchio timore et connivenza sia per darli più ardire et in cambio di partorire la quiete che pretendono questi ministri, causare maggiore difficoltà et rumori; onde se a loco et tempo oportuno si mostrasse qualche rigore et risentimento, forse che la loro sfacciatagine non passerebbe tanto oltre. Ma questo è un negozio che se dalla providenza di dio non viene aiutato, se ne può difficilmente per diversi rispetti sperare rimedio dalle forze humane“.

Rom, Germania 112 S. 55. Or.

20. August 398. Johann Casimir an Christian von Sachsen.
(Der Dep. Tag und die wirkliche Hülfe gegen Spanien. Kölns angeblicher Vertrag mit Spanien.)

Auf Chr. Schr. vom 8.¹ Chr. möge Brandenburg, wenn nötig, auch zur Beschickung des Dep. Tags veranlassen.² Die 2 Monate sind wohl fast ganz von den einen für Erzb. Gebhard, von den andern für Erzb. Ernst verwendet worden. Ist mit Chr. einig, dass hierüber nicht weiter disputirt, sondern davon geredet werden soll, was nun weiter zu tun. Gegenüber dem voraussichtlichen Widerstand der Papisten zu Gunsten Spaniens muss man der R. Verf. nachgehen, solange die Papisten folgen. Freilich haben sie auf dem kölnischen Kreistag die fünf Kreise für zu schwach erklärt; es war aber nicht richtig und ein Vorgehen gemäss den R. Ordnungen würde nicht ohne Frucht sein. Das Haupt einer wirklichen Hülfe wäre der Herzog von Jülich als Oberst des bedrängten Kreises; aber sowohl der Herzog selbst als sein oberster Leutnant, der alte Herr von Raidt, der lang keinen Krieg geführt hat, taugen hiezu nicht. Im niedersächsischen Kreis gäbe es eine hiefür passende fürstenmässige Person, aber ein Haupt, das zuvor spanisch gewesen, kann man nicht brauchen.³ Ist für Hülfe mit Volk, nicht mit Geld; darauf zu sehen, dass unter den Zu- und Nachgeordneten nicht Leute sind, die zuvor auf spanischer Seite gedient haben. Zur Verstärkung der 5 Kreise könnte man den obersächsischen vorschlagen. Es wäre eine dreifache Hülfe übrigst stark genug. Da aber unter Papisten Leute an den Beratungen teilnehmen, die mehr auf Spanien sehen und alles an Spanien verraten, sollten gegebenen Falls die Räte der weltlichen Kff. von denen der geistlichen geradezu Erklärung darüber fordern, wie man mit ihnen daran sei und ob sie bei den R. Konstitutionen bleiben und die Spanier vertreiben helfen wollten oder nicht; wollen sie nicht mit der Sprache heraus, so „müsten wir alsdann . . . unserer schanzen für uns selbst wahrnehmen“. Erweist es sich als Tatsache, dass Köln Spanien gegen 100 000 Kronen das Stift einräumen und nur den Namen eines Erzb. und Kf. behalten will,⁴ so könnte man sich zuerst mit Mainz und Trier verständ-

¹ Vgl. No. 376 f. Der Kf. erklärte in seiner Antwort vom 8. Aug. auf J. C. Schr. vom 29. Juli und 1. Aug. den Dep. Tag beschicken zu wollen, da der Kaiser es dabei bewenden lasse und J. C. u. a. dafür hielten, es könne dort etwas Nützlichliches ausgerichtet werden (was er kaum glaube); für Abwendung der spanischen Gewalt müssten vor allem die auf dem vorigen Dep. Tag bewilligten 2 Monate in Richtigkeit gebracht werden (vgl. II. 451); damit die Papisten das Spiel nicht allein in die Hände bekämen, könnte man das von Magdeburg auf dem jüngsten köln. Kreistag Angezogene und anderes den R. Konstitutionen gemäss vorbringen (ebd. Or.).

² In seinem Schr. an Brandenburg vom 22. Aug. schlägt Kf. Christian Verwendung der ao. 82 bewilligten 2 Monate (Ritter I, 575; II, 17), Ernennung eines Evangelischen zum Obersten, eines Pöpstischen zum Zugeordneten und unverdächtiger Befehlshaber aus beiderlei Religionen vor (ebd. Cop.).

³ Wohl Herzog Franz von Sachsen-Lauenburg, vgl. S. 309 A. 1.

⁴ Vgl. No. 386.

digen und dann insgesamt den Kölnischen ins Gewissen reden. Wollen die Papisten gar nicht mittun (wofür die Haltung Parmas während der Gesandtschaft spricht), so müssten die Evangelischen auf eine Extraordinariihilfe bedacht sein, wofür die augenblickliche Beschäftigung der Spanier in Frankreich sehr günstig wäre; das Kastell zu Antorf soll z. B. meist mit Bürgern besetzt sein. Auch bei einer Rückkehr der spanischen Truppen wäre man, besonders mit Hilfe der Staaten, stark genug.¹ . . .

Mb. 414/77 f. 19. Conc.

399. Pfalzgraf Johann an Johann Casimir.

21. August
Zwei-
brücken

Auf J. C. Schr. vom 7. Hat die kais. Erklärung in der Jülicher Sache gegen ihn und die Mitinteressenten J. C., mit dem er einer Meinung ist, schon mitgeteilt. In keinem von allen kais. Schr. wird dem Herzog vom Parma ernstlich befohlen sich der Tätlichkeit auf R. Boden zu enthalten.² . . Von der angefangenen lothringischen Traktation ist ihm ausser dem, „so E. L. schon albereit durch den herrn von Dona und sonst teilhaft gemacht worden,“ nichts weiteres von Mondreville oder Metz zugekommen.

Mb. 414/77. Or.

400. Die kölnischen Gesandten an Bürgermeister und Rat zu Köln.

22. August
1. Septbr.
Prag

(Werbung beim Kaiser. Erklärungen des Vizekanzlers Kurz über den Städtetag und die Drohungen J. C. gegen Köln. Ein Gesandter des Kf. Ernst.)

Ankunft hier am 20. August; fanden das versprochene und durch eigenen Boten überschickte Schr. des Pfalzgrafen bei Lic. Wirichius (beil. Cop. 1). Audienz beim Kaiser allein 27. August; der Kaiser versprach Beratung und Antwort.³ . . Baten den Vizekanzler um Gutachten über das, was zu Speier der Adjunktion und zu Heidelberg der Religion halber vorgegangen. Kurz erklärte

¹ In seiner Antwort aus Dresden vom 31. Aug. (Mb. a. a. O. Or.) teilt Chr. Brandenburgs Entschluss zur Beschickung des Dep. Tags und sein eigenes Gutachten an Brandenburg wegen der Beratung daselbst mit und billigt die Hilfe mit Volk, die Wahl unverdächtiger Leute und eine bescheidene Erinnerung der Geistlichen; wegen Kölns müsste man doch erst volle Gewissheit haben.

² Vgl. das kais. Schr. vom 6./16. Juni bei Keller, Gegenreformation II, 109 (No. 45).

³ Vgl. No. 388. J. C. legte seiner Fürschrift an den Kaiser ein Schr. an die Kölner Gesandten, Heidelberg 31. Juli, bei, mit der Anforderung bei ihrer Heimkehr das Anbringen seiner Räte wegen der ev. Bürgerschaft zu Köln ihren Herren zu referiren und die Abschaffung der Beschwerden zu betreiben (Köln, Briefe 1589—92, Or.). Ein sehr scharfes Schr. J. C. in gleicher Sache an den Kölner Rat vom 25. Aug. im Auszug bei Ennen V, 370 f; ebd. S. 369 ein etwas weniger schroffes Interzessionsschr. Kursachsens gl. Datums.

die eigenmächtige Vermehrung der städtischen Abgeordneten zum Dep. Tag (Köln und Nürnberg) auf eine kathol. und drei A. C. Städte sowie die Restriktion der kölnischen libertas voti per maiora für unzulässig; Köln habe dieses Zeichen des Misstrauens nicht verdient und mit Recht protestirt; sie sollen sich auf dem Dep. Tag an die kais. Kommissarien wenden.¹ Zum 2. Punkt erklärte Kurz, „das gleichwohl solche comminationes bei . . . herzogen Johan Casimir nit neu und das I. F. Dt. auch wol etwas attentieren durften“; der Kaiser werde aber eine solche Beschwerung einer so ansehnlichen Kommune der Religion halber nicht zulassen. . . . Am 23. kam der Grossmayer von Lüttich Hermann von Linden als Gesandter des Kf. von Köln hieher; hatte schon Audienz; sie baten Kurz um Mitteilung, falls L. etwas gegen den Rat vorbringen sollte. Kurz erklärte, bisher sei nichts dergleichen vorgekommen. Die vom Rat überschickten Beilagen. Man glaubt „dieser ort“, die Stadt Köln habe trotz der unruhigen Zeiten nicht ab, sondern publice und privatim zugenommen, „welchs, dieweil die gemuter allenthalben damit eingenommen, abzulehnen arbeit haben will.“²

Köln. Berichte der Kölner Gesandten 1590. Or.

24. August 401. Johann Casimir an Wolfgang von Mainz.

Germers-
heim

Hat von seinem Amtmann zu Bacharach Meinhart von Schomberg gehört, dass W. die schon öfter zwischen ihnen erörterte persönliche Zusammenkunft wieder angeregt hat, und er bietet sich W. am 8. oder 9. September in Höchst zu besuchen, auf W. Wunsch derart, als ob er nur auf der Reise nach Nauenheim vorsprechen würde.³

Mb. 414/77 f. 180. Conc.

24. August 402. D. Andreas Fabritius an D. Hennig Hamel.⁴

Königs-
berg

(Preussische Heiratshandlung; die Herzogin will den Kaiser hereinziehen.)

Hat wegen des zu Halle unter andern geheimen Sachen berührten Verdachts gegen seinen Kollegen Hans von Tettau, als habe derselbe zu Köln in einer Konversation sich nicht gut brandenburgisch erzeigt, Erkundigung eingezogen. T. wurde von der Herzogin in Schutz genommen und erklärte ihm selbst, sein

¹ Der Städtetag zu Speier hatte beschlossen den beiden zum Dep. Tag beschriebenen Städten Köln und Nürnberg noch zwei weitere, Strassburg und Frankfurt, beizuordnen (Abschied Speier 24. Juli a. St., Köln, Städtetagsabschiede de annis 1590/91/92).

² Vgl. hierüber Weinsberg IV, 104; 107.

³ Vgl. No. 358. W. schlug am 27. Aug./6. Sept., da er eben nach Aschaffenburg reisen wolle, eine spätere Zusammenkunft in Steinheim oder unter Beiziehung Triers in Mainz vor (ebd. Or.). Ein Schr. J. C. vom 30. Aug. (ebd. Or.; nicht ausgefertigt) lehnt Triers Beziehung ab.

⁴ F. und der im Schr. erwähnte Tettau sind preussische Räte, Hamel magdeburgischer Rat.

Gespräch zu Köln mit dem von „Potlist“ sei falsch verstanden worden. Die Herzogin ist der Sache nicht ungeneigt und wartet nur auf die väterliche Erklärung, beabsichtigt übrigens auch, da sie durch vornehme Leute vom Kaiserhof erinnert wurde nach dem Beispiel ihres Vaters ihre Kinder nicht ohne kais. Rat zu verheiraten,¹ den Kaiser um sein Bedenken darüber zu ersuchen, welches der beiden bewussten Häuser dem andern vorzuziehen. Er brachte hiegegen alle möglichen Einwände vor; da er besorgt, „das man etwa den dritten durchs haus Oesterreich geben und dem alten trappen, durch heirat zu wachsen, nachgehen mochte,“ u. a. es könnte aussehen, als wolle die Herzogin das Haus Oesterreich selbst invitiren; ginge Oesterreich darauf ein, so würde sie Ursache geben „ihr fleisch und blut nicht allein, sonder auch die lande und evangelischen stende in das leidige pabstum zu stecken“, es könnte bei Brandenburg grosse Weitläufigkeiten veranlassen u. s. w.² Sie entschloss sich endlich ein Schr. an den Kaiser zu verfassen, aber dessen Absendung seinem Herrn dem Markgrafen anheimzustellen.

Berlin R. XXXV. C a. Cop.

403. Johann Georg von Brandenburg an Christian
von Sachsen.

28.
August
Karzig

Kann nicht mehr tun, als dem K. von Navarra die bewilligten 30 000 Taler vollends vorstrecken; hat aber Chr. u. a. Fürsten nichts vorzuschreiben.³

Dr. 9305. Or.

404. Christian von Sachsen an König Jakob von
Schottland.

30. August
Dresden

Auf J. Schr. vom 8. Juni, überreicht durch Guilielmus Stuartus und Johannes Skenaeus. Hält den von J. vorgeschlagenen Weg friedlicher Interzession für völlig aussichtslos; jeder derartige Schritt würde nur der List und Treulosigkeit der Gegner zu

¹ Am 20. Aug. schreibt Herzogin Maria Leonora aus Königsberg an M. Georg Friedrich, ihr Gesandter Otto Bilandt zu Reidt habe die kais. Konfirmation ihres Heiratsvertrags noch nicht erhalten; man habe ihr vorgehalten, sie habe ihre älteste Tochter ohne Vorwissen des Kaisers dem K. Sigismund von Polen zugesagt (ebd. XXXV. 3^a, Or.); vgl. hiezu Z. f. preuss. Gesch. IX, 354 f; 358.

² Vgl. hiezu Ehses I. 2, 420.

³ J. G. hatte bereits am 16. Aug. aus Küstrin dem Kf. Christian, der ihm seine Korr. mit J. C. mitteilte (S. 361 A. 2), erklärt, er habe dem König ein Darlehen von 30 000 Talern bewilligt, wovon 15 000 schon erlegt seien (vgl. S. 230 A. 2); den Rest wolle er auf ferneres Ansuchen des K. erlegen, auch Zuzug von Volk gestatten; mehr oder anders zu helfen sei ihm bedenklich, da er „allewege gerne dahin gesehen, das man sich der französischen kriege zu gefeherlicher consequenz nicht so gar ser theilhaftig machen und dadurch den krieg in unser gemeines vaterland deriviren möchte“ (ebd. Or.).

Statten kommen, Wird die Sache mit den übrigen R. Fürsten in Beratung ziehen.¹

Berlin, Uniönsacta I. Cop.

(August) 405. Memorial Minucci's² für Ernst von Köln.

(Einleitung einer Verständigung mit J. C. Heirat und römische Königswahl. Präzedenz. Rheinischer Kf. Konvent. Vermählung und Anwartschaft Sibyllas von Jülich.)

„Memoriale delle cose che resteranno a disporre dal ser^{mo} signor elettore di Colonia per le materie trattate dal Minucci con S. A. di commandamento del ser^{mo} signor duca Guilliélmo di Baviera etc.

Ritornando il baron di Potlitz d'Hollandia S. A. resterà servita di non disprezzare quel desiderio che mostra il duca Giovanni

¹ Vgl. die kgl. Beglaubigung für die beiden Gesandten bei Chr., 8. Juni, ebd. Cop; bei Heinrich Julius von Braunschweig, Hannover Or.; bei Johann Georg von Anhalt, Beckmann II, 214 f; ihre Instruktion vom 9. Juni (Vorschlag einer gemeinsamen Friedensgesandtschaft der prot. Fürsten an England, Spanien und Frankreich, ev. einer Gegenliga gegen Spanien) Rymer VII, 36 ff. In einem Schr. aus Kolding vom 28. Juli befürworten K. Christian IV. und die dänischen R. Räte der Regierung die schottische Werbung bei Heinrich Julius von Braunschweig (Hannover, W. 1478, Or. pr. 12. August durch die Gesandten), der in Schr. aus Wolfenbüttel vom 13. Aug. an Dänemark und die deutschen Fürsten eine Versammlung sämtlicher ev. Potentaten, Kf., Fürsten und Stände ähnlich dem 1583 geplanten Konvent zu Mühlhausen (Br. J. C. II. 205) vorschlägt, um sich über Herstellung der Ruhe oder im Notfall über Massregeln der Abwehr zu verständigen (Hannover a. a. O., Berl. a. a. O. Cop.; gl. Datums an K. Jakob, mit dem Versprechen vorerst einen Konvent der ev. R. Stände betreiben zu wollen, Hannover). Die Antwort Sachsens, Kolditz 2. Sept., erklärt sich gegen einen Konvent, aber für Beratung der Sache durch die prot. Gesandten auf dem Dep. Tag (ebd. Cop.). In seinem Schr. an Heinrich Julius hatte K. Jakob bemerkt: „Cum una in Dania essemus, fusius hac de re cum Cels. V. coram egimus“; vgl. Ranke, Engl. Gesch. II³, 11; über das Ganze ebd.

² Dieses Memorial, das auch in deutscher Fassung vorliegt (Ma. 38/20 f. 328 ff.), ist von Minucci für den Kf. Ernst im Hinblick auf dessen Zusammentreffen mit J. C. und den andern rheinischen Kf. auf dem von Köln vorgeschlagenen Konvent verfasst worden; M. kam auf seiner Rückreise noch in der letzten Augustwoche a. St. zu J. C.; am 30. Aug./10. Sept. war er (vgl. Stieve IV. 44 A. 6 und Ehse I. 2, 484 A. 1.) in Speier. Die Abfassung des Memorials liegt jedenfalls vor dem Besuch Minucci's bei J. C., dessen sonst ohne Zweifel Erwähnung geschehen würde. Stieve IV, 13 A. 4 setzt das Memorial, das er gewiss mit Recht auf Weisungen Herzog Wilhelms an M. zurückführt, irrig vor den Bericht vom 5./15. August. Vgl. dagegen die Ueberschrift des italienischen Textes; im deutschen Text lautet sie: „Vermerkt, was I. Ch. Gn. zu Cöln in denen sachen zu tuen, so aus bevelch I. F. Gn. herzog Wilhelmen in Bairn der Minucci mit derselben gehandelt.“

Casimiro^a di riattaccare seco buona amicitia, alla quale s'aprirà (August) più facile strada, s'ella darà segno di accettare per buona la scusa delli passati termini hostili usati da esso Casimiro, mostrando anzi di lodare ch'anco in quello gli volesse mantenere la fede sua, et di far argomento di quà, ch'egli tanto più sia per essere nelle occasioni pronto et costante a servitii di parenti et d'amici.

Se in questo proposito darà occasione il Potliz discorrere sopra quello che può appartenere al ben commune dell'una et l'altra parte,^b continuandosi una buona intelligenza tra precinpi del medesimo sangue et della medesima famiglia, S. A. secondo la sua prudenza saprà andar ordendo la tela per quei fini che si sono comunicati.

Ma sarà servitio della causa mostrar di non sapere intorno ciò il senso del ser^{mo} signor duca Guilliemo, ma di volerlo ben scoprire con buona occasione et tentare in ogni modo di persuadere S. A. ad unirsi, quanto sia possibile.

Se accaderà la ragunanza de gl'elettori del Rheno, come pare che s'intenda, miglior occasione haverà S. A. d'incaminare di presenza le medesime pratiche con esso duca Casimiro et scoprire accortamente, quai sieno i pensieri intorno al matrimonio, intorno alla elezione de re de' Romani,^c intorno alle pretensioni di precedenza mosse da gl'Austriaci.

In occasione della qual ragunanza S. A. potrà anco con gl'altri due elettori fare qualche scoperta de gl'animi loro così intorno il presente malgoverno dell'imperio et la futura elezione de re de' Romani, com'anco sopra la medesima materia di precedenza, procurando quanto sarà possibile di guadagnarsi le volontà loro et farli amici alla casa augustissima di Baviera et favorevole a disegni nostri, sopra che importa molto che S. A. metta gran pensiero e v'adopri la forza della prudenza et eloquenza; et così si verrà facilmente a sottrarre, se o dalla parte dell'imperatore s'è fatto officio con loro per l'elezione de re de' Romani o da quella dell'arciduca Ferdinando per la controversia della precedenza, nella quale egli dice d'havere già alcuni elettori dal canto suo.

Secondamente S. A. restarà servita di far pigliare qualche buona et sicura informatione di ciò, che veramente possa appartenere alla principessa Sibilla dopo la morte del padre et del fratello, se non facendo ella lettione [!] le ha da pervenire almeno la quarta parte dei stati paterni, poichè sono feudi, da quali non vengono escluse le femine; se'l contado di Rauensburg et la signoria di Rauenstein sono feudi della Gheldria, et se di loro natura possono passare in femine; et quando'l re catolico investisse di quelli essa principessa Sibilla o'l marito suo, se vi restaria altra difficoltà. Et se nel medesimo modo S. M^{ta} Cat^{ca} potess'anco investir altri nel contado di Meours, come acquistato per ragion di guerra, ove si può almeno con buona giustizia pretendere ristoro delle spese fatte nell' impresa, le quali importariano più che non

^a Am Rand von anderer Hand: „Quaesita amicitia a Casimiro“.

^b Ebenso: „Consilia de matrimonio“.

^c Ebenso „De electione regis Romanum. De praecedentia“.

vale il contado. Oltre di che si desidera anco sapere, quanto possino rendere d'entrata li detti stati di Rauensburg, Rauenstein et Mours.^{1a}

Ma. 311|3. Or.?

406. Memorial in Sachen Ernsts von Köln.¹

(August) (Verteidigung des Kf. gegen den Vorwurf unerlaubter Abmachungen mit Spanien. Minucci's Werbung bei Trier, Mainz und Pfalz.)

Allerhand Reden und Argwohn gegen Köln, als habe er sich den R. Konstitutionen zuwider mit Spanien in ein Bündniß eingelassen, besonders verstärkt durch die grosse Vertraulichkeit des Kf. mit Parma, durch spanische Truppen und Gardien in kf. Städten und die Entwürfe eines antorfischen Baumeisters für zwei Schlösser in Bonn und Neuss. „Dahero haben etliche fürsten sachen vor inen gehabt, so I. Ch. Gn. wolfart, namen und wörden hoch zewider, und hat sonderlich landgrave Wilhelm von Hessen dem von Trier geschriben, ir des von Cöln Ch. Gn. weren gehörter ursachen halber von der churfürstlichen verain und zal auszuschliessen“. Trier antwortete vernünftig und wie ein guter Freund, verneinte die Anklagen, verteidigte den bairischen Namen und erklärte „teutsch genueg, . . . das S. Ch. Gn. zu gemeltem vorhaben ze helfen nit bedacht.“² Als nun der Minucci dieser ursachen halber zu Trier, Mainz und dem Casimir geschickt worden, hat er sich beflissen, angedente böse wohn und verdacht genzlich aufzeheben“, besonders mit schriftlichen Belegen gezeigt, dass Köln und Parma sich dahin verglichen, die Gardien müssten abgeführt werden, wenn es der Kf. begehre, ferner erklärt, die Festungen und Basteien seien zur Ersparung der sonst nötigen Gardien gebaut worden; „zu solchem habe man einen paumeister genommen, wo man einen gewüst, und wan einer beim Casimiro gewest, so hett man denselben eben so bald begert und so gern gehabt als den andern. Ob aber I. Ch. Gn. mit den Spaniern in einer bindnus sei, das könne man daher leicht abnemen, das I. Ch. Gn. geneigt, mit des königs widersachern, auch one I. K. W. vorwissen, frid ze machen, da es rechtmessiger und leidenlicher weis geschechen könne.“ Ferner erbiete sich der Kf. das spanische Volk zu entlassen, sobald ein ihn vor den Staaten sichernder Friede gemacht oder ihm die Kreise zur Haltung eigner Kriegsleute Hülfe tun wörden. „Hirdurch ist dem von Trier und dem Casimir (dann der Minucci zu dem von Mainz wegen ableiben und klag desselben bruedern nit kommen können, ist jedoch dem dechant von Bonn aller bevelch gelassen worden) ein solch benüegen beschechen, das Trier sich vast erfreit, das S. Ch. Gn. nunmehr wisse, wie sie dem gegenteil sollen antworten, der herzog Casimir aber sich allen gueten willens, auch verrer erboten solch alles von stund an dem

¹ Das folgende bezieht sich auf den bair. österr. Präzedenzstreit und die Titulatur.

² Vermerk auf der Rückseite: „Von dem verdacht, das I. Ch. Gn. zu Cöln mit den Spaniern ein verbindnus etc.“

³ Vgl. Frangipani an Montalto 3./13. Sept., Ehses I. 2, 506.

von Sachsen und Brandenburg zu schreiben. Dis hat der Minucci von stundan dem von Würzburg geschrieben, sich auf dem tag ze Frankfort darnach hette ze richten. Darauf S. bischoves F. Gn. geantwort, er Minucci sei eben recht kommen und wöllen sie der sachen recht tuen.“

Marb. 38|20 f. 332 f. Cop.

407. Sancy und de Fresnes an Landgraf Wilhelm. 2. Septbr. Frankfurt

Schicken Schr. und Instruktion des K. in Copp., bitten um Hülfe noch in diesem Jahr. Der K. wird den von den Fürsten ernannten Führer des Heers bestätigen. . . . J. C. beschied sie heute nach Neuschloss zur Verhandlung über raschere Unterstützung des K., „à quoy il se dict très-affectionné“. . . Vergiftung des Papstes durch die Spanier.¹

Mb. Frkr. 1590. I. Or. (pr. Zapfenburg 8. Sept.)

¹ Vgl. No. 382. Am 1. Sept. schrieben S. und Fr. an Sachsen (Dr. 9305. I. Or. pr. Kolditz 12. Sept.) und an Braunschweig (mit dem Bemerkten: „dominus Schonbergius morbo affectus scribere non potuit,“ Hann. Or.). Vgl. No. 414. Sachsens Antwort an S. und de Fr., Kolditz 13. Sept., verschiebt alles bis zur Rückkehr Pallavicino's; das Or. Schr. Spaniens an S. Clemente behält er (ebd.). Vergebens suchte Schomberg in einem Schr. aus Frankfurt vom 21. Sept. den Kf., dem er ein Schr. des K. an die 3 Gesandten in Frankfurt vom 28. Aug./7. Sept. schickte, davon zu überzeugen, dass ein längerer Verzug der Hülfe den K., wenn nicht ein Wunder geschehe, um sein Reich bringe. Er selbst habe bereits durch Anhalt dem Kf. erklären lassen, dass er die ihm von beiden Königen übertragene Gewalt einem vom Kf. zu bezeichnenden Fürsten abzutreten erbötig sei. „Ein schreiben mit meiner hand“ mit bestimmter Zusage einer bestimmten Truppenzahl auf diese und diese Zeit werde genügen, um den französischen Adel, der nicht länger im Feld bleiben wollte, beim K. festzuhalten. Verzicht auf die Einnahme von Paris und Rückzug über die Loire würden unwiderbringlichen Abfall nach sich ziehen. „E. Ch. Gn. bitte ich umb Jesu Christi leiden und sterben will, sie wollen doch den tapfern frommen konig nicht lenger hulflos lassen“ (Dr. ebd. Or.). Der Kf. antwortete Dresden 28. Sept. durchaus abdehnend; die Sache hänge nicht von ihm allein ab, sonst wäre er dem K. längst zu Willen gewesen (ebd. Conc. Krell). Viel schärfer erwiderte er am 2. Okt. auf ein Schr. Sancy's, Frankfurt 23. Sept. (worin die Bitte um Urlaub, „taedet enim tamdiu his locis inutilem regi patriaeque vivere“), er trage keine Schuld an der Verzögerung der hochnötigen Hülfe und hoffe noch die Versuche derjenigen zu vereiteln, „qui tam pia et iustae expeditioni aliquid impedimenti ut antehac saepius obicere nitentur. Aliorum autem hic sive cunctationem nimiam sive culpam praestare non possumus neque debemus; hanc tamen ipsam cum, ut voluissemus, corrigere nobis non licuerit, ut poterimus, certe emendare studebimus.“ Die Hauptschuld trage der König selbst (ebd. Conc. Zündelin. — Nach einem Schr. von Revol an Schomberg, Chelles 29. Aug./8. Sept., hatten Pallavicino und Staffort, die seit 8 oder 9 Tagen vergeblich auf die Schlacht zwischen dem K. und Parma warteten, noch keine Audienz erhalten können (ebd. Cop.). Im Sept. rechnete Heinrich IV. noch bestimmt auf das Eintreffen der deutschen Hülfe, vgl. Lettres miss. III, 251; 253; 257. („au, plus tard dans la fin de novembre“).

4. Septbr.
Potsdam

408. Joachim Friedrich von Magdeburg an
Christian von Sachsen.

Auf dem niedersächsischen Kreistag soll offen und geheim von der französischen Hülfe gehandelt werden. Alle die von J. C. angeführten Argumente und Motive vernünftig und am Tage; Geneigtheit der vornehmsten Evangelischen. Für einen Konvent der Räte. Sachsen soll die Sache bei Brandenburg, Pommern und den Ernestinern betreiben, er bei seinem Vater und M. Georg Friedrich, der Württemberg gewinnen kann, und auf dem Kreistag, Pfalz bei Ernst von Baden und Mümpelgard, Strassburg bei den andern vornehmen R. Städten und bei den ev. Schweizern, die vor 3 Jahren 14000 M. schickten; Jülich auf R. Kosten zu schützen; Holland und und Seeland vertraulich zu einem Angriff auf Parma zu veranlassen.¹

Dr. 9305. I. f. 371. Or. (pr. Kolditz 8. Sept.).

¹ Vgl. No. 389. Das S. 362 A. angeführte Schr., nach seiner Bezugnahme auf das obige Schr. Magdeburgs jedenfalls nicht vor dem Sept. 1590 verfasst, soll nach Anquez S. 35 A. 1 von Sancy herrühren. Der Schreiber berichtet zuerst von einer Unterredung zu Halle mit Meckbach, weswegen er nicht bis zum Administrator nach Wolmerstedt zu gehen brauchte; er habe M., der wie immer voll Hoffnung war, die Schr. des Königs an den Administrator sowie die Schr. des Kf. von Brandenburg und Braunschweigs übergeben. [Joachim Friedrich war am 4. Sept. in Potsdam, am 17. und am 26. in Wolmerstedt]. „Depuis j'ay veu m^r Peucer et le prince d'Anhalt, quelque peu indisposé“ [vgl. Sancy an Bongars, 14. Juli, Anquez S. 30; Beckmann III, 142]. Nach Mitteilungen über den Auftrag Pallavicino's den König zur Sendung einer Person „a latere“, La Noue, Chastillon oder Duplessis, zu bestimmen und über die No. 389 gegebene Korrespondenz sowie über Sachsens strenges Verbot aller Werbungen für die Liga und über die kais. Patente für letztere, von denen man dem Kaiser auf seine Ablängung hin ein von ihm selbst unterzeichnetes Or. zugeschickt habe, meint der Schreiber, „que petit à petit les affaires s'agrissent en ce pays, mais c'est bien petit à petit“; man braucht viel Holz, um diese Leute warm zu machen, und das Holz ist jetzt sehr teuer! Die Zusammenkunft Sachsens mit dem Administrator hat ein Verbot des Lästerns auf der Kanzel für die „prétraille“ des letzteren zur Folge gehabt, doch will einer in Halle nicht aufhören. „Je crains qu'il me faudra courir pour trouver m^r l'électeur qui est à chasser“ [Kf. Christian ist am 8. Sept. in Kolditz, am 10. wieder in Dresden]. „Ce qui sera cause que je vous verray d'autant plus tard, à mon grand regret. Je croy, mons^r, que je ne vous rapporteray guères davantage que ce que je vous escris à présent. Le D. Peucer trouve les procédures de vos cafars fort estranges et eslongnées de leur robes. Et à cela, comme au dessain de vostre voisin il ne trouve meilleur remède que celuy que vous jugez à assyestre très-asseuré, qui est que celuy que vous cognoissez, voye S. M^{té}.“ Ich halte für den Schreiber dieses Briefes nicht Sancy, der am 2. Sept. aus Frankfurt schreibt, dass er mit de Fresnes am 4. bei J. C. sein soll (No. 407), sondern Bongars, der von Sancy noch im August zu M. Georg Friedrich geschickt worden war (S. 362 A.) und nach einer Aeusserung Peucers vom 24. Aug. nicht nur nach Dresden, sondern auch nach Prag hatte gehen sollen, Beckmann a. a. O. Am 23. Sept. ist Bongars wieder in Frankfurt (H. Hagen, Catalogus codd. Bern.

409. Instruktion Johann Casimirs für seine auf den 5. Septbr
 Dep. Tag abgefertigten Räte Fabian von Dohna, Heidel-
 Adam Gans zu Putlitz und Dr. Ludwig Culmann. berg

Zunächst bleibt es bei den beiden früheren Instruktionen für die beiden Kreistage zu Köln. Gute Korrespondenz mit den Kursachsen. Die Verschiebung der Sache auf einem R. Tag keinesfalls zu bewilligen; vgl. den R. Abschied von ao. 55, wonach erst bei Unzulänglichkeit der gesammten Kreishülfe an den Kaiser zu gehen und ein R. Tag auszuschreiben ist. Zu der (unnötigen) Ergänzung der 5 Kreise der obersächsische vorzuschlagen. Zum Haupt einer wirklichen Hülfe nicht Jülich oder ein niedersächsischer Fürst, jedenfalls kein früherer spanischer Diener, zum Oberstleutnant etwa der Herr von Raidt trotz seines Alters zu wählen. Hülfe mit Volk, höchstens dreifach. Abforderung der Deutschen in spanischem Dienst und Verbot weiteren Zuzugs. Ueber die Augsburger 2 Monate nicht weiter zu disputiren. Interpellation der Räte der geistlichen Kff. durch die der weltlichen; vgl. sein Schr. an Sachsen vom 20. August. Anzuregen drei Mittel für einen Frieden in den Niederlanden: 1) Freilassung der Religionübung, 2) Herstellung der Privilegien und 3) Abschaffung der spanischen Gubernamenta. Hat Interzession für die Stadt Köln beim Kaiser getan und deshalb an Sachsen geschrieben; auf eine Gesamtinterzession der Stände zu dringen. . . .

Mb. 414/77 f. 212. Or.

Bern 1875, S. 217 f.). Ueber seine Bezeichnung als „le coureur“ vgl. Anquez S. XXXIV A. 1. Der Adressat des Briefs ist nicht leicht zu ermitteln. Die letzten Sätze zeigen ein Interesse an den theologischen Wirren, das durch den Hinweis auf „les procédures de vos cafars“ auch bei dem Adressaten vorausgesetzt wird. Ich würde am Ehesten an einen Vertrauensmann in Strassburg, etwa Lobbetius, denken; das „dessain de vostre voisin“ im letzten Satz könnte sich dann auf die weiter oben im Brief erwähnte Traktation zwischen Metz und Lothringen beziehen (vgl. No. 399). Was die ebenfalls im letzten Satz erwähnte Sendung an Heinrich IV. betrifft, so erfahren wir hierüber mehr durch ein Schr. aus Frankfurt vom 21. Sept. an einen deutschen Fürsten (wohl Anhalt, deutsches Conc. Bern, Bibl. Bongars, B. 149 No. 79). Der Schreiber, Sancy (nicht Bongars, wie Hagen annimmt), meldet seinen Entschluss, wegen der Missverständnisse über die Hülfe und vieler nicht brieflich mitzuteilender Dinge eine vornehme Person zu mündlichem Bericht an den König zu schicken, bei welcher Gelegenheit „E. F. Dt.“ die Pferde zum Geschenk für den K. mitschicken kann; ein P. S. vom 22. Sept. teilt Cop. eines kgl. Schr. mit, das ihm einer seiner Diener vom Hof brachte; der Adressat soll seinem Brauch nach vor andern die eiligste Hülfe befördern. Aus den Schr. Schombergs an Sachsen vom 21. Sept. und 15. Okt. (s. u.) wissen wir, dass das kgl. Schr. vom 28. Aug./7. Sept. nebst mündlichem Bericht den Gesandten in Frankfurt durch einen Sekretär Sancy's überbracht wurde. Am 23. Sept. schreibt Sancy aus Frankfurt an L. Wilhelm unter Verweis auf das kgl. Schr., er wolle sich nach langem fruchtlosem Aufenthalt hier zum König begeben, doch nur mit Zustimmung W. (Marb. Or.), dessen Antwort vom 23. Okt. S. nichts als Empfehlungen und fromme Wünsche für den K. aufträgt. S., der am 6. Okt. von Strassburg nach Basel ging, wurde dann durch die Kämpfe zwischen

8. Septbr. **410.** Johann Casimir an Christian von Sachsen.
Heidel-
berg (Minucci's Werbung; Konvent der rheinischen Kff.)

Erinnert an seine Schr. vom 20. und 8. August betr. Köln sowie dessen (von ihm für Schein und Hofpossen gehaltenes) Gespräch mit Putlitz. Vor wenigen Tagen brachte aber Kölns Abgesandter Minutius de Minutiis, ein Italiener und ein rechter Kurtisan, den Köln hin und wieder an Papst und Kaiser geschickt, auf der Rückreise aus Baiern¹ bei ihm folgende Werbung an: Köln habe gehört, dass er bei J. C. u. a. in den ungerechten Verdacht gefallen sei, als wolle er Spanien wegen der Kriegskosten etwas vom Erzstift einräumen; der König, den er wegen der Verwandtschaft zwischen Burgund und dem Erzstift um Hilfe ersucht, habe ihm alle Kriegskosten geschenkt, so dass er das Volk in Neuss und Bonn jederzeit abschaffen könne (beil. das vom Gesandten übergebene Mandat Parma's); zur Beratung der Abschaffung wünsche Köln eine Zusammenkunft der vier rheinischen Kff., wobei man seine Gesinnung gegen das Reich erkennen werde; die projektirten Kastelle in Neuss und Bonn hätten nur den Zweck dem Kf. die Kosten grosser Garnisonen zu ersparen; er wolle aber den Bau unterlassen, wenn er von Seiten der Staaten gesichert sein werde, was die rheinischen Kff. (da ihm selbst ein Ansuchen verkleinerlich wäre) durchsetzen sollten.² Befürwortet nach diesem Ansuchen die früher widerratene Zusammenkunft; mindestens könnte man dabei die Gesinnung der papistischen Kff. betr. der Abschüttelung des spanischen Jochs kennen lernen. Vielleicht liesse sich auch wirklich die Abschaffung der Garnisonen im Erzstift erreichen.³

Dr. 8543. Or.

Genf und Savoiën in Anspruch genommen (Segesser IV, 118 f.) und schrieb noch aus Basel im Nov. an Christian von Anhalt: „Fateor quidem, si in ea sententia, de qua ad me D. Peucerus scripserat, perstasset Cels. V. non passus fuissem me a consilio directae ad regem protectionis dimoveri. Sed probo valde Ill^{mo} Cels V, consilium et spero magnum rebus nostris momentum accessurum Cels. V. illis locis praesentia“ (Bern a. a. O. No. 57). Vgl. sein Schr. an Kf. Christian, Basel 26. Nov., worin er versichert, er habe ebenso wenig wie der König je an Chr. gezweifelt, Dr. Or.

¹ Irrig anstatt nach Baiern; vgl. S. 327 A. 1. Kölns Beglaubigung für M. bei J. C., Lüttich 15./25. August, Mb. 414/77, Or.

² Bei Mainz liess Minucci die Werbung durch D. Jacobus Campius (Dechant in Bonn, vgl. Hansen, Nunt. Ber. III. 2, 507 A. 1) anbringen; Trier, bei dem M. selbst schon auf der Hinreise nach Köln gewesen war, hatte sich zum Konvent bereit erklärt (Mainz an J. C., Aeschaffenburg 26. Sept./6. Okt., Mb. a. a. O. Or.). Ueber das oben erwähnte Mandat Parmas vom 25. Juli vgl. Ehses I. 2, 507 A. 1; G. G. A. 1900 S. 549 f.

³ Der Kf. widerrät in seiner Antwort, Dresden 21. Sept. (Mb. Or. pr. 29. Sept.) den Konvent der Kff. sehr entschieden, ebenso den Vorschlag eines Ansuchens bei den Staaten. J. C. lehnte in einem Schr. an Mainz, Heidelberg 5. Okt., die Teilnahme am Konvent ab, unter Berufung darauf, dass die Handlungen im Stift der von Minucci vorgebrachten Verwahrung Kölns widersprächen, sowie auf das kais. Schr. an Khevenhüller (ebd. Conc.).

411. Johann Casimir an die neuburgischen Räte 9. Septbr.
Schreckenstein und Zorer. Heidelberg

Erklärt sich gegen eine Verpfändung Pfalzburgs an Würtemberg durch Lothringen, was ein Präjudiz für die Agnaten, besonders für Neuburg und dessen Brüder schaffen würde. Man soll, wie früher bedacht, mit der actio revocatoria gegen Lothringen in camera prozediren.¹

Mb. 327/27. Or. (pr. Speier 10. Sept.)

412. Landgraf Wilhelm an Markgraf Georg Friedrich. 10. Sept.
(Aufgefangene Schr. Philipps II. Absichten auf Jülich. Verurteilt jeden Zapfen-
landesherrlichen Gewissenszwang.) burg

Teilt vertraulich Copp. zweier interzipirter Schr. des K. von Spanien an seinen Gesandten am Kaiserhof mit [beil. in lat. Uebersetzung eines s. d., das andere vom 26. Mai]²; die Spanier haben demnach wirklich ein Auge auf Jülich. Der Passus, dass etliche Kff. und Fürsten, worunter auch er, erklärt hätten, „als das die untertanen ihrer herrn glauben zu folgen schuldig sein solten,³ beruht soviel ihn betrifft auf Unwahrheit, „dann wir von jugent auf allezeit solche proposition als tyrannisch und dem claren wort gottes gar zuwider gehalten. Dann gottes wort spricht: Was ich euch sage, das solt ihr hören und dem solt ihr folgen, dan ich bin der herr; item, man sei gott mehr zu gehorchen schuldig als dem menschen; und schilt hesslich uf diejenigen, so mehr uf menschen als uf gott sehen, wie davon fast unzehlbare spruche der heiligen schrift gefunden werden. Darumb haben wir ein solchs, es geschehe auch von wem es wolle, nie können oder wollen gut heissen, sondern

¹ Vgl. No. 292. Das Schr. J. C. ist die Antwort auf eine am 1. Sept. in Heidelberg angebrachte Werbung der beiden Räte (Hans Kaspar Roth von Schreckenstein und D. Tobias Zorer), die vorher am 30. August in Stuttgart mit Herzog Ludwig über die kais. Kommission in Sachen Würtemberg gegen Lothringen (vgl. Tuetey I, 210) und auch über Pfalzburg verhandelt und nachher sich nach Speier zu der dort angesetzten vergeblichen Tagung jener Kommission begeben hatten (die beiden Räte an Pf. Philipp Ludwig, Speier 12. Sept. Mb. Or.).

² Vgl. über die drei in Frankreich aufgefangenen Schr. Philipps II. an seinen Gesandten in Prag, eines vom 16., eines vom 26. Mai, eines ohne Datum (alle drei mit dem Datum vom 26. Mai in franz. Uebersetzung bei Rymer VII, 34 f.) No. 382; Gött. Gel. Anz. 1900 S. 553 A. 1. Dr. 9305, I. neben dem Or. des Schr. vom 26. Mai f. 389 eine (lückenhafte und freie) lat. Uebersetzung. Kf. Christian erhielt das Or. durch die französischen Gesandten zu Frankfurt (Chr. an J. C., Dresden 21. Sept.; das andere betr. Holland und Seeland habe Heinrich IV. an die Staaten geschickt, Dr. 8543, Conc.). Die Generalstaaten schickten Copp. der 3 Schr. in französischer Uebersetzung, mit Datum 16. Mai, am 1. Jan. 1591 an J. C. (Ma. 545/8 f. 107 ff; 113 ff.).

³ Rymer VII, 34: „surtout vous donnez ordre que, si on vient à la conclusion, vous obteniez que, comme les princes hérétiques maintiennent que les subjectz doibvent estre de la religion de leurs seigneurs, cela soit inviolablement gardé en mon endroit, veu mesmes la grande différence qu'il y a à se bander pour maintenir et conserver la foy et religion catholique dont je fay profession, et à deffendre les erreurs que les hérétiques suyvent.“

es allezeit wie auch noch vor ein tyrannei und greuliche gottsesterung gehalten, wie es auch re vera ist, das sich ein armer erdenkloss höher als der schöpfer selbst zu machen und zu halten understehen darf.“

Berlin, R. XXXV. 3a. Or.

10. Sept. **413.** William Stuart und John Skene an Heinrich Lüneburg Julius von Braunschweig.

Anstatt des an der polnischen Grenze jagenden Kf. von Brandenburg hörte sie dessen Sohn zu Potsdam. Kursachsen „huius caussae zelo totus fervet,“ hält aber eine Verständigung der ev. R. Fürsten (nach dem Dep. Tag) für nötig und widerriet ihnen das Abwarten der Antwort, sowie eine neue Sendung von ihrem König. H. J. Schr. an Johann Friedrich von Sachsen konnten sie nicht übergeben; die übrigen werden sie besorgen.¹

Hannover, W. 1478. Or. (pr. Wolfenb. 6. Okt.).

12. Septbr. **414.** Christian von Sachsen an Johann Casimir. Kolditz

Sendet das Schr. von Sancy und Fresnes vom 1. Sept. nebst Beill. [No. 407]. Schlägt Zusammenordnung von Räten der von Palavicino angegangenen Fürsten vor; kommt dann P., vielleicht auch ein französischer Gesandter wieder, so könnte man sich desto rascher entschliessen. Brandenburg, Magdeburg, Hessen scheinen dem Werk nicht ungewogen, Braunschweig, Ansbach, Württemberg noch zu gewinnen.

Dr. 9305 I. f. 381. Conc. Krell.

12. Septbr. **415.** Markgraf Georg Friedrich an Christian von Ansbach Sachsen.

J. C. hat mit ihm nichts über die französische Hülfe kommuniziert, so dass er dafür halten muss, J. C. habe zu dem Werk wenig Lust; hierin bestärkt ihn die ihm von einem vertrauten Ort zugegangene und Chr. in besonderm hohen Vertrauen gemeldete Nachricht, „das aus antreibung und persuadirung etlicher S. L. diener, die vielleicht mehr uf iren nutz als algemeiner wolfart sehen, S. L. dahin trachten und bearbeiten, wie sie in die cron Frankreich einen zimblichen fuss setzen und darin zur gubernation kommen könnten“. Chr. möge erwägen, was der König hierüber denken werde, besonders wenn die Hülfeleistung hintertrieben und er in der Not verlassen würde. Ist gegenwärtig von Geld entblösst und weiss nicht, wie er beisteuern kann.²

Dr. 9305 I. f. 397. Or.

¹ Vgl. No. 403. Am 29. Dez. schreibt K. Jakob an Braunschweig, bei der jetzigen Lage in Frankreich wären Gesandtschaften ganz nutzlos, weshalb die R. Fürsten entsprechend seinem und Englands Entschluss ebenfalls kräftige Geldhülfe leisten sollen (Hannover, Or.).

² Auf der Adresse: „Zu S. L. selbst eigen handen und sonst niemand zu erbrechen.“ — Die Antwort, Dresden 21. Sept. (ebd. Conc. Krell), erklärt, Chr. sei schon früher nicht verborgen geblieben, dass dergleichen von J. C. ausgesprengt, und er wisse auch, wer solche seines Erachtens ganz unbegründete Dinge ausgegeben.

416. Moritz von Nassau an Johann Casimir.

14.
24.
Septbr.
Haag

Dankt für das Anbringen des Putlitz. Die Resolution der Generalstaaten wird J. C. durch die Gesandten vernehmen. Bezieht sich auf Putlitz; würde gern ein Mittel haben J. C. seinen guten Willen zu erzeugen.

Mb. 414/77 f. 228. Or. (pr. 29. Sept.)

417. Die Räte zu Frankfurt an Johann Casimir.

14. Sept.
Frankfurt

Auf Schr. und Beilage vom 11.¹ Nicht ratsam dies alles insgemein vorzubringen; eine Ausschliessung der Kölnischen ganz untunlich. Wollen, was sich tun lässt, mit den sächsischen Räten besprechen; mit diesen und den Brandenburgischen halten sie morgen einen Konvent. Man wartet noch mit der Proposition auf den B. von Würzburg als obersten kais. Kommissar, wird aber nach seinem Eintreffen die Relation von Putlitz u. a. Gesandten nicht abwarten.

Mb. 414/77 f. 269. Or. (pr. 17. Sept.)

418. Erklärung Ulrichs von Mecklenburg auf die Werbung des kurbrandenburgischen Kanzlers.

14. Sept.
Bützow

Eine Union der Evangelischen zur Verteidigung ihrer Religion, d. h. der wahren A. C., nötig. Der nach Laut der Unionsnotel möglichen Ausdehnung der Bundeshülfe auf Privatzwecke (gegen Angriffe „der religion oder sonsten andersthalb“) wäre durch eine nähere Bestimmung vorzubeugen. Kann auf einen Abschluss der Union auch im Namen der Erben nicht eingehen. Wird die Versammlung der Räte zum Abschluss der Bundesakten beschicken.²

Berlin, Unionsacta I. Cop.

419. Beratungen der evangelischen Räte zu Frankfurt.

15.--17.
Septbr.

„Nebenprotocoll, was privatim gehandelt und sonsten von etlichen gesandten ad partem für und anbracht worden uf dem deputationtag zu Frankfurt ao. etc. 1590“.

15. September: Versammlung der Gesandten von Pfalz, Sachsen, Brandenburg, Hessen, Braunschweig.

Sachsen: berichten über die Werbung des K. von Schottland bei ihrem Herrn³ und teilen Schriften mit, „so fürter von den

¹ J. C. legte seinem Schr. einen Auszug der Eröffnungen, die Pf. Reichard dem Amtmann von Kreuznach gemacht hatte, zu etwaiger Verwertung auf dem Dep. Tag bei (nach einem Sieg Spaniens in Frankreich würden Kurpfalz und Zweibrücken an die Reihe kommen; der Papst solle dem Deutschmeister alle von den Evangelischen eingezogenen geistlichen Güter geschenkt haben; ein Bündniss mit Mainz u. a. geistlichen und weltlichen Fürsten sei anzustreben, Köln von den R. Handlungen auszuschliessen u. s. w.).

² Vgl. Muffat, Verhandlungen der prot. Fürsten S. 5 f; Z. f. preuss. Gesch. V, 110; 111 A. 18.

³ Vgl. No. 403.

15.—17. Pfalzischen an I. Gn. H. gelangt worden“, laut Conc. vom 16. eius-
 Septbr. dem. Besprechung der Gesandten der 3 Kff. über den Dep. Tag;
 Frankfurt Verständigung über ihre Instruktionen und Massnahmen; machen
 hievon am 16. Hessen, Braunschweig und Nürnberg Mitteilung,
 gemäss dem mündlichen Vortrag D. Cullmanns: Die Papistischen
 hätten die Mehrheit und es seien interessirte Stände anwesend. Ob
 alle Stände im Rat zu leiden? Köln und Jülich wohl eben so
 wenig auszuschliessen wie ao. 86;¹ können als Gravirte guten Bericht
 geben. Burgund dagegen, woher alle Beschwerden seit 20 Jahren
 kommen, nicht bei der Beratung zu dulden; zur Vermeidung der
 Offension vor oder nach der Proposition bei der Mainzer Kanzlei
 zu suchen, anstatt im Rat in faciem. Proposition vermutlich dem
 Ausschreiben gemäss; die actiones zeigen das Widerstreben der
 Papisten, irgend etwas gegen Spanien zu Stande kommen zu lassen,
 wie sie es auf dem kölnischen Kreistag zu hindern gewusst haben.
 Jetzt werden sie es auf einen R. Tag zu verschieben suchen.
 Dagegen müsse man sich an die Bestimmungen der R. Abschiede
 über Hülfe für bedrängte Stände halten. Die Frage, ob dem west-
 fälischen Kreis zu helfen, müsse bejaht werden vermöge der R.
 Konstitutionen und des kölnischen Beschlusses, sowie im Interesse
 der Reputation und Wohlfahrt des Reichs. Was die Resolution der
 kriegenden Teile betrifft, so sei die vorliegende Parmas auf Schrauben
 gestellt. Gegenüber Bezugnahme des andern Theils auf diese Reso-
 lution, auf die Macht Spaniens, auf eine Friedenstraktation beherzige
 man die R. Ordnung; wenn man niemanden offendiren wolle, könne
 man keinem helfen; die durch Zusehen und Konniviren gewachsene
 spanische Macht werde überschätzt. Hinweis auf die vergeblichen
 Friedensbemühungen bei Alba, dann im J. 78 und 79; man solle
 sich nicht wieder in Verkleinerung stecken. Von den Ständen der
 A. C. werde sich wohl keiner dazu bereit finden, zumal der Ambassador
 am Kaiserhof instruiert sein soll den Religionspunkt bis zuletzt auf-
 zuspüren und im Notfall darüber alles Vorhergegangene zu nichte
 zu machen.² Ein Friede hätte nur dann Wert, wenn den Gravirten
 alles restituirt und der Wiederholung solcher Ueberfälle vorgebeugt
 würde. Die Hülfe müsste (trotz der geringen Schädigung von
 Seiten der Staaten) indifferenter gegen alle gebraucht werden, die
 R. Stände und deren Untertanen beschwert, bis alles Volk vom R.
 Boden abgetrieben. Soviel Kreise aufzumachen, als man für nötig
 halte; P. würde den obersächsischen Kreis vorschlagen, nötigenfalls
 auch den fränkischen; eine Aufmahnung aller 10 Kreise wegen der
 strittigen Direktion nicht zu empfehlen. Die wirkliche Hülfe wäre
 an Volk und zwar höchstens auf den dreifachen Anschlag aufzu-
 bringen; für weitere Kontribution seien die Konstitutionen mass-
 gebend. Die jüngst [1582] zu Gunsten der bedrängten Stände
 bewilligten 2 Monate angesichts der Streitigkeiten hierüber von
 ao. 86 und der willkürlichen Erhebung und Lieferung lieber nicht in
 Erinnerung zu bringen.³ Betreffs der Abforderung deutschen Volks

¹ Vgl. II, 413.

² Vgl. Rymer VII,

³ Vgl. II, 422; 452.

von den kriegenden Theilen mit Rücksicht auf die Konstitutionen und die deutsche Freiheit vorsichtig zu votiren. Die Direktion gebühre bei einem gemeinen R. Werk nicht dem westfälischen Kreis; man bedürfe einer fürstlichen Person, „die redlich, ufrichtig, ein guter patriot und des reichs wolfart suche“, wie solche Personen nach Ansicht von P. im ober-sächsischen Kreis zu finden wären; vor allem müsse man, allerdings „bescheidenlich“, auf eine der A. C. verwandte Person gehen; dem Haupt solle ein Papistischer zugeordnet und die übrigen Befehlshaber aus beiden Religionen genommen und vermöge der R. Konstitutionen vereidigt werden. Falls die Papistischen die Sache auf einen R. Tag verschieben wollten, müsste man ihnen vorhalten, da sie offenbar mehr auf die andere das R. beschwerende Seite als auf die R. Reputation und Wohlfahrt sähen, sei man genötigt von ihnen offene Erklärung zu begehren, wessen man sich zu ihnen zu versehen. Dies müsse aber ad extremum aufgespart werden. Der Beseitigung der in der Parmischen Instruktion erwähnten niederländisch-brabantischen Prozesse müsse man sich auch als eines allgemeinen Werks annehmen.

Die vom F. Rat nahmen Bedacht bis andern Tags.

16. September: Anbringen der Gesandten der klevischen, bergischen und märkischen Landstände bei den pfälzischen Räten betr. die Beschwerden ihrer Lande und deren Abstellung. Antwort mit Hinweis auf die Stellung ihres Herrn zu diesen Sachen; vor 20 Jahren hätte man diesem Unheil wohl vorbeugen können. Die Gesandten entgegneten, damals seien die Sachen nicht vor die Landstände gekommen; jetzt sei ihr gn. Herr selbst mit ihrer hiesigen Vertretung der Beschwerden einverstanden.

17. September: Erklärung der ev. Gesandten des F. Rats:

Braunschweig: Ausschliessung Burgunds erst nach der Proposition bei Mainz anzuregen; sind auf Beschluss wirklicher Hülfe instruiert; Pazifikation nur gegen völlige Restituierung und genügende Kautio; Hülfe nicht gegen Parma allein; mit den sonstigen Vorschlägen im Ganzen einverstanden; wünschen genauere Bezeichnung des für die Direktion geeigneten ober-sächsischen Fürsten.

Hessen: sind auf Kommunikation mit andern instruiert; Burgund nach der Proposition auszuschliessen. Ihr Herr, bei dem ein kölnischer Gesandter war, der gütlichen Beilegung geneigt. Ev. Hülfe mit Geld, die behufs Werbung von Volk einem Haupt zuzustellen (c. 3—4000 zu Ross und 9000 zu Fuss); Verwendung der 2 Monate von ao. 82 durch die Kreise zu beraten. Haupt: nach früherer Aeusserung im Fürstenrat der Kaiser, mit dem Zusatz, „das I. Mt. andere soll substituiren“; da der Kaiser dem Werk nicht werde abwarten können, schlagen sie Herzog Wolf oder Philipp von Braunschweig vor. Brabantische Prozesse dürften kaum vorkommen.

Nürnberg: sich durchaus an R. Ordnung und Abschiede zu halten, worauf auch Gesandte der Stadt Köln ihres Wissens instruiert, nicht mit gütlicher Handlung aufzuhalten; R. Tag nur bei Unzulänglichkeit der 10 Kreise, die hier nicht zutrefe; Ausschliessung Burgunds nach der Proposition; Hülfe mit Volk auf 3fachen Anschlag u. s. w. Zur Direktion ein Fürst, aber in eigener

Person (wodurch Jülich u. a. ausgeschlossen) zu gebrauchen; bei Zugeordneten kein Unterschied in der Religion zu machen; von 2 Monaten zu schweigen; Stadt Aachen mit der Hülfe nicht zu vergessen.

Kff. Gesandte: in effectu sei man einig; nur de modo die volle Verständigung erst in künftigen Beratungen zu erzielen, namentlich betreffs des Haupts; Geheimhaltung; vota so zu temperiren, dass andere spüren, dass keine Diskrepanz unter den Evangelischen.

17. September: Vortrag des Gesandten der Stadt Bremen bei den pfälzischen Räten (betr. Streit zwischen Bremen und dem Grafen von Oldenburg). 18. September: Vortrag Johans von Löeben bei den pfälzischen Räten (als Abgesandter des niedersächsischen Kreises zu Halberstadt zu den ev. Gesandten in Frankfurt, sein Kollege Hans Meinhard von Schönberg noch nicht angekommen); Abends Audienz bei sämtlichen Evangelischen (betr. Bedrängniss des niedersächs. Kreises durch die Spanier und Dringlichkeit der Hülfe).

Mb. 414|77 f. 425 ff.

18.

28.

Septbr.

Frankfurt

420. Kaiserliche Proposition auf dem Deputationstag.

Veranlassung des auf der letzten Kreisversammlung zu Köln beschlossenen Tags durch die Klagen und Bedürfnisse der Stände des niederländisch-westfälischen Kreises. Der Kaiser hat auf dem R. Tag ao. 82 und auf dem Dep. Tag ao. 86 diese Sache ohne Erfolg an die Stände gebracht und seither an beide kriegführende Teile durch Schr. und Schickung Ermahnungen und Befehle gerichtet, aber trotz der namentlich vom spanischen Hof und vom Gubernator der Niederlande erhaltenen Vertröstungen ist die Sache nur ärger geworden. Doch haben zuletzt die Gesandten der Kreise durch Geschicklichkeit und Fleiss solche Antwort erhalten, dass ein guter Teil der Beschwerden nunmehr hinfällig und keine Kriegsexpedition nötig sein dürfte. Da aber das seit vielen Jahren nicht nur über dem westfälischen Kreis, sondern auch über dem ganzen Rhein, der Ems und den Nachbarbezirken schwebende Verderben nur von der niederländischen Empörung herkommt und ohne Herstellung des Friedens zwischen dem König und seinen Untertanen noch weiter ins Reich herüberzugreifen droht, hat sich der Kaiser zu einer gütlichen Traktation zwischen den beiden kriegenden Teilen entschlossen und bei Spanien so viel erreicht, dass der König in eine Fortsetzung der kölnischen Unterhandlung durch den Kaiser und etliche friedliebende Fürsten willigt, wofür der König seinen Gubernator in den Niederlanden und seinen Botschafter am kais. Hof bevollmächtigen will. Der Kaiser ist daran die Staaten hievon mit der nötigen Ermahnung zum Frieden in Kenntniss zu setzen und nach ihrer Erklärung die beizuziehenden Fürsten zu ersuchen. Hoffte, dass die Stände auf dem Dep. Tag bei Beratung des Hauptwerks dahin gehen, dass die vom Kaiser begonnene Friedenshandlung nicht gestört werde.

Mb. 414|77 f. 290. Or.

421. Johann Casimir an die Gesandten zu Frankfurt.¹ 23. Septbr.

Auf ihr Schr. vom 18. über die kais. Proposition. Der Kaiser und die Päpstischen wollen die nötige Expedition solange hinauschieben, bis man weiss, welcher Partei in Frankreich der Sieg zufällt. Ist mit Sachsen und Brandenburg darüber einig auf sofortige wirkliche Hülfe für die bedrängten Kreise zu dringen. Spanien will wie bei den vorigen Verhandlungen im Ernst keinen Frieden, sondern unter diesem Schein weiter rüsten und operiren. Als seinerzeit bei der Handlung zu Köln der König selbst in Sachen der Religion etwas nachgeben wollte, verhinderten es die Unterhändler.² Jülich u. a. Ständen des westfälischen Kreises ist mit der Traktation nicht gedient. Eine Ueberstimmung der Evangelischen im Fürstenrat sollen sie für ungültig erklären und die Päpstischen fragen, ob sie sich noch an die R. Konstitutionen gebunden erachten und mit den Evangelischen das Vaterland retten helfen wollen oder nicht. Sind die Päpstischen nicht zur Hülfeleistung zu bringen, so sollen sie mit den Evangelischen vertraulich die Vereinbarung einer Hülfe „unterm schein, als wann für Frankreich geworben würde“ erwägen und wenn man damit fertig, den Päpstischen Mitteilung machen und sie zur Uebernahme ihres Teils an den Kriegskosten auffordern. . . (Zettel:) Cop. der Proposition erhalten; schickt ein Bedenken Pf. Johans über dieselbe.³

Mb. 414|77 f. 460 ff.

422. Die Räte zu Frankfurt an Johann Casimir, 24. Septbr.

Nach der Proposition beschäftigte man sich bis heute mit den beiden Fragen, ob der Gesandte des burgundischen Kreises zur Beratschlagung zugelassen werden und ob man, ohne die Relation der zu den Staaten und Parma abgefertigten Gesandten zu erwarten, zur Deliberation des Hauptwerks schreiten und von der wirklichen Hülfe reden solle. Ad 1) wollte der Fürstenrat den Burgundischen bei der Verhandlung über gütliche Beilegung zulassen; der Kff. Rat blieb dabei ihn ganz auszuschliessen. Der Gesandte fügte sich unter Protest gegen ein etwaiges Präjudiz und beehrte nur (natürlich umsonst), bei Klagen gegen seinen Herrn gehört zu werden. Ad 2) stimmten die Geistlichen im Kff. Rat für Abwarten, die Weltlichen dagegen. Der Fürstenrat, dem man dies referirte, entschied zu Gunsten der Weltlichen.⁴ Die Trierischen beschwerten sich über Einlagerung Schwarzenburgs und Gonzagas im Gebiet ihres Herrn; man hielt dafür, es gehöre zum Haupt-

¹ Vgl. über den Frankf. Dep. Tag Arch f. sächs. Gesch. VII, 301 ff; Pieler, Fürstenberg S. 134 ff; Gropp I, 344; Ritter, D. G. II, 52 f.

² Vgl. Ritter I, 546; Hansen, Nunt. Ber. III. 2, LXI ff. 307; 324; 334 f; 346.

³ Dieses Bedenken (Mb. ebd. 365 ff.) beginnt mit der Erklärung: Die kais. Proposition „lautet und schleusset fast dahin, als wenn Spanien sich selbst justificirte und noch bravirte“.

⁴ Nachdem der Kff. Rat am 21. Sept. ein Ansuchen des Fürstenrats um gemeinsame Beratschlagung abgelehnt hatte, wurden vor gesammtem Kff. und Fürstenrat die klevisch-bergischen Gesandten, sowie ein Bentheimischer gehört und die Supplikationen von Münster,

werk, beschloss aber die kais. Kommissare um Abmahnung der Obersten zu ersuchen; die Kommissare, die bereits den Kaiser um Schickung an dem Gubernator der Niederlande ersucht und auch dieser trierischen Klagen berichtet hatten, versprachen zu schreiben. Die Geistlichen wollen jedenfalls vor der wirklichen Hülfe die gütliche Pazifikation an Hand nehmen.

Mb. 414/77 f. 718. Or. (pr. 26. Sept.)

27. 423. Die Räte zu Frankfurt an Johann Casimir.

Septbr.

Frankfurt

Vorgestern schritt man zur Beratung des Hauptwerks.¹ Die Geistlichen sprachen sich unbedingt für den kais. Vorschlag aus. Pfalz: suchten vergebens die bisherige Erfolglosigkeit aller friedlichen Beilegungsversuche auszuführen, wobei Sachsen und Brandenburg durchaus ihrer Meinung waren und „in ihren votis sich gar wol gehalten.“² Die Trierischen legten an, zur Sicherung der Be-

Lüttich, Wied, Bentheim, Steinfurt, Tecklenburg, Stadt Köln und Dortmund verlesen, ebenso eine Werbung des niedersächsischen Gesandten. Die Verhandlungen im Kff. Rat, wo Pfalz zuerst die Ausschliessung des Burgundischen beantragte und Sachsen die Fruchtlosigkeit der kais. Friedensbestrebungen und die Unbilligkeit Parmas hervorhob, und mit dem Fürstenrat am 22. 23. und 24. Sept. führten zu dem oben berichteten Ergebniss (Pfälz. Prot. Mb. a. a. O. f. 337—424).

¹ Am 25. September stellte im Kff. Rat Mainz zur Beratung: 1) den kais. Vorschlag der Pazifikation, 2) einen Vorschlag der kais. Kommissare wegen der spanischen Belästigung Triers, 3) eine (mit der klevisch-bergischen übereinstimmende) Supplikation der jülichischen Landstände (Pfälz. Prot.).

² Pfalz: betonte bei der 2. Umfrage, man sei hier, von der Hülfe für die Bedrängten zu handeln und nicht von Pazifikation; das verderbliche und verkleinerliche Stillsitzen seit 24 Jahren; J. C. kenne die Beschwerden eines Kriegs, aber ohne die Möglichkeit das R. in einen Krieg zu verwickeln lasse sich keine Hülfe bewerkstelligen; die Pazifikation, gegen deren Aufnahme frühere Erfahrungen, auch die englisch-spanischen Verhandlungen vor der Armada (No. 109; 138) sprechen, würde doch nur Spanien zu Gute kommen; die Spanier hätten schon 1521 über Ungehorsam der Niederländer geklagt, aber diesen gegenüber unter dem Prätext der Religion die pacta nicht beobachtet und gegen den Vertrag von 1548 die Inquisition zur Ausrottung der Vornehmsten eingeführt. Gegenüber dem Hinweis auf Macht und Stellung des Gegners bemerkt Pfalz: „Schanzen seien so stark als sie wollen, hab man teutsche hilf dagegen; da man selbige mit manlichen teutschen herzen will gebrauchen, werde man stark genug sein, sonderlich wan man noch einen kreis als den obersechsischen darzu zöge“. Sachsen: betonen die Unmöglichkeit eines Friedens zwischen Spanien und den Niederländern ohne liberum exercitium religionis, dies sei aber nach der ausdrücklichen Erklärung des Königs gegen Erz. Karl ausgeschlossen (vgl. Ritter im Arch. f. sächs. Gesch. N. F. V, 339 ff.). Brandenburg: Auch gegen die Pazifikation. „Wann man aber erwarten will, bis das reich in gedanken stark genug würd, seis an deme, das der gegenteil mit seiner macht einen stand nach dem andern fressen werde. Da man aber sach mit ernst angreift, sei zu hoffen, werde sich gegenteil anderst zu verfahren auch schicken“. (Prot.)

drängten während der Traktation die Kreise in Bereitschaft zu setzen und eine Anzahl Volks in Wartgeld zu nehmen. Die andern Geistlichen stimmten zu; sie lehnten ab unter Hinweis auf die schon anno 82 zu Augsburg erfolgte Ablehnung des gleichen Vorschlags.¹ S. und Br. hatten keinen Befehl und liessen es mit ihnen bei der R. Ordnung verbleiben.² Man referirte nun dem Fürstenrat und erwartet morgen dessen Korrelation; sie besorgen auch dort eine Mehrheit für die Friedenshandlung.³

Mb. 414|77 f. 723. Or. (pr. 29. Sept.)

424. August von Braunschweig-Lüneburg⁴ an Ernst von Mansfeld.

28.
Septbr.
Strass-
burg

Offene Absicht des Haupts der Liga, des K. von Spanien, auf das französische Königreich, ein starker Schritt zu seiner vorlängst affektirten Monarchie. Kriegereignisse in Frankreich, Lothringen und Metz. Werbungen im Elsass. Päpstliche Versammlung zu Pontamousson, darunter ex aula imperatoris der Herr von Sprinzenstein, der commissarius und executor imperatorius in diesem Stift sein soll.⁵ Auf 5. Okt. die päpstlichen Kapitularen nach Zabern

¹ Vgl. I. 385 (S. 514 f.); Sattler V, Beil. S. 40 f.

² Am 26. Sept. blieben in der 2. Umfrage die 3 Weltlichen bei der Forderung wirklicher Hülfe kraft der R. Konstitutionen, „dan sie bevelch, von ordnung nicht zu schreiten. P. zweiff nicht, wan man im reich mit vertraulicher zusammensetzung und einhelligem gemüt dis werk würde angreifen, solt so schwer nicht sein demselbigen mittel sein gewiss ziel zu stecken, damitman dergleichen geubrigt bleiben möchte“; das R. sei weder an Mannschaft noch an Geld so verderbt, dass es nicht das Seine dabei tun könnte, „sonderlich wan man gleiche weg gegen beiden teilen halten wolt.“ (Prot.)

³ Am 28. Sept. bemerkte Brandenburg nach Verlesung der von Mainz aufgesetzten Relation an den Fürstenrat, die Motive des einen Teils seien sorgfältiger ausgeführt als die des andern; nach beiderseitiger Korrektur des Conc. erfolgte Relation des Kff. Rats und Korrelation des Fürstenrats, in dem sich durch Fehlen Pommerns ebenfalls paria vota ergeben hatten. Der Fürstenrat schlug vor, beide Meinungen durch Ausschuss des kais. Commissarien zu referiren. In der folgenden Sitzung des Kff. Rats forderten die Brandenburger, da sie ein Schr. Pommerns erhalten hatten, wonach der Herzog zwar niemanden schicken könne, aber dem Beschluss seiner Rel. Verwandten u. a. beitreten wolle, Pommerns Stimme solle in der Relation an die Kommissare dem Votum für die wirkliche Hülfe zugezählt werden. Am 30. Sept. meldete Mainz im Kff. Rat, die Bedenken beider Räte seien zu Papier gebracht, das Anbringen an die Kommissare unterblieb aber noch, da inzwischen die Nachricht von der Ankunft der aus den Niederlanden zurückgekehrten Gesandten in Köln sowie ein Schr. derselben vom 6. Okt. st. n. eingetroffen war. (Prot; Räte an J. C. Frankfurt 28. Sept. 1. Okt.)

⁴ Von den ev. Kapitularen 1588 zum Domherrn gewählt, Meister, Kapitelstreit S. 275.

⁵ Ueber Sprinzensteins Sendung nach Lothringen vgl. Stieve IV, 23 ff; Hirn II, 172; Meister S. 379 ff. Schr. von ihm an Erz. Ferdinand vom Aug. und September betonen die Entblössung

geladen, wo auch der Kardinal von Oesterreich, bairische und lothringische Gesandte sein werden. . . . Hier werden die gutherzigen Herrn vom Regiment und Rat von ihren Gegnern verhöhnt, wo der deutschen Könige, Kf. und Fürsten Hilfe sei. Nachricht von einer vertrauten wohlgeborenen Person (deren Bruder selbst in der Praktik steckt), der M. von Burgau habe heimlich angefangen zu werben. Werbungen Eggenbergs in Böhmen, Mähren und Schlesien. Bau einer spanischen Zitadelle in Bonn.

Strassburg A. A. 773. Or.

1. Oktober 425. Johann Casimir an Christian von Sachsen.
Heidel-
berg

Auf Chr. Schr. vom 21. Sept. (No. 410 A). Hat inzwischen selbst die Zusammenkunft als unnütz erkannt; die Gesinnung der Geistlichen kann man auf dem Dep. Tag erfahren. Parmas Plakate wegen des Abzugs reiner Betrug. . . Ein vornehmer spanischer Kapitän sagte seinem Gesandten bei dessen Rückkehr aus Holland, wenn ihm auch Parma auferlegte abzuziehen, so habe er doch von seinem König den gegenteiligen Befehl. Schlägt schriftliche Mahnung des verdächtigen und so gar spanischen Köln durch die übrigen Kf. vor.¹

P. S. Ein Schr. von Mainz nebst Antwort (S. 370 A. 3). Dass man so auf die Zusammenkunft dringt, dahinter steckt etwas verborgen. Die Papisten, durch den ungewohnten Konsens der Evangelischen auf dem Dep. Tag überrascht, möchten wohl versuchen ihn abzufangen. Hat gar keine Lust dazu; verweist auf die ungenügende Entschuldigungsrede im Namen Kölns auf dem Dep. Tag, wohl veranlasst durch das kais. Schr. an Khevenhüller (No. 246), das aus Versehen zum Abdiktiren gegeben, aber wieder abgefordert wurde.²

Dresden. 8543. Or. (pr. Pforta 13. Okt.)

Lothringens von Streitkräften und die unerhörte Konfusion und Verärgerung im Kriegswesen. Ein Lakai, den Lothringen aus Spaa an Baiern schickte, sei von J. C. Leuten gefangen, nach Heidelberg geführt und examinirt, aber, da er sich für einen Lakaien des Markgrafen de Habré ausgab, wieder freigelassen worden (Or. undatirt, pr. 14. Sept. Innsbruck).

¹ Vom Kf. in seiner Antwort, Pforta 13. Okt., gebilligt; J. C. soll zuerst an Mainz schreiben und die Aeusserung des Kapitäns hervorheben.

² Beides von den Räten zu Frankfurt unter dem 1. Okt. an J. C. geschickt; betreffs der am 30. Sept. von den Kölnischen im Kf. und Fürstenrat vorgetragenen Entschuldigung bemerken sie, sie sei fast gleichmässig der durch Minucci bei J. C. angebrachten (Mb. 414/77, Or. pr. 3. Okt.). Der kölnische Vortrag (ebd. Cop.) betont u. a., der Kf. habe seinerzeit nicht nur mit Truchsess Krieg führen müssen, sondern auch mit Franzosen, Schotten und Engländern, die zum Teil Feinde des R. waren, zum Teil mit dem R. nichts zu schaffen hatten; vielleicht habe man den Hintergedanken gehabt, durch solches ausländisches Kriegsvolk wider die kais. Krone etwas vorzunehmen [vgl. II.

426. Johann Casimir an Christian von Sachsen. 1. Oktober
Heidel-
berg

Auf 3 kurf. Schr. vom 5. Sept. betr. kölnische Bürgerschaft, Aachen und Strassburger Kapitularen (deren Zins bei der Stadt Nürnberg über 6000 fl. Kapital). Will mit der Verweigerung des Geleits für Köln warten bis zum Erfolg der Interzession für die dortigen Evangelischen.¹ Dankt für das kurf. Schr. an den Kaiser zu Gunsten der Aachener. Lässt es bei der kurf. Weigerung einer Verschreibung für die Kapitularen und bei Verständigung ihrer beiderseitigen Räte zu Frankfurt bewenden. Die von Mainz vorgeschlagene Zusammenordnung der Räte ist unterblieben, da er sie für unnötig hielt. . .

Dresden. 8543. Or. (pr. Pforta 13. Okt.)

427. Christian von Sachsen an Joachim Friedrich 2. Oktober
von Magdeburg. Zabeltitz

Auf J. Fr. Schr. vom 26. Sept. Hat gern vernommen, dass Braunschweig, Mecklenburg und Pommern zur französischen Hilfe geneigt, voraussichtlich auch Bremen; da die von Pommern „Bongarsio“ in Aussicht gestellte Beantwortung J. Fr. noch nicht erfolgt ist, soll J. Fr. daran erinnern. Kein Konvent der Räte vor Rückkehr Pallavicino's. Dagegen Besprechung ihrer beiderseitigen Kanzler zu Leipzig nächsten Donnerstag.²

Dr. 9305. I. Conc. (Krell.)

Nr. 259; Hansen, Nunt. Ber. III. 2, 616f.]; daher sei der Kf. genötigt gewesen die Hilfe des Blutsfreundes und Nachbarn Spanien anzurufen. — In seiner Antwort an die Räte zu Frankfurt, Heidelberg 3. Okt. (pr. 5. Okt. ebd. Or.) sagt J. C., der ihr Schr. vom 1. durch Dohna erhalten hatte, Köln unterstehe sich schneeweiss zu brennen, die Spanier in den köln. Festungen dächten aber gewiss nicht „des heiligen grabs vergeblich zu hueten“; die Räte sollten gegenüber dem zu erwartenden Votum der Päpstischen, dass man nach der vorliegenden Resolution der Staaten vor allem Parma gütlich um Restitution ersuchen solle, unbeirrt auf die wirkliche Hilfe dringen; vielleicht würden neben Sachsen und Brandenburg doch auch mehrere papistische Stände dafür stimmen; über Haupt und Zahl des Volkes wolle er weiter nachdenken.

¹ Vgl. Nr. 388; 400.

² Vgl. No. 408. Am 17. September teilte der Administrator dem Kf. mit, Braunschweig, Mecklenburg und Holstein, voraussichtlich auch Bremen seien geneigt; die R. Städte und die Schweizer jedenfalls beizuziehen; am 26. Sept. schlug er, da Gefahr auf Verzug, Sendung Krells nach Leipzig vor (ebd. Orr.). Am 26. Sept. schreibt Kolbinger aus Heidelberg an Dohna: „At in aures tibi dico: non ignoras electorem Sax. ad ceteros principes detulisse, quid ipsis videatur agendum pro rege, ipsius responso et Pallavicini reditu hactenus frustra expectato. Consentiant omnes, quam primum consiliarios Lipsiam mittendos, qui de ratione auxiliorum comparandorum consilia communicent. Iussus est nunc alter noster Palatinus et exarchus rationes inire pecuniae conquirendae“ (hiez u am Rand: „Sero sapiunt Phryges“; Mb. 113/3 c. eigh.). Die Unterredung Krells mit Meck-

2. Oktober **428.** Herzogin Maria Eleonora von Preussen an
Königs-
berg Markgraf Georg Friedrich.

Hat erst heute die Antwort ihres Vaters in bewusster Heirats-
sache erhalten; derselbe neigt sich mit Rat und Zutun seiner vor-
nehmsten Landstände auf die pfälzische Seite; eine Erklärung, die
sie allerdings nicht ihrem Vater selbst, sondern andern zuschreibt.¹
Sie möchte, ohne ihre Neigung zum Haus Brandenburg aufzugeben,
doch auch bei Pfalz den Glimpf erhalten und den Vorschlag
machen, der jünge Erbe der Kurpfalz solle um ihre andere Tochter
werben.

Berlin. R. XXXV. C. 8a. Or.

3. Oktober **429.** Johann Casimir an seine Tochter Dorothea.
Heidel-
berg

„Freundliche liebe dochter! Dein schreiben vom 17. des ab-
laufenden monats septembris ist mir zu meiner widerkunft von
Lautern durch bruder Fritz den 28. bemelts monats uberantwort
worden, hab auch mit freuden eur allerseits glucklicher [!] zu-
stand vernomen, bin auch mit meiner fr. lieben schwester² ent-
schuldigung, das sie mir nit geschrieben, wol zufrieden, bedank
mich des zuentboten gruss; gruss, druck und kuss ir L. von meinert
wegen und sag ir L. von meinert wegen, das ich nit gemeint hett,
das sie so lang ausbleiben soll, und das sie der Breuin hochzeit
wurd vergessen, welche den 25. dis monats gehalten werden soll,
und werden die hochzeitigen kleider vielleicht noch nit fertig sein;
beger auch von ir L. eine verzeichnuss aller deren personen, so
sie wider zuruck bringt, damit ich pferd und fuhr desto besser ab-
fertigen kunt und das ich wissen mag, was zu wasser bishero faren
wurd etc. Gruss mir auch mein dochter Christina; und tue dich
hiemit dem almechtigen in seinen gnedigen schutz und schirm bevehlen.

Datum Heidelberg den 3. 8bris ao. etc. 90.

Dein getreuer vater weil ich lebe

J. Casimir.“

Zerbst. Eigh.

bach zu Leipzig betrifft ein Schr. Krells an M., Dresden 11. Okt.,
worin gegenüber der Meinung Magdeburgs, der sogar ein Schr.
an den Kaiser anregte, strengste Geheimhaltung gefordert wird.
— Am 13. Okt. erteilte Magdeburg dem Johann von Löben Instr.
für Werbung bei Braunschweig, Lüneburg, Dänemark, Mecklen-
burg, Holstein und Erzb. von Bremen (Entschluss der vornehmsten
ev. Stände zur Unterstützung Frankreichs, ungefährlicher Anschlag,
Konvent der Räte), Dr. ebd.; der Anschlag Braunschweigs wird
auf 500 Pf. = 12 000 Taler angegeben (Cop. Hann.). Braunschweig
erklärte nur an einem gemeinen Werk der ev. Könige, Kff. und
Fürsten teilnehmen zu wollen und lehnte den Konvent ab, (an
Magdeburg 29. Okt.). Dänemark erbot sich nur zur Teilnahme an
einer Hülfe des niedersächsischen Kreises (für seine im R. ge-
legenen Fürstentümer), eventuell an einem Konvent (Antwort an Löben,
Kolding 15. Nov.). Dr. ebd.

¹ Vgl. No. 402; Z. f. preuss. Gesch. IX, 355 ff.

² Landgräfin Elisabeth, vgl. No. 390.

430. Heinrich Pelen an Dohna.

3. Oktober
Kassel

.. „Uf das schr. an P. were wohl viel zu sagen, ist mir P. abwesens bedenklich. Aus bevelch aber sollen E. Gn. dem Joly schreiben, was es für ein gelegenheit mit dem gelt zu Strassburg hab, und das P. diesmal ein mehrers nicht tun konne, als in dem schreiben an die rat begrifen. Ich sehe kein mittel, wie wir mit unserm leern seckel das werk, so bereit am rocken ist, abspinnen werden konden.“ Vorschlag im Rat, bei Braunschweig und Sachsen, bei ersterem durch Putlitz, ein Anlehen zu begehren. „Das ist ein herlicher anschlag. An beiden orten ist es vergebens, und dessen hab ich zimblichen grund.“

Mb. 113¹/₂ Eigh. (91¹/₂ Cop.)

431. Die Räte zu Frankfurt an Johann Casimir.

4. Oktober
Frankfurt

(Beratung über die Erklärungen Parmas und der Staaten im Kff. Rat. Wiederholtes Ansuchen bei beiden Parteien oder Exekution? Ungleiche Meinung in beiden Räten. Ein Anbringen Jülichs.)

Gestern fernere Deliberation auf die eingetroffene Relation der Gesandten zu Parma und den Staaten. Mainz fragte, ob die früher bedachte Relation den Kommissaren überreicht oder auf diese jetzt eingetroffene Erklärung der kriegenden Teile die Beratung auf einen andern Weg gerichtet werden solle.

Trier votirte dahin: die vorige Relation könne vor sich gehen; aber es würde doch nach dem Erbieten beider Teile, zumal der Staaten, ein seltsames Ansehen haben sofort zur Tätlichkeit zu schreiten; sie hielten es für den feineren Weg, nochmals bei beiden Teilen um Restitution anzuhalten und von hier aus Parma unter Mitteilung der staatlichen Resolution aufzufordern, die Restitution nicht ferner zu verweigern, die Staaten aber zu vollkommener Restitution (unter Hinweis auf die Schanze Grafenwert) zu ermahnen. Dann könnte man die ganze Friedenshandlung dem Kaiser anheimstellen, im Schr. an die Staaten sich etwa zur Vermittlung eines Friedens erbieten, „wie dan Spanien ihr albereit denselben hetten belieben lassen“. Sollten andere kurf. Räte auf ihrer vorigen Meinung bestehen, so sollte diese ihre jetzige Meinung der Relation an die Kommissare inserirt werden. Köln und Mainz stimmten bei. Erst nach dem Scheitern des gütlichen Versuchs solle man von den Mitteln zur Rekuperation etc. reden. Pfalz, Sachsen und Brandenburg fanden die staatliche Erklärung nicht derart, um von ihrer vorigen Meinung abzugehen, und weitere Schr. an die kriegenden Teile ganz überflüssig; die Staaten äusserten sich offen, sie dürften sich zu keinem Frieden mit Spanien bewegen lassen und wer ihn ferner bei ihnen suchen wollte, würde vom gemeinen Mann übel traktirt und angesehen; Parma stärke sich trotz des Erbietens der Restitution immer mehr und sein Kriegsvolk lasse sich vernehmen, Parma gebiete, was er wolle, so wüssten sie doch Spanien anders gesinnt, nämlich dass sie von den Orten, die sie inne haben, nicht weichen sollten. Daher eilende Hilfe

4. Oktober nötig und nicht mehr davon zu reden, ob, sondern wie zu helfen. Frankfurt Schr. an die kriegenden Teile würden dem Reich nur Schimpf und Spott eintragen, besonders wenn auf die bereits geschehenen Drohungen gar nichts erfolge.¹

Am gleichen Nachmittag geschah die Relation der ungleichen Meinungen im Fürstenrat. Es erfolgte durch Oesterreich die Erklärung: Der eine Teil des Fürstenrats, der vorher die Exekution widerraten, stimme für eine neue Legation im Namen von Kaiser und Reich an beide kriegende Teile, wobei mit den Staaten über die Herausgabe der bisher verweigerten Orte, Abschaffung der Lizenten und der armirten Schiffe zu handeln und weiterhin zunächst ein Kommunikationstag zur Beratung der Friedenshandlung zu verabreden wäre. Daneben sollte man aber auch mit mandatis avocatoriis und mit dem Mittel der Bereitschaft der Kreise fortfahren; hilft dies nicht und wird Exekutionshülfe nötig, so muss das Werk auf einen R. Tag verschoben werden.

Der andere Teil des Fürstenrats, der zuvor auf die Exekution geschlossen, war mit der Schickung im Namen von Kaiser und Reich einverstanden, ebenso mit den Mandaten und der Bereitschaft. Man müsse aber neben diesen Mitteln auch auf die Exekutionshülfe bedacht sein; dieselbe wäre für den Fall zu beraten, dass obige Mittel keinen Erfolg hätten, bis dahin aber einzustellen. Im letzteren Punkt konnte man sich nicht einigen, da der eine Teil die Hülfe jetzt beraten und nicht auf einen R. Tag verschieben wollte. Daher dem Kf. Rat zu referiren.

Ferner teilte der Fürstenrat ein Anbringen der Jülichischen mit: 1) wer die Kosten der Legation tragen solle; 2) Geldhülfe für den westfälischen Kreis, der inzwischen nach wie vor schwer bedrängt werde; 3) eventuell Hülfe wenigstens der benachbarten Kreise; 4) Abstellung beschwerlicher Handlungen der brabantischen Regierung gegen Jülich und Stadt Köln in Sachen Berlaymont. Die Stadt Köln beschwerte sich gleichfalls über brabantisches Prozessverfahren gegen sie in causa contra Harff sowie über die Lizenten.

Da jeder Teil bei seiner Meinung blieb, sollen die verschiedenen Bedenken zu Papier gebracht, morgen abgehört und dann den kais. Kommissaren überreicht werden.² . . .

Mb. 414/77 f. 742. Or. (pr. 6. Okt.).

¹ Nach dem pfälz. Prot. erklärten sich in der 1. Umfrage Trier und Köln für Beratung der Hauptsache, die drei Weltlichen für Verlesung der Relation, worauf in der 2. Umfrage Trier und Köln ihr Votum wiederholten, mit der Forderung, falls Verlesung der Relation beschlossen werde, ihre Bedenken anzufügen. Pfalz äusserte sich wie oben im Bericht der Räte, wobei nach dem Prot. betreffs der Gesinnung der Staaten auf Putlitz verwiesen wurde, betreffs Parmas auf etliche Schriften, die Putlitz Elz zu lesen gab, „das Spanien sich erclert, von religion nichts zu handeln“; man müsse nicht mehr davon reden, ob, sondern wie eilende Hülfe für die Bedrängten ins Werk zu richten; mit der Hülfe würden sich Restitution und Abschaffung der Lizenten von selbst finden. Sachsen und Brandenburg votirten im gleichen Sinn; Mainz trat dem Votum von Trier und Köln bei. In der 3. Umfrage blieben alle bei ihrer Meinung.

² Am 7. Oktober wurden die Bedenken des Kf. und Fürstenrats den kais. Kommissarien überreicht (ebd. f. 766 ff.). Die Cop. bei den

432. Johann Casimir an die Räte zu Frankfurt.

6. Oktober
Heidel-
berg

(Befehl zu protestiren und den Dep. Tag zu verlassen; die anderen Evangelischen zu dem gleichen Vorgehen zu bestimmen.)

Auf ihr Schr. vom 4. über das Beharren der geistlichen Kff. auf ihrer Meinung und die Abkehr etlicher Evangelischer im Fürstenrat von der rechten Bahn. Da dies aber gegen den Zweck des Dep. Tags und den kölnischen Abschied geht, kann er, wie hoffentlich auch die Sachsen und Brandenburger, nicht zustimmen und befiehlt ihnen den S. und B. mitzuthemen, sie hätten Befehl im Kff. Rat unter Ablehnung der gegnerischen Vorschläge öffentlich zu protestiren, „das es an uns nicht ermangelt, das den betragten nicht geholfen und den reichssatzungen kein genügen beschehen wöllen. Darmit solt ir euern abschied nemen und weder das, so relationsweis euerm anregen nach uf das papier gebracht und der kais. Mt. zugeschickt werden solle, noch einigen abschied oder sonsten etwas dergleichen von unsernt wegen zu subscribiren oder zu siglen bewegen lassen, sondern euch alsbald erheben und wider alhier einstellen.“ Die S. und Br., die sie noch dazu ermahnen sollen, werden sicherlich der gleichen Meinung sein. Sein frührerer Befehl einer Erinnerung an die päpstischen Stände hat nicht in Kraft zu treten, da man jetzt genugsam weiss, was sie im Schild führen. Sie sollen andere evangelische Fürsten und Stände zu gleichmässigem Abschied veranlassen und den Jülichischen das Erstaunen über ihre dem eigenen Interesse widersprechende Haltung sowie die Zuversicht ausdrücken, dass die Evangelischen ihrem Herrn trotzdem die hilfreiche Hand bieten werden, falls es nicht selbst wie eben jetzt verhindere.¹

Mb. 414|77 f. 750. Or.

pfälz. Akten zeigt verschiedene eigh. Randbemerkungen J. C. So bei dem Vorschlag der mandata advocatoria: „N^o Spa. gar nit zu dienen, sunsten etc. etc. etc. Burgund in die acht zu erkleren, das were der recht proces“. Bei dem Vorschlag der Bereitschaft der Kreise unter Mitteilung an den Kaiser: „Buchstaben executionsordnung wurd das nit mit sich bringen. N^o damit unser feind desto besser wissenschaft haben mag, wie mir gefast.“ Beim Vorschlag schärferer kais. Kontrolle über die Werbungen: „Dem Spanier soll man alle gewerb und pess verhindern.“ Bei dem Vorschlag die jetzt angeführten Mittel neben der Friedensverhandlung vorzunehmen: „Diser punct ist wol zu punderiren“. Bei der Bemerkung: Exekutionen seien immer, wie z. B. die gegen Gotha, auf R. Tagen beschlossen worden: „Ein stich dem Sax gegeben“. Beim Kommunikationstag: „N^o ein neuen heiligen“.

¹ Am 9. Okt. führten die Gesandten von Jülich, Kleve, Berg und Mark in einer Audienz vor den Evangelischen die zunehmende Verwüstung der Lande durch die Spanier aus, wobei sie u. a. erwähnten, etliche Obersten der kriegenden Teile sollten geüssert haben, sie getrauten sich mit nur 3000 Mann grosse Fürsten des R. anzugreifen, da sie bisher nichts von einer Gegenwehr gespürt hätten; die Gesandten verweigerten schriftliche Uebergabe des Vortrags, bestanden aber zugleich im Namen des Grafen von Bentheim, der neuerarischen Wittve und der Kurfürstin (Amelia) zu Lorbach auf wirklicher Hülfe (Pfälz. Prot.).

7. Oktober 433. Pancratius an Pfalzgraf Philipp Ludwig.
Speier

Bericht über die Hochzeit Dr. Johann Heinrich Schwebels zu Heidelberg, der er im Auftrag des Pf. beiwohnte. J. C. und Pf. Friedrich waren durch den Kanzler Reuber vertreten. „Und obwol über tisch, sonderlich von D. Ehemem, Gruenrodt und junker Quaden der religion und anderer sachen halb viel gesprächs erregt worden, so ist doch darbei des löblichen hauses Pfalzes und aller und jeder dessen häupter anders nit, dann mit sondern geburenden ehren und reverenz gedacht worden. Und als einsmals D. Ehem einer handlung gedacht, welche sich zu Naumburg zwischen weiland pfalzgrafen Friederichen churfursten und E. F. Gn. herren vatern, beeder christmilder gedechtnus, (seinem angeben nach) zugetragen haben solte¹ und er darin die affect im referendo etwas mitunterlaufen lassen wolte, wurde ihm alsbalden von D. Reuber untergefahren: es weren alle löbliche, christliche und eifrige pfalzgrafen gewesen, wie wir sie gottlob noch hetten; man solte allein den lieben gott bitten, das er sie bei diesem christlichen eifer und in dem friedlichen einmutigem wesen und verträuen, darin sie itzt stunden, erhalten wolte etc. . . Sonsten und alles anders ist mit lieblichen gesprechen und mit etlichen umbtrunken auf E. F. Gn. und anderer herrschaften gesundenheiten . . dermassen verrichtet worden, das meniglich darbei fröhlich und friedlich gewesen“ . .

Mb. 336/20. Or.

8. Oktober 434. Erklärung der Gesandten der drei weltlichen
Frankfurt Kurfürsten im Kff. Rat.²

Ihre Herren, nach Laut des Ausschreibens und des Kölner Beschlusses der Ueberzeugung, dass bei der offenkundigen Gefahr für das R. es sich auf dem Dep. Tag nur um die unverzügliche Verwirklichung der bereits beschlossenen Hülfe handeln werde, sind äusserst überrascht, dass die geistlichen Kff. und etliche andere

¹ Gemeint ist der Fürstentag zu Naumburg 1561; vgl. Menzel, Wolfgang von Zweibrücken S. 237.

² Diese Erklärung, am 6. Okt. von den Räten der weltlichen Kff. vereinbart, erfolgte nach Zustimmung der andern ev. Gesandten (Prot.) durch die Pfälzer im Kff. Rat am 8. Okt. zugleich im Namen von Sachsen, Brandenburg, Braunschweig, Hessen und Nürnberg. Mainz hatte mitgeteilt, die Kommissare hofften durch ihre Resolution auf die eingereichten Bedenken [No. 431] eine Vereinigung herbeizuführen, und eine Reihe von Punkten (Legationskosten, Beschwerden von Jülich, Stadt Köln, Oldenburg, Lothringen, dem westfälischen Kreis, Entschuldigungsschrift Burgunds zur Verhandlung bringen wollen. Die Pfälzer erklärten jedoch, diese 11 Punkte seien entweder bis auf die Erklärung der Kommissare einzustellen oder überhaupt nicht zur Sache gehörig, und drangen auf sofortige Anhörung ihres Anbringens (worüber die Gesandten der 3 Kff. unter gl. Datum eine schriftliche Erklärung an die Kommissare einreichten, mit dem Bemerken, ihr Schritt geschehe in Uebereinstimmung mit den andern Gesandten der A. C. und der gravirten Stände im Fürstenrat). Die Geistlichen erwiderten durch Mainz: da sie sich dessen nicht versehen und die Sachen an sich hochbedenklich und wichtig, wollten sie es an ihre

Stände nicht auf die R. Abschiede, sondern auf andere ganz ungewisse Mittel gehen! Sie lassen ihre Mitkf. an die für das R., auch für die Erzstifter wie Köln und Trier gefährlichen Anschläge fremder Potentaten, an die Notwendigkeit festen Zusammenhaltens und an die übeln Folgen erinnern, die sich für das Vertrauen im Reich ergeben, wenn man mehr auf fremde ihren Vorteil suchende Leute sieht als auf die eigenen Mitstände. Zu geschweigen davon, dass es unchristlich und geschworenen Pflichten und Eiden zuwider ist, der mehr als türkischen und barbarischen Bedrängniss der armen Leute zuzusehen. Ihre Herren besorgen ferner, da man jetzt gegen den klaren Buchstaben der R. Ordnung in einem derart qualifizirten Fall auf die Stimmenmehrheit gehen will, die Exekutionsordnung suspendirt und überhaupt in Frage gestellt zu sehen, was den Profanfrieden und die eilende Hülfe schliesslich völlig wertlos machen müsste. Der Anfang einer so schädlichen Trennung wäre für die Urheber unverantwortlich. Ihre Erinnerung treuherzig gemeint; ihre Mitkf. mögen auf Verhütung alles Misstrauens und Verminderung eines solchen Präjudiciums wider den Profanfrieden bedacht sein. Im andern Fall wünschten sie Aufklärung darüber, wie solche Sonderung zu verstehen, wessen man sich zu versehen und wie man künftig bei einander sitzen und bleiben wolle. Stehen die geistlichen Kff. von dem ab, was Verdacht erregt, und bleiben sie bei den R. Konstitutionen und geben den andern katholischen Ständen ein gutes Beispiel, so werden die weltlichen das Aeusserste zu Abwendung alles Unheils aufbieten.

Mb. 414/77 f. 795.

435. König Heinrich IV. an Meister und Rat zu Strassburg.

Dankt für die an Fresnes gelieferten 42 000 fl. sowie für das Darlehen zum Besten der Stadt Metz¹ und schickt durch Fresnes seine Ratifikation und Versicherung.

Str. A. A. 1859. Cop. (deutsch.)

Herrn gelangen lassen, deren Geneigtheit zur Förderung von Frieden und Ruhe bekannt sei. Die Weltlichen wiederholten, es sei auf Befehl geschehen und nur zur Erhaltung guten Vertrauens gemeint, und teilten den Geistlichen, obwohl hiezu nicht ausdrücklich ermächtigt, Abschrift mit, mit der Bitte um Geheimhaltung (Prot.; die Räte an J. C., Frankfurt 8. Okt. pr. 10. Okt.). Ein Schr. J. C., Heidelberg 10. Okt. (Or. ohne Unterschrift, pr. 11. Okt.) an seine Räte billigt vollkommen, „das man einmal den deckel vom hafn getan“; sollten freilich die Geistlichen auf ihren 11 Augen (s. o.) verharren, so wäre es vielleicht besser, „man hette die holn abgehauen und were wider zue haus gezogen“; immerhin sollten sie etliche Tage auf Erklärung der Geistlichen und der Kommissare warten, falls es aber den Geistlichen mit der Hülfe kein Ernst, bei Sachsen und Brandenburg anfragen, ob sie mit andern Evangelischen trotzdem zur Hülfe geneigt seien, und, falls die Räte hierüber nicht instruiert, unverzügliche Aufklärung über die Absicht ihrer Herren veranlassen.

¹ Nach einem Schr. Schomberts an Hochfelder, Frankfurt 3. Nov., 10 000 fl. Langwierige Auseinandersetzungen über ein Darlehen der Stadt von 20 000 fl. an Sancy vom Nov. 1589, in das auch Graf Friedrich von Württemberg verwickelt war und das für den Genfer Krieg verwendet werden sollte, Str. a. a. O.

10.
20.
Oktober
Dieppe

8. Oktober
Köln **436.** Bennonius an Pfalzgraf Philipp Ludwig.

Hat der bewussten hessischen Sache nachgedacht (vgl. Schr. des Pf. 26. Aug.); könnte man vertraute Leute unserer wahren A. C. und nicht der kalvinischen geneigt bei dem Fräulein haben, so könnte man die Sache zu einem glücklichen Ende bringen, „dan man dem von Hessen nicht ongewogen; wiewol man der religion halber sich anfenglich geweigert, hat man doch auf ingenommenen jegenbericht, das man nicht calvinisch, sondern luthers gesinnt, das gemuitbalde geendert.“¹ . . Mit dem alten und jungen Herrn steht es peinlich; „roifen und schrien beide crucifige über die Spanier, aber keiner will es verstehen noch sich der armen undertanen verderben annehmen“. Ph. L. sollte unter dem Schein eines Besuchs eine Zeitlang sich hier aufhalten; das könnte die Beschwerung von Land und Regierung heben; auch die Schulden liessen sich beseitigen und eine andere Ordnung einrichten.² Hat in Geheim vernommen, dass Otto von dem Bylant Herr zu Raidt beim Kaiser wegen Ph. L. Schwester zu Preussen Succession nach Absterben des jungen Herrn ohne Erben anhalte und dem Kaiser viel tausend verheissen habe; das Geld soll durch Wechsel auf Nürnberg aus Preussen gemacht sein; „darzu dann die vorhabende bestennisse mit dem jungen churfursten pfalzgraven zu Heidelberg helfen solte“.³ . .

Mc. Neuburger Korr. I. (No. I. 1590—92). Eigh. (pr. Neuburg 17. Okt.)

10.
Oktober
Strass-
burg

437. Lobbetius an Paul Hochfelder.

Weiss nicht, ob H. nach Frankfurt über Heidelberg gegangen ist. Sancy ist von hier am 6. weg nach Basel. Man sagt, Ansbach habe sein Geld zur Zahlung bereit, sobald marschirt wird. „Il fait saigement, affin qu'on ne mange les bletz vertz, faisant jugement des choses futures à cause des passées. Le s^r Grauiset [?] est allé à Heidelberg avec lettres dudit s^r de Sancy pour regarder d'obtenir quelque chose; je le désireray bien pour l'amour

¹ Es handelt sich um den Plan einer Vermählung Sibyllas von Jülich mit dem jungen L. Moritz von Hessen; vgl. No. 338; Stieve in der Z. des Berg. Gesch. Vereins XIII, 29 (mit Belegen für das Jahr 1591). Bennonius kommt in seinem Schr. an Ph. L. vom Nov. und Dez. 1590 wiederholt auf die Sache zurück und betont am 18. Dez. noch einmal, man habe nur des Calvinismus wegen Bedenken gehabt, was aber „mein vertrauter freund gar wiederlegt“; Ph. L. Gemahlin möge mit Schr. und schwesterlicher Vermahnung weiter anhalten.

² Am 19. Nov. empfiehlt B. dem Pf. Sendung eines Sohnes unter dem Schein der Studiums nach Köln, der durch seinen Hofmeister beim alten Herrn den Heimfall der Lehen Mörs und „Byenburg“ an Jülich fördern könnte; auch würde der junge Herr [von Jülich] „des herzen grund, daedurch die melancholia kommen, anzeigen und vermelden“; man habe ja auch hier im Kapitel zwei junge Herren von Baiern, wohl um die Herzen der Kapitularen für ihre Succession „post mortem nostri reverendissimi“ [Kf. Ernst] zu gewinnen (Mc. ebd. eigh.).

³ Vgl. No. 428.

de luy. J'ay escrit par son moyen au dit lieu, assés franchement et librement, ayant mesmes eu occasion d'ainsy faire par celui, auquel j'ay escrit, duquel j'avois receu lettres deux jours auparavant."

Strasb. A. A. 834. Eig.

438. Johann Casimir an die Pfalzgrafen Philipp
Ludwig und Johann.

12.
Oktober
Heidel-
berg

Wird dieser Tage abermals berichtet, Georg Hans beabsichtige die Grafschaft Veldenz Spanien abzutreten; das mandatum de non alienando [No. 292] dürfte für G. H. kein Hinderniss sein.¹

Mb. 327|27. Or. (pr. Stuttgart 15. Okt.).

439. Resolution der kaiserlichen Kommissarien auf
die Relation des Kurfürsten- und Fürstenrats.

13.
23.
Oktober

Zwiespältigkeit der Vota in der Relation: ein Teil des Kf. Rats verlangt sofortige Hülfe für die Bedrängten nach der R. Exekutionsordnung und will daneben dem Kaiser die Fortsetzung der Friedenstraktation anheimstellen; der andere Teil des Kf. Rats und der F. Rat einhellig stellt die kais. Friedenshandlung und eine Legation im Namen von Kaiser und R. an beide kriegführende Teile voran; ausserdem soll ein Kommunikationstag alles Unrichtige vollends in Richtigkeit bringen und über die Abstellung der Aus- und Einfälle ins R. u. s. w. beraten; bis dahin die Exekutionshülfe einzustellen. Sie lassen es bei der mit der kais. Proposition und ihrer Instruktion übereinstimmenden Meinung der Majorität verbleiben. Obwohl im F. Rat wegen einer Eventualberatung der Anstellung der Exekutionshülfe sich differentia vota ergeben haben, erinnern sie dagegen an die schweren Bedenken eines Kriegs mit den beiden in Waffen stehenden mächtigen Parteien und an den klaren Wortlaut des „versiculs“ in der R. Ex. Ordnung: „und so abermals die versambleten churfürsten“. Dem bedrängten westfälischen Kreis könnte man das ao. 82 Bewilligte ausfolgen lassen.

Mb. 414|77 f. 835 ff. Cop.

Frankfurt

440. Gegenerklärung der Gesandten der drei geistlichen an die Gesandten der drei weltlichen Kurfürsten.

13.
Oktober
Frankfurt

Versichern die genaue Beachtung der R. Satzungen von Seiten ihrer Herren; es liegt ihnen fern den Bedrängten die Hülfe entziehen

¹ Ph. L. schickte Copp. am 26. Okt. an Pf. Johann und an Würtemberg, die beide antworteten, sie hätten sonst nichts davon gehört; Johann fügte bei, J. C., bei dem er nach seinem Abschied von Ph. L. zu Stuttgart in Heidelberg gewesen, habe jene Sache nicht erwähnt und G. H. Mutter habe ihm in Durlach gesagt, Haus und Amt Veldenz seien ihrals Wittum verschrieben (Kirkel, 11. Nov. Or. ebd.; vgl. gegen die letzte Behauptung der Pf. Ursula Gumbel S. 12; 29).

zu wollen. Der kölnische Abschied und die R. Ordnungen schliessen aber neben der wirklichen Hülfe die Anwendung anderer Mittel nicht aus; im jetzigen Fall wäre aber selbst die gesammte Kreishülfe nicht ausreichend, wie sie mündlich und schriftlich zur Genüge ausgeführt haben. Daher haben sich ihre Herren für Fortsetzung der Friedenshandlung entschieden, nachdem beide Teile sich zur Restitution bereit erklärt haben; es würde seltsam sein trotzdem zur Gegenwehr zu greifen. Die beschwerten Stände selbst verlangen die sofortige Exekution nicht, wie der Beschluss des F. Rats zeigt; es wäre seltsam, wenn die Gesandten der Bedrängten nachträglich hievon abgewichen sein sollten. Bleiben daher bei ihrer vorigen Meinung und weisen die ihnen gemachten Vorwürfe entschieden zurück. Bezüglich der Stimmenmehrheit lassen sie es beim Herkommen bleiben.¹

Mb. 414/77 f. 847 ff. Cop.

14.
Oktober
Heidel-
berg

441. Johann Casimir an die Räte zu Frankfurt.

Auf deren Schr. vom 12. 1) Billigt das Abwarten der Resolution der Kommissare,² falls diese nicht etwa erst Bescheid beim Kaiser erholen; spricht die Resolution sich für die Geistlichen aus, unter Protest abzuziehen; verzieht sie sich, so haben die Sachsen und Brandenburger inzwischen Gelegenheit, „sich uf beschehenes berufen bei uns einzustellen“, weshalb bei ihnen Anmahnung zu tun. 2) Die S. und Br. werden wohl instruiert sein;³ man kann trotzdem mit allen Evangelischen darüber reden. 3) Das Begehren Kölns⁴ ihm auf R. Kosten Kriegsvolk zu unterhalten sehr bedenklich. Köln erbietet sich nicht dafür dem R. irgend eine Festung einzuräumen, sondern will das Volk derart im Stift verteilen und mit andern Soldaten oder vielleicht Bürgern und Landvolk „underspicken“ dass er ihrer ganz mächtig sein könnte; zu geschweigen, was bei Rückkehr Parmas erfolgen könnte. Will Köln die Spanier aus dem Erzstift schaffen, so dass die Staaten von dorther nichts mehr zu befahren, so könnte man die Staaten nochmals im Namen der Stände an ihr Erbieten

¹ Am 13. Okt. wurde diese Erklärung durch Mainz im Kff. Rat, hierauf in Gegenwart beider Räte die Resolution der kais. Kommissare nebst zwei burgundischen Schriften verlesen (Prot., vgl. Pieler S. 136).

² Das Schr. der Räte vom 12. (pr. Heidelb. 13. Okt.) hatte bemerkt: es würde in der Tat das vorherige Wegziehen seltsam aussehen und denen, die es tun, die alleinige Schuld der Erfolglosigkeit des Tags zugeschrieben werden.

³ Das Schr. vom 12. hatte dies bezweifelt.

⁴ Das Schr. vom 12. äusserte über ein köln. Memorial (in Cop. beigelegt), das vorgeschlagene Mittel sei „nicht gar aus dem weg“ und könnte das in Güte verschaffen, was man sonst mit Schwertschlägen zuwege bringen müsste, nämlich Bonn und Neuss. — Es ist zu beachten, wie die pfälz. Gesandten zu Frankfurt, von Heidelberg aus immer zum schärfsten Auftreten vorwärts gedrängt, noch im letzten Augenblick für ein gemässigteres Vorgehen eintreten. J. C. Schr. vom 14. erhielten sie erst nach ihrer Abreise von Frankfurt am 16. bei Zwingenberg (?).

erinnern und Versicherung des R. begehren. Dann bedürfte es keiner weiteren Besatzung oder Zitadellen. Sollen bei Beratung des Memorials dies anregen, ferner Rückerstattung der Legationskosten durch die fünf Kreise. Doch wegen dieses kölnischen Suchens vom Hauptwerk nicht abzuweichen.

Mb. 414/77 f. 863. Or.

442. Erklärung der Gesandten der drei weltlichen 15. Oktbr. Kurfürsten. Frankfurt

Die Gesandten der drei weltlichen Kff. erklären unter kurzer Ausführung der während dieser Versammlung fortgesetzten Miss-handlung der Stände des westfälischen Kreises und nunmehr auch der sächsischen Lande, zumal durch spanische Befehlshaber, da die Restitution nicht erreicht, den Beschwerden nicht vermöge der Exekutionsordnung geholfen und das R. für die Zukunft nicht genügend versichert worden sei, dürften sie nach dem Befehl ihrer Herren in keine Handlung, Schickung, Prorogation oder Abschied willigen, und bitten die Gesandten der geistlichen Kff. sie zu entschuldigen, dass sie den Sachen ferner nicht beiwohnen könnten, und diese ihre Anzeige gebühlich zu registriren; es geschehe nicht, um Trennung im kurf. Kollegium zu erregen, sondern nur zur Erhaltung der Autorität von Kaiser und R. und wegen der höchsten Gefahr der bedrängten R. Untertanen; wie auch die Gesandten der andern evangelischen Stände, weil die Beratung, derentwegen allein man erfordert worden, und die Exekutionshülfe zurückgesetzt werden, nicht länger beiwohnen wollen.¹

¹ Am 14. Okt. hatte die entscheidende Beratung über die Resolution der kais. Kommissarien im Kff. Rat stattgefunden. Die Pfälzer bekämpften die Anwendung der pluralitas votorum auf so offenbare Fälle, ferner die Anwendung des § der Exekutionsordnung: „und so abermal“ [§ 67 des R. Abschieds von 1555, wonach die Sache an den Kaiser gebracht werden soll, falls die Deputirten und die Kommissare die Kreishülfe für ungenügend halten], da es sich jetzt nicht um die 10, sondern nur um 5 bis 7 Kreise handeln würde. Die ao. 82. bewilligte Geldhülfe würde dem westfälischen Kreis gar nichts nützen. „Dieweil ganz hauptwerk, darumb man alhie beisamen, stecken bliebe, wisten sie sich in einigen nebenpuncten nicht einzulassen.“ Sachsen: dem in der Resolution beklagten Verderben durch Handhabung der Ex. Ordnung leicht abzuhelpen, und were offenbar, das sie reichsordnung für sich haben und darumb pluralitas votorum nicht in acht zu nemen“. Sind überrascht durch die Behauptung der Resolution, dass die Bedrängten selbst der wirklichen Hülfe nicht begehrt; da wäre ja sowohl der kölnische Kreistag als noch mehr der Dep. Tag überflüssig gewesen. Bleiben bei legibus publicis und hoffen nicht, „das ir her mit einem abschied, so contra ordnungen, solle belegt werden“. Zuletzt erklären sie: „und dieweil das werk nunmehr so zerschlagen, wisten sie sich in fernere handlung nicht einzulassen“. Im gleichen Sinn äusserte sich Brandenburg. Mainz behauptete in seinem folgenden Votum (mit Trier und Köln für Verschiebung auf einen R. Tag), dass „auch fast unmöglich, 20 kreis stark genug sein solten“. Bei der 2. Umfrage beharrten die Weltlichen auf ihrer Meinung (Pfälz. Prot.). Vgl. Pieler S. 136.

(„Mündlich verrichtet und abgelesen, fürter schriftlich zur meinzischen canzlei geliefert, auch m. m. den kais. commissarien übergeben Frankfurt 15. Octobris ao. etc. 90“).¹

Mb. 414/77 f. 858. Cop.

15. Oktbr. **443.** Schomberg an Christian von Sachsen.²

Frankfurt (Hoffnung Heinrichs IV. auf den Kf. Mit dem Hilfszug nach Frankreich nicht bis zum Sommer zu warten. Die Auszahlung des Gelds und die Ernennung der Befehlshaber vor dem Eintreffen der kgl. Erklärung vorzubereiten. Vermeidung der 1587 begangenen Fehler. Seine Krankheit; kommt nach Sachsen. Ein Schr. Brandenburgs an Sancy. Geldhülfe für die Garnison von Metz.)

Auf Chr. Schr. 28. Sept. (Zettel). Kennt Chr. Gesinnung gegen den König, der durch seine Schr. und Palavicini's Anbringen darüber genügend unterrichtet ist. Der K. erwartet Hülfe von hier aus durch den Kf. Die in seinem eigh. Schr. unlängst enthaltene Nachricht aus Frankreich hat er von Sancy's Sekretär, der aus dem Lager kam; ausserdem haben es ein Bruder Sancy's u. a. geschrieben. Diffikultäten bei der künftigen Werbung (da der Winter vor der Türe) sind ihm unverständlich; bei dem milden Winter in Frankreich hat man dort seit 30 Jahren Winter und Sommer Krieg geführt und im Winter fast mehr ausgerichtet als im Sommer. Die Erschöpfung der Dörfer kann sich nur auf die Orte beziehen, wo die Haufen lange gelegen. Der Feind kann auch nicht von der Luft leben; so gut wie seine Pferde können sich die unsern im Feld erhalten. Das kgl. Lager war stets besser mit Proviant versehen, als das der Feinde. Uebrigens können die Reiter doch nicht vor Februar auf der Grenze sein; jeder kennt den frühen Sommer in Frankreich; im Notfall können die Pferde einige Nächte von der grünen Saat leben. Der Anzug nach Reife des Getreides werde für den König viel zu spät kommen. Kennt jedoch des K. durch Palevicinum zu erwartende Vorschläge betreffs der Zeit nicht. Will keineswegs den Kf. zur Zahlung des Anritt- und Laufgelds vor der kgl. Deklaration drängen, sondern nur empfehlen alles darnach vorzubereiten, dass es beim Eintreffen

¹ Im Kff. Rat von Pfalz vorgelesen. Die Geistlichen erklärten, sie hätten es ungern vernommen, bezogen sich auf die Motivierung ihrer Vota, die ja keineswegs die Hülfe für die Bedrängten unbedingt verworfen hätten, und baten nochmals sich mit ihnen anders zu vergleichen, widrigenfalls sie den Kommissaren Mitteilung machen müssten. Die Weltlichen erwiderten, ihre Erklärung im Namen ihrer Herren sei nicht geschehen, Trennung zu verursachen, „und hetten verstanden, was gestalt inen I. Ch. und F. Gn. uferlegt, einiger fernerer berat-schlagung nicht beizuwonen; hoffen, sie in deme desto weniger zu verdenken“ (Prot.). Vgl. Pieler a. a. O. (entrüstete Auslassung Fürstenbergs).

² Dr. ebd. f. 535 ein Or. Schr. Schombergs an Chr., Frankfurt 13. Okt. worin die Verzögerung der Audienz Pallavicino's und Staffort's bei Heinrich IV. durch die Erwartung einer Schlacht erklärt wird; laut kgl. Schr. vom 24. Sept. an ihn und die Gesandten habe der K. P. summariter gehört und zur Abfertigung nach Mantes beschieden. Vgl. No.

der kgl. Resolution keines ferneren weitläufigen Traktirens bedarf, 15. Oktbr. sondern den Obersten gleich das Geld ausgezahlt werde, die bei 3 Frankfurt Monat Frist haben müssen ihre Leute ins Feld zu bringen, dass nicht die einen auf dem Musterplatz 6 Wochen auf die andern warten müssen, zu Beschwerniss, Schimpf und Schaden. Chr. möge sich je eher je besser über den fürstlichen Führer entscheiden, auch über die andern Befehlshaber, durch die Bevollmächtigten des K. die Bestellungen unter des K. Namen, „wie ich glaube, das E. Ch. Gn. intent sei“, aufrichten lassen und die Obligation für die Kf. und Fürsten vollziehen. Wie und wo das Volk dem K. zuzuführen sei, vermag er nicht zu sagen, da bis dahin die Lage des K. oder der Feinde ganz verändert sein kann. Ist der K. sehr bedrängt, so wäre der am Wenigsten behinderte Weg zu wählen, wenn nicht, befiehlt der K. vielleicht einen andern. „Sapienti principi sat dictum.“ In diesem Fall würde der K. wohl dem Heer behufs guter Kundschaft im Land eine Anzahl französischen Kriegsvolks zuordnen. Die Reiter sollen sich mit ihrer Rüstung etwas besser verwahren als vor etlichen Jahren, um nicht so leicht unbedeckt in Schaden zu kommen. Die Junker sollen ihre Pferde mit Knechten und nicht mit Jungen besetzen, die von den Junkern nach dem Quartier u. s. w. verschickt werden können, so dass ein Rittmeister mit 300 Pferden bei der Fahne nur 150 findet. Sie setzen solche grosse Bengel auf und verewaffen sie derart, dass sie vor der Kommission für Knechte passiren. Nicht alle, aber nur allzu viele Junker tun so „und ist wol fleiss anzuwenden, das der deutschen reuterei reputation wieder auf einen grünen zweig komme“, woran den Kf. und Fürsten mehr gelegen ist als viele meinen; die Meinung fremder Potentaten, ob sie es mit einer „bellicosa und victoriosa nation“ zu tun haben oder nicht, ist entscheidend dafür, ob sie ohne Weiteres Krieg anfangen oder sich durch die Sorge, „er krige geklopft fleisch“, die Lust vergehen lassen, Hat hierüber etliche Male mit dem Kf. diskurirt. . . . Sobald er wieder auf die Beine kommt, geht er nach Sachsen, „denn ich verhoffe, die meissnische luft solle mich besser tragen als die frankfordische“, wo er die Beschwerde im Haupt nicht los werden kann; schrieb an diesem Brief unterschiedliche Tage. Ist dann auch bei der Rückkehr Palevicini's für etwaige Aufträge Chr. oder des K. bei der Hand. Schickt ein Schr. des Kf. von Brandenburg an Sancy. Da er besorgt, der Kf. werde nach Abholung der 15 000 Taler und Hinterlegung beim Landgrafen oder einem andern Fürsten nichts mehr für die neugesuchte Hülfe tun wollen, ermahnte er Sancy weder die 15 000 Taler abholen zu lassen noch einen Pfennig bei irgend einem prot. Stand abzufordern, damit die neue Hülfe nicht alterirt werde.

Heut war der Sekretär Sobolles' bei ihm, Geld für die Garnison bei J. C. und der Stadt Strassburg aufzubringen, widrigenfalls der K. Metz verlieren müsste. Hoffte, dass J. C. 4 oder 5000 Kronen bewilligt und die Stadt (an die er nebst Fresnes deshalb geschrieben) zur gleichen Bewilligung veranlasst. Hat seine Söhne dem Stadtschreiber von Strassburg als Geiseln angeboten. . . .

Dr. 9035. I. f. 437 ff. Eigh.

17. **444.** König Heinrich IV. an Landgraf Wilhelm.

27.
Oktober
Gisors

Rechnet als König um so mehr auf den von W. stets der Krone Frankreich und ihm selbst gezeigten guten Willen und vertraut sich W. Führung an, den auch die andern Fürsten wegen seiner Erfahrung und Klugheit als ihren Vater verehren. Bedauert, dass „l'élection que j'ay cy-devant faicte pour traicter mes dictes affaires“ nicht allen Fürsten angenehm gewesen ist. Schickt nach Pallavicino's Mitteilungen Turenne und wird sich stets nach W. Gutachten richten, „comme vous tenant parcillement en mesme rang de père“.¹ . . .

Marb. Frkr. 1590. I. Or. (pr. Ziegenhain 24. März 1591).

18. Oktbr. **445.** Eberhard von Weihe an D. Ludwig Cullmann.
Frankfurt

(Ausgang des Dep. Tags nach der Abreise der Pfälzer. Kölnisches und jülichisches Ansuchen bei Sachsen und Brandenburg.)

Hofft, dass C., Putlitz und Lingelsheim glücklich zu Heidelberg eingetroffen sind. Dankt C. „vor erzeigte ehr, woltate und beigebrachten rausch“ und berichtet seinem Versprechen gemäss. Was die Pfälzer befürchteten, ist eingetroffen. Teilt die ihnen am 16. von der Kommission zugestellte Erklärung mit.² Woher der

¹ Vgl. Schr. gl. Datums zur Beglaubigung Turenne's an Kf. Christian, Lettres miss. III, 276 f; an Braunschweig, Hannover Or.; an Pf. Johann Ma. 545/7 (Cop.); an Meister und Rat zu Strassburg, Str. A. A. 1859, Or. ein weiteres ausführliches Schr. an Kf. Christian vom 20./30. Okt., Dr. 9305. II. eigh., mit falschem Datum (3. Okt.) und mit geringfügigen Abweichungen im Text gedr. bei Mornay, Mém. II, 64 f. und Lettres miss. III, 259 ff. Beglaubigungsschr. an die Generalstaaten, Dänemark, Schottland und England, ebd. S. 272 ff; 278 ff. Die Instruktionen für Turenne Mém. d'estat II, 475 ff; 494 ff. Bei Sachsen, dessen Forderungen der K. so gut wie bedingungslos zugesteht, sollte T. eine Hilfe von 6000 Pf. und 8000 Knechten unter Führung Anhalts für Ende April betreiben, gegen kgl. Versicherung und kf. Verwaltung des deutschen Darlehens, sowie Zusage von 2000 Pf. und 6000 Schützen für den Fall einer Bedrängnis der deutschen Fürsten. Vgl. Ritter I, 17 f; Anquez S. 31 ff. Am 24. Nov. kündigt Schomberg aus Frankfurt dem L. Wilhelm die Sendung Turenne's an, der „ein feiner, kluger, verständiger, kecker und freudiger herr“ sei und W. gefallen werde (Marb. Or.).

² Diese „Erinnerung“ auf das Anbringen der Weltlichen vom 15./25. Okt. erklärt, die Exekution sei nicht in Frage gestellt oder verweigert worden; es handle sich nur darum, sie mit möglichst geringer Gefahr für das R. und die Bedrängten selbst vorzunehmen. Sollten die weltlichen Kf. ihre Gesandten der Konsultation nicht bis zu Ende beiwohnen lassen, so müssten die Kommissare sofort an den Kaiser berichten; die Gesandten sollten dann wenigstens bis zum Eintreffen der kais. Resolution hier bleiben (Mb. f. 860 ff; Cop., den Sachsen und Brandenburgern überreicht, „als die Pfälzische albereit von Frankfurt verrückt gewesen“). Vgl. Pieler a. a. O.; vom 17. bis 19. Okt. besprachen sich die Kölnischen mit dem Kf. von Mainz zu Aschaffenburg; am 20. übergaben sie zu Frankfurt die Protestation ihres Kf. wegen verweigerter Hilfe dem mainzischen Kanzler, am 21. reisten sie ab.

Einschlag, ist nicht schwer zu erraten. Sie und die Brandenburger haben darauf kurz erklärt, warum sie auf Befehl ihrer Herren den Beratungen nicht länger beiwohnen könnten; ihre Herren würden sich, falls der Kaiser deshalb etwas an sie gelangen lasse, aller Gebühr zu erzeigen wissen. Im Privatgespräch stellten die Kommissare die Restitution in gewisse Aussicht, worauf sie ihre Meinung sagten und Abschied nahmen, Seidlitz und er weggingen, Abraham Bock und Sebastian Müller dablieben. Die Kölnischen baten sie und Brandenburg allein ihr Memorial in Beratung zu ziehen und auch die frühere Entschuldigung ihres Herrn zu referiren; das R. solle dem Kf. 4 Fähnlein Knechte und ein Geschwader Reiter unterhalten und ihm helfen, falls nach Abzug der Spanier die Truchsessischen ihm seine Plätze wieder wegnehmen würden. Sie erklärten, das gehöre ins Hauptwerk, sie wollten es aber ihren Herrn mitteilen; der Kf. möge den Schein mehr Fremde als das R. zu respektiren vermeiden und bei seinen reichen Mitteln seine Festungen mit Deutschen und nicht mit Spaniern besetzen.

Am 17. Werbung der Stände von Kleve, Jülich und Mark bei ihnen, Brandenburg und Hessen: 1) „das wir alhier beisamen bleiben, die herrn wider anhero erfordern lassen und in eventum auf die executionsordnung handeln wolten, bevoraus weil die Catholici nunmehr darzu geneigt“; 2) „würden wir, wan solches nicht zu erhalten, kein bedenken tragen, ihnen ein abschied zu geben“; beides abgeschlagen; 3) übergaben sie einen Gegenbericht gegen den burgundischen Gesandten. . . . Empfiehlt sich Dohna, Puttlitz, Grünrad und Lingelsheim, „et quod primo loco dicendum erat, M. Gn. H. . .

Geben in eil, Frankfurt am Main, 18^{ten} octobris an. etc. 90.“
(Bei der Unterschrift: „itineri accincto D. D. ignoscat“).

Mb. 414/77 f. 868. Cop. (pr. Heidelb. 21. Okt.)

446. Johann Casimir an die evangelischen Kapitularen zu Strassburg. 19. Oktbr. Heidel- berg

Hat 16000 fl., womit M. Eduard Fortunatus dem Kapitel und Stift verschrieben gewesen, auf sich genommen, „solche E. L. und euch churf. Pfalz wegen zu versichern und hinfüro verpensioniren zu lassen“; 3 Or. Verschreibungen, die der M. nicht annehmen wollte, hat er zunächst bei seiner Kanzlei verwahren lassen, durch jemand Vertrauten abzuholen. . . .

Strassb. A. A. 773. Cop.

447. Zündelin an Joachim Camerarius. 20. Oktbr. Zschopau

(Parmas französischer Zug gibt Gelegenheit zu einer Unterstützung der Niederländer durch England, Schottland und die deutschen Protestanten; Sachsens bisheriges Zögern nicht zum Vorteil, sondern zum Verderben der Liga. Eindruck der jetzt offenkundigen Ländergier Spaniens.)

. . . „Et ipse Parmensis per occasionem absentiae suae Belgis animos addidit ad maiora omnia non tam in ipsius (de quo varie
26*

sentiant) quam Hispanorum perniciem non inani prorsus conatu tentanda, et Angli ac Scoti, ubi se viresque suas, quae coniunctae valebunt plurimum, commoverint, maius opinione multorum illi negocium facessent. Quorum viribus si eorum auxilia accesserint, qui non omnibus, ut quidam putant, dormiunt et cunctationis partim suae causas habent non tam exoptatas sibi quam vi quodammodo extortas, sero Hispanos fortassis poenitebit instituti sui; quam tu spem si forte ex praeteriti temporis actionibus inanem existimabis, illud etiam cogitabis, idem tempus non omnia ferre et rebus maioris momenti plane maturandis longiore tempore opus esse nec uni expedire, ut onera viribus maiora in se suscipiat, ne cum ludibrio damnum ferat. Neque vero, si in Galliam non ibitur, loca viciniora et ad omnem vindictam oportuniore non sunt, in quae vel mediocres copiae dimissae coelum, quod aiunt, terrae misceant et Parmensi non tam redeundi difficultatem adaugeant quam spem omnem praecidant, hinc Germanis urgentibus hinc instantibus Gallis. Itaque dubium relinquatur, plusne Parmensi et coniurationi Gallicae mora haec profuerit an ad perniciem valuerit, quae inchoata diutius profecto abesse non poterit. Etsi enim ne antehac quidem consilia sua plane occultare Hispanus voluit, ea tamen in mediam irrumpens Galliam ita evidenter ostendit, ut ne stupidissimi quidem iam dubitare videantur, hominem natura ambiciosissimum ex multorum aliorum ruinis nova sibi regna atque imperia extruere conari; quod ipsum si forte vim tantam non habere putas, ut motum dignum his temporibus concitare possit in eorum animis, quos tanquam glacie quadam obductos existimare videris, sustinebis aliquantulum et ipso eventu haud magno dolore tuo refelli te patieris.“

Bm. Coll. Camerar. XXII. Or.

21.
31.
Oktober (Verhandlung mit Heinrich IV. Erwartung der deutschen Hilfstruppen. Sendung Turenne's.)

448. Pallavicino an Christian von Anhalt.

Seine französische Reise verlängert durch die Erwartung einer Schlacht, der Parma auswich, um das französische Adelsheer zur Auflösung zu nötigen. „O quanto all' hora era desiderata l' armata dei reistri e quanto gli occhi d' ogniuno erano convertiti in me, che in tempo di tanta necessità non portavo in luogo di essa altro che gli articoli.“ Verhandelte nach den Abzug Parma's mit dem König, der, von dem guten Willen der Fürsten, besonders Sachsens überzeugt, mit allen Prinzen und Herrn seines Rats beschloss hierauf für den im nächsten Frühjahr bevorstehenden Krieg seine Hoffnung zu setzen. Deutschland und England sind nur durch den französischen Tronwechsel vor dem gegen eines von beiden beabsichtigten Angriff Spaniens bewahrt geblieben. Philipp II. hat es aber mit einer Nation zu tun, die „inanti che sia perita o soggiogata, consumerà al certo le arme spagnuole“, besonders wenn sie von den Nachbarn unterstützt wird; „si tosto ch' ella sentirà l' armata dei reistri, sarà tutta in arme a cavallo pronta

ad unirsi con esse et a tutte le attioni della guerra“. Es war ein grosser Entschluss für den K. auch mit Rücksicht auf die Reformirten den ersten von allen, den durch Vornehmheit, Klugheit und Liebenswürdigkeit sowie im Krieg so hervorragenden Turenne zu entsenden. T., der seine einzige Hoffnung auf den Kf. setzt, traf gestern in England ein und reist nach Verhandlung mit der Königin mit ihm nach Stade und dann geradewegs nach Dresden, ohne einen andern Fürsten zu sehen. . . .

Zerbst. Eigh.

449. Dohna an Johann Casimir.

21. Oktbr

Lehnt die ihm von J. C. für den Fall von dessen Abreise angetragene Beförderung ab.¹ Will sich nicht auf diese Weise unvermerkt in den Oberrat bringen lassen, in welchen einzutreten er sich schon oft geweigert hat. Was seine Privatsachen anlangt,

¹ Hiemit ist nicht die von Dohna in seiner Selbstbiogr. berichtete Absicht J. C. gemeint, seinen Freund an Stelle des Grafen Joachim von Ortenburg zum Vizedom in Amberg zu ernennen. Dohna musste vielmehr, „quia me non potuit carere“, den Statthalter in J. C. Fürstentum (Lautern) zur Uebnahme dieses Amts bestimmen (Schmidt S. 165). Eine eigh. Bemerkung D. zu dem obigen Schr. sagt, es sei etwas, „nur in verbis“ geändert am 21. Okt. 90. J. C. übergeben worden, der sich darauf willfährig erklärt und eine Instruktion verfertigen lassen. Diese Instruktion vom 25. Okt. (Mb. 91/11, Or.) verpflichtete nun aber D. vor allem dazu, als Statthalter J. C. täglich vor und nach Mittag Kanzlei und Oberrat zu besuchen, die Umfrage zu halten und das Schlussvotum abzugeben. D., dessen Weigerung demnach doch nichts geholfen hatte, bemerkt in der Selbstbiogr. (S. 110), J. C. sei am 25. Okt. auf Bitten des Kf. Christian nach Dresden gezogen; „ich wart zum unschuldigen stadhalter verordnet“. Nach der Instr. sollte er dringende und wichtige Sachen J. C. nebst Bedenken nachschicken, besonders in den Amberger Sachen nichts ohne Anhörung des andern Theils und Kolbingers beschliessen, der gleichfalls beauftragt wurde J. C. wichtige Packete und Briefe nachzuschicken. Gegenüber einer etwaigen Bedrohung der Pfalz sollte D. das Nötige, aber wenn irgend möglich ohne Kosten vorkehren. Vgl. die Urkunde eines zwischen Kurpfalz, Pfalz-Lautern und Pfalz-Zweibrücken am 1. Nov. 1590 abgeschlossenen Landrettungsvergleichs, Me. XV. 4. No. 3075 (Or. mit den drei Siegeln, nicht unterzeichnet). Die sehr mässig veranschlagte Bundeshülfe sollte übrigens bei genügendem Eingreifen der gleichzeitig anzurufenden Kreishülfe eingestellt werden. Am Interessantesten ist die Verpflichtung der Kontrahenten die Untertanen, soweit dies nicht geschehen, militärisch zu organisiren; sie sollen in Fähnlein eingeteilt und zum Ausschuss möglichst junge Mannschaft und solche, „die schon in zügen gewesen“, genommen, die Waffen jährlich zweimal besichtigt und den Sommer hindurch jede Woche einmal, wie es in der Kurpfalz bereits eingeführt ist, Uebungen abgehalten werden; ein Ausschussfähnlein zu 300 Mann zählte 150 Schützen, 90 Spiesser, 34 Hellebardierer mit Landsknechtharnischen und Sturmhauben, 6 Schlachtschwerter, 9 Musketirer, 6 Aexte und Zimmerleute und 6 mit Schaufeln und sollte ausserdem 4 Feldstücklein mit je 200 Kugeln haben. Vgl. Ritter, D. G. II, 217; 482. — Ueber den Oberrat zu Heidelberg vgl. Ritter, Br. u. A. I, 55.

21. Oktbr. will er dem Kammersekretarius sagen, wo ihn der Schuh drückt. Weiss nicht, ob J. C. sein vor acht Tagen überreichtes Bedenken gelesen hat, aus dem hervorgeht, „das in etlichen puncten meine gedanken und der izigen räte gar zuwider“; weiss nicht, welchem Teil J. C. zur Zeit beipflichtet.¹ Müsste er in der Beratung über etwas, das er „secundum conscientiam et scientiam meam“ nicht billigen kann, gegen den Willen der andern und besonders J. C. votiren, so würde er sich nur aus einem gnädigen einen ungnädigen Herrn „und den riss, der im regiment albereit ist, grösser machen.“²

Mb. 112[2], eigh. Conc.

¹ Dies bezieht sich auf D. Widerstand gegen die von Reuber im Einverständniss „mit dem alten herrn von“ (Lücke; Rheidt?) betriebene Verbindung des Kurprinzen Friedrich mit Maria Anna von Preussen (vgl. No. 428; 436); nach D. (Selbstbiogr.) hätte man zu Heidelberg im September begonnen darüber zu deliberiren. Reuber betonte, Kurpfalz sei wegen seiner vielen Lehenstücke in Jülich beim Ableben des Herzogs ohne männliche Erben bereits in possessione und könne sich wegen seiner künftigen Gemahlin besser als ein weit entlegenes Haus in diesen schönen Landen, dergleichen nicht in Deutschland, maintainiren. „Haec omnia erant plausibilia. M. Gn. H. platzt darauf, lies es sich wolgefallen und doch bedünken, das ich nicht damit zufrieden. Dan da man von der verheiratung des jungen herrn in genere und nicht von dieser in specie consultiret, da sagte ich unter anderm: „Ich bitte, der secretarius wolle mit grossen buchstaben in das protocol schreiben, das der herr von Dohna nimmermehr raten kan, das man den jungen Herrn an eine soll verheiraten, die nicht seiner religion ist“. Dan ich hatte, etliche jar hero, an M. Gn. H. und seiner gemahlin gesehen, was es für ein jemerliches werk ist, wen eheleute zusammenleben, die wiederiger religion sein.“ Darauf hin habe ihn J. C., der D. Gebrauch in solchen Sachen sein Votum nicht leicht zu ändern kannte, nicht mehr zu dieser Deliberation gezogen. — Vgl. S. Graf Dohna, die Dohnas, I, 129 f; Schmidt S. 164 (der von einer Verhandlung im „Staatsrate“ spricht und D. „mit nachdrücklicher und lauter Stimme“ reden lässt!)

² Dies wird bestätigt durch ein Schr. Pelens an Dohna (nicht an Kolbinger, wie die Adresse lautet) aus Giessen vom 29. Oktober: sie hätten insgeheim dem Lic. Frais zugetragen, „P. zie aus und suech dich zum weib“; man solle unvermerkt anstellen, dass Putlitz, Reuber oder Ehem den Frais examinirten, ob er nichts „bei uns“ über den Grund der Reise erfahren, worauf Frais, der „ihme das geschäft angelegen sein lassen“, ihnen das vermeintliche grosse Geheimniss anvertrauen werde. Putlitz habe „den morgen, als wir von Heidelberg abzogen“, zum Grafen von Tübingen (vgl. No. 286) gesagt, „er habs vor 14 tagen gewist, das P. diese reis furnehmen wurd; ob das wahr oder erlogen, gib ich E. Gn. zu ermassen“. (Mb. 113[2], eigh.) Am 1. Nov. schreibt Pelen an D. aus Gudensberg, J. C. habe für die Zeit seiner Abwesenheit den hinterlassenen Dienern und Pferden des Rats Putlitz, der neulich zu Kirchheim sich um J. C. und dessen Leute nicht kümmerte und dafür seine eigenen Sachen auf J. C. Rechnung setzen liess, Futter und Mahl entzogen (ebd. eigh.). Vgl. S. 218 A. 2; Tossanus an Witgenstein, 26. Okt. 1590; 23. Febr. 1591 (Cuno II, 209 ff.). Zwietracht zwischen den einflussreichsten Räten und Vertrauten des Pf. war übrigens ein chronisches Leiden der casimirischen Politik.

450. Wilhelm von Baiern an Hans Georg von
Freising.

21.
31.
Oktober
München

Widerruft seinen früheren Befehl, das Ableben seiner Mutter bei J. C. anzuzeigen, aus Gründen, die Metternich der Hofmeister seiner Söhne F. mitteilen kann. Nur wenn sein Bruder der Kf. von jenem Befehl Kunde und ihn ausdrücklich gebilligt hat, oder wenn Metternich, „als welcher der sachen satten bericht hat“, aus beweglichen und wohlgegründeten Ursachen dazu rät, soll F. den Besuch bei J. C. ausführen.¹

Ma. 38|20 f. 368. Conc.

451. Johann Casimir an Landgraf Georg.

26. Oktbr.
Heidel-
berg

Muss wegen seltsamer und gefährlicher Läufe ausser Lands verreisen; bittet, mit seinem Statthalter Fabian von Dohna² und dem zu Hause gelassenen Kanzler und Räten gute Korrespondenz zu halten.

Darmst. Nachr. 13. Or.

¹ Vgl. Stieve IV, 14 A. 1. — Am 19. Okt. schreibt J. C. aus Heidelberg an W. Söhne Philipp und Ferdinand, die ihm am 18./28. ihre Durchreise nach Köln ankündigten (vgl. ebd. S. 333; Weinberg IV, 106), er bedaure sie nicht hier zu sehen und bitte um ihren Besuch bei der Rückreise (Ma. 38/20, Or.).

² Die Instr. für Dohna (vgl. S. 405|A. 1) ist erfüllt von allen erdenklichen Vorsichtsmassregeln, die uns J. C. bis zum Argwohn gesteigerte Sorge vor bösen Praktiken namentlich in Bezug auf den Kurprinzen erkennen lassen. D. soll, um das Auf- und Zuschliessen und die Abweisung unbekannter Personen überwachen zu können, jede Nacht selbst im Schloss liegen; er hat zu sorgen für richtige Bedienung des jungen Herrn, der verwitweten Landgräfin [Anna Elisabeth, Wittwe L. Philipps, vgl. Rommel V, 812 ff.] und der beiden Fräulein, für ihren und der Ihrigen Besuch der ordentlichen Predigten, für Abhaltung verdächtiger fremder Personen von der Konversation mit ihnen, besonders beim jungen Herrn solcher Leute, „von denen I. F. Gn. nichts lernen, sonder nur ergernuss und böse exempla sehen und erfahren, oder sonst der churf. Pfalz als ausländische widerige religionsverwanten nichts guts gönnen oder gefehrliche reden treiben“. Fremde Gesandte oder Herrschaften, falls es nicht ganz nahe Freunde, ausserhalb des Schlosses in der Stadt zu traktiren; genaue Aufsicht über die Mahlzeiten bei Hof, dass kein Fremder sich eindränge. Der junge Pf. darf nach Schwetzingen ziehen oder sonst hetzen und spazieren reiten, aber nicht über Nacht ausbleiben. Vgl. auch die Aeusserung des Tossanus in einem Schr. vom 15. Sept. 1590 (Cuno II, 101): „junior [princeps] valde lubricam ingreditur aetatem“; über Hoffnungen Minucci's (schon seit 1588) auf die Bekehrung des jungen Pfalzgrafen. Hansen, Nunt. Ber. III. 1. 748; Stieve IV, 189 A. 1. Dass Hutten im Herbst 1590 seine Stellung als Erzieher Friedrichs aufgab und nach Franken zurückkehrte, hebt Tossanus wiederholt mit lebhaftem Bedauern hervor (Cuno II, 209; 211).

26. Oktbr. **452.** Johann Casimir an Wolfgang von Mainz.
Heidel-
berg.

Auf W. Zettel im Schr. vom 26. st. n.¹ In seinem Schr. vom 5. hat er nicht von W., sondern in genere von der Haltung der Geistlichen auf dem Dep. Tag geschrieben. Führt W. nochmals die Gravamina der spanischen Bedrückung zu Gemüt, die ein steinern Herz erweichen sollten. Selbst wenn wir nicht eines Herkommens, einer Nation, Namen und Sprache wären, müsste man den Bedrängten beispringen. Nun wird aber die Hülfe, die auf 2 Kreistagen zu Köln beschlossen und derentwegen der Dep. Tag ausgeschrieben worden ist, auf diesem Dep. Tag gegen die Beschlüsse verweigert und die Bedrängten gleichsam verspottet. Die Dinge haben ihn, „als einen ohne ruhm zu melden getreuen patrioten“, der nach dem Exempel der Vorfahren die R. Konstitutionen und jeden Stand ohne Unterschied der Religion bei Billigkeit und Recht zu handhaben jederzeit gemeint, bewogen an W. zu schreiben, „was das werk bei ihme selbst reden tuet“. Haben W. Räte auf dem Dep. Tag anders geredet als sie beauftragt waren, wie er gern glauben will, so wird W. sie dafür zur Verantwortung ziehen und es künftig dahin richten, dass betreffs der R. Konstitutionen in Sachen der Rettung eines jeden Standes mehr Zusammensetzung gespürt werde. . . .

Mb. 414/77 f. 171. Conc.

2. Novbr. **453.** Johann Casimir an Christian von Sachsen.

Auf Chr. Schr. vom 29. Okt. aus Weidenhain. Chr. soll dem Kf. von Brandenburg von J. C. wegen eins bringen und herum gehen lassen und seinetwegen nicht die gute Gesellschaft zu Berlin früher verlassen, da sie beide doch die Martinsgans versäumt. „Ich will die zeit hinzwischen wol verdreiben.“ Will, da es ihm mit Braunschweig hinderlich geht, erst am 6. nach Salza kommen. Chr. könnte unvermerkt erkunden, was Braunschweig, der ihn nicht zu sich lassen und zu Brandenburg will, „fur dauben“ im Kopf hat.²

Dr. 8539. Eigh.

¹ In diesem P. S. (pr. 22. Okt.) äusserte W. seinen Schmerz darüber, dass J. C. ihm Widerstand gegen die R. Satzungen und Einverständnis mit andern zu Gunsten der angestrebten spanischen Monarchie zumesse, und beteuerte seine vaterländische Gesinnung, wie sie auch bei Trier und Köln vorauszusetzen. Vgl. No. 434.

² Pelen schreibt am 1. Nov. aus Gudensberg an Dohna: „Braunschweig reist uns abermal bossen“ und schlägt J. C. das mündliche Gespräch ab, da er von Brandenburg in die Mark eingeladen sei; seine Mutter und Schwester hatten ihn am Sonntag zu Münden erwartet; statt dessen rief er sie plötzlich ab. — Kf. Christian war von Kf. Johann Georg zur Taufe einer Tochter eingeladen (Zündelin an Camerarius, Sitzenroda 27. Okt., Bm. Coll. Cam. XXII). J. C. schreibt am 10. Nov. aus Leipzig an seine Tochter Dorothea einen eigh. Brief, worin es heisst: „Mich [!] sampt auch meine geferten seind noch gott lob und dank gesund und frisch“ (Zerbst).

454. Zeitung aus Prag.

(Der Ausgang des Dep. Tags. Ein ev. Hofrat. Gegenreformation in Oesterreich und Steiermark. Niederländische Friedenshandlung.)

7.
17.
November
Prag

„Aus Prag vom 17. 9bris anno etc. 90.“¹

Vorgestern kam Hornstein vom Dep. Tag zurück. Die Herren hier nicht übel zufrieden, dass dort nichts ausgerichtet; dass man aber auf solche Weise geschieden, macht ihnen Nachdenken. Man gibt die Schuld aller Unordnung den pfälzischen Gesandten „und glaub, wan mittel vorhanden, solchs zu äfern oder zu rechnen, so wurd man sie zu seiner zeit wissen zu finden, und dröen nicht mit weichen birn zu werfen.“ Der Kaiser kam von der Jagd und man geht täglich vor und nach Mittag darüber zu Rat. Wegen der kurf. Klagen über den kais. Hofrat hat der Kaiser den Herrn von Schleinitz A. C. zum Rat bestätigt und dadurch zugleich für eine Reise zu Heinrich Julius nach Braunschweig belohnt, wo derselbe ein Anlehen von 20 000 Talern „uf 8 widerzugeben“ erlangte. Dagegen bedroht der Kaiser die Stadt Waidhofen mit dem Bann, falls sie nicht die verjagten Pfaffen restituire. Erz. Ernst soll in Steiermark die um Abschaffung der Jesuiten anhaltenden Stände bezwungen und von ihnen 400 000 fl. zur Tilgung der hinterlassenen Schulden ihres Herrn erlangt haben. Der Erz. behält für ganze Gubernament in Händen und fragt sie nicht viel, wie sie vermeint hatten. Die österreichische Gesandtschaft wegen freier Religionsübung hier abschlägig beschieden.² Man hofft, wenn Spanien sie den Holländern nachsehe, werde der Kaiser ein Gleiches tun. Herr von Bernstein, Herr von Reda, Graf Salentin von Eisenberg und der Bruder des B. von Würzburg sind an Parma und die niederländischen Stände wegen Erneuerung der Friedenshandlung abgeordnet und rüsten sich zur Reise. „Dis vorhaben geschicht, die teutschen fursten und stende in Niderland ufzuhalten und zu hindern, das sie nichts ernstlichs vornemen. Jedoch scheint es, das weder die ein oder die andern sich werden ferner dergestalt bei der nasen herumziehen lassen“, da des Spaniers Erklärung dahin geht, die Religion nimmermehr freizulassen, obgleich sich etliche bereden lassen, andere und sich mit grosser Gefahr und Nachteil dadurch zu betrügen. . . .

Dr. Zeitungen von Pf. Johann Casimir. 10710. Cop.

455. Johann Casimir an Markgraf Georg Friedrich. 11. Novbr
(Rechtfertigt sein Verfahren gegen die unbotmässige Stadt Amberg.) Leipzig

Auf G. Fr. von Statthalter, Kanzler und Räten zu Heidelberg ihm nachgeschicktes Schr. vom 29. Sept. betr. seine angeblichen gegen das Testament seines Bruders und die Erbverträge verstoss-

¹ Die Rückkehr Hornsteins aus Frankfurt lässt doch wohl auf Datirung nach neuem Stil schliessen. Der Schreiber, dessen Bericht J. C. dem Kf. Christian mitteilte, könnte Salis sein, vgl. No. 141; 147.

² Vgl. Stieve IV, 97 ff; Mitteil. des Inst. f. östr. Gesch. Forschung, Erg. Band VI (1901).

enden Beschwerden des Amberger Rats in Religionsachen. Die Amberger waren nicht nur gegen seine Administration, sondern von jeher in politischen und religiösen Dingen widerspänstig, auch gegen seinen Bruder. Nach dem Rel. Frieden gebührt bekanntlich der Obrigkeit und nicht den Untertanen die im Reich zugelassene Anstellung und Handhabung der Religion; Untertanen, denen, wie es hier geschieht, ihre Gewissen freigelassen und nur ihre gefasste Rel. Uebung nicht verstatet wird, haben sich dessen bei der Obrigkeit billig höchlich zu bedanken. Die Amberger dagegen wenden das Blatt um und unterfangen sich die Obrigkeit zu reformiren. Gegenüber dem Testament seines Bruders verweist er auf das seines Vaters. Die Erbeinigung hat mit der Administration gar nichts zu tun. Was die angebliche Zusage betrifft keine Generaländerung vorzunehmen, so hat er den Ambergern Freiheit der Gewissen, Kirchen und Schulen zugesichert, falls sie seinem Mandat gegen das Lästern und Kondemniren auf den Kanzeln nachleben würden. Statt dessen wurde selbst seine Person unablässig angetastet; weiss nicht, ob G. F. so lange wie er zugesehen haben würde. Da jenes Mandat nicht den geringsten Erfolg hatte und gegen den Willen seines Bruders die ubiquitistische Lehre eingeführt worden war, gebot er Teilnahme der Kirchendiener zu Amberg und auf dem Land an den zu freundlicher Besprechung vorfallender Mängel in Lehre und Leben eingerichteten *classicis conventibus*. Der Ungehorsam dauerte fort und die Amberger klagten gegen ihn beim Kaiser und R. K. G. Seinerzeit wagten sie sogar den Versuch seinen Vater mit gewehrter Hand aus der Stadt zu stossen, was sie später ablägneten.¹ Verweist noch auf die Vorenthaltung des Pfarrhofs und der Hofkapelle zu Amberg, auf die „conspurcirung“ und Abreissung seines Mandats, Konspiration mit Adel, Städten und Märkten, auf den Schimpf gelegentlich der begehrten Stellung des Diakonus zu Amberg zu seinem Konsistorium. Das alles ist *res pessimi exempli* und er hätte überflüssige Ursache alle im Rel. und Profanfrieden der Obrigkeit zugelassenen Mittel und Wege zu ergreifen. . . . G. F. möge den Ambergern künftig nicht so leicht Glauben und Gehör geben, sondern sie zum schuldigen Gehorsam anweisen, „und disfals gegen uns tun, was sie in dergleichen selbst gern hetten, das ihr beschehen solte.“ . . .

Dr. 8543. Cop.

15.
25.
November
London

456. Königin Elisabeth von England an König
Christian IV. von Dänemark.

Ersucht um Unterstützung Pallavicino's, dessen letzte Sendung an die ev. R. Fürsten „*propter dubitationes nonnullas . . . electoris Saxoniae menti inhaerentes*“ nicht zum Abschluss kam, bei seiner neuen Sendung nach Deutschland, wohin zugleich Heinrich IV. Turenne abfertigt.²

Kopenh. England A. Or.

¹ Vgl. Kluckhohn, Friedrich der Fromme, S. 281.

² Ein Schr. gl. Datums an Christian von Anhalt bei Beckmann II, 299 f.

457. Johann Casimir an Dolna.

18. Nov.
Dresden

„Lieber compère!“ Hat D. Schr. vom 4. am 13. bei seiner Ankunft „bei meinem lieben brudern zur Glucksburg“ erhalten und erfahren, wie es im politischen und jägerischen Regiment beschaffen. D. möge ferner gute Inspektion haben. Seinen Einritt hier und „vilfaltige ehre, so mir widerfahren“, zu schreiben würde mehr als 2 Bogen Papier erfordern. Ein Gesandter Baierns traf am gleichen Tag hier ein; wird dessen Werbung mit der Zeit erfahren.¹ Darf am Dienstag nach Freiberg und dann nach Hof ziehen, was er M. Georg Friedrich zeitig kund tun wird, „auch bedacht mich durchs Baierland² zu begeben, doch Amberg zu überhupfen“³ und den Vizedom anderswohin zu bescheiden. Krell hätte ihn gern persuadirt zu Braunschweig zu ziehen, aber der Kf. „hat mir beifall getan“. Beim Besichtigen des neuen Stalls am Sonntag müssen sie den Willkomm trinken, einen Ritter S. Gorgen, der nicht viel Wein hält, „wen es dabei bleiben kunt; kein exes ist noch nit begangen worden“. Dem Kf. schmeckt und bekommt der Beerwein. Der Kf. bat um Zuweisung eines wackern Grafen „bei uns deheim“, mit Hinweis auf die Rheingrafen und dem Zusatz: „es muss aber unser religion sein“. Er antwortete, die Rheingrafen und die andern seien alle verheiratet, dachte aber dann an den jungen Grafen von Hanau. D. soll dies auf 1 Jahr vermitteln; „darf sich fur dem trinken nit befaren. Zondelini lobt den grafen gar sehr“. Als er heute zu der Kurfürstin geladen war, kam das Packet vom 11. Antwort in wenigen Tagen.⁴

„Datum in eil Dresen, den 18. 9bris ao. 90. Vostre bien bon amy J. Casimir“.

Bm. Coll. Camerar. XXXV. Eigh. (pr. 25. Nov.).

¹ Der bairische Gesandte sollte den Tod der Mutter des Herzogs Wilhelm dem Kf. anzeigen, der ihn aber nicht selbst empfing, sondern durch Christian von Anhalt anhören liess; „caetera omnem illi honorem exhibuit et in arce etiam sua hospitio eum excepit“ (Zündelin an Camerarius, Dresden 17. Nov.). Vgl. No. 450.

² D. h. die Oberpfalz.

³ Vgl. No. 455.

⁴ Der Besuch J. C. bei Sachsen wird sogar in einem Schr. Mayenne's vom 23. Nov./3. Dez. erwähnt (Corresp. de Mayenne S. 78 f.) Zündelin berichtet an Camerarius den 15. Nov. aus Torgau: J. C. ist seit 2 Tagen beim Kf. „et quod conicere ex signis in oculos incurrentibus possumus, inter eos rectissime et amantissime adhuc convenit;“ am 17. Nov. aus Dresden: J. C. noch hier „hospes gratior quam multi vellent; qui tamen quid aut cur velint hoc potius quam illud, ignorare penitus aut certe non satis scire videntur. . . Exspectamus iam maiora omnia, nisi quidam impediunt, quibus minor est animus quam ut magna et praeclara capere possint. Nostri herois magnanimitas et constantia exemplo aliis ad imitandum, aliis ad pudendum et ignominiam, ut spero, erit. Nihil ille quidem neque timide neque temere.“ Am 24. November: J. C. wird morgen nach Haus reisen; „Hipparchus [der Kf.] erga hospitem benevolentiam et amorem ostendit non mediocre. Domestica omnia satis tranquilla sunt.“ In einem späteren Brief (ebd. No. 156): „Dux Casimirus haud ingratus hospes Dessam hinc discessit his diebus.“ Vgl. Beckmann III, 144. — Ein

22. Novbr.

458. Zeitung aus Prag.

2. Dezbr.

„Aus Prag vom 2. x^{bris} ao. etc. 90“.

Prag

Der Kaiser seit der Rückkehr von der Jagd wenig sichtbar; ob wegen böser Zeitungen aus Spanien oder wegen des Schrecks über schen gewordene Pferde? Rumpf durch sein Ross in Lebensgefahr gebracht. Der Kaiser wurde darauf etwas schwach und man holte die Aerzte.¹ Heute war der Kaiser in der Messe nicht sichtbar; kaum wegen des Rangstreits zwischen dem kölnischen und dem Florentiner Gesandten. Die, die zunächst um den Kaiser sind, entschuldigen diese Einsamkeit und Zurückhaltung mit seiner Schwachheit; „andere sagen, das eben dieselben I. Mt. zu solcher einsamkeit darumb selbst raten, uf das sie bei solcher weis allein regiren mögen“. Audienz des Florentiner Gesandten am 23. vor. Mts.,² des braunschweigischen, des bairischen. Der spanische Gesandte soll dieser Tage ein Packet Briefe unter Fluchen auf Frankreich ins Feuer geworfen und seinen Freunden nicht mitgeteilt haben. Bernstein und Reda noch nicht abgereist; sollen auf Geld warten. Reda's Sohn soll dem Kaiser künftig den Wein tragen. . . .

Dr., Zeitungen von Johann Casimir 107 IV. Cop.

23. Novbr.

359. Sobolles an Pf. Johann.

3. Dezbr.

Metz

Hatte Befehl vom K. Joly zur Unterstützung Turaine's nach Dresden zu schicken; da J. krank ist, wählte er den Kapitän Flavigny, der über Zweibrücken gehen und J. veranlassen soll wegen ihrer bedrängten Lage an Casimir zu schreiben.

Dr. 9305. I. f. 494. Cop.

24. Novbr.

360. Vereinbarung zwischen Pfalz und Sachsen über einen Bund evangelischer R. Stände.³

Dresden

„Verzeichnus der puncten, deren sich Pfalz und Sachsen der bewussten hochvortrauten sachen halben bei irer itzigen zuhaufkunft mit einander vor sich vorglichen, dorauf kunftig die andern stende auch zu behandeln“.

Schr. des Pancratius an Pf. Philipp Ludwig aus Speier 4. Dez. ist über die „in grosser geheim“ unternommene Reise J. C. noch ganz im Unklaren; es gehe die Sage, J. C. habe sich mit L. Wilhelms Tochter [gemeint ist wohl Hedwig, geb. 1569] verheiratet; andere meinten, er sei wegen der Hülfe für Navarra zu den prot. Fürsten, auch nach Dänemark gereist (Mb. 336/20, Or.). Konrad von Solms an Johann von Nassau, 17. Dez.: J. C. lag die letzte Nacht zu Kirchheim und wird heut zu Giessen übernachten (Wiesb.). Am 6. Jan. 1591 meldet Tossanus dem Grynaeus die glückliche Heimkehr J. C. aus Sachsen (Cuno II, 107).

¹ Vgl. Stieve IV, 36 A. 3 (nach Berichten des bair. Hofkanzlers Gailkircher aus Prag); 37.

² Vgl. Johann Baptist Fickler an Grossherzog Ferdinand von Toskana, Ingolstadt 28. Nov./8. Dez. 1590: „Venit ad me Ser. T. legatus syncere nobis dilectus Rodericus Alidosius“ (Bm. Cod. bavar. 715^a f. 222^b, Cop.). Vgl. S. 295 A. 2. Am 18. April 1590 schrieb Khevenhüller an Rudolf II, Spanien trage Missfallen an der Bemühung Toskanas um den Königstitel beim Kaiser (Nürnb. Germ. Mus.).

³ Vgl. K. A. Muffat, die Verhandlungen der protest. Fürsten in den J. 1590 und 1591 zu Gründung einer Union (München 1865), S. 6; Archiv f. sächs. Gesch. VII, 306 f.

1) Beide Fürsten haben sich der beiden Ausschreiben in der 24. Novbr. geheimen und der französischen, dann in der auf dem Dep. Tag Dresden vorgelaufenen Sache, dass Sachsen, doch auf gewisse Massen, inhalts der Notel, die Ausschreiben tun soll, verglichen.

2) Pfalz soll auf der Heimreise Braunschweig nochmals ersuchen und unverzüglich an Sachsen berichten, damit die Ausschreiben gleich ausgefertigt werden können.

3) Der im Plauischen Abschied erwähnte Anschlag ist nach der R. Matrikel einzurichten und dabei zu handeln, dass jeder Stand nach seinem Vermögen für dieses Werk noch etwas dazu tun möge.

4) Die Zusammenkunft der Räte soll „so vil möglich unvermerkt dieses handels“ geschehen, und zwar zu Torgau und falls Braunschweigs halber keine Verhinderung, um Mitte Januar; die Ausschreiben sollten mindestens 6 Wochen vorher ergehen, damit jeder die Seinigen desto besser abfertigen könne.

5) „Nachdem dis ein politisch Werk, so will kunftig in acht zu nemen sein, das dis vorstendnus nicht allein zu beschutzung der evangelischen religion, sondern auch zu abwendung aller andern drangsal und beschwerung, wie die einem oder dem andern mitinteressirten stand zustehen möchten, gemeint und vorstanden sei“.

6) Nötig, gleich nach vollzogener Notel Geld zu kontribuiren und den Anschlag nicht auf Volk zu richten; das Geld in zwei von folgenden Städten: Strassburg, Nürnberg, Erfurt, Magdeburg zu legen.

7) Bei der zu Plauen vereinbarten Zahl des Kriegsvolks zu bleiben; sollte dies aber bei der Zusammenkunft nicht zu erreichen sein, das Werk deshalb nicht zu zerschlagen.

8) Zur Befestigung und Stärkung des Werks soll nach dem Plauischen Abschied nicht nur anfangs, sondern jährlich ein Gewisses kontribuirt werden.

9) Da etliche gegen das alleinige Direktorium der drei kurf. Häuser Bedenken geäußert haben, ist bei der Versammlung die Wahl eines Ausschusses, dem die Schlüssel und das ganze Direktorium neben den kurf. Häusern zu vertrauen, ins Auge zu fassen, da Pfalz und Sachsen andern zu Nachteil hierin keinen Vorteil begehren, „jedoch das es bei diesem ausschuss, es werde hernach darzu gezogen wer da wolle, kunftig in alle Wege zu lassen“.

10) Obwohl der Plauische Abschied auf ein immerwährendes Werk geht, wollen doch Pfalz und Sachsen auf geschehene Erinnerung anderer nicht dagegen sein, dass es auf 50, 40 oder wenigstens 30 Jahre gerichtet werde, nach welcher Zeit jedem der Austritt freistehen und dann sein kontribuirtes Geld zurückerstattet werden soll, unter Abzug seines Anteils an inzwischen vorgekommenen Aufwendungen.

11) Die Obersten, Rittmeister u. s. w. sollten nicht von dem kontribuirten Geld unterhalten, sondern von den Fürsten aus ihren ohnedies bestellten Dienern, „so des krigs wol erfahren und eines guten namens sein“, mit Bewilligung der andern ernannt und besoldet werden; Veränderungen wären sogleich den vereinigten Ständen mitzuteilen und die Lücken unverzüglich zu ergänzen „ist auch zu besorgen, das dis werk ohne das nicht wol in geheimb zu halten sein werde“.

13) Auf der Zusammenkunft zu bestimmen, wer unter den Fürsten Oberster und Oberster Leutnant sein und wer Feldmarschall werden solle.

13) Ferner über die Kriegsbestellung derselben zu reden, doch dahin zu sehen, dass die Stände vor der Defension selbst nicht mit Besoldung beschwert werden.

14) „Obwol von etzlichen erinnert, das hiebei die kais. Mt. austrücklich zu excipiren, dieweil aber dis werk kein sonderbar vorbundnus, sondern dasselbe allein zu handhabung des religion und prophan friedens, auch der andern reichsconstitutionen gemeint, so helt Pfalz und Sachsen darfur, das es demnach unnötig, I. kais. Mt. etc. hierinnen in specie zu erwehnen“.

15) Die vereinigten Fürsten sollen jährlich wenigstens ein Mal ihre vertrautesten und auf dieses Geschäft verpflichteten Räte zusammenschicken, um über etwaige Mängel u. a. reden und „bis an die herren“ einen Abschied vergleichen zu lassen.

Pfalz und Sachsen wollen hiedurch den andern Fürsten nichts vorschreiben, sondern alles auf fernere Vergleichung aussetzen, „itzund aber von inen zu kunftiger nachrichtung diesem werk zum besten bedacht und zu papier bracht worden.

Signatum Dresden, den 24. Novembris ao. 90 etc.“

Dr. 7281; 9305. I. Berlin, Unionsacta I. Copp.

24. Novbr. **461.** Vereinbarung zwischen Pfalz und Sachsen über Dresden die französische Hülfe.

„In der französischen sachen haben sich Pfalz und Sachsen miteinander unterred und nachfolgende puncten zu fernerm nachdenken ufs papier zu bringen eine notturft ermesen“.

1) Die Hülfe muss an Geld geschehen, die Fürsten in ihren Landen werben lassen und bekannte und kriegserfahrene Leute beiziehen. 2) 6000 Pf. und 2 Regimente Knechte zu je 10 Fähnlein genügen für jetzt. 3) Nur Feldgeschütz, ungefähr 25 Stück, zu nehmen. 4) „Zum haubt eines solchen kriegsvolks were furst Christian zu Anhalt als ein tapferer gottesfürchtiger junger furst zu gebrauchen“. 5) Ihm beizugeben 3 deutsche Reiter- und 2 Landsknechtsobersten, etliche erfahrene Kriegsräte und ein geübter des Französischen kundiger Sekretarius. 6) „Ob und was fur assurance vom könige für das geliehene gelt zu begehren, ob I. K. W. anzumuten, das sie diesem teutschen fürsten Metz, Tull und Verdun einraum; und solches derjenigen stend halben, die sich beschweren möchten, etwas bei dem werk zu tun, damit sie desto williger hierzu gemacht werden“. 7) Ob und in welcher Stellung die französischen Gesandten beim Heer zu behalten. 8) Nach Verständigung über die Hülfe den König sofort zu benachrichtigen. 9) Ebenso England und die Staaten von Holland und Seeland mit Begehren um Geldhülfe und dass sie beim Anzug des Volks dem Gegner zu schaffen machen. Die Räte sollen beim künftigen Konvent ein Schr. um Geldhülfe an die vermöglichsten R. Städte vereinbaren.

Ma. 545/7 f. 36 f. Cop.

462. Visconti an Sfondrato.

9.

(J. C. Versuch auf dem Dep. Tag das Reich in Krieg mit Spanien zu verwickeln gescheitert; seine Reise zu den prot. Fürsten; deren angebliche Absicht Navarra gegen Rückgabe der drei Stifter zu unterstützen und zum römischen König zu machen und die Generalstaaten zur Unterwerfung unter die Hoheit des Reichs zu veranlassen. Kais. Gesandtschaft an Parma und die Staaten.)

19.

Dezember
Prag

„Poichè nel convento di Francfort . . per le preventioni fatte da S. M^{ta} et aiuti de' principi catt^{ci} et in particolare del duca di Baviera Casimiro non potè ottenere l'intento suo di far levar l'armi nel' Imperio contra il re cath^{co} sotto pretesto di levarli di mano alcune piazze dell' Imperio ch' egli tiene alle frontiere di Fiandra, ma in effetto per divertirlo dalli aiuti che dà all'unione de' Catt^{ci} di Francia, si è determinato di andar egli in persona delli elettori et principi protestanti dell' Imperio per moverli e sollicitarli a questa impresa; e per li ultimi avisi s'intese ch' egli era stato dall' elettore di Sassonia, et de li parti per Brandenburg. . . Se bene si va dicendo, che già habbino posta una grossa contributione de denari tra di loro per tal conto et offerto a Navarra, che restituendo all' Imperio Metz, Tul et Verdun li daranno tutti li aiuti che desidera per ottenere il regno di Francia et lo faranno anco re de' Romani, et che parimente sollicitino li Stati di Olanda et Zelanda a darsi sotto l'Imperio, perchè li protegeranno dell' armi del Catt^{co}: tuttavia li ministri di S. M^{ta} non hanno di ciò particolare aviso, con tutto che ne stiano in qualche sospitione, sapendo in generale di certo che vanno tramando contra la casa d'Austria in aiuto di Navarra“. Kais. Gesandtschaft an die spanische Regierung in Flandern und an die Staaten behufs Aufnahme der Kölner Friedenstraktation, um den Protestanten den Vorwand mit den festen Plätzen zu entziehen.

Rom. Germania 112, S. 75; S. 83. Orr. (2 Exemplare.)

463. Christian von Sachsen an Johann Casimir. 10. Dezbr.
Dresden

Da nach Auflösung des Dep. Tags die bedrängten Stände sich an die wenden werden, die für Hülfeleistung stimmten, und man sich noch über Einrichtung der französischen Hülfe und Beantwortung des K. von Schottland verständigen muss, schreibt er gemäss ihrer beiderseitigen Verabredung, obwohl dies dem Herkommen nach J. C. gebührte, einen Tag auf den 20. Januar nach Torgau aus. Strenge Geheimhaltung der französischen Sache. (P. S.) Ueberhaupt der ganze Konvent „in ganz stiller geheim zu halten“.¹

Ma. 548|7 f. 20|38. Or. (pr. 22. Dez.)

¹ Fast gleichlautende Schr. gl. Datums an Kurbrandenburg, Magdeburg, M. Georg Friedrich, Mecklenburg, Braunschweig und L. Wilhelm (mit der Aenderung: nach Verabredung mit J. C. und Kf. Johann Georg), ebd. und Dr. 9305. I. — J. C. hatte schon am 20. Okt. nach dem Ausgang des Dep. Tags in einem Schr. an Sachsen und Brandenburg persönliche Zusammenkunft, Konvent der Räte oder Verständigung in Schriften vorgeschlagen (Mb. 414/77, Conc.).

16. Dezbr. **464.** Landgraf Wilhelm an Johann von Nassau.

Kassel

Der Kf. von Köln soll bei einem Fall den Hals gebrochen haben. Ist dies wahr, so sollten die Kapitularen der drei Stifter, die derselbe innehabt, eiligst zusammentun und Neuwahlen vornehmen, „ehe ihnen andere, die ihnen zu schwer sein mochten, intrudiret werden“.¹

Wiesbaden. Or.

17. Dezbr. **465.** Ulrich von Mecklenburg an Johann Georg von Brandenburg.

zum neuen
Kloster

Erklärung über die pfälzisch-sächsische Verabredung [vom 24. Nov.]. Ein politisches Werk. Verweist auf sein Schr. vom 25. Juli und seine Erklärung vom 14. Sept. Lehnt jede politische Vereinigung ab, ebenso jede Einschränkung des Projekts auf die Religion oder auf einen begrenzten Termin (50, 40, 30 Jahre). Kann bei seinem hohen Alter und seinen mässigen Einkünften der Posterität keine solche Verpflichtung aufladen. . . . Der Kaiser müsste doch jedenfalls ausdrücklich in Acht genommen werden. J. G. kann hieraus entnehmen, wie seine Räte, falls er sie zur Zusammenkunft schicken sollte, votiren werden.²

Berlin. Unionsacta I. Cop.

24. Dezbr. **466.** Johann Casimir an Markgraf Georg Friedrich.

Heidel-
berg

G. Fr. weiss voraussichtlich, wie er zu Plauen übernahm wegen der vertrauten Sache mit Braunschweig zu handeln, „warumb sichs auch so lang verzogen, das wir demselben unserm versprechen bishero kein genueg tun konden“. Jetzt nahm er seinen Rückweg von dem Besuch bei Kursachsen zu Braunschweig, der sich das Werk wohl belieben liess „und ein hohe notturft ermessen, das solch gescheft nicht lang ufgeschoben, sonder fuderlich ins werk gerichtet werde.“³ Darauf wir uns mit des churf. zu Sachsen L.

¹ J. antwortet am 20. Dezember, er habe es auch gehört, ebenso sein Sohn Johann kürzlich zu Heidelberg von Statthalter [Dohna], Kanzler und Räten. — Kf. Ernst besass übrigens nicht nur „drei Stifter“, sondern fünf Bistümer und eine Abtei.

² Vgl. No. 416; Muffat S. 6 f. U. Instruktion für seinen Gesandten zum Torgauer Konvent, Güstrow 14. Jan. 1591, ganz in diesem Sinn abgefasst, verweist auf obiges Schr. sowie auf seine frühere Erklärung gegen Sachsen und Brandenburg und auf die Erklärung etlicher Fürsten gegen Navarra vom März 1585 (Br. J. C. II. 336 A. 2).

³ Vgl. No. 453; 457. Am 3. Dez. schreibt Heinrich Julius von Braunschweig aus Grünigen an Kf. Christian, J. C. sei gestern Abend hier bei ihm eingetroffen und habe diesen Morgen ihm von den Verhandlungen über eine evangel. Zusammensetzung vertraulich Mitteilung gemacht sowie ihm den Plausischen Abschied zu lesen gegeben; er halte das Werk angesichts der Zerrüttung im R. und der spanischen und päpstischen Praktiken ebenfalls für hochnötig und werde seine Räte, die er J. C. „für S. L. von hinnen scheiden“ namhaft gemacht, mit genügender Vollmacht und Instruktion zur Vollziehung dieses nützlichen Werks abfertigen (Berlin ebd. Cop., von Kf. Christian am 7. Dez. nebst der Dresdener Vereinbarung mit J. C. dem M. Georg Friedrich zugeschickt).

verglichen“, dass die Räte am 20. huius [I] zu Torgau zusammenkommen; das am 10. huius zu Dresden abgegangene kursächsische Ausschr. wird G. Fr. bereits erhalten haben. Jeder Fürst soll die Seinigen ausreichend instruiren und mit genügender Vollmacht abfertigen. . . .

„Datum Heidelberg, den 24^{ten} Dezembris anno etc. 90.“ (pr. Ansbach 29. Dez.)

Berlin, Unionsacta I. f. 352. Or.

467. Ernst von Mansfeld an Gebhard Truchsess. 26. Dezbr.

Dieden-
hofen

Betr. der falschen Aussage des B. von Strassburg war Solms für Veröffentlichung, er dagegen, da der B. in seinem Schr. an die Stadt die Schuld nicht den Kapitularen, sondern dem K. von Frankreich zuschiebt. Auch Pf. Johann, bei dem er in Zweibrücken war, stimmt ihm bei und hat dem Kapitel in diesem Sinn geschrieben.¹ Bittet mit ihm, da er sich hier eine Zeitlang halten will, über Zweibrücken zu korrespondiren sowie nach 14 Tagen eine vertraute Person dorthin zu schicken, um etliche Arkanitäten abzuschreiben. Es sind die in Bonn von Schenk gefundenen Sachen, worin alle consilia und vires der Ligisten, Lüttichs, Baierns, des Kaisers, Triers, Spaniens, dass sie kein Geld haben; „sind 6 buch papir“, meist in characteribus, aber das abc dabei, „das man es alles hat interpretiren können. Ich wolte Ambitionem [Ligueurs] heissen viel donnen goldes dafür geben, das sie nie ins licht kommen. Wenn es Obrister [Sachsen] mit seinen collegis inne wird, diabolus erit abbas, sagt der“.²

Str. A. A. 772 f. 207. Eigh.

468. Wilhelm von Jülich an Pfalzgraf Philipp 30. Dezbr.

Ludwig.

9. Januar

Der Kaiser hat Valentin von Eisenburg, den Freiherrn von Bernstein, Dietrich Echter zu Mespelbrunn, Dr. Fabri und den jülichischen Rat Otto von dem Biland verordnet, beide kriegende Teile zu einer neuen Friedenshandlung zu ermahnen.³

Mb. 101/6 f. 83.

¹ Ueber das geplante Attentat eines im Dienst Sancy's und Heinrichs IV. stehenden Italieners Pestalozzi auf das Leben des B. von Strassburg sowie auf Zabern und Hoh-Barr vgl. Meister, Kapitelstreit S. 375 ff. J. C. teilte am 13. Okt. den ev. Kapitularen eine ihm von einem papistischen Ort zugekommene Zeitung vom 4. Okt. mit, worin die „Bruderhöfischen“ als Urheber des Anschlags hingestellt werden. (Str. AA. 1619). Sie wiesen in einem Schr. an J. C. vom 6. Nov. die gegen sie bzw. gegen Heinrich IV. und Sancy ausgesprochene Verläumdung zurück (ebd. 773). Am 2. Nov. ersucht Schomberg aus Frankfurt Hochfelder um genaue Aufklärung (ebd. 1859).

² Vgl. No. 129; 154 (S. 149).

³ Eine Zeitung aus Prag, am 6. Jan. 1591 von Magdeburg an Sachsen geschickt, hebt hervor, dass Biland sich deshalb besonders ad partem bei den Staaten bemühen solle (Dr. 9305). Vgl. Thomas

469. Bedenken Dohna's über die in Torgau zu begreifende Unionsakte.

1. In der Einleitung muss die spanische Inquisition genannt werden, „als der brunnen, dahero alle persecuciones und praktiken herfliessen“. 4. Betreffend den geistl. Vorbehalt sehe man, dass es bei dem pfälzischen Unionsentwurf bleibe. 5. Soll die Bundeshülfe nur „uf ein ein offenen gewalt und hörzug“, nicht auch auf Einlagerungen, Musterplätze u. dgl. gerichtet werden, so hat die ganze Union keinen rechten Grund; „dan sie stantibus rebus in Belgio et Gallia würt man nicht balt ein öffentliche feide wieder Deutschland anfangen; so werden es unsere hern geistliche auch wol bleiben lassen“. Sachsen und Brandenburg haben jene Worte gut auslassen, weil sie von Musterplätzen und Durchzügen, besonders den ersteren, wenig zu besorgen haben; die pfälzischen, hessischen und braunschweigischen Orte aber könnten, wenn sie ausgelassen würden, Jahr für Jahr geplündert werden. 13. Man muss bei Hessen und Braunschweig dahin arbeiten, „das man sich auch der verstantuus sowol unser, als unser mitglieder, wo nicht ausserhalb, doch im reich halben, als zu Ach, Wesel, Cöln, zu erfreuen und wirklich zu getrösten habe“. Denn um jährlich Geld zu geben und dies bis auf „ein ofnen gewalt“ liegen zu lassen, dafür hätte man sich wol kaum so sehr zu bemühen.²

Mc. Geh. Verstantnussen zw. Churpfalz, Saxon etc. a. 1590. Eig. (Auszug von Geheimrat Ritter.)

Bodley an Henry Sydney, Haag 10. Jan. 1591, Collins, Letters and memorials of state I, 334. Visconti an Sfondrato, Prag 22. Dezbr./1. Januar: der Kaiser hat wegen der lebhaften Klagen Triers und Kleves gestern einen Kurier an Parma geschickt „con lettere efficacissime“; die Räumung der Plätze wird aber kaum erreicht werden und man fürchtet daher, „che de' motivi di Protestanti, a tempo novo si debba vedere qualche notabile effetto“ (Rom, Germ. 112 f. 91).

² Vgl. Ritter, Br. und A. I, 34; an unrichtiger Stelle verwertet bei Schmidt, Dohna S. 163. Ob die Abfassung des Bedenkens in den Dezember oder Januar fällt, vermag ich nicht zu bestimmen.